



BISU  
Études japonaises

---

*Numéro spécial*

**Catastrophes du 11 mars 2011,  
désastre de Fukushima**

*Fractures et émergences*

sous la responsabilité éditoriale  
de Thierry RIBAUT et de Christine LÉVY

---

Livres à lire

---

47

printemps-été  
2012

# EBISU

47

printemps-été 2012

*Directeur de la publication* : Christophe MARQUET

*Comité de rédaction* : Guy FAURE, Isabelle GIRAUDOU, Jennifer HASAE, Hélène LE BAIL, Christine LÉVY, Christophe MARQUET, Thierry RIBAUT, YABE Masafumi.

*Secrétaire de rédaction* : Christine LÉVY

*Comité éditorial* : Jennifer HASAE, Christine LÉVY, MIKASA Maki, YABE Masafumi.

*Secrétaire éditorial* : Jennifer HASAE

*Comité scientifique* : Natacha AVELINE (CNRS), Patrick BEILLEVAIRE (CNRS), Augustin BERQUE (EHESS), Robert BOYER (CEPREMAP), Laurence CAILLET (U. Paris X), William CLARENCE-SMITH (U. de Londres), Florian COULMAS (DIJ), Alain DELISSEN (EHESS), Nicolas FIÉVÉ (EPHE), Harald FUSS (U. de Heidelberg), Carol GLUCK (U. de Columbia), Jacques GRAVEREAU (HEC), HIROTA Isao (U. Teikyō), Annick HORIUCHI (U. Paris-Diderot), ISHIDA Hidetaka (U. de Tokyo), Jacques JAUSSAUD (U. de Pau), Paul JOBIN (U. Paris-Diderot), KAWADA Junzō (U. de Kanagawa), Christophe MARQUET (INALCO), MIURA Nobutaka (U. Chūō), Nicolas MOLLARD (U. de Genève), Jacqueline PIGEOT (U. Paris-Diderot), Karoline POSTEL-VINAY (CERI), Massimo RAVERI (U. Ca'Foscari), Jean-François SABOURET (CNRS), Cécile SAKAI (U. Paris-Diderot), Éric SEIZELET (U. Paris-Diderot), Pierre SOUYRI (U. de Genève), Bernard THOMANN (INALCO), Joël THORAVAL (EHESS), Yves TIBERGHEN (U. British Columbia), Elisabeth WEINBERG DE TOUCHET (U. Lille I), Pierre-Étienne WILL (Collège de France), Claudio ZANIER (U. de Pise).

*Mise en pages* : Jennifer HASAE

*Éditeur et propriétaire du titre* : Bureau français de la Maison franco-japonaise © 3-9-25, Ebisu, Shibuya-ku, Tokyo 150-0013, Japon © Tél : (03) 5421-7641 © Fax : (03) 5421-7651 © E-mail : ebisu@mfg.gr.jp © Site web : <http://www.mfg.gr.jp/publications/ebisu/>.



Revue soutenue par  
l'Institut des Sciences Humaines  
et Sociales du CNRS

*Avertissement* : Les textes des articles sont publiés sous la responsabilité scientifique de leurs auteurs après examen anonyme par des rapporteurs que nous remercions pour leur collaboration.

La revue *Ebisu* est classée B par l'AERES depuis 2008.

*Indexations, référencements* :

AERES, Bibliography of Asian Studies, International Political Science Abstract,  
*Le Monde diplomatique*, Réseau Asie.

*Nouveau !*

Retrouvez tous les anciens numéros d'*Ebisu* sur le portail internet Persée :  
<http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/ebisu>

# Sommaire



## Catastrophes du 11 mars 2011, désastre de Fukushima

### *Fractures et émergences*

sous la responsabilité éditoriale de Thierry RIBAULT et de Christine LÉVY

### **Introduction**

Les démons du Tōhoku Christine LÉVY .....	7
--	---

### **Espace et géologie**

Séisme et tsunami du 11 mars 2011 : spatialisation de la catastrophe Rémi SCOCCIMARRO .....	13
Un modèle géographique de la catastrophe Marie AUGENDRE .....	27

### **La catastrophe en question**

Milieu, co-suscitation, désastres naturels et humains Augustin BERQUE .....	41
« Un paradis habité par des meurtriers sans méchanceté et des victimes sans haine » : Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima Jean-Pierre DUPUY .....	49

<b>Où est notre avenir ?</b>	
NISHITANI Osamu .....	59
<b>Technologie souveraine et contrôle démocratique</b>	
Alain-Marc RIEU .....	69

## **Le nucléaire en politique**

<b>Gestion de crise et culture politique du Japon contemporain :</b> le Premier ministre Kan Naoto a-t-il réellement failli ?	
Thierry GUTHMANN .....	81
<b>L'empire du nucléaire :</b> quand Fukushima ne crachait pas encore ses « atomes pour la paix »	
Thierry RIBAULT .....	89
<b>La promotion du nucléaire civil</b> <b>dans la presse quotidienne japonaise</b>	
Tino BRUNO .....	99
<b>Convertir les « allergiques à l'atome » :</b> la promotion du nucléaire au Japon	
Mathieu GAULÈNE .....	107

## **Protéger, protester**

<b>Qui est protégé par la radioprotection ?</b>	
Paul JOBIN .....	121
<b>Les voix des femmes après la catastrophe du 11 mars</b>	
Christine LÉVY .....	133
<b>Catastrophe environnementale au Japon :</b> apport des savoirs profanes et mouvements citoyens	
Jean LAGANE .....	143

**Politiques de dédommagement  
pour les agriculteurs de Fukushima ?**

Le cas de la Nōminren

NAMIOKA Shintarō ..... 151

**Fermiers sinistrés de Fukushima :**  
comment faire face dans des conditions extrêmes ?

Hiroko HUMBERT-AMEMIYA ..... 165

**Reconstruire ?**

**La reconstruction de la commune d'Ōtsuchi :**  
étude des souhaits des habitants

EGUCHI Kumi, KUBOTA Aya,  
NAGASE Setsuji, KUROSE Takefumi ..... 175

**Enjeux de la reconstruction :**  
recoudre le tissu urbain, renouer le lien social

Murielle HLADIK ..... 189

**Les politiques publiques de logement  
face à la catastrophe du 11 mars**

Cécile ASANUMA-BRICE ..... 205

**Communautés de quartier et associations :**  
le retour du local après le 11 mars 2011

Patricia MARMIGNON ..... 215

**Vivre, vivre au Japon**

Manuel TARDITS ..... 223

**Reconstruire ses souvenirs :**  
le nettoyage des photographies emportées  
par le tsunami à Kesenuma

Coralie CASTEL ..... 229

## Représentations de la catastrophe

- Le déluge sans le Japon :  
aléa naturel et catastrophe dans la culture japonaise  
Philippe PELLETIER ..... 243
- Cataclysme et pouvoir politique dans l’imaginaire au Japon :  
l’exemple des *namazu-e* du séisme de l’ère Ansei (1855)  
Julien BERNARDI-MOREL ..... 255

## Témoignage

- Du refus à la solidarité :  
devant les terres dévastées  
KAMATA Satoshi ..... 269

## Perspectives

- Protéger à Fukushima ?  
Thierry RIBAUT ..... 295

## Livres à lire

- Compte rendu ..... 313  
Dany SAVELLI (éd.), *Le Japon en Russie : imaginaire, savoir,  
conflits et voyages*, revue *Slavica Occitania*, n° 33, 2011, 483 p.
- Ouvrages reçus ..... 318

- Résumés ..... 319  
Abstracts ..... 324  
要旨 ..... 331

# Introduction

## Les démons du Tōhoku

Ce numéro d'*Ebisu* est né d'un appel à contributions lancé en juin 2011. Il entendait rendre compte, entre autres, de tout ce qui pouvait montrer la montée d'un refus de l'ordre des choses. Trois mois après, le 19 septembre 2011, soixante mille personnes se rassemblaient à Tokyo au parc Meiji pour dire leur refus du nucléaire. Parmi les orateurs, Mutō Ruiko 武藤類子, une militante antinucléaire de longue date à Fukushima, y prononçait un discours émouvant, aussitôt traduit en chinois, en anglais et en français pour être diffusé sur les sites internet<sup>1</sup>. Tout était dit dans ce discours, l'essentiel en termes simples et clairs ; aux côtés de nombreux militants antinucléaires, beaucoup de personnes manifestaient pour la première fois de leur vie, pour exprimer à la fois leur solidarité envers les personnes sinistrées, leur colère contre un système qui s'est montré défaillant, leur rejet de l'irresponsabilité et leur refus de léguer aux générations futures le fardeau du nucléaire. La peine d'une perte irrémédiable, celle de la nature, du pays natal et de ses trésors, se doublait d'une tristesse de voir les liens humains se briser et se déchirer, pris en tenaille entre la « campagne de sécurité » aussitôt déployée par les autorités de l'État et la direction de Tepco d'une part, et d'autre part l'angoisse qui tourmentait chacun en son for intérieur dans les décisions immédiates à prendre. Parmi ces dilemmes, se taire ou protester ; une certitude, que l'accident n'était pas terminé, qu'il était loin d'être maîtrisé, que

---

1. Voir : <<http://www.youtube.com/watch?v=IH-66MqFTdw>> (consulté le 8 mai 2012).

trop de vérités avaient été cachées, et le sentiment d'être mis au rebut ont eu raison de l'accablement et de la tristesse. « Ne nous prenez pas pour des idiots », « Ne nous volez pas nos vies » ont sonné comme le cri du cœur de ces habitants du Tōhoku, et du désespoir des paysans de voir leur terre polluée, des cris de protestations se sont fait entendre ; refusant les nouvelles discriminations et divisions, des voix ont commencé à demander des comptes à l'État et à Tepco. « Nous sommes devenus les démons du Tōhoku, brûlant calmement de fureur », déclarait Mutō Ruiko.

À cette terrible blessure du tsunami qui a emporté près de vingt mille vies s'est ajouté ce drame écologique et politique, source de suspicion, de meurtrissure qui empêchaient chacun de sortir de la culpabilité lancinante.

Depuis, la centrale de Tomari à Hokkaidō fut mise à l'arrêt le 6 mai 2012, et désormais aucun des réacteurs nucléaires implantés sur le sol japonais, au nombre de 54, n'est en activité, bien que la question du redémarrage ou non de la centrale d'Ōi dans le département de Fukui reste en suspens. Des voix de plus en plus nombreuses prônent la sortie du nucléaire, même si d'autres forces – nationales et internationales – travaillent à son maintien. Le mythe de la sécurité du nucléaire s'est effondré, le primat de l'économie ne peut plus légitimer le sacrifice d'une partie de la population, et l'espoir de voir de leur vivant la sortie totale du nucléaire gagne de nouvelles personnalités ou responsables politiques. La question de l'adoption de lois protectrices contre l'irradiation est enfin en cours de discussion au sein de l'assemblée législative. Et les revendications des femmes de Fukushima pour la reconnaissance du droit à l'évacuation de toutes les familles ne restent pas complètement inaudibles. Les enjeux politiques de l'avenir sont là. Or nous ne pouvons que constater une lenteur manifeste dans la prise des décisions politiques, juridiques et humanitaires, pourtant si urgentes. Nous ne pouvons oublier tous les problèmes liés à la reconstruction, autant matérielle que morale, de toute une région dévastée par le malheur.

Chacun des articles présentés ici interroge en filigrane le lien de la catastrophe naturelle à la catastrophe humaine, ce qui fait écho à la culture et à l'histoire du pays, la nature des liens tissés à travers le passé et le présent, et ce que ceux-ci permettent d'envisager à l'avenir.

Nous remercions ici tous les contributeurs/trices grâce à qui nous pouvons faire état de la situation et de la multiplicité des enjeux, et offrir des outils d'analyse, rendre compte des débats en cours depuis le 11 mars. La

traduction que nous proposons du texte de Kamata Satoshi 鎌田慧, « Du refus à la solidarité », paru en octobre 2011 dans la revue *Gendai shisō* 現代思想, apportera au lecteur un témoignage direct et à travers l'histoire d'un engagement personnel, un éclairage saisissant tant sur l'historique du mouvement antinucléaire au Japon que sur ses enjeux actuels. Enfin, avec le texte de Thierry Ribault, auteur de l'appel à contributions et co-responsable de ce numéro, nous présentons ses pistes de réflexions et ses perspectives théoriques, sur la question de la protection notamment, qui iront nourrir les débats et les recherches indispensables à l'avenir.

Ce numéro est aussi notre manière à nous tous de rendre hommage à tous ceux qui luttent pour sortir de leur détresse, à ceux qui leur sont venus en aide, et d'exprimer un sentiment de solidarité au-delà des clivages que cette catastrophe a fait naître.

*Le 8 mai 2012,  
Christine LÉVY*

Nous tenons à remercier tous les membres du comité de rédaction, en particulier Jennifer Hasae pour le travail éditorial, ainsi que Marc Humbert, ancien directeur de la publication, qui a pris l'initiative de lancer ce numéro.





# Espace et géologie



# Séisme et tsunami du 11 mars 2011

## Spatialisation de la catastrophe

Rémi SCOCCIMARRO

Spatialiser la catastrophe, révéler sa dimension géographique permet de mieux la comprendre et d'en saisir les enjeux. Ainsi, à la différence du séisme de Kobe en 1995 (dit *Hanshin Awaji daishinsai* 阪神・淡路大震災), la localisation du séisme et du tsunami du 11 mars 2011 dans le Sanriku 三陸 est peu surprenante. En revanche, la destruction de villages parmi les mieux protégés au monde nous interpelle. Elle pose en particulier la question des limites d'un certain modèle de développement urbain et des choix faits au xx<sup>e</sup> siècle pour la protection des populations.

En nous situant d'abord à l'échelle régionale, puis à l'échelle locale, nous montrerons que malgré la diversité des contextes et des conjonctures, la nature catastrophique du 11 mars est aussi le résultat de logiques bien identifiables d'aménagement du territoire.

### I. Quel Japon détruit ?

En premier lieu, le séisme du 11 mars 2011 malgré sa durée, près de dix minutes en comptant les répliques, a été relativement peu destructeur. Son mouvement, essentiellement latéral, a limité l'impact, alors que lors de

---

▼ Géographe, maître de conférences en langue et civilisation japonaises à l'université de Toulouse-Le Mirail. Ses recherches portent sur l'aménagement des fronts de mer et sur les recompositions urbaines et démographiques du Japon contemporain, et depuis le 11 mars 2011 sur la catastrophe du Japon de l'Est.

vibrations verticales les constructions parasismiques sont moins opérantes (Shimamura 2011).

La ville millionnaire de Sendai 仙台, métropole la plus proche de l'épicentre, a ainsi subi peu de dégâts liés directement au séisme. Au sud, dans la baie de Tokyo, les terrains gagnés sur la mer, traditionnellement plus vulnérables, ont été affectés par des phénomènes de liquéfactions (*ekijōka* 液状化) spectaculaires, mais qui n'ont pas pour autant été meurtriers (Komachi, entretien 2011). Par exemple, dans le quartier de Shin.urayasu 新浦安 (département de Chiba 千葉) construit sur remblais dans les années 1980, la plupart des bâtiments sont restés habitables. C'est un enseignement rassurant, qui montre que les villes, en particulier les logements issus du boom des *manshon* マンション<sup>1</sup> des années 1998-2005, ont été effectivement construits aux normes<sup>2</sup>.

Dans les vastes zones industrialo-portuaires, la secousse n'a provoqué qu'un seul accident majeur, une explosion de gaz à Ichihara 市原 (baie de Tokyo, département de Chiba), et des incendies dans les réservoirs d'hydrocarbures comme dans les ports de Sendai et de Kesenuma 気仙沼. Ils furent également spectaculaires mais relativement marginaux au regard des concentrations industrielles.

En revanche, le littoral du Nord-Est a été affecté par une subsidence de l'ordre de 0,8 m à 1 m en moyenne<sup>3</sup>. Cela a abaissé le niveau de protection des brise-lames et des digues, rendant aujourd'hui la plupart des ports inutilisable<sup>4</sup>.

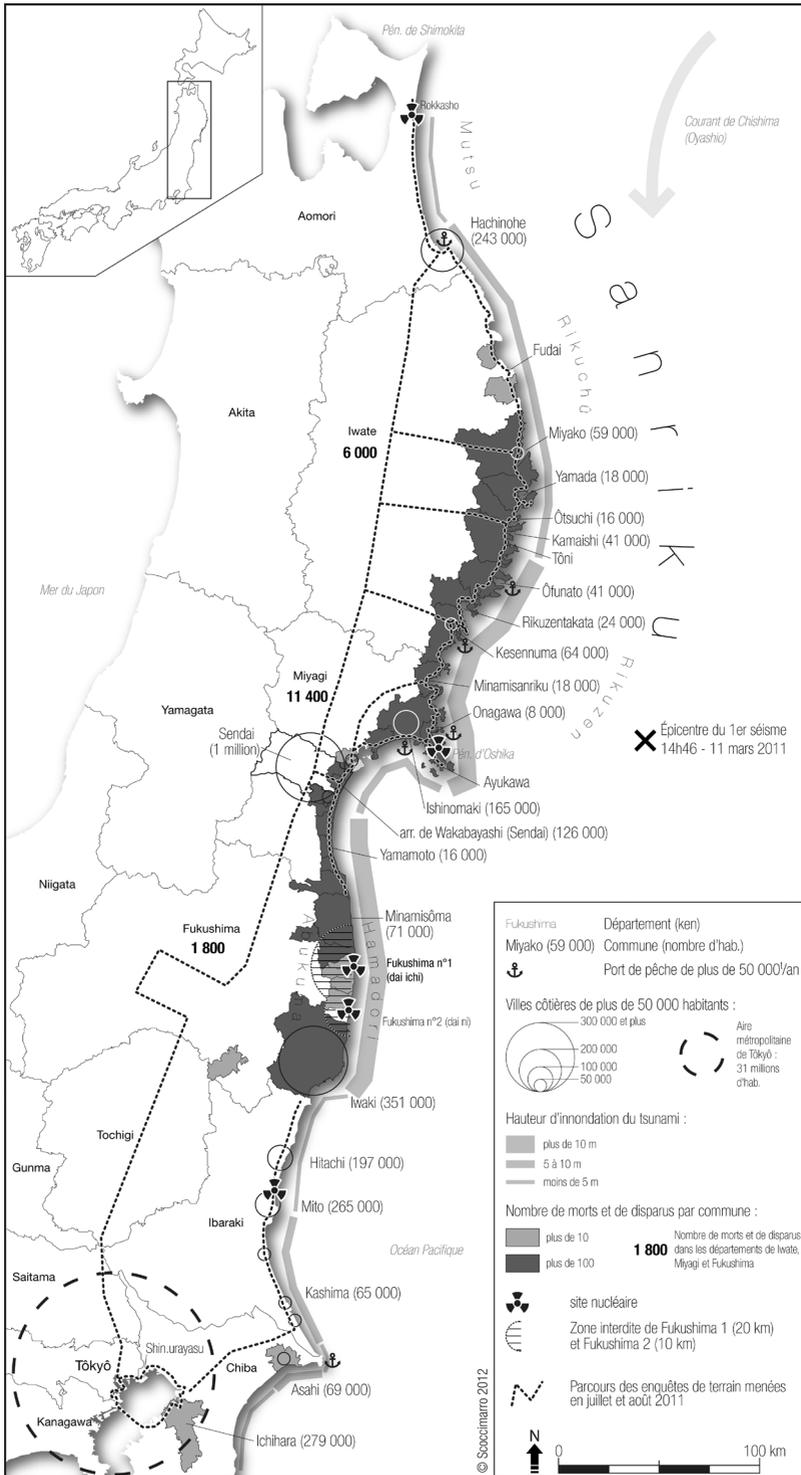
---

1. Habitat collectif en hauteur.

2. Ce qui n'allait pas de soi, comme l'a montré l'affaire de l'architecte Aneha Hidetsugu 姉齒秀次 dont on apprend en 2005 qu'il avait falsifié les données relatives à la résistance parasismique d'au moins 98 immeubles d'habitation pour économiser sur le volume d'acier (*Asahi shinbun* du 24 novembre 2005).

3. Entretiens auprès des responsables locaux des villes d'Ōfunato 大船渡, Kesenuma et Ishinomaki 石巻 les 9 et 11 août 2011, entretien du 8 juillet 2011 avec Miyake Satoshi 三宅諭 (architecte, maître de conférences au département d'agriculture de l'université d'Iwate à Morioka, chargé d'étude pour la reconstruction de la commune de Yamada à Iwate) et relevés personnels de terrain en juillet et août 2011 (voir carte ci-après).

4. En particulier pour les chalutiers de plus de 30 m destinés à la pêche au large comme dans le port de Kesenuma (département de Miyagi) ou pour les baleiniers du port d'Ayukawa 鮎川 (commune d'Ishinomaki, département de Miyagi).



**Fig. 1** Impact de la catastrophe du 11 mars 2011 et localisation des lieux cités.

Dans certaines villes<sup>5</sup>, les coupures d'électricité et du réseau de téléphonie cellulaire dues au séisme ont désactivé les systèmes d'alerte anti-tsunami. Cela explique que de nombreuses personnes, immobilisées physiquement par les secousses pendant une dizaine de minutes, ont tardé à fuir pendant la vingtaine de minutes qui a précédé le deuxième choc, celui du tsunami.

L'impact de celui-ci a donc été fonction d'invariants, comme la nature des sols ou la topographie des côtes, mais aussi de l'état de préparation des populations et de leur rapport géo-historiques à la mer et aux tsunamis. Dans cette optique, il faut distinguer la situation du Sanriku, au nord, et celle, très différente, des plaines côtières du sud du département de Miyagi 宮城 et de celui de Fukushima 福島.

### « Tsunami Sanriku »

Le littoral du Sanriku s'étend de la péninsule d'Oshika 牡鹿 (Miyagi), au nord-est de Sendai, à celle de Shimokita 下北 (Aomori 青森), à l'extrémité nord de Honshū 本州 (voir fig. 1). C'est une des régions du Japon les plus exposées aux tsunamis, en avant-poste des zones de subduction du Pacifique qui les génèrent. Sa topographie de ria (vallée côtière étroite) la rend plus vulnérable : à l'approche des côtes, les flots gagnent mécaniquement en hauteur, au fur et à mesure du resserrement de la vallée, provoquant des vagues déferlantes de 40 mètres de hauteur<sup>6</sup>. Les villes et les bourgs côtiers de cette région sont ainsi régulièrement frappés par les tsunamis, dont les plus violents ont été ceux de 1896 (tsunami de Meiji Sanriku 明治三陸津波, 22 000 morts), de 1933 (tsunami de Shōwa Sanriku 昭和 三陸津波, 3 000 morts) et de 1960 (tsunami du Chili, 142 morts).

Les populations du Sanriku sont donc coutumières de ce type d'événements et elles ont développé des comportements adaptés : sur terre, il s'agit de « la fuite à tout va », *tenden-ko* てんでんこ en patois d'Iwate 岩手. Le littoral rocheux est alors un avantage, car on atteint vite des hauteurs suffisantes.

---

5. Attesté à Kesenuma (Satō, entretien 2011) et Ishinomaki (Saitō, entretien 2011), mais rapporté aussi pour d'autres communes.

6. Mais la hauteur des vagues déferlantes ne correspond pas à la hauteur de l'inondation des masses d'eau déplacées par le tsunami qui atteint rarement plus de 16 m (Kawata 2010).

Pour les pêcheurs, c'est *okidashi* 沖出し : prendre le large où les vagues sont moins hautes, pour préserver les bateaux et éviter qu'ils ne servent de projectiles sur la côte. On sait également lire les signes de l'arrivée imminente du tsunami lors d'un retrait brutal des eaux sur les plages et dans les ports.

Enfin, depuis l'après-guerre, les villes, les bourgs, les villages et même les hameaux côtiers du Sanriku sont enserrés dans des digues de béton, en particulier dans le département d'Iwate où elles atteignent souvent plus de 10 m de hauteur<sup>7</sup>.

Les tsunamis n'ont cependant pas restreint le peuplement du littoral du Sanriku. Cette partie du Tōhoku 東北 est historiquement une région pauvre. Elle ne bénéficie pas d'un enneigement semblable à l'ouest du Tōhoku (Niigata 新潟, Akita 秋田), qui est favorable à la riziculture. Les récoltes sont, de surcroît, à la merci du *yamase* 山背<sup>8</sup>, un vent froid d'été qui stoppe la croissance du riz et peut diviser par trois les rendements agricoles des années où il a soufflé (Yamamura 2008).

La partie littorale est restée isolée de l'axe d'urbanisation Sendai-Morioka 盛岡, malgré quelques liaisons ferroviaires comme la ligne côtière mise en service dans les années 1980<sup>9</sup>.

En revanche, le Sanriku baigne dans les eaux les plus poissonneuses au monde. Elles le doivent au courant froid de Chishima 千島海流 (Oyashio 親潮), alors que du sud remonte le puissant courant tropical Kuroshio 黒潮. Le mélange des eaux est à l'origine d'une richesse halieutique exceptionnelle. Elle explique l'implantation d'une série de petits bourgs portuaires de dix à vingt mille habitants, dans des havres naturels, encadrés par de petites villes de l'ordre de 50 000 habitants comme Kesenuma, Ōfunato, Miyako 宮古 ou Kamaishi 釜石. Alors que la pêche hauturière a diminué, et même si les prises ont plutôt une faible valeur marchande, l'abondance de

---

7. Source : *Kaigan bōchō teibō setchi ichiran* 海岸防潮堤防設置一覽 (Tableau des hauteurs et longueurs de digue pour les côtes du département d'Iwate), document interne fourni par le Bureau de l'aménagement et de la planification du département d'Iwate le 8 août 2011, daté du 31 mars 2009.

8. Appelé aussi, localement, *kigakaze* 飢餓風 (vent de la faim), vent du nord généré par les masses d'air polaire stationnées sur la mer d'Okhotsk et qui longe les reliefs de la bande côtière est du Tōhoku.

9. La ligne des rias (リアス線 *riasusen*), à une seule voie, entièrement détruite par le tsunami.

la ressource permet le maintien du secteur de la pêche et de l'aquaculture, avec une moyenne d'âge des pêcheurs de dix ans inférieure à celle nationale (Kataishi, entretien 2011).

Le tourisme, basé sur la gastronomie des produits marins (Saint-Jacques, oursins, huîtres) et sur la beauté des paysages de falaises, offre un autre débouché. Mais cette activité est limitée par l'enclavement de cette région éloignée de la mégalopole et insuffisamment raccordée aux voies de communication principales.

## Les plaines côtières de Sendai et de Hamadōri

Le sud du littoral frappé par le tsunami, d'Ishinomaki à Kashima 鹿嶋 (département d'Ibaraki 茨城), offre un profil très différent. Il s'agit pour l'essentiel de côtes basses, de plaines alluviales inondables mais théoriquement moins vulnérables aux tsunamis. Elles sont en effet formées d'un cordon littoral régulier où, à l'inverse des rias du Sanriku, les vagues d'un tsunami perdent en vigueur et en hauteur au fur et à mesure qu'elles avancent dans les terres.

Dans la périphérie de Sendai, ce littoral a été urbanisé et industrialisé, souvent gagné sur la mer comme à Ishinomaki. Il est protégé par des digues qui dépassent rarement huit mètres de hauteur. Celles-ci sont par ailleurs souvent d'anciennes levées de terre, simplement recouvertes de galets puis de béton, et qui n'ont pas résisté à la submersion du 11 mars 2011.

Plus au sud, dans le département de Fukushima, ce sont de petites plaines côtières rizicoles, au pied des plateaux de l'Abukuma 阿武隈, sur le littoral du Hamadōri 浜通り). Depuis la haute croissance économique (1955-1973), ces bourgs ruraux hébergent des centrales électriques thermiques et nucléaires<sup>10</sup>. Cette dernière énergie est proposée au département de Fukushima par l'opérateur Tepco dès 1955 quand le gouvernement japonais lance un programme nucléaire civil. C'est alors un moyen pour la région de pallier la position excentrée du littoral par rapport à l'axe de développement le long de la plaine de Fukushima, dans le prolongement de la mégalopole<sup>11</sup>. La présence des centrales permet d'enrayer le déclin démographique, comme

---

10. Pour alimenter la mégapole de Tokyo.

11. Dans l'axe Tokyo-Utsunomiya 宇都宮-Kōriyama 郡山-Fukushima-Sendai.

dans le bourg d'Ōkuma 大熊 où se trouve la centrale de Fukushima Daiichi. Mais sa population ne gagne que 2 000 habitants entre 1966 (8 000) et 2011 (10 000), montrant les limites de ce type d'implantation en termes d'aménagement du territoire.

## II. La fabrique de la catastrophe

Un examen à grande échelle géographique<sup>12</sup> permet d'analyser la catastrophe du 11 mars comme étant aussi le résultat de choix et de modèles de développement qui ont contribué à faire du tsunami une catastrophe majeure. Ainsi, la conjonction entre l'implantation de quartiers d'habitation denses, avec des populations peu au fait des dangers de la mer, sur des zones basses vulnérables, a été un facteur important de destruction et de mortalité. Tout comme la foi dans les digues géantes qui a donné un dangereux sentiment de sécurité.

### Extension urbaine et dichotomie socio-spatiale dans la métropole de Sendai

Sendai n'est pas une ville côtière à l'origine, mais une ville « au pied du château » (*jōkamachi* 城下町) fondée au début du XVII<sup>e</sup> siècle, à partir d'une forteresse bâtie sur des hauteurs, à 12 km du front de mer actuel. La ville marchande se développe en contrebas, alors que la plaine alluviale vers la mer est aménagée pour la riziculture inondée. C'est une zone basse, humide, dont les marais sont peu à peu remblayés et les rivières endiguées. Des levées de terre sont construites le long de ces dernières et sur le littoral, alors que les habitations rurales sont surélevées sur des buttes, naturelles ou artificielles, pour faire face aux inondations.

À partir du XX<sup>e</sup> siècle, avec la construction de ports modernes, l'urbanisation progresse vers la mer. Lors de la haute croissance économique, le littoral d'Ishinomaki à Shiogama 塩釜 (Sendai) se transforme en zone industrialoportuaire, tandis que la banlieue de Sendai se développe en direction de la

---

12. Donc en vue « rapprochée », une échelle 1 : 25 000<sup>e</sup> étant plus « grande » arithmétiquement qu'une échelle 1 : 100 000<sup>e</sup>.

mer. C'est particulièrement le cas de l'arrondissement de Wakabayashi 若林 qui est intégré à la commune de Sendai en 1989. Aujourd'hui encore, seule sa partie ouest est classée en zone urbaine<sup>13</sup>, alors que l'est, séparé par une voie express, est encore majoritairement agricole. Les rizières y dominent mais beaucoup ont été transformées en champs secs et forment le sud-est de la ceinture maraîchère de Sendai.

Depuis les hameaux ruraux d'origine, un mitage urbain sous la forme de lotissements résidentiels s'est développé, remplaçant les terres agricoles, à proximité des rivières ou du front de mer. À l'abri de digues, mais sur des terrains très bas de 4 m à 2 m d'altitude, et inondables si ces premières cèdent. La présence de la mer est presque imperceptible et beaucoup des habitants témoignent aujourd'hui du fait qu'ils n'avaient jamais imaginé l'éventualité d'être victime d'un tsunami<sup>14</sup>.

Les dunes littorales boisées de conifères formaient un rideau que les premières vagues du tsunami ont ouvert, alors que les zones de refuges possibles sont très éloignées. Beaucoup d'habitants ont ainsi été surpris et n'ont commencé à fuir que lorsqu'ils ont aperçu et entendu les vagues, c'est-à-dire trop tard.

Cela révèle la dimension éminemment sociale de la catastrophe, dans le prolongement de la dichotomie socio-spatiale héritée des *jōkamachi* basée sur la vulnérabilité. Ces quartiers urbanisés dans les années 1970 et 1980 hébergent les classes urbaines populaires de la métropole. Ainsi, l'arrondissement de Wakabayashi est celui dont les terrains, à usage résidentiel comme agricole, sont les moins chers de la ville<sup>15</sup>.

---

13. Soit en *densely inhabited district* (ou *jinkō shūchū chiku* 人口集中地区), une des définitions de l'espace urbain au Japon, secteur de plus de 5 000 habitants et de densité supérieure à 4 000 hab/km<sup>2</sup>.

14. D'après le témoignage d'une habitante de l'arrondissement de Wakabayashi, recueilli le 7 juillet 2011 à Sendai et dont la maison, à 4 km de la côte dans le quartier de Rokugō 六郷, a été partiellement détruite.

15. Source : annuaire statistique de la ville de Sendai, 2010.

## L'exosquelette des infrastructures du Sanriku

Au contraire de la plaine de Sendai, on pourrait penser que les populations du Sanriku ont mieux réagi et que la mortalité y a été plus faible. Il n'en est rien. Là, c'est le choix d'urbaniser des zones dangereuses par la construction de digues géantes<sup>16</sup> qui a affaibli les réflexes de survie de ces habitants sur le long terme. Ces digues géantes ont diffusé un sentiment de protection.



**Fig. 2** Le village de Fudai (Iwate) dont les habitations sont protégées par une digue de 15 m, le 9 juillet 2011.



**Fig. 3** Tōni, commune de Kamaishi (Iwate), le 8 juillet 2011.

---

16. Des choix aussi politiques, dans une logique électorale et le souci de soutenir l'économie locale.

Malgré leur taille et leur présence systématique, les digues du Sanriku ont été inopérantes. Certes l'événement fut exceptionnel, mais pas tant si on le compare au tsunami de 1896, dont les vagues déferlantes atteignirent également près de 38 m. Aussi, il est surprenant de constater que le périmètre d'inondation et de destruction du tsunami du 11 mars suit quasiment le même contour que celui des tsunamis de référence<sup>17</sup>. Les digues d'Iwate furent pourtant des modèles et des références mondiales dans l'art de la protection anti-tsunami.

La plus haute, celle de Fudai-mura 普代村 (Iwate) avec 15 m, est une des seules à être intactes aujourd'hui (fig. 2). Elle a contenu les eaux du tsunami, parce que l'inondation, à ce point de la côte abrité par un cap, fut relativement faible avec moins de 10 m. D'autres digues, de conception plus récente, ont été éventrées et submergées, comme celle de Tōni 唐丹 (fig. 3) à Kamaishi (Iwate).

Renversées, défoncées, ou simplement submergées, on peut émettre l'hypothèse que ces digues ont paradoxalement accru la vulnérabilité de ces bourgs en permettant la conquête de zones basses à proximité des embouchures des rivières, transformées en rizières puis en zones habitées comme à Minamisanriku 南三陸 ou Rikuzentakata 陸前高田<sup>18</sup>.

À l'abri des digues géantes, les pêcheurs ont pu s'installer au plus près de la mer. Cette situation découlait souvent de la demande même des habitants, comme par exemple à Tarō 田老 (Iwate) où lors de la reconstruction qui a suivi le tsunami de 1933, le déplacement des villages sur les hauteurs un temps envisagé fut abandonné. La même question se pose aujourd'hui et butte sur la même volonté des pêcheurs de revenir exactement sur le lieu de leurs anciennes habitations (Itō *et al.* 2011 et enquête de terrain de juillet 2011).

---

17. De 1896 et de 1933 (Iwate-ken 2004), comparé aux relevés de terrain lors des missions sur la totalité de la côte frappée par le tsunami à Miyagi, à Iwate et à Aomori (missions du 4 juillet au 10 juillet 2011 et du 7 au 11 août 2011), en confirmation des premiers relevés sur carte au 25 000<sup>e</sup> présentés par la Société japonaise de géographie (Nihon chiri gakkai 日本地理学会) et établis à partir des photos aériennes des 13, 14 et 15 mars 2011 fournies par l'Institut géographique du Japon (Kokudo chiri in 国土地理院) sur l'ensemble de la zone côtière de Chiba à Ibaraki.

18. Deux villes aujourd'hui entièrement détruites.

## Conclusion

Tenter de saisir la catastrophe du 11 mars par ses différentes échelles (régionale, locale) permet, entre autres, de comprendre sa nature et certains des enjeux qu'elle soulève en matière d'aménagement du territoire et de protection des populations.

Dans le Sanriku, comme dans la plaine de Sendai ou le long du littoral de Fukushima, la confiance en la protection « dure » a primé sur la protection « molle », celle des réflexes ancestraux et du maintien de zones non-constructibles, finalement plus efficaces que les masses de béton. Le tsunami du 11 mars a montré que, tel un exosquelette, une fois la coquille des digues percée, les bourgs et leurs populations moins conscientes du risque se sont retrouvés particulièrement exposés.

Cela incite aujourd'hui à envisager la révision du principe des solutions purement techniques, pour protéger les populations (Itō *et al.* 2011). Il faudra reconstruire des digues, certainement, mais en gardant bien à l'esprit qu'elles ne protègent pas de tous les tsunamis.

Il faut aussi revoir la conception des villes et des bourgs du Sanriku, en particulier à l'intérieur des périmètres inondables qui se sont, eux, révélés très fiables. D'autant que les réflexes traditionnels comme le *tendenko* ne peuvent être la seule solution, en particulier dans des régions vieillissantes. Le 11 mars 2011, la majorité des décès dans le Sanriku concerne des personnes âgées de plus de 65 ans<sup>19</sup>, moins mobiles, qui ne peuvent pas fuir seules ou aussi vite que les autres.

La reconstruction des côtes dévastées ouvre désormais la question des choix à faire : des projets dans les cartons pour des digues à 15 m chez les ingénieurs, à la volonté politique de créer des périmètres non constructibles dans les zones inondables, au prix de la résistance de populations qui expriment leur intention de revenir sur leur lieu d'habitation.

12 mars 2012

---

19. Ainsi, sur les 435 morts et disparus de la commune d'Ōfunato (Iwate), plus de 57 % (249) étaient âgés de 71 à 100 ans, seulement 11 % (51) étaient âgés de 21 à 50 ans (source : document interne de la mairie d'Ōfunato, daté du 2 août 2011 et fourni le 9 août 2011).

## Sources

**DAUPHINÉ André, 2001**

*Risques et catastrophes, observer, spatialiser, comprendre, gérer,* Paris, Armand Colin.

**HIRAOKA Akitoshi 平岡昭利, 2006**

[2<sup>e</sup> éd.]

*Tōhoku. Chizu de yomu hyakunen* 東北、地図で読む百年 (Le Tōhoku. Un siècle vu à travers les cartes), Tokyo, Kokin shoin 古今書院.

**ITŌ Shigeru 伊藤滋, OKUNO Masahiro**

奥野正寛, ŌNISHI Takashi 大西隆 et HANAZAKI Masaharu 花崎正晴 (dirs.), 2011

*Higashi Nihon daishinsai fukkō e no teigen* 東日本大震災復興への提言 (Propositions pour la reconstruction après le grand séisme de l'Est du Japon), Tokyo, Tokyo daigaku shuppankai 東京大学出版会.

**IWAFUNE Masaki 岩船昌起, 2011**

« Tsunami saizensen de no seizon kankyō o kangaeru : Miyako shiyakusho kara no "tsunami eizō" no kaiseki » 津波最前線での生存環境を考える——宮古市役所からの「津波映像」の解析 (Réflexion sur les conditions de survie en première ligne de front du tsunami : analyse à partir des images du tsunami produites par la mairie de Miyako), *Chiri*, 56 (7) : 20-29.

**Iwate-ken 岩手県 (département d'Iwate), 2004**

*Iwate-ken jishin/tsunami shimyurēshon oyobi saigai sōtei chōsa ni kansuru*

*hōkokusho* 岩手県地震・津波シミュレーション及び災害想定調査に関する報告書 (Simulation des séismes et des tsunamis pour le département d'Iwate et enquête sur les hypothèses de catastrophes naturelles), département d'Iwate.

**KAWATA Yoshiaki 川田嘉昭, 2010**

*Tsunami saigai, gensai shakai o kizuku* 津波災害、減災社会を築く (Désastres par tsunamis, bâtir une société qui en limite l'ampleur), Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店.

**Nihon chizu sentā** 日本地図センター

*Chizu de miru Sendai no hensen* 地図で見る仙台の変遷 (Les mutations de Sendai vues par les cartes), [série de cartes topographiques au 25 000<sup>e</sup> de l'agglomération de Sendai des années 1905, 1928, 1946, 1964, 1977 et 1998, et fascicule explicatif de 26 p.], Tokyo, Nihon chizu sentā.

**SHIMAMURA Hideki 島村英紀, 2011**

*Kyodai jishin wa naze okiru* 巨大地震はなぜ起きる (Pourquoi les séismes géants surviennent-ils ?), Tokyo, Kadensha 花伝社.

**YAMAMURA Junji 山村順次, 2008**

*Shin Nihon chiri : shizen kankyō to chiiki hen.yō* 新・日本地理：自然環境と地域変容 (Nouvelle géographie du Japon : milieux naturels et mutations régionales), Tokyo, Hara shobō 原書房.

**YOSHIMURA Akira** 吉村昭, 2011

[10<sup>e</sup> éd.]

*Sanriku kaigan ôtsunami* 三陸海岸大津波  
(Les tsunamis majeurs sur les côtes du  
Sanriku), Tokyo, Bungei shunjū  
文藝春秋.

générales, ville de Kesenuma,  
département de Miyagi,  
entretien le 9 août 2011.

**YAMAGUCHI Hiromasa** 山口浩雅

Bureau pour la reconstruction  
après la catastrophe (du 11 mars 2011),  
ville d'Ôfunato, département d'Iwate,  
entretien le 9 août 2011.

## Entretiens cités

Enquête de terrain du 4 au 10 juillet  
2011 (Fukushima-Miyagi-Iwate-Aomori)  
et du 8 au 11 août 2011 (Iwate-Miyagi)

**KATAISHI Keisuke** 片石圭介

Responsable de la section de la pêche,  
Bureau de l'agriculture et de la pêche,  
ville d'Ôfunato, département d'Iwate,  
entretien le 9 août 2011.

**KOMACHI Takamiki** 小町高幹

Responsable de section en charge  
de la coordination des opérations,  
Bureau des affaires portuaires,  
département du développement  
du front de mer, Gouvernement  
métropolitain de Tokyo,  
entretien le 22 juillet 2011.

**SAITÔ Hideki** 斎藤英紀

Responsable de la section  
d'architecture, Bureau de la  
construction, ville d'Ishinomaki,  
département de Miyagi,  
entretien le 11 août 2011.

**SATŌ Ken.ichi** 佐藤健一

Ingénieur en génie civil,  
directeur de la cellule de gestion  
des crises (dues aux catastrophes  
naturelles), Bureau des affaires



# Un modèle géographique de la catastrophe

Marie AUGENDRE

« Il n'y a pas de soleil sans ombre, et il faut connaître la nuit. »  
Albert Camus,  
*Le mythe de Sisyphe* (1942).

Les événements qui se sont enchaînés au Japon ont donné naissance le 11 mars 2011 à une catastrophe hybride, amorcée par un double aléa naturel et amplifiée par un accident nucléaire, où s'emboîtent les échelles de temps et d'espace, où se combinent effets proximaux et répercussions lointaines, temporalités instantanées et à long, voire très long terme. La notion d'impermanence des choses et des êtres vivants, *mujō* 無常, deviendrait alors un refuge consolant, face à une manifestation localement extrême de la nature et une contamination radioactive durable et étendue.

Au Japon, l'ordre et les aléas naturels sont connus de longue date et pris en charge par les chercheurs, par le pouvoir politique ou encore dans les communautés locales. Les risques résultants sont surveillés et évalués ; ils font l'objet de mesures de prévention et de protection. Les acteurs de la société ont appris à *vivre avec* ces risques, en les atténuant ou en s'en accommodant, à assimiler les impacts des catastrophes, à résorber leurs effets négatifs. Cette coexistence, *kyōson* 共存, butte sur le caractère inédit du désastre de 2011, qui souligne la résilience du pays autant qu'il montre ses limites.

---

✎ Marie Augendre (marie.augendre[at]univ-lyon2.fr) est géographe, maîtresse de conférences à l'université Lyon 2 et membre d'EVS (UMR 5600). Sa thèse (2008) porte sur la coexistence avec le risque volcanique au Japon.

En effet, l'archipel à la fois exposé à une nature brutale (typhons, séismes, tsunamis, éruptions volcaniques) et confronté à des mécanismes politico-industriels effrayants (secret, déni, falsification), a aussi été capable de supporter les chocs de toute nature, de se reconstruire pour perdurer, en tirant profit des profusions du milieu, de la cohésion sociale, de l'innovation et de son déploiement. Cette fois, la crise est loin d'être achevée, et le Japon voit l'intégrité d'une partie de son territoire remise en question.

Le risque perdure tout en se transformant, récalcitrant à toutes les mesures prises pour l'atténuer et s'en prémunir (November *et al.* 2011 : 33). Cette *coévolution* qui unit risque et territoire est la transposition du processus que le biologiste Claude Combes définit comme l'adaptation incessante d'adversaires pour ne pas se laisser distancer, dans « un enchaînement de pressions sélectives réciproques » (Combes 2001 : 222). Avant d'illustrer ses manifestations, il convient de présenter l'organisation temporelle et spatiale de toute catastrophe. Le cycle sismique offre justement un modèle transposable.

## **Tremblement de terre, séisme social : un modèle analogique**

Un tremblement de terre, *jishin* 地震, est une secousse ou une série de secousses affectant brutalement l'écorce terrestre. Il ne survient pas n'importe où et n'importe quand, bien qu'il ne soit toujours pas prévisible de manière utile à l'alerte des populations menacées. Le géophysicien américain Harry Fielding Reid (1859-1944) est le premier à avoir exprimé, suite au séisme de 1906 à San Francisco, la théorie du rebond élastique pour expliquer la genèse et la répétition des tremblements de terre à un endroit donné (Madariaga & Perrier 1991 : 80). Cette théorie, formulée un demi-siècle avant que la tectonique des plaques ne vienne rendre compte des mouvements de la surface du globe, a depuis été intégrée dans la notion de cycle sismique. Alors qu'en profondeur les lents déplacements internes au manteau ductile provoquent l'accumulation de contraintes dans la croûte rigide, celle-ci reste bloquée jusqu'à ce que les forces de friction dépassent le seuil de résistance de la roche. L'énergie est alors brutalement libérée, essentiellement sous forme d'ondes et d'un « rebond », déplacement des compartiments le long d'une faille pour rattraper le retard accumulé. Une

partie de ce mouvement s'effectue après la rupture principale, sous forme de nouveaux séismes (*yoshin* 余震, répliques, ou *yūhatsu jishin* 誘発地震 séismes provoqués). Les milieux traversés par les ondes sont à l'origine d'effets de site (amplification des secousses, liquéfaction du sol) et d'effets induits (tsunami, glissement de terrain, effondrements). Si le séisme relâche les contraintes accumulées localement, il conduit aussi à les abaisser ou au contraire à les augmenter sur plusieurs dizaines de kilomètres alentours. Ainsi, il accélère ou au contraire ralentit la survenue de séismes ultérieurs dans une même région. Ces effets, qui traduisent un réajustement spatial de la contrainte de rupture de Coulomb (King *et al.* 1994), peuvent survenir quelques minutes ou plusieurs décennies après le séisme initial, et multiplier par dix la probabilité d'un séisme sur une faille voisine (Toda *et al.* 2011).

En résumé, un cycle sismique est composé de quatre phases (Philip *et al.* 2007 : 25 *sqq.*) :

- une lente mise en tension de la faille ;
- l'occurrence de précurseurs (phase discutée et mal connue, le plus souvent identifiée *a posteriori*, et seulement pour certains séismes) ;
- la rupture sismique au niveau du foyer ;
- la propagation des ondes jusqu'en surface et des ruptures en chaîne le long d'un plan de faille ou sur des failles voisines, s'accompagnant de processus en relais, d'effets induits directs et indirects, qui s'atténuent globalement avec le temps et la distance ;
- la reprise de la mise en charge, qui correspond au retour à la phase initiale du cycle.

La catastrophe du 11 mars se décrypte selon de semblables étapes. Toute catastrophe naturelle ou technologique d'ailleurs suit un cycle similaire à celui d'un tremblement de terre. Pourtant, si les séismes de grande magnitude se répètent inexorablement en réponse au mouvement des plaques, à un rythme géologique difficile à appréhender par le temps des instruments ou celui de la vie humaine, un désastre n'a rien d'inéluctable pour une société ; il peut ne pas avoir lieu... Tout comme certaines failles ne sont pas systématiquement bloquées, mais peuvent connaître des glissements asismiques (fluage ou *creep*), parfois qualifiés de « séismes lents » (Hirose *et al.* 1999).

*La mise en tension* de la catastrophe correspond à ce qui la prépare en profondeur : de la position et la configuration de la côte du Sanriku, avec ses rias qui font face à une fosse de subduction active, aux choix énergétiques du Japon, qui s'est tourné vers le nucléaire civil et a implanté une cinquantaine de réacteurs à proximité de la mer pour le refroidissement, en passant par les caractéristiques socio-économiques et démographiques du Tōhoku, qui expliquent que Tokyo, bien qu'épargnée par la secousse, ait subi des contrecoups liés aux flux pendulaires et à son approvisionnement en électricité ou en denrées alimentaires.

La mise en tension intègre aussi le jeu de la mémoire et de l'oubli des événements passés, ainsi que les représentations du risque invalidées par les événements de mars. Ainsi, la cartographie nationale de l'aléa sismique (HERP 2005) est focalisée par la région du Tōkai et néglige des périphéries de la mégalopole où se répètent pourtant des séismes majeurs depuis deux décennies au moins (Toda & Awata 2007 ; Geller 2011). Ni les *tsunami kinenhi* 津波記念碑 (ou *tsunami sekibi* 津波石碑)<sup>1</sup>, stèles commémoratives qui rappellent les vagues historiques et mettent silencieusement en garde contre les constructions à faible altitude, ni les *bōsai kunren* 防災訓練, exercices d'évacuation régulièrement mis en scène dans tout le pays, n'ont suffi, pas plus que le système d'alerte précoce, les plans de prévention, les brise-lames, *bōhatei* 防波堤, ou les digues côtières *bōchōtei* 防潮堤.

*Les précurseurs*, non identifiés comme tels à l'avance sauf par des Cassandres (Mogi 2004), sont les incidents et catastrophes du passé, comme le tsunami de 869 (Minoura *et al.* 2001) ou l'accident de la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa, suite au séisme de Niigata en 2007 (CNIC 2007).

*La rupture* commence le 11 mars par un séisme qui déclenche un tsunami, qui s'accompagnent de liquéfactions et d'inondations marines et causent près de 16 000 victimes, sans compter plus de 3 000 disparus (Keisatsuchō 2011). Rapporté à la population communale, les taux de décès atteignent localement 5 à 11 % (Isoda 2011a). Les dégâts matériels colossaux sont impossibles à estimer précisément en raison du coût non établi de la décontamination. Le gouvernement indiquait d'ores et déjà

---

1. Elles sont recensées, localisées et parfois photographiées dans cette base de données en ligne : <<http://protea.dbms.cs.gunma-u.ac.jp/>>.

17 milliards de yens (160 millions d'euros) en juin 2011. Des quartiers entiers sont arasés dans des villages portuaires, notamment sur le littoral des trois départements d'Iwate, de Miyagi et de Fukushima, où plus de 330 000 résidences sont à demi ou totalement détruites. Cette rupture se répercute instantanément sur l'essentiel du trafic routier, ferroviaire et aérien du Tōhoku, puis dans les instants et les jours qui suivent, se poursuit par des incendies, un accident nucléaire et près de 600 répliques de magnitude supérieure à cinq (Kishōchō 2011).

*L'expansion* de la catastrophe a atteint une ampleur mondiale, puisque par effets dominos elle a conduit la Suisse à sortir progressivement du nucléaire civil, puis a coupé court aux tergiversations de l'Allemagne (gouvernement Schroeder en 2000) et de l'Italie (référendum de 1987) en la matière. Le consensus nucléaire est ébranlé même en France, où une campagne de tests de sûreté et une réévaluation des coûts de démantèlement sont conduites.

La place modeste du Tōhoku dans l'économie nationale (moins de 7 % du PNB), même si cette région héberge des fournisseurs capables d'enrayer les chaînes de production informatique ou automobile au-delà de l'archipel, l'ampleur des destructions matérielles et la question pendante de la radioactivité font que la reprise qui avait caractérisé Tokyo en 1923 ou Kobe en 1995 nécessitera plus d'efforts. Localement, la catastrophe a modifié le paysage littoral pour longtemps, bien que les photographies de presse publiées six mois après l'événement attestent de la rapidité avec laquelle les populations locales reprennent pied<sup>2</sup>. Elle a relancé le secteur de la construction mais a atteint durablement nombre de petits commerces, qui constituaient l'ossature économique des communes littorales, et fragilisé les activités halieutiques ; elle aura des effets sur la santé des populations qui ont été, sont et seront encore pendant des décennies au contact des radionucléides, sans qu'il soit possible encore d'évaluer la gravité des séquelles et l'ampleur de la population touchée. Les quelques 25 millions de tonnes de débris, *gareki* 瓦礫, qu'il faut déblayer, trier, évacuer ou éliminer, ont commencé une vie indépendante et constituent des stocks et des flux à gérer, avec des précautions particulières lorsqu'ils sont polluants ou irradiés.

---

2. Sur le site du quotidien californien *Sacramento Bee* : <<http://blogs.sacbee.com/photos/2011/09/japan-marks-6-months-since-ear.html>>.

La subsidence a atteint 75 cm par endroits, comme à Ishinomaki (HERP, 2011), ce qui contribue à la remise en charge du système en fragilisant un peu plus les sites côtiers. La reconstruction correspond à l'effacement de la catastrophe passée autant qu'elle tisse les conditions d'une remise en tension du risque, qui inclut désormais un danger latent, invisible et controversé.

## Un révélateur de la coévolution entre risque et société

La reconstruction a commencé sans tarder dans le Tōhoku. Elle est fondée sur des solutions déjà éprouvées lors de catastrophes naturelles de moindre ampleur, mais ayant pareillement provoqué des destructions matérielles, imposé de reloger les populations affectées pendant des mois voire des années, puis conduit à augmenter le niveau de protection des quartiers rebâties. Ainsi, la mise à disposition de logements sociaux et la construction rapide de maisons temporaires préfabriquées est un invariant des secteurs affectés par les séismes, comme à Kobe (1995) ou à Niigata (2004 puis 2007). Elle est aussi mise en œuvre après des éruptions volcaniques, notamment à Miyake-jima, île de près de 4 000 habitants qui a été évacuée de tous ses résidents habituels de la fin de l'été 2000 jusqu'en février 2005 (Perrin 2008 : 37).

La reconstruction sur des terrains surélevés, comme le prévoit la ville d'Onagawa<sup>3</sup>, ou gagnés sur la mer, qui joint l'utile de trouver des terrains publics disponibles à la nécessité de se débarrasser des montagnes de débris abandonnés par les vagues en mars 2011, n'est pas non plus une innovation. Suite à la dernière éruption de l'Unzen 雲仙 (1991-1995), Shimabara 島原 avait ainsi créé deux nouveaux quartiers sur les dépôts de lahars, le triangle d'Annaka (Annaka sankaku 安中三角) qui surplombe deux bras d'un chenal torrentiel, et le terre-plein du quartier de Heisei (Heisei-chō 平成町) à son delta (Augendre 2008 : 52 *sqq.*).

Mobiliser le secteur de la construction pour remettre en état les infrastructures, développer ou renforcer les ouvrages de protection, sont deux des fondements de l'aménagement du territoire qui ont valu au Japon le

---

3. Le plan de reconstruction est présenté sur le site internet de la ville : <<http://www.town.onagawa.miyagi.jp/hukkou/keikaku.html>>.

sobriquet d'État-BTP, *doken kokka* 土建国家, et constitue un véritable syndrome de la pelle mécanique.

Les ouvrages de « protection contre les sables », *sabō* 砂防, sont depuis plus d'un siècle mis à contribution sur les torrents et rivières, dans les bassins de réception et les chenaux torrentiels, sur les pentes affectées de glissements de terrain et en périphérie des volcans actifs. Les tétrapodes en béton, dont les plus gros pèsent 80 tonnes et font six mètres d'envergure<sup>4</sup>, sont des composants familiers et symboliques des paysages littoraux, où ils jalonnent le trait de côte, constituent des enrochements au large ou des épis, et ourlent quais et jetées. Ils partagent avec les autres *sabō* une triple logique spatiale : celle de confiner des flux potentiellement destructeurs, sédiments, eau salée ou polluée, hors de l'espace habité, celle de transférer des flux financiers du centre métropolitain vers des périphéries en « contraction » démographique et économique, et celle enfin de matérialiser dans le paysage une frontière symbolique entre l'espace social, contrôlé par l'État, et l'espace sauvage qui apporte bienfaits ou destruction. Tarō 田老 et Kamaishi 釜石, deux ports du département d'Iwate, étaient dotés de digues de grande ampleur, destinées à les protéger des tsunamis récurrents. Sources de fierté et génératrices d'un sentiment de sécurité, elles n'ont pas résisté aux effets conjoints de la liquéfaction induite par le séisme (Aydan & Ōta 2010) et de l'ampleur du tsunami. Empêchant le reflux, elles ont même contribué à prolonger l'inondation des terres côtières. En bref, si les mesures de prévention et de protection prises ont pour l'essentiel joué leur rôle, elles ont localement eu des effets non désirés ou imprévus et provoqué des rétroactions négatives.

Cette logique de séparation et de confinement se retrouve dans les consignes collectives qui intiment aux résidents de la zone entre 20 et 30 km des réacteurs de Fukushima de se calfeutrer chez eux, ainsi que dans les seuils de radioactivité définissant des concentrations acceptables. Impossibles à systématiser, ces précautions sont tout autant inapplicables que le seraient, notamment en raison de l'attrait supérieur des richesses halieutiques, des mesures visant à supprimer le peuplement du littoral afin de séparer les populations des dangers qui les menacent, comme les bâtisseurs des sanctuaires anciens toujours en place à quelques mètres de la côte atteinte par la mer le 11 mars en avaient pourtant compris la nécessité.

---

4. Voir : <<http://www.fudotetra.co.jp/products/tetrapod.html>>.

Inversement, le mot d'ordre traditionnel des communautés de pêcheurs du Sanriku, plusieurs fois frappées par des tsunamis au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, rappelle la fragilité humaine et fait passer la préservation du collectif par le salut individuel. « Sauve qui peut » ou « chacun pour soi » pourraient traduire l'expression dialectale *inochi* (ou parfois *tsunami tenden-ko* 命(津波)てんでんこ, principe selon lequel prendre les autres en charge, y compris sa famille, ou se préoccuper de biens matériels au lieu de courir sans délai vers un point haut est risquer sa perte en cas de tsunami. Ce précepte signifie aussi qu'il est vain pour un survivant de se sentir coupable de n'avoir pu sauver personne (Sekine 2011). Cette conduite est moins facile à mettre en œuvre aujourd'hui qu'en 1896 ou en 1933, en raison du vieillissement de la population. En effet, les plus âgés requièrent une assistance pour se déplacer, et les limites de ce *sauve qui peut* se lisent dans les caractéristiques démographiques des victimes, dont les plus de 75 ans représentent les deux tiers, soit le double de leur part dans la population locale (Isoda, 2011b).

Ces ajustements et ces rééquilibres de contraintes matérielles, sociales et culturelles témoignent de la coévolution entre risque et société. La gestion du risque sismique par les individus et les collectifs, institutionnels ou non, auxquels ils appartiennent, a contribué à élaborer des représentations et des dispositifs permettant de limiter les pertes causées par le tsunami, comparativement au bilan du séisme de Sumatra (2004), de magnitude pourtant similaire. Toutefois, ces mesures ont leur limite, que tendent à masquer le discours suffisant qui les accompagne et la confiance en la technique. En réalité elles ne peuvent prétendre maîtriser tous les effets destructeurs des aléas, qu'ils soient naturels ou technologiques. Ainsi, en promouvant et en acceptant le nucléaire civil, le risque d'accident et la question non résolue de ses déchets en dépit du danger qu'ils représentent, cette gestion probabiliste a débouché sur des dommages matériels, sanitaires et environnementaux irréparables, latents voire héréditaires, en tout cas de long terme.

Appréhender l'événement catastrophique à travers le filtre d'un modèle qui intègre les temporalités et les échelles spatiales permet tout d'abord de révéler ses causes profondes par la prise en compte de sa mise en tension. Elle amène à intégrer les héritages et les dépendances, les rapports de force, les flux financiers, les choix politiques, et des territoires plus vastes que ceux qui sont touchés, sans se limiter à des déclencheurs directs. Intégrer

ensuite l'ensemble des effets et répercussions de la catastrophe qui constituent son déploiement, permet de dépasser les données individuelles, locales et immédiates.

Comme toute forme d'appréhension modélisatrice du réel, ce prisme a aussi ses limites et ses biais. En privilégiant les facteurs conduisant à la catastrophe, il amène notamment à laisser de côté toute une économie de la prévention qui est bien plus malaisée à évaluer. Il tend également à oblitérer la situation des hommes et des femmes qui sont aux prises avec le quotidien de la catastrophe, leurs voix, leurs choix et leurs parcours individuels. Tous contribuent de fait à une reconfiguration qui concourt à dessiner de nouveaux territoires, de nouveaux niveaux d'intervention, de nouvelles formes de responsabilité et de nouvelles manières de se protéger. La contamination d'une partie du territoire terrestre et marin pourrait bien délimiter un nouveau front pionnier, sinon dans l'immédiat accroître la marginalisation des régions touchées et faire rétrécir l'écoumène.

*8 mars 2012*

Remerciements :

Je remercie très chaleureusement les relecteurs pour leur patience et leur lecture critique, ainsi que mes collègues Isabelle Lefort et Alain Le Griel, pour leur contribution à la formalisation des idées présentées ici.

## Bibliographie

NB : sauf indication contraire, le dernier accès aux liens date du 8 mars 2012.

### AUGENDRE Marie, 2008

*Kazan to tomo ni ikiru* 火山と共に生きる. *Vivre avec le volcan : une géographie du risque volcanique au Japon*, thèse de doctorat, sous la direction de Philippe PELLETIER, université Lumière Lyon 2. En ligne : <[http://demeter.univ-lyon2.fr/sdx/theses/lyon2/2008/augendre\\_m](http://demeter.univ-lyon2.fr/sdx/theses/lyon2/2008/augendre_m)>.

### AYDAN Ömer & ŌTA Yoshimi, 2010

*Shaking Table Tests on Settlement of Breakwaters Made of Stone Block on Liquefiable Ground*, Tōkai University, Dept. of Marine Civil Eng., rapport non publié.

### COMBES Claude, 2001 [rééd. 2010]

*Les associations du vivant : l'art d'être parasite*, Paris, Flammarion.

### CNIC, 2007

*Kashiwazaki-Kariwa Earthquake. Japan's Nuclear Safety Shaken to the Roots*. En ligne : <<http://cnic.jp/english/newsletter/nit119/nit119articles/kkearthquake.html>>.

### GELLER Robert J., 2011

« Shake-Up Time for Japanese Seismology », *Nature*, 472 : 407-409.

### HERP Jishin chōsa kenkyū suishin

honbu 地震調査研究推進本部

(Comité central pour la promotion de la sismologie), 2005

*Jishindō yosoku chizu* 地震動予測地図

(Carte de prévision de l'activité sismique). En ligne : <[http://www.jishin.go.jp/main/chousa/09\\_yosokuchizu/honpen.pdf](http://www.jishin.go.jp/main/chousa/09_yosokuchizu/honpen.pdf)>.

### HERP, 2011

*Hendō beketoru zu (jōge)* 変動ベクトル図 (上下) (Carte vectorielle des mouvements verticaux). En ligne : <[http://www.jishin.go.jp/main/chousa/11\\_mar\\_sanriku-oki2/p06.htm](http://www.jishin.go.jp/main/chousa/11_mar_sanriku-oki2/p06.htm)>.

### HIROSE Hitoshi, HIRAHARA Kazurō, KIMATA Fumiaki et al., 1999

« A Slow Thrust Slip Event Following the Two 1996 Hyuganada Earthquakes Beneath the Bungo Channel, Southwest Japan », *Geophysical Research Letters*, 26 : 3237-3240.

### ISODA Yuzuru, 2011a

« The Impact of Casualties of +20,000: Deaths and Missing Persons by Municipalities », *The 2011 East Japan Earthquake Bulletin of the Tōhoku Geographical Association*. En ligne : <<http://www.soc.nii.ac.jp/tga/disaster/articles/e-contents1.html>>.

### ISODA Yuzuru, 2011b

« God's Taste Victims' Attributes Based on the List of Victims », *The 2011 East Japan Earthquake Bulletin of the Tōhoku Geographical Association*. En ligne : <<http://www.soc.nii.ac.jp/tga/disaster/articles/e-contents3.html>>.

**KING Geoffrey C.P., STEIN Ross S. et LIN Jian, 1994**

« Static Stress Changes and the Triggering of Earthquakes », *Bulletin of the Seismological Society of America*, 84 : 935-953.

**MADARIAGA Raul & PERRIER Guy, 1991**  
*Les tremblements de terre*, Paris, Éditions du CNRS.

**MINOURA K., IMAMURA F., SUGAWARA D. et al., 2001**

« The 869 Jōgan Tsunami Deposit and Recurrence Interval of Large-scale Tsunami on the Pacific Coast of Northeast Japan », *Journal of Natural Disaster Science*, 23 (2) : 83-88.

**MOGI Kiyō, 2004**

« Two Grave Issues Concerning the Expected Tokai Earthquake », *Earth Planets Space*, 56 : LI-LXVI.

**MORIN Edgar, 1990**

*Introduction à la pensée complexe*, Paris, éd. ESF.

**NOVEMBER Valérie, VIOT Pascal et PENELAS Marion (eds.), 2011**

*Habiter les territoires à risque*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, Coll. Espace en société.

**PERRIN Julie, 2008**

*Retour à Miyake-jima ou Vivre avec l'île-volcan. Réappropriations et représentations*, Mémoire de Master 1 sous la direction de Philippe PELLETIER, département de géographie, université Lumière Lyon 2.

**PHILIP Hervé, BOUSQUET Jean-Claude et MASSON Frédéric, 2007**

*Séismes et risques sismiques*, Paris, Dunod.

**Keisatsuchō 警察庁 (Agence de la police nationale - NPA), 2011**

Situation du nombre de victimes au 12 décembre 2011 : <<http://www.npa.go.jp/archive/keibi/biki/higaijokyo.pdf>>.

**Kishōchō 気象庁 (Agence météorologique - JMA), 2011**

Nombre de répliques au 8 décembre 2011 : <[http://www.jma.go.jp/jma/en/2011\\_Earthquake.html](http://www.jma.go.jp/jma/en/2011_Earthquake.html)>.

**SEKINE Ryōhei, 2011**

« Did the People Practice "Tsunami Tandenko"? », *The 2011 East Japan Earthquake Bulletin of the Tōhoku Geographical Association*. En ligne : <<http://www.soc.nii.ac.jp/tga/disaster/articles/e-contents22.html>>.

**TODA Shinji & AWATA Yasuo, 2008**

« Does the 2007 Noto Hanto Earthquake Reveal a Weakness in the Japanese National Seismic Hazard Map that Could Be Remedied with Geological Data? », *Earth Planets Space*, 60 : 1047-1052.

**TODA Shinji, LIN Jian et STEIN Ross S., 2011**

« Using the 2011 M=9.0 Tohoku Earthquake to Test the Coulomb Stress Triggering Hypothesis and to Calculate Faults Brought Closer to Failure », *Earth Planets Space*, 63 : 1-6.

**USGS, 2011**

Description des séismes du 9 et du 11 mars 2011 : <<http://earthquake.usgs.gov/earthquakes/recenteqsww/Quakes/usb0001r57.php>> et <<http://earthquake.usgs.gov/earthquakes/recenteqsww/Quakes/usc0001xgp.php>>.

**Yomiuri shinbun, 2011**

« 92.5 % of Disaster Victims Drowned, NPA Finds », Daily Yomiuri Online : <<http://www.yomiuri.co.jp/dy/national/T110420005996.htm>>.



## La catastrophe en question



# Milieu, co-suscitation, désastres naturels et humains

Augustin BERQUE

## 1. Phénomènes et catastrophes

« Co-suscitation » traduit ici *engi*, prononciation japonaise des sinogrammes 縁起 (*yuánqǐ*) par lesquels fut rendu le sanscrit *pratītya samutpāda*. Ce concept est plus habituellement traduit, à partir du sanscrit, par « coproduction conditionnée » ; mais il est possible, à partir des sinogrammes, de le rendre par *co* (縁) *susciter* (起). L'idée, c'est que les phénomènes se conditionnent les uns les autres, et qu'en ce sens, ils se co-suscitent.

Il s'agit là d'abord d'un concept bouddhique, avec en arrière-plan une logique et une cosmologie très élaborées. En japonais toutefois, l'usage ordinaire de ce terme relève de la superstition. Par exemple, *engi ga warui* 縁起が悪い, « c'est mauvais signe » ; *engi o katsugu* 縁起を担ぐ, « porter de l'*engi* », c'est être superstitieux. Dans ce sens-là, il s'agirait d'identifier les mauvais présages qui auraient laissé prévoir la catastrophe du *San-ichi-ichi* 三一, le « Trois-un-un », *i.e.* la catastrophe du 11 mars (2011) ; mais c'est dans le sens originel que l'on entendra ici la co-suscitation : à savoir comment facteurs humains et facteurs naturels se sont réciproquement conditionnés dans le *San-ichi-ichi*.

---

➤ Géographe, orientaliste, philosophe, Augustin Berque est membre de l'Académie européenne. Il a été en 2009 le premier occidental à recevoir le Grand Prix de Fukuoka pour les cultures d'Asie.

La manière ordinaire de concevoir cet événement relève de la causalité matérielle. Le séisme serait la cause première, et le reste en serait l'effet. Les séismes étant un fait géophysique, lequel ne doit rien aux affaires humaines, il serait donc impensable, en pareille matière, de parler de co-suscitation.

Le point de vue est ici différent. La géophysique s'occupe de phénomènes naturels, pas de catastrophes. En eux-mêmes, les phénomènes naturels, quelle que soit leur échelle (d'un choc de particules à un choc de galaxies), ne sont pas des catastrophes ; ils arrivent, c'est tout. Ici en revanche, il s'agit d'une catastrophe, c'est-à-dire de quelque chose qui implique l'existence humaine. Cela ne signifie pas seulement que le phénomène en question exerce un effet matériel sur celle-ci (quantifiable en nombre de morts, par exemple) ; mais aussi que, *du fait de l'existence humaine*, ledit phénomène est une catastrophe. Il doit ce qu'il est à l'existence humaine. En d'autres termes, il devient une réalité humaine ; et comme nous ne pouvons être qu'humains, c'est tout simplement *la* réalité.

Ce n'est pas là une tautologie. Distinguer entre phénomène et catastrophe n'est pas non plus qu'une affaire de mots. En effet, la réalité humaine dont relèvent les catastrophes n'est pas réductible à la réalité physique dont relèvent les phénomènes naturels ; elle implique un *milieu*, pas seulement un environnement.

S'agissant de la réalité humaine, la distinction entre milieu (*fūdo* 風土) et environnement (*kankyō* 環境) a été établie par Watsuji Tetsurō, avec la publication de *Fūdo* (1935), quasi en même temps que Jakob von Uexküll, avec la publication de *Milieus animaux et milieu humain* (*Streifzüge durch die Umwelten von Tieren und Menschen*, 1934), établissait de son côté, pour la réalité animale, la distinction entre *Umwelt* (le monde ambiant propre à une espèce donnée) et *Umgebung* (le donné environnemental universel). Ces deux auteurs ont donné par là un souffle nouveau à la *mésologie* (*fūdorōn* 風土論), qui désormais allait pouvoir s'identifier comme l'*étude des milieux* (vivants en général, humains en particulier), alors que ce terme, initialement proposé par le médecin Charles Robin en 1848, avait un sens qui a été ensuite recouvert par l'écologie, science de l'environnement (*Umgebung*) et non pas du milieu (*Umwelt*).

Les catastrophes relèvent du milieu, les phénomènes naturels de l'environnement. Toutes sortes de phénomènes naturels nous échappent, mais pas les catastrophes, parce qu'elles nous concernent. Le séisme du 9 juillet 1958 (M 8,3) en Alaska ne fit pas en lui-même de victimes, mais il entraîna

dans la baie de Lituya un glissement de terrain qui, comprimant l'eau dans ce fjord, y provoqua une vague de 524 mètres. La région étant quasi déserte, il n'y eut que deux victimes. Du point de vue de l'existence humaine, on ne peut donc pas dire que ce fut une catastrophe, bien que le phénomène fût inouï ; mais pour la forêt locale, ce fut, certes, une catastrophe.

## 2. Milieu et co-suscitation

Que les catastrophes relèvent du milieu entraîne qu'elles relèvent de la co-suscitation ; car sans l'existence humaine, elles ne seraient pas ce qu'elles sont. Voilà qui pourra sembler une lapalissade, mais cela veut dire en fait qu'une telle réalité ne peut pas être saisie dans les termes qui régissent la conception moderne de la réalité ; d'où suit que dans ces termes-là, cette réalité ne peut pas, non plus, être traitée comme il convient. S'agissant de milliers de morts, cela ne peut pas être pris à la légère.

Dans la conception moderne, l'environnement est une réalité objective (une *Umgebung*). Il y a, entre cet objet et les sujets humains, un abîme ontologique : celui du dualisme. Comme Descartes l'institua paradigmatiquement dans le *Discours de la méthode*, le *cogito* individuel, *i.e.* le sujet moderne, n'a besoin d'aucun lieu pour être. Il existe en lui-même, hors de tout milieu et de toute histoire. Du point de vue mésologique, il en va tout autrement : en réalité, il y a historiquement co-suscitation entre le sujet et le milieu qui lui est propre ; et cela vaut tant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle collective.

Celui qui a exprimé le plus clairement ce rapport de co-suscitation n'est ni Uexküll ni Watsuji, mais Imanishi Kinji 今西錦司 dans *Seibutsu no sekai* 生物の世界 (Le monde du vivant, 1941), où il emploie la formule « subjection de l'environnement, environnementalisation du sujet » (*kankyō no shutaika*, *shutai no kankyōka* 環境の主体化、主体の環境化). Imanishi ne se réfère ni à Uexküll ni à Watsuji, et n'emploie donc pas leurs concepts, mais ce qu'il désigne par là n'est autre que le processus dans lequel l'environnement (*kankyō*, *Umgebung*) devient milieu (*fūdo*, *Umwelt*). Imanishi avait beaucoup lu Nishida Kitarō 西田幾多郎, mais il n'a pas non plus tiré parti de ce que ce dernier, dans *Basho* 場所 (Le lieu, 1927), a appelé « logique du prédicat » (*jutsugo no ronri* 述語の論理). Pour Nishida, le monde n'est pas une substance, c'est un prédicat néantiel – un « monde prédicatif »

(*jutsugo sekai* 述語世界). Pour simplifier, l'on considérera ici que le monde est l'ensemble des prédicats selon lesquels l'humanité saisit un sujet qui est la nature ; il est donc prédicatif. Sans rapport avec la thèse nishidienne, Maurice Merleau-Ponty, dans *Phénoménologie de la perception* (1945), devait montrer de son côté que le réel est chargé par notre chair de « prédicats anthropologiques ». Enfin André Leroi-Gourhan, dans *Le Geste et la parole* (1964), a interprété l'émergence de l'espèce humaine comme l'extériorisation de certaines des fonctions du corps animal en un corps social composé de systèmes techniques et symboliques, et comme la rétroaction de ce corps social sur le corps animal. Cela revient à dire qu'il y a eu co-suscitation entre le milieu, anthropisé par la technique et humanisé par le symbole, et l'espèce humaine, hominisée par son milieu ; ou qu'anthropisation, humanisation et hominisation furent corrélatives. Avec l'idée que l'humain associe nécessairement un corps animal individuel et un corps social (ou plutôt *médial*, car il n'est pas seulement techno-symbolique, mais éco-techno-symbolique), cela corrobore en outre la définition watsujienne de la médiance (*fūdosei* 風土性) comme « moment structurel de l'existence humaine » (*ningen sonzai no kōzō keiki* 人間存在の構造契機), c'est-à-dire en somme la co-suscitation des deux « moitiés » (*medietates*) qui font un être humain : l'individu, et son milieu.

La mésologie peut aujourd'hui faire la synthèse de ces diverses approches avec le concept de trajection (*tsūtaika* 通態化<sup>1</sup>), qui résume l'idée suivante : la réalité d'un milieu humain est produite par la manière dont, historiquement, une société humaine a saisi son environnement par les sens, par la pensée, par le langage et par l'action. Cette trajection est analogue à une prédication, dont le sujet S est l'environnement, et le prédicat P le monde (au sens que l'on a vu plus haut) propre à la société en question. Les divers prédicats constitutifs de ce monde se ramènent à quatre grandes catégories<sup>2</sup> : ressources, contraintes, risques et agréments. La réalité d'un milieu

---

1. Pour plus de détails, voir Berque (2000, 2010) et également le site « mésologiques.com ». Il faut prendre garde que le sujet du logicien (S), *i.e.* ce dont il s'agit, c'est l'objet du physicien ; objet qui, dans le dualisme, s'oppose au sujet des sciences humaines.

2. Chez Aristote, le mot *katēgorēma* (κατηγορημα) signifie « prédicat », *i.e.* qualité attribuée à un objet, donc attribut de cet objet. Cette catégorisation commençant avec la vie, elle est très largement inconsciente et prélangagière. Nous sommes par exemple inconscients que notre œil catégorise (perçoit) la longueur d'onde électromagnétique

peut donc se résumer par la formule  $r = S/P$ , qui se lit : la réalité  $r$ , c'est l'environnement  $S$  saisi en tant que monde  $P$ . C'est dans ce rapport que l'environnement ( $S$ ) est trajecté par l'histoire en un certain milieu ( $S/P$ ).

Au cours de cette trajection, la réalité  $S/P$  ne cesse d'être réinterprétée par les générations nouvelles, au moyen de nouveaux prédicats. Elle devient  $(S/P)/P'$ , et ainsi de suite :  $((S/P)/P')/P''$ ... Le milieu est ainsi de plus en plus mondanisé ; autrement dit, de moins en moins réductible à l'environnement naturel (le  $S$  initial). Or l'existence humaine, instance énonciatrice des prédicats  $P$ , est prise avec les choses dans cette trajection qui l'a co-suscitée elle-même, et ne peut s'en abstraire qu'au prix d'une mutilation.

Dans les sociétés traditionnelles, cependant, l'expérience historique tempère cette prédictivité, car le fondement naturel ( $S$ ) du monde humain ( $P$ ) rappelle toujours sa présence. L'expérience y nourrit une *raison trajectiv*e toujours attentive à ce fondement naturel. Le monde moderne en revanche, imbu de ses techniques et de son *rationalisme objectifiant*, qui dégage le sujet humain de tout lien existentiel avec les choses muées en objets, tend à s'absolutiser dans sa propre mondanité, donc à perdre toute base dans la nature.

Cette mondanité asymptotique, c'est ce qui produit les catastrophes comme le *San-ichi-ichi*.

### 3. Oubli de l'histoire et désastre humain

Alors que tout scientifique eût pu vérifier que, sur la côte où fut implantée la centrale de Fukushima, des tsunamis de plus de sept mètres avaient été recensés au cours de l'histoire et même dans un passé récent, les concepteurs de la centrale choisirent de limiter la digue protectrice à sept mètres. Au mépris de l'histoire, l'implantation littorale elle-même résultait de la réduction du milieu à une seule catégorie prédictive : la ressource (l'eau de

---

$\lambda = 700 \text{ nm}$  ( $S$ ) en tant que rouge ( $P$ ), tandis que l'œil de la vache ne perçoit pas le rouge. «  $\lambda = 700 \text{ nm}$  » est affaire d'environnement, « rouge » est affaire de milieu.

mer permettant de refroidir les réacteurs), forclochant<sup>3</sup> les trois autres et en particulier le risque (de tsunami).

C'est pour la même raison que les banlieues de Sendai 仙台 se sont étendues dans la plaine exposée aux tsunamis. Dans le dualisme et l'économicisme propres à la mondanité moderne, la terre, perdant toute qualité historique, c'est-à-dire en cessant d'être un milieu, tend à n'être plus qu'une étendue physique réductible en mètres carrés de capital foncier. Paradigmatiquement en effet, dans la spatialité moderne, le capital règne sur une étendue neutre (l'*extensio* cartésienne) : cet « espace universel » que revendiqua le mouvement moderne en architecture. L'*extensio* est purement matérielle, et totalement quantifiable, comptable et comptabilisable en taux de profit par mètre carré. La rente étant supérieure en centre ville, cette dernière se décompose et éclate en urbain diffus, pour le plus grand profit de ceux qui réalisent la culbute entre le prix d'achat et le prix de vente des mêmes mètres carrés, ou abaissent le coût de la rente en allant construire des grandes surfaces commerciales toujours plus vastes toujours plus loin de la ville.

Étudiant ce phénomène du point de vue de ses effets sociaux, Miura Atsushi 三浦展, dans *Fasuto-fūdoka suru Nippon* ファスト風土化する日本 (Notre *fūdo* devient MacDo, 2004), a pu parler de *fast-fūdoisation*. Autrement dit, le milieu devient non-lieu : il n'est plus que cette *extensio* toisée comme un objet par un sujet auto-institué dans l'abstrait, que, du point de vue ontologique, Heidegger a dénoncée dès *Être et temps* (*Sein und Zeit*, 1927), parlant à cet égard de « privation de monde » (*Entweltlichung*)<sup>4</sup>.

Réduire par abstraction le milieu à la seule catégorie « ressource » (une source de profit par mètre carré pour le capital) au détriment des trois autres, qui sont concrètement non moins constitutives d'un monde humain, cela n'est évidemment pas sans effet sur le paysage. Celui-ci est littéralement tué, tout l'environnement devenant insipide (*sappūkei* 殺風景)<sup>5</sup>. Mais ce que traduit cette « mort du paysage » (Dagonet, 1982) va bien au delà de

---

3. Forclore (*foris claudere, lock out*) : expulser hors de la conscience, et en fermer la porte.

4. Sur ce thème, en particulier sous le rapport du capital et du travail, on pourra lire Franck Fischbach (2011).

5. Ce mot, qui se prononce en chinois *shāfēngjǐng*, signifie littéralement « tue-paysage ». Il a été créé par le poète Li Shangyin 李商隱 (813-858).

l'esthétique. Comme le montre l'étude de Miura citée plus haut, c'est bien de « tue-milieu », de *sappūdo* 殺風土 qu'il s'agit.

Qu'est-ce que le tue-milieu ? C'est l'oubli de l'histoire (qui donne sens au milieu) dans la décomposition de celui-ci (la chair de l'histoire) en de simples éléments physiques purement quantifiables, par *arrêt sur objet* au moment présent<sup>6</sup>. Après le *San-ichi-ichi*, la presse n'a pas manqué de rapporter que les villages où l'on n'avait pas négligé les enseignements de l'histoire, en ne bâtissant pas d'habitations au dessous de la limite atteinte par de précédents tsunamis, avaient été épargnés par celui du 11 mars. Cela, en dépit de l'attrait que représentait la proximité de la mer en tant que ressource. La raison trajective, enracinée dans le milieu et dans l'expérience historique de celui-ci, commandait d'équilibrer les quatre catégories qui fondent la mondanité humaine dans l'environnement naturel. Ailleurs, la privation de monde propre au rationalisme objectifiant de la modernité, plus particulièrement à celui du capitalisme, a au contraire commandé de faire le même choix qu'à Fukushima : privilégier la ressource en forclisant les trois autres catégories, donc en dépeçant le milieu pour n'en faire qu'une table rase définie par le seul profit.

Cette forclusion du milieu dans l'oubli de l'histoire ne joue pas qu'envers le passé, mais aussi envers l'avenir. Dans l'état de nos techniques, nous ne savons pas éliminer la radioactivité. Tous les retraitements dont nous sommes capables se bornent à la confiner dans des capsules au contenu hyperradioactif, que nous léguons à la postérité pour des centaines de milliers d'années (bien plus que l'âge de notre espèce). Cette forclusion de l'avenir au seul bénéfice du présent est, en termes temporels, exactement homologue à ce qu'est en termes spatiaux la forclusion de notre empreinte écologique. Ontologiquement, elle relève de cet « être vers la mort » (*Sein zum Tode*) purement individualiste que Watsuji dénonça chez Heidegger, en lui opposant l'« être vers la vie » (*sei e no sonzai* 生への存在) de la médiance humaine<sup>7</sup>.

On aura compris que, du point de vue mésologique, ni l'urbain diffus ni le nucléaire ne sont défendables. Ils relèvent de la même abstraction

---

6. Sur ce thème, voir Berque (2000).

7. Sur ce thème, voir les actes du colloque « Être vers la vie » dans *Ebisu* (Berque *et alii.*, 2009).

mutilante, celle du sujet moderne hors de tout milieu et de toute histoire. C'est cette abstraction, plutôt que le tsunami puisqu'elle lui est antérieure, qui est la cause première de la catastrophe du *San-ichi-ichi*. Celui-ci n'aura fait que la révéler. C'est dire aussi que cette abstraction, libératrice au début, s'est retournée en un désastre humain plus profond que l'événement localisé du *San-ichi-ichi* ; car ses effets continuent et s'amplifient à l'échelle de la planète. L'environnement terrestre connaîtra toujours des tsunamis, des tornades ou des avalanches ; mais si l'humanité ne retrouve pas la raison trajective de son propre milieu, les catastrophes à venir seront toujours pires.

*Palaiseau, 31 janvier 2012*

## Bibliographie

**BERQUE Augustin, 2000**

*Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin  
[trad. japonaise : *Fūdogaku josetsu*  
風土学序説, éd. Chikuma shobō  
筑摩書房, 2002].

**BERQUE Augustin,**

**BOUTRY-STADELMANN Britta,**

**FROGNEUX Nathalie,**

**UZUKI Sadami, 2009**

« Être vers la vie » (Actes du colloque de Cerisy), *Ebisu* 40-41 : 5-224.

**BERQUE Augustin, 2010**

*Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, Paris, éd. Donner lieu.

**DAGOGNET François (dir.), 1982**

*Mort du paysage ?*, Seyssel, Champ Vallon.

**FISCHBACH Franck, 2011**

*La privation de monde.*  
*Temps, espace et capital*, Paris, Vrin.

**MIURA Atsushi 三浦展, 2004**

*Fasuto-fūdoka suru Nippon* ファスト風土化する日本 (Notre *fūdo* devient MacDo), Tokyo, Yōsensha 洋泉社.

# « Un paradis habité par des meurtriers sans méchanceté et des victimes sans haine »

## Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima\*

Jean-Pierre DUPUY

### 1. Un nouveau régime du mal

En 1958, le philosophe allemand Günther Anders se rendit à Hiroshima et à Nagasaki pour participer au 4<sup>e</sup> Congrès international contre les bombes atomiques et les bombes à hydrogène. Il tint pendant tout ce temps un journal. Après de nombreux échanges avec les survivants de la catastrophe, il note ceci :

« La constance qu'ils mettent à ne pas parler des coupables, à taire que l'événement a été causé par des hommes ; à ne pas nourrir le moindre ressentiment, bien qu'ils aient été les victimes du plus grand des crimes – c'en est trop pour moi, cela passe l'entendement. »

Et il ajoute :

« De la catastrophe, ils parlent constamment comme d'un tremblement de terre, comme d'un astéroïde ou d'un tsunami. »

---

➤ Professeur émérite de philosophie politique à l'École polytechnique, Paris. Professeur de sciences politiques à l'université Stanford. Membre de l'Académie des Technologies. Président du Comité d'éthique et de déontologie de l'Institut français de radioprotection et de sécurité nucléaire.

\* Ce texte est tiré d'une conférence donnée à l'université de Tokyo, le 30 juin 2011.

À peu près en même temps que Hannah Arendt, sa condisciple, qui fut aussi sa femme, Anders tentait d'identifier un nouveau régime du mal. Arendt parlait d'Auschwitz, Anders d'Hiroshima. Arendt avait diagnostiqué l'infirmité psychologique d'Eichmann comme « manque d'imagination ». Anders montrait que ce n'est pas l'infirmité d'un homme en particulier, c'est celle de tous les hommes lorsque leur capacité de faire, qui inclut leur capacité de détruire, devient disproportionnée à la condition humaine. Alors le mal s'autonomise par rapport aux intentions de ceux qui le commettent. Anders et Arendt pointaient ce scandale qu'un mal immense peut être causé par une absence complète de malignité ; qu'une responsabilité monstrueuse puisse aller de pair avec une absence totale de méchanceté. Nos catégories morales sont impuissantes à décrire et juger le mal lorsqu'il dépasse l'inconcevable. Il faut se résoudre alors à dire, comme Hannah Arendt citant le juriste Yosel Rogat, qu'« un grand crime est une offense contre la nature, de sorte que la terre elle-même crie vengeance ; que le mal viole l'harmonie naturelle que seul le châtement peut rétablir » (Arendt 2002 : 478-479). Le fait que les juifs d'Europe aient substitué au mot « holocauste » celui de *shoah*, qui signifie catastrophe naturelle, et, singulièrement, raz de marée, tsunami, atteste cette tentation de naturaliser le mal lorsque les hommes deviennent incapables de penser cela même dont ils sont victimes ou responsables.

Hiroshima, comme Auschwitz, un tsunami ? Quelle ironie du sort : à Fukushima, c'est un véritable tsunami, une onde on ne peut plus matérielle, qui est venue réveiller le tigre nucléaire. Certes, il s'agit d'un tigre en cage : un réacteur électronucléaire n'est pas une bombe atomique. Il en est en un sens la négation puisqu'il consiste à brider une réaction en chaîne qu'il a lui-même provoquée. Cependant, dans le domaine symbolique, la dénégation affirme cela même qu'elle nie. Lorsque nous disons : « Fukushima n'a rien à voir avec Hiroshima », nous faisons explicitement le rapprochement que nous disons ne pas vouloir faire. De plus, dans la réalité, et nous y sommes, il arrive que le tigre s'échappe de sa cage.

Mais Fukushima, c'est aussi une catastrophe industrielle et technologique. L'Occident a surtout retenu cette dimension car c'est la survie même de son modèle de développement économique qui est en jeu. Pris en tenaille entre le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources fossiles, il espérait que l'énergie nucléaire serait sa voie de salut. Il se peut que Fukushima sonne le glas de cet espoir.

La perte des différences n'est donc pas seulement entre Hiroshima, catastrophe morale, et le tsunami, catastrophe naturelle, elle est aussi entre Hiroshima, catastrophe morale, et Fukushima, catastrophe industrielle et technologique. Dans le premier cas, Hiroshima, le mal résulte de l'intention de commettre le mal ; dans le second, Fukushima, le mal résulte de l'intention de commettre le bien. Le grand critique de la société industrielle que fut Ivan Illich (1926–2002) appelait *contreproductivité* ce retournement tragique. Il affirmait que les plus grandes menaces viennent aujourd'hui moins des méchants que des *industriels du bien*. On doit moins redouter les mauvaises intentions que les entreprises qui, comme l'Agence internationale pour l'énergie atomique, se donnent pour mission d'assurer « la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». Les antinucléaires qui se croient tenus pour mener leur combat de dépeindre leurs ennemis de la façon la plus noire ne comprennent pas qu'ils affaiblissent ainsi leur critique. Il est beaucoup plus grave que les opérateurs des mégamachines qui nous menacent soient des gens compétents et honnêtes. Ils ne peuvent comprendre qu'on s'en prenne à eux.

Cette autonomisation du mal par rapport aux intentions de ceux qui le commettent est le thème principal de ma réflexion sur le mal. J'ai donné comme titre à ce texte une citation extraordinaire de Günther Anders, qui apporte une bonne nouvelle apparemment, puisqu'elle annonce la « fin de la haine ». Cette fin de la haine n'est cependant pas la bonne nouvelle de l'Évangile chrétien, le message d'amour, c'en est même tout le contraire. Anders écrit en effet :

« À l'instant même où le monde devient apocalyptique, et ce par notre faute, il offre l'image ... d'un *paradis habité par des meurtriers sans méchanceté et des victimes sans haine*. Nulle part il n'est trace de méchanceté, il n'y a que des décombres. »

## 2. La leçon de Tchernobyl

Je veux prendre comme illustration de mon propos sur le nouveau régime du mal et sa déconnexion par rapport aux intentions des agents humains, la question très controversée des effets d'une longue exposition d'une importante population à une faible radioactivité. Cette question a empoisonné le débat sur les conséquences en termes de mortalité et de morbidité de

l'accident de Tchernobyl et elle est en train d'être reprise à nouveaux frais à l'occasion de la catastrophe de Fukushima.

C'est essentiellement à cause de désaccords fondamentaux sur la question des « faibles doses » que des valeurs aussi fantastiquement différentes que 40 et 400 000 morts provoquées par Tchernobyl ont pu être avancées avec la même bonne foi par des évaluateurs différents. Où donc est la vérité *objective, scientifique*, en la matière ?

Poser la question en ces termes, c'est présupposer qu'il existe une norme d'évaluation scientifique *séparable* d'autres normes, de nature éthique ou juridique, par exemple. Je soutiens que, dans le cas considéré au moins, il n'en est rien.

Pour le montrer, il suffit d'analyser les conclusions du Forum Tchernobyl, l'organisme international et onusien qui a été constitué pour tirer les leçons de la catastrophe du 26 août 1986<sup>1</sup>. La centaine d'experts qui ont travaillé pour ce Forum, des physiciens, des biologistes, des médecins, des économistes, sont unanimement arrivés à des conclusions dont ils sont persuadés qu'elles constituent le dernier mot de la vérité *scientifique*. Ils admettent, certes, qu'il existe d'autres vérités, qu'ils appellent « humaines », « sociologiques » ou « psychologiques ». Cette concession immunise l'objectivité scientifique revendiquée comme valeur de toute contamination par ce qui n'est pas elle. Or, dans l'évaluation des conséquences d'une catastrophe en général, de celle de Tchernobyl en particulier, il est douteux qu'il existe un domaine séparé qui serait celui de l'*évaluation scientifique*. Cette expression sonne d'ailleurs comme une contradiction dans les termes : dans le domaine des valeurs, la science seule n'a rien à dire.

En 2001, un expert pouvait dire :

« Tchernobyl a causé *trente et une morts*, suite aux lésions causées par deux cents sieverts, cliniquement attribués à l'exposition aux radiations, ainsi que deux mille cancers

---

1. À la demande de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Forum Tchernobyl a été mis sur pied en 2002 pour évaluer les conséquences de la catastrophe. Il regroupait huit organisations internationales dépendant de l'ONU, parmi lesquelles l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations unies pour l'environnement, la Banque mondiale, le Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR) et l'AIEA elle-même, ainsi que les gouvernements de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie.

aisément curables de la thyroïde chez l'enfant. À ce jour, il n'existe aucune preuve, validée internationalement, d'un impact sur la santé publique qui soit attribuable à Tchernobyl *par exposition* – je souligne : par exposition aux radiations<sup>2</sup>. »

Cette insistance sur la notion de *conséquence causale* de l'exposition aux radiations s'explique par le fait que la thèse officielle ne nie pas que la catastrophe ait eu des « conséquences socio-psychologiques » considérables. Ceux-là mêmes qui chiffrent les décès en dizaines et non pas en dizaines de milliers n'hésitent pas à affirmer que Tchernobyl représente la plus grande catastrophe que le nucléaire civil ait jamais connue jusqu'ici. Comment se reconnaître dans le dédale de ces apparentes contradictions?

La dialectique implicite à la thèse officielle se décline en trois temps :

- 1) La catastrophe de Tchernobyl a produit une radioactivité considérable (des centaines de fois plus de matières radioactives rejetées qu'à Hiroshima), mais les conséquences causales de l'exposition aux radiations auront été infimes par rapport à ce qui a été craint, annoncé, répercuté par des médias intéressés au sensationnel. L'objectivité scientifique commande de l'affirmer avec force.
- 2) Les populations concernées ont été en vérité très gravement affectées, mais c'est parce qu'elles *croyaient* avoir été très gravement affectées, dans l'ignorance où elles sont restées du point 1). Par exemple, le stress, l'angoisse ont pu produire les pathologies étranges que l'on observe dans les zones contaminées ; ou bien, les habitants attribuent systématiquement les maux qui les accablent à la radioactivité et, vivant celle-ci comme une fatalité, négligent de se soigner.
- 3) Le troisième moment dérive des deux premiers : pour briser les mécanismes responsables de l'écart entre la vérité objective 1) et les croyances autoréalisatrices 2), il faut informer, communiquer, éduquer de façon que les gens en arrivent à vivre avec la chose, l'appriivoisent, se déprennent de toute angoisse – comme on apprend à vivre sans peur dans l'espace autoroutier en se soumettant à quelques règles simples et finalement peu contraignantes.

---

2. Propos tenus par le représentant de l'AIEA à la conférence de l'OMS qui s'est tenue à Kiev en juin 2001.

Pourquoi cette vérité officielle a-t-elle fait et fait-elle encore l'objet de tant de contestations ? Pour le vingtième anniversaire de la catastrophe, en avril 2006, la revue *Nature* a publié un numéro spécial, dont la conclusion était :

« Si une étude complète et indépendante des conséquences de l'accident nucléaire le plus terrible à l'échelle mondiale n'est pas réalisée, et ses résultats publiés d'une telle façon que tout un chacun puisse en comprendre la teneur et s'en faire une idée juste, des estimations follement divergentes continueront d'être énoncées, et la défiance que le public éprouve à l'endroit de l'industrie nucléaire continuera d'augmenter. »

Cet avertissement n'a pas été entendu et Fukushima a fait déborder le vase, si l'on en croit l'épidémie de renoncements au nucléaire à laquelle on assiste à présent.

L'estimation des effets sur la santé humaine d'une catastrophe nucléaire recourt en principe à trois méthodes : l'observation directe, l'enquête épidémiologique et la modélisation. Les sauveteurs des premières heures ont reçu à Tchernobyl des doses telles que leur mort peut être attribuée en toute certitude à l'accident. Pour toutes les personnes qui ont subi par la suite des doses moyennes ou faibles, les choses sont beaucoup plus complexes. En principe, une enquête épidémiologique pourrait apprécier rétrospectivement l'excès des maladies malignes qui ont affecté les populations touchées sur le taux normalement attendu. Cette enquête n'a pu être faite correctement dans le cas de Tchernobyl, pour deux raisons : d'une part, les populations les plus touchées, c'est-à-dire les liquidateurs et les personnes que l'on a dû déplacer, se sont dispersées sur tout le territoire de l'Union soviétique, et aucun suivi sérieux n'a pu avoir lieu ; pour les millions de personnes qui ont reçu de faibles doses, d'autre part, une étude épidémiologique n'aurait pu détecter un éventuel accroissement du taux de mortalité par leucémie ou cancer, de toute évidence faible, voire très faible, qu'au prix de moyens exorbitants que l'Union soviétique au bord de la décomposition ne pouvait mobiliser. C'est donc la modélisation qui s'est substituée à l'enquête épidémiologique, cette même modélisation à laquelle on doit de toute façon avoir recours pour estimer *les morts à venir*.

Le modèle retenu par les autorités internationales de radioprotection a été un modèle « linéaire sans seuil » : il est donc supposé que l'effet sur la morbidité et la mortalité est proportionnel à la dose reçue même pour les

très faibles doses. En d'autres termes, il n'existe aucun seuil de radiations en deçà duquel l'effet est postulé être nul.

Pendant, lorsqu'on lit le rapport du Forum Tchernobyl avec attention, on découvre que le chiffre de 4 000 morts annoncées comme étant le bilan définitif n'a été calculé au moyen du modèle linéaire sans seuil que sur une petite partie de la population mondiale que les radiations ont touchée : tout juste 600 000 personnes, soit environ 200 000 liquidateurs, 120 000 personnes évacuées et 270 000 autres résidant dans les zones les plus contaminées. Quant aux millions de personnes autres touchées, l'estimation officielle ne se prononce pas à leur sujet, ce que beaucoup ont compris comme signifiant que la catastrophe n'était responsable d'aucune mort parmi elles. Si on leur applique à elles aussi, ne serait-ce que pour des raisons de cohérence interne, le modèle linéaire sans seuil, on trouve un nombre de morts égal à quelques dizaines de milliers, et non pas quelques milliers.

Que s'est-il passé ? Lorsque les doses radioactives sont très étalées dans le temps et distribuées sur une vaste population, il est impossible de dire d'une quelconque personne désignée qui meurt d'un cancer ou d'une leucémie qu'elle est morte du fait de Tchernobyl. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la probabilité qu'elle avait *a priori* de mourir d'un cancer ou d'une leucémie a été très légèrement accrue du fait de Tchernobyl. Les trente ou quarante mille morts qu'aura causées la catastrophe nucléaire selon le modèle linéaire sans seuil ne peuvent donc être *nommées*. La thèse officielle consiste à en conclure qu'elles n'existent pas. Il y a là une subtilisation d'une forêt de cadavres d'un genre très particulier. C'est en ce point précis que l'évaluation scientifique se révèle inséparable d'une prise de position éthique et même métaphysique.

Le problème philosophique profond qui se cache derrière cette discussion est explicitement traité dans l'un des ouvrages les plus importants et les plus influents de la philosophie morale du vingtième siècle, *Reasons and Persons*, du philosophe britannique Derek Parfit (1984). Ce livre fut publié en 1984, deux ans avant la catastrophe. Sous le nom de « Cinq erreurs majeures en mathématiques morales », il démonte de façon prémonitoire la série de raisonnements auxquels se sont livrés les experts en catastrophe nucléaire ou en radioprotection.

Parmi les cinq erreurs analysées par Parfit, j'isole les deux suivantes. Il existe des actions ou des faits qui ont une probabilité extrêmement faible de produire un effet considérable. Parce qu'elles sont insignifiantes, un calcul moral ou rationnel peut être tenté de tenir ces probabilités pour nulles. Il existe des actions ou des faits qui produisent des effets imperceptibles mais qui touchent un très grand nombre de personnes. Parce que ces effets sont imperceptibles, on a envie de les passer par pertes et profits. C'est, dans l'un et l'autre cas, tomber dans le piège du paradoxe du sorite (littéralement : le paradoxe du tas), connu depuis le IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ : un cheveu greffé sur le crâne d'un chauve ne le transforme pas en non-chauve ; et cependant un non-chauve est une personne qui a un certain nombre de cheveux.

Le paradoxe du sorite n'est pas une invention de philosophe désœuvré, nous le rencontrons chaque fois que nous votons dans une élection nationale qui oppose deux candidats. Sauf dans le cas extrêmement improbable (peut-être une chance sur un milliard) où les suffrages se répartiraient également entre les deux options, il est incontestable que le bulletin déposé dans l'urne par chacun des électeurs aura eu un effet nul. À la question : « Le résultat final eût-il été changé si j'avais voté autrement que je l'ai fait (ou bien si je n'avais pas voté) ? », chacun doit répondre : non ! Et cependant, le résultat du vote découle immédiatement du décompte des voix. Or nous savons résoudre ce paradoxe. Il suffit de recourir au mode de pensée *symbolique*, ce que, dans ces situations, nous faisons spontanément. Nous interprétons les résultats de tels votes, même ou surtout lorsqu'ils sont serrés, comme la manifestation du choix soigneusement délibéré d'un sujet collectif : le peuple, l'électorat, etc. Du point de vue d'une conception étroite de la rationalité, ce sujet collectif qu'on appelle en renfort est une pure fiction. Il dissout cependant le paradoxe au plan moral, qui est ici celui de la *responsabilité*.

En 1991, la consultation concernant le traité de Maastricht qui gouverne l'Union européenne a donné en France l'avantage au oui, mais d'extrême justesse. On a dit : « Dans sa grande sagesse, le peuple français a répondu oui à l'Europe, mais il a aussi voulu donner un avertissement à tous ceux qui voulaient précipiter les événements ». Si cette manière de parler est légitime, qui fait d'un sujet fictif le porteur d'une délibération et le responsable d'un état de choses, celle qui affirme : « La catastrophe de Tchernobyl est responsable de dizaines de milliers de morts », ne l'est pas moins. Le

paradoxe du sorite est le même dans le cas du vote et dans celui des effets sur la santé de faibles doses de radioactivité.

On voit en tout cas sur cet exemple que l'évaluation objective ne peut faire l'économie d'une prise de position d'ordre moral. Les morts de Tchernobyl sont irrémédiablement des morts statistiques, virtuels, leur nombre ne peut résulter d'une énumération, seulement d'un calcul. Décider de ne pas les compter est un choix éthique. Faire le choix inverse ne l'est pas moins.

Que peut-on reprocher aux responsables internationaux de l'énergie atomique ? Je fais le pari que ce sont des gens compétents et honnêtes.

J'ai fait cette hypothèse dans mon livre *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère* (2006) et cela m'a valu des menaces de mort de la part des militants anti-nucléaires de mon pays. Ils n'ont pas compris que cette hypothèse est celle qui maximise la gravité de notre situation présente. Les intentions de ceux qui nous gouvernent n'ont pas d'importance. C'est la situation qui en a. Pour être un responsable aujourd'hui du nucléaire civil, il faut avoir cette forme d'esprit qui conduit à reléguer les questions éthiques dans un domaine séparé et, finalement, secondaire. C'est là la source principale du mal, et non les intentions supposément malveillantes des opérateurs du nucléaire.

## Bibliographie

**ARENDRT Hannah, 2002**

*Eichmann à Jérusalem*, Paris, Folio, Gallimard.

**PARFIT Derek, 1984**

*Reasons and Persons*, Oxford, Clarendon Press.

**DUPUY Jean-Pierre, 2006**

*Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, Paris, Seuil.



# Où est notre avenir ?\*

NISHITANI Osamu 西谷修

## En préambule

Essayons d'abord de répondre à la question qui vient à l'esprit de ceux qui suivent plus ou moins attentivement ce qui se passe au Japon depuis le 11 mars.

Juste après l'événement du 11 mars 2011 au Japon, les médias du monde qui se sont empressés de rapporter les destructions inouïes subies par un pays considéré comme « hautement développé » ont affiché une certaine admiration : les gens gardaient leur sang froid, au moins apparemment, s'entraidaient mutuellement même dans des situations désastreuses et de privation totale, au lieu de tomber dans un désordre catastrophique. Mais en même temps, ils n'ont pas caché une méfiance vis-à-vis du gouvernement japonais face au grave accident de la centrale nucléaire de Fukushima déclenché par le tremblement de terre et le tsunami. En effet, les autorités

---

↳ Né en 1950. Professeur de philosophie à l'université des langues étrangères de Tokyo et membre correspondant de l'Institut des études avancées de Nantes, il est auteur entre autres des ouvrages suivants écrits en japonais : « *Wonderland* » de l'immortalité, *Traité sur la Guerre*, *Toucher la palpitation nocturne*, *Recherche de la Raison*.

\* La version originale japonaise de cet article a été publiée sous le titre « “Mirai” wa doko ni aru no ka » 「未来」はどこにあるのか, dans *Gendai shisō* 現代思想. *Revue de la pensée d'aujourd'hui*, mai 2011, vol. 39, n° 7, pp. 34-37. Elle a été traduite, revue et augmentée par l'auteur [N.D.L.R.].

japonaises, hésitant à rendre publiques des informations précises, ont essayé de minimiser la gravité de l'accident qui devait avoir des conséquences préoccupantes non seulement pour le pays mais aussi pour le monde entier.

Que signifie ce décalage entre les deux faces d'un même pays, entre « le Japon admirable » et « le Japon douteux » ?

Pour répondre à cette question, je suis tenté de citer un proverbe japonais : « Même sans les parents, les enfants grandissent ». Mais pour ma part, je l'emploie souvent en inversant la condition : « Même avec les parents, les enfants grandissent ». Car ce sont souvent les parents qui empêchent les enfants de se développer. Les deux aspects du Japon sont également vrais, et leurs rapports sont ainsi : « Malgré ces parents, ou puisque les parents sont ainsi, les enfants doivent apprendre par eux-mêmes à se débrouiller ». Là réside notre malchance, mais en même temps notre espoir non assuré.

Ce ne sont pas seulement les médias étrangers qui n'avaient pas confiance dans le gouvernement japonais : nous-mêmes, la population du pays, savons bien qu'on ne peut guère compter sur lui.

Toutefois, cet état des choses n'est pas l'apanage du Japon. Le gouvernement doit s'occuper du bien-être de la population. Soit, mais théoriquement. Il s'en occupe cependant parce qu'il a besoin d'elle pour s'imposer, pour substantialiser sa gouvernance. Selon la théorie contractuelle de l'État, celui-ci est formé par la volonté du peuple dont il tire sa légitimité. Mais l'État n'est pas formé pour être au service de la population. Cette dernière n'est pas la fin de l'État, lequel a une tendance à s'ériger lui-même comme une fin. Il incite la population à se sacrifier pour lui, tandis qu'il ne se sacrifie jamais pour elle. Depuis que la Nation a été formée comme telle, la population est devenue la ressource essentielle de l'État, ressource à consommer, mais dont on souhaite qu'elle soit « durable ».

Au Japon, nous avons eu maintes occasions de le constater. Concernant les affaires nucléaires, je peux citer un exemple historique. D'ailleurs, c'est un cas inaugural en la matière.

Aussitôt après le bombardement atomique de Hiroshima (le 6 août), le Quartier général impérial du Japon (Daihon.ei 大本營) a envoyé une équipe de médecins et de scientifiques pour faire des investigations relatives aux effets de la nouvelle bombe sur les habitants. Après la capitulation (le 15 août), cette mission médicale, dirigée par un professeur de l'université impériale de Tokyo (Tsuzuki Masao 都築正男), fut largement renforcée (1 500 médecins et scientifiques). Mais les médecins ne s'occupèrent pas du

tout des agonisants. Ils s'appliquèrent uniquement à faire des enquêtes sur les effets de la bombe, sur lesquels on n'avait aucune donnée. Ils observèrent l'état physique des victimes, enquêtèrent sur les conditions de mort des enfants à l'école et sur les taux de mortalité immédiate par rapport à la distance du centre de l'explosion, etc. Ils firent même décrire à un étudiant en médecine le détail de la dégradation de sa propre santé. Le gouvernement japonais en fit un rapport important (de 10 000 pages), non pas dans le but de soigner les victimes, mais pour le remettre aux autorités américaines (GHQ). Il l'avait fait traduire en anglais à la hâte et le leur remit trois mois plus tard. Ce dossier, qui n'a jamais été publié au Japon, a beaucoup servi aux Américains pour élaborer leur stratégie nucléaire vis-à-vis de l'Union soviétique et fournir des données pour la médecine antiradiation.

Un ancien officier-médecin japonais, qui était un des dirigeants de la mission, a avoué récemment que ce rapport devait participer à l'établissement de bonnes relations avec les occupants, vainqueurs de la guerre, qui étaient en train de préparer le procès de Tokyo. Ainsi, en rendant un service précieux – puisque c'était justement ce que les Américains convoitaient selon un témoignage d'un ancien officier du GHQ – le gouvernement japonais a tenté de se montrer utile, capable d'être un bon partenaire pour les Américains. La souffrance des habitants de Hiroshima et de Nagasaki fut donc offerte de la part du vaincu au vainqueur comme un sacrifice, afin de sauvegarder la pérennité du régime impérial. Ce n'est pas l'État japonais qui était la première victime des exploitations nucléaires, mais la population japonaise qui était traitée comme des cobayes par les deux gouvernements.

On peut donc à bon droit qualifier l'attitude du gouvernement japonais de « servitude volontaire », ce qu'a dévoilé remarquablement Étienne de la Boétie, avec une perspicacité non encore éblouie par les Lumières. Cette attitude que les dirigeants japonais ont adoptée par rapport aux Américains s'est enracinée profondément, depuis lors, dans l'appareil étatique et social du pays, à commencer dans le milieu politique, parmi les fonctionnaires, le milieu économique-financier, l'Université, les médias, etc., jusqu'à ce qu'elle conditionne toute l'organisation sociale et son comportement collectif. D'ailleurs, c'était dans ce cadre que l'« Atom for peace », promu par Eisenhower a été introduit au Japon<sup>1</sup>.

---

1. Voir à ce propos l'article de Thierry Ribault dans le présent volume [N.D.L.R.].

## Où est notre avenir

Il faut tout d'abord reconnaître que la récente catastrophe n'est pas régionale<sup>2</sup>, mais implique tout le Japon ; plus encore, elle constitue un événement d'envergure mondiale. L'importance du tremblement de terre et du tsunami, dont on dit qu'ils n'arrivent qu'une fois tous les mille ans, n'a pas eu uniquement pour effet d'accroître les difficultés d'approvisionnement en produits de consommation courante et en électricité au-delà des zones directement touchées par la catastrophe. Elle a obligé à se pencher à nouveau sur l'industrie locale, base importante de l'approvisionnement du monde entier en biens manufacturés (principalement des composants électroniques) et désormais anéantie. Plus que tout, les défaillances de la centrale nucléaire de Fukushima aggravées par le tsunami n'ont pas seulement eu des répercussions à travers tout le Japon ; elles ont amplifié l'étendue des pollutions radioactives à l'ensemble du globe, qui se succèdent déjà depuis un demi-siècle.

Aujourd'hui, pas moins de quatre réacteurs nucléaires sont « endommagés » ! Par ailleurs, le monde entier (plus particulièrement les pays industriels avancés), tout en envisageant de faire du nucléaire une source d'énergie qui remplacerait les combustibles fossiles, ressent un intérêt sérieux pour la « sûreté (le risque ?) » nucléaire. D'un côté, il y a les forces en faveur de la promotion du nucléaire. De l'autre, il y a des craintes sérieuses à son égard. C'est pourquoi les événements actuels ont attiré l'attention du monde entier qui a scruté le cours de ces événements avec un profond intérêt.

Ce qui est en jeu ici, c'est la nature de la société industrielle. Déjà depuis un demi-siècle environ, nous avons été avertis des limites du système économique techno-industriel né dans la modernité occidentale. Nous fabriquons les biens manufacturés en exploitant les ressources naturelles. Nous avons amplement développé cette dynamique de production et d'exploitation technique en l'abandonnant au désir (moteur de la recherche du profit) des individus et des personnes morales de droit privé, grâce à l'institution du marché, lieu d'échanges concurrentiels. Cela a permis de maximiser la richesse du monde et édifié une civilisation matérielle prospère.

---

2. Par exemple, le cataclysme de Hanshin (région de Kobe-Osaka) restait en 1995 d'envergure régionale.

Telle est la représentation du monde qui accompagne notre système économique. Toutefois, ce dernier a laissé entrevoir ses impasses au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, et il est voué à l'échec sous de nombreux aspects. Non seulement il faut faire face à l'épuisement des ressources, plus particulièrement à la raréfaction des ressources énergétiques, mais il faut aussi tenir compte de la dégradation de l'environnement planétaire sous l'effet des pollutions et du réchauffement climatique. Or, ces problèmes s'aggravent, non pas uniquement sous l'effet de la pression démographique mondiale, mais aussi du fait que de vastes régions sont en train d'accéder au « développement économique » en entrant dans le système économique de la globalisation.

Cependant, le système économique techno-industriel ne peut faire face lui-même à cette situation de crise que de nombreuses personnes ont pronostiquée être plus proche qu'on ne le pense. Il en va ainsi parce que ce système progresse sur la base de la croyance selon laquelle tous les problèmes peuvent être résolus techniquement en négligeant notamment le caractère limité des ressources naturelles, dans le seul but de rechercher le profit et d'accroître la sphère économique. Il en va de surcroît ainsi parce que toutes les limites naturelles sont simplement pensées comme autant de problèmes ne relevant pas de l'économie mais devant être réglées par la puissance étatique (aussi bien les inégalités au sein des pays, que les rivalités internationales autour de ces ressources).

C'est pour cette raison que le système qui anime le monde progresse malgré tout, bien que son échec ait été à juste titre prédit. Et c'est ainsi que, selon ce système, l'énergie atomique (la technologie nucléaire) a été présentée comme une solution technique aux problèmes de l'appauvrissement des ressources naturelles et du réchauffement climatique. Cependant, bien que les êtres humains ne puissent pas trouver de solution au traitement des « ordures (déchets) » les plus embarrassantes que produit l'énergie nucléaire, les promoteurs du système renvoient finalement à plus tard l'examen du problème que constituera un jour pour les êtres humains un monde saturé en radioactivité, en affirmant que « pour le moment tout va bien<sup>3</sup> », « ça n'est pas pour si tôt » ou encore « d'ici là, la technique aura

---

3. C'est une réplique répétée par le porte-parole actuel du gouvernement japonais chaque fois qu'arrive un nouveau problème concernant l'accident de la centrale Fukushima.

trouvé une solution ». Le système a échoué sous l'effet de la dernière catastrophe et toutes les certitudes le concernant ont été brisées.

Soixante-dix ans déjà ont passé depuis que la technologie nucléaire a été inventée comme technique de destruction, et cinquante ans depuis que son « usage pacifique » a été exploité. Pendant cette période, alors même que les sciences et les techniques ont accompli d'importants progrès, elles sont restées impuissantes pour traiter les déchets nucléaires.

L'échec de ce système était déjà devenu une évidence il y a peu avec la panique financière mondiale de 2008. Cette situation de panique marqua l'échec définitif des politiques de « fuite en avant ». Celles-ci ont pour objectif d'échapper à ce qu'avait révélé la crise du début des années soixante-dix, et prennent la forme d'un expédient caractérisé, d'une part, par son imprégnation par les principes du marché (le fondamentalisme de la poursuite des intérêts privés) et, d'autre part, par l'expansion virtuellement infinie de l'économie avec le numérique et la promotion à l'échelle du globe de la financiarisation de l'économie grâce à la révolution informatique. Par conséquent, à présent, l'opportunité de revoir radicalement le système en questionnant les impasses, non pas seulement du système financier américain, mais du système économique technico-industriel d'où sont nées ces techniques frauduleuses (techniques financières !), apparaît en tout lieu sur le globe. La production d'électricité d'origine nucléaire s'est diffusée depuis les années quatre-vingt en même temps que la mondialisation du néolibéralisme économique, dans la mesure où elle apparaissait comme la baguette magique des énergies « propres et sûres ».

La catastrophe dénommée le Grand tremblement de terre de l'Est du Japon a eu lieu précisément à un tel moment. Malgré la propagande menée avec acharnement par les promoteurs qui affirmaient que le nucléaire était sûr, de nombreux observateurs ont donné l'alarme à propos du danger que les centrales nucléaires présentent en cas de cataclysme naturel. Cette crainte qui a été négligée dans le passé est aujourd'hui devenue réelle. Le cataclysme naturel a déclenché un sérieux accident nucléaire. La situation japonaise qui en a résulté a attiré l'attention du monde entier sous le nom de « l'après Fukushima ». Le monde ne craint pas seulement les pollutions radioactives qu'engendre le nucléaire. Il porte son attention sur la façon dont le Japon va traverser et surmonter ces épreuves, tout en manifestant à leur égard un grand intérêt dans la mesure où elles augurent de l'avenir de la civilisation.

Le Japon est bien connu à travers le monde pour être situé dans une zone d'intense activité sismique. Tout un chacun reconnaît aujourd'hui les risques liés à la création d'un système industriel dépendant de l'énergie nucléaire dans un tel endroit. Or, quelles que furent les manières par lesquelles Tepco et le ministère de l'Économie ont usé des mots pour convaincre du caractère fiable de l'énergie nucléaire, la réalité présente de Fukushima a mis clairement en lumière qu'il ne s'agissait que de faux-semblants.

On entend souvent dire que le Japon n'a pas de ressources naturelles et que, par conséquent, il n'a pas d'autre choix que le nucléaire. Mais quand le gouvernement a appelé à la réduction de la consommation d'électricité, les Japonais « obéissants » ont facilement dégagé un surplus d'électricité. Si l'énergie nucléaire est jugée nécessaire pour une société d'abondance, on renoncera à celle-ci et cherchera une autre forme de bien-être plutôt que de vivre dans la menace permanente. Faire croire que le gaspillage de l'argent et de l'électricité est une chose formidable est plutôt le fait d'une organisation sociale et de ceux qui souhaitent s'enrichir et élever leur position sociale par l'établissement d'une telle organisation. Si l'énergie nucléaire prive les gens de leur lieu d'habitation et compromet l'avenir des enfants ou l'avenir tout court, le peuple ne choisirait-il pas plutôt à la place du nucléaire une manière de vivre moins consommatrice d'électricité qu'aujourd'hui, qui ne présenterait aucun risque d'accident nucléaire ?

Le comportement des victimes et des personnes qui ont immédiatement déployé leur intelligence pour les aider à surmonter les conséquences du sinistre, a parfaitement montré quelles pouvaient être les solutions pour se « relever » de la catastrophe. Ceci est presque sans lien avec l'aide publique de l'État. Il s'agit tout d'abord du secours mutuel pour la survie des personnes qui ont tout perdu et qui sont laissées dans la détresse. C'est l'expérience que l'on vit ensemble et non pas tout seul, cette manière d'être naturelle selon laquelle vivre c'est vivre ensemble. Ensuite, il s'agit de la création de formes de coopération par lesquelles tous les moyens possibles sont regroupés. Ce fait, d'ailleurs, contredit clairement l'image obsessionnelle de l'économie moderne : *homo economicus*, individu isolé, incité par les intérêts privés, etc. Pareillement, les agents municipaux, le personnel enseignant et le personnel soignant des zones sinistrées ont apporté leur aide avec dévouement à leurs voisins, alors même que leurs institutions étaient désorganisées et qu'ils étaient eux-mêmes victimes de la catastrophe. Ensuite, les gens ont redécouvert là-bas que les enfants, qui n'ont

ni l'expérience ni la compréhension véritable de la catastrophe, peuvent apporter dans le malheur des choses précieuses aux adultes, des rires et des consolations.

De nombreuses personnes ne quittent pas les lieux où elles vivent quels que soient les dégâts. Pour cette raison, elles aspirent à reconstruire les villes et à y vivre. Les pêcheurs souhaitent vivre de la mer malgré les tsunamis, et les personnes qui vivent de l'agriculture souhaitent retourner à nouveau aux champs alors qu'elles sont empêtrées dans une situation désespérée. En ces lieux, les germes du « rétablissement » sont déjà tous là. Le plus important n'est-il pas de préserver et de faire croître ces germes qui, au milieu du malheur, ont montré qu'ils étaient déjà bien vivants ?

Cependant, ceci n'est pas permis aux personnes qui habitent aux alentours de la centrale nucléaire de Fukushima. Car il n'est plus possible pour les êtres humains d'habiter là-bas pour longtemps. Les habitants ont été forcés de déménager et d'abandonner leurs terres polluées. Voilà la spécificité des accidents nucléaires. Après chaque tsunami, les gens peuvent reconstruire leurs foyers. Mais avec les accidents nucléaires, des zones entières sont vouées à n'être que d'immenses « déchets ».

Une force puissante, refusant de voir cette réalité, œuvre dans le but d'empêcher l'indispensable changement. Il s'agit de ceux qui, faisant comme si « ce qui s'est vraiment passé » n'avait pas eu lieu, pensent uniquement à lancer les bulldozers pour reprendre encore une fois le même chemin. Aux questions posées par les médias étrangers concernant la réforme de la politique de soutien du nucléaire et en faveur des énergies de substitution, un fonctionnaire membre de l'agence de protection et de sécurité nucléaire du ministère de l'Économie (administration dont les fonctions ne répondent pas du tout à son intitulé) a répondu que « l'alternative au nucléaire, c'est la coupure de courant ! ». Il les a vertement sermonnés en affirmant qu'en l'absence de nucléaire, le mode de vie actuel ne serait pas possible. C'est un chantage exercé par le gouvernement sur la population.

En outre, Yonekura<sup>4</sup>, président de l'Union des syndicats patronaux, a déclaré, dans une conférence de presse du 11 avril dernier, que Tepco ne devait pas être nationalisé et que c'était à l'État d'indemniser puisqu'il s'agit

---

4. Yonekura Masahiro 米倉昌弘 (1937-) est président de l'Union des syndicats patronaux (Keidanren 経団連) depuis 2010.

d'une catastrophe naturelle. Et il est allé jusqu'à dire : « C'est émouvant les efforts de Tepco. Ça n'est pas Tepco qui a été négligeant, c'est plutôt l'État qui a fixé des critères de sécurité trop lâches ».

Ce qui est devenu évident avec le dernier accident, c'est que les accidents nucléaires sont beaucoup trop importants pour être pris en charge par une entreprise privée. Les pollutions dues à la radioactivité se propagent en dehors de toute limite pour toucher au-delà du Japon le monde entier. Les montants de leur indemnisation dépassent largement les facultés d'une seule entreprise. Le nucléaire qui comporte de tels risques ne doit pas être confié à une seule entreprise privée qui recherche le profit (et même s'il s'agit d'un monopole public). En vérité, Tepco avait souhaité pendant un temps « se retirer » en se débarrassant des réacteurs nucléaires.

Yonekura a dit que Tepco était une entreprise courageuse et respectable. Il est vrai que Tepco a sans relâche lutté pour la sécurisation de la situation. Cependant, ce sont en fait les employés des « sociétés de coopération », c'est-à-dire des sous-traitants, ou des sous-sous-traitants, appelées à venir en aide, qui sur place se sont exposés au danger. Bien que les risques liés à un tel accident aient déjà été auparavant pointés du doigt, Tepco (en tant que société) a toujours manqué de précaution en les minimisant. Elle en a la réputation. Madarame Haruki 斑目春樹, président de la Commission de sûreté nucléaire, a répondu devant la Diète qu'il fallait écarter certaines hypothèses, parce qu'il n'est pas possible de tout prévenir. Or l'administration de l'État et Tepco ont toujours opéré les choix en faveur du maintien du profit et de l'activité.

Par leur attitude peu concernée, ces personnes laissent entendre que le nucléaire est davantage encore indispensable au « redressement » du Japon et que « le mauvais passé n'est qu'un songe ». Or, affirmer que « Tepco est aussi une victime » revient à dire que le GHQ est lui aussi une victime de guerre. Dès lors qu'une telle idée est acceptée, advient alors « la repentance collective » et toute responsabilité est écartée. C'est précisément ce qui s'est passé à propos de la dernière guerre. Sur ce point, le Japon continue de subir l'influence puissante de ses gouvernants qui « n'ont rien appris de l'histoire ». Aujourd'hui, si le Japon se conforme à ce qu'ils disent, il finira sans doute par être, d'un rire moqueur, délaissé du reste du monde. Le Japon, de Hiroshima et Nagasaki à Fukushima, en passant par l'affaire du

thonier Daigo Fukuryū-maru<sup>5</sup>, réussira finalement à être le cobaye de la civilisation de l'atome au profit du monde entier (ceci dit en passant, il tirera avantage de l'aide généreuse que lui donneront ses « meilleurs amis<sup>6</sup> » américains, qui ont bien profité de cette occasion pour tester une nouvelle stratégie en Asie de l'Est).

Ce n'est pas la première fois qu'on se pose la question de savoir comment modifier le système économique techno-industriel associé à l'atome. Dès la crise des années 1970 cette préoccupation fondamentale existait et l'effort pour refouler les catastrophes auxquelles on voulait échapper s'est poursuivi dans le contexte d'expansion du néolibéralisme. Au moment de la crise financière de 2008, cette doctrine avait déjà refait surface. Ainsi, par exemple, les thèses des économistes Uzawa Hirofumi<sup>7</sup> et Uchihashi Katsuto<sup>8</sup> fondées sur l'idée de « capital socialement commun » ont commencé à être discutées. Tous deux affirment que « l'avenir a déjà commencé ». Néanmoins, ceux qui souhaitent retenir cet « avenir » exercent un pouvoir fort au Japon. Aujourd'hui, le problème concret le plus important concerne la façon de sortir de cette situation et d'ouvrir un nouveau chemin pour le pays et pour le monde.

*14 avril 2011 (retouché le 15 octobre 2011)*

---

5. Les membres de l'équipage du thonier Daigo Fukuryū-maru 第五福龍丸 furent les premières victimes de l'essai de la bombe à hydrogène, que les Américains ont effectué le 1<sup>er</sup> mars 1954 sur le récif de Bikini. Le gouvernement japonais de l'époque a fait retarder la publication de la nouvelle pour que soit adoptée la Loi pour la promotion de l'énergie nucléaire.

6. En japonais « *tomodachi* ». C'est le nom donné à l'opération américaine d'aide pour le Japon.

7. Uzawa Hirofumi 宇沢弘文 (1928-) est un économiste, professeur émérite de l'université de Tokyo. Après avoir fait une carrière dans l'économie mathématique aux États-Unis, il a publié, en revenant au Japon, « Le coût social de l'automobile » (*Jidōsha no shakaiteki biyō* 自動車の社会的費用) pour repenser l'économie de l'école néo-classique. Il est devenu l'instigateur de l'idée du « capital socialement commun » (*shakaiteki kyōtsū shihon* 社会的共通資本) à partir des années 1980. Il s'est efforcé de trouver comment résoudre les problèmes sociaux tels que ceux de Minamata et de Narita.

8. Uchihashi Katsuto 内橋克人 (1932-) est un journaliste économique et financier. Il observe et analyse la société japonaise en critiquant le courant dominant du néolibéralisme.

# Technologie souveraine et contrôle démocratique

Alain-Marc RIEU

## Une catastrophe institutionnelle

Fukushima est, et restera, le nom d'une catastrophe humaine et écologique mais aussi institutionnelle et politique. Dans le contexte de déconstruction dans lequel est engagé le Japon depuis les années 1990, la reconstruction sera un échec de plus si elle n'est pas une refondation. Tous les Japonais savent d'expérience qu'une refondation est toujours politique. Mais ils ont en commun une même expérience : depuis les premières années de Meiji, depuis le début de l'ère Taishō et surtout depuis les années 1945-1950 et le projet confisqué d'une « démocratie d'après guerre », la fonction politique est atrophiée, une attente indéfiniment suspendue, un projet encore à venir<sup>1</sup>. Il suffit d'étudier l'évolution du Japon depuis les années 1990 en y incluant la réponse à la catastrophe de mars 2011 : indécision des

---

↘ Alain-Marc Rieu (amrieu[at]gmail.com) est professeur de philosophie contemporaine et d'épistémologie (Science Studies) à l'université de Lyon-Jean Moulin, membre de l'Institut d'Asie orientale à l'ENS de Lyon (<<http://w7.ens-lyon.fr/amrieu/>>).

1. Sur les conditions dans lesquelles les institutions politiques actuelles ont été conçues, voir Dower (1999), chapitre 13. L'idée d'une « modernité inachevée » traverse l'œuvre de Maruyama Masao : « Loin d'avoir dépassé la pensée moderne, nous, au Japon, ne sommes pas encore parvenus à l'achever complètement » (Maruyama 1946). C'est l'idée directrice d'une « démocratie d'après guerre », dérobée au peuple japonais, source d'un débat fondamental et toujours actuel sur la démocratie, la subjectivité et la société civile : voir Barshay (2004), Ôe (1999), Rieu (1998, 2001).

gouvernements successifs, débats sans fin, réformes différées, conflits entre les partis et les factions des partis pour d'abord neutraliser les projets, puis leur adoption, enfin leur mise en œuvre, premiers ministres se succédant sans fin, partis d'opposition manipulés par d'anciens membres de l'autre camp, ralliements soudains et défections aussi rapides, corruption rampante par jeux d'influence, financements politiques occultes. L'atrophie de la fonction politique crée un climat permanent d'incertitude et même d'angoisse dans la population, dans l'industrie et le commerce, jusque dans les universités et la recherche. L'atrophie politique fragilise tout le pays.

La pratique du *tenkō* 転向 (revirement), une constante de l'histoire japonaise<sup>2</sup>, en est la preuve. Un bel exemple est le *tenkō* effectué par Kan Naoto, président du Parti démocratique du Japon et Premier ministre de juin 2010 à août 2011 : après avoir affirmé que la « croissance verte » était un élément clef du « changement de régime » adopté par la majorité des Japonais le 30 août 2009, un haut responsable du METI annonçait le 2 décembre 2010 que la politique énergétique du Japon ne s'inscrivait plus dans les objectifs du Protocole de Kyoto. Cette déclaration était confirmée le lendemain par le bureau du Premier ministre. Il avait cédé « aux intérêts des industries monopolisant la production d'électricité (dont Tepco) et des industries productrices de carbone comme le ciment et l'acier, ainsi que des diverses industries en dépendant<sup>3</sup> » (DeWit & Iida 2011). Plus révélateur encore est le nouveau *tenkō* qu'accomplit le Premier ministre Kan après la catastrophe, le 14 juillet 2011 en se prononçant pour « la réalisation d'une société fonctionnant sans le nucléaire ». Comment expliquer ce revirement ? Simplement en citant le titre d'un article du journal *Le Monde* du 2 août 2011 : « Au Japon, le financement des partis par les compagnies d'électricité fait scandale ». Le Premier ministre en question se trouvant alors sur le point de quitter ses fonctions, ce *tenkō* n'engageait en fait que

---

2. Le revirement n'est pas une conversion volontaire mais le résultat d'un rapport de force : « La conversion ne ressemble qu'en apparence au *tenkō* car elle est de sens inverse. Si le *tenkō* est un mouvement vers l'extérieur, la conversion est un mouvement vers l'intérieur, la subjectivité. La conversion se produit pour préserver le soi alors que le *tenkō* se produit en renonçant au soi. » (Takeuchi 2004 : 75).

3. Voir le commentaire officiel de la Fédération des compagnies électriques du Japon sur la victoire du Parti démocrate du Japon le 31 août 2010, un avertissement sinon une menace : <[http://www.fepc.or.jp/english/news/message/1199866\\_1653.html](http://www.fepc.or.jp/english/news/message/1199866_1653.html)>.

lui<sup>4</sup>. Malgré les attaques qu'il subit, le pouvoir nucléaire ne renonça pas à ses objectifs. Certes, un consensus s'est formé sur le développement rapide des énergies vertes. Mais le nucléaire doit assurer la transition entre les deux régimes énergétiques, ce qui lui donne le temps de se refaire une vertu et d'opérer sa conversion.

## Fukushima : le pouvoir mis à nu

Le pouvoir qui pilote le Japon n'est pas réductible à la *bureaucratie*. La prendre pour bouc émissaire des malheurs du Japon dissimule le conglomerat d'intérêts au pouvoir. Ce pouvoir n'est pas caché mais au contraire bien visible. Au Japon, tout le monde perçoit les réseaux qui associent les grands groupes industriels, les factions politiques, les anciens des grandes universités, les associations patronales et les syndicats, les responsables des principaux ministères, des instituts de recherche, des lobbies et *think tanks*, y compris les grands journaux historiques qui prétendent au nom de l'opinion publique exprimer l'identité ou l'intérêt national. Certes, on ne perçoit pas tous les détails, mais il suffit d'observer pour comprendre. Il suffit de tirer les fils d'une affaire<sup>5</sup> ou d'une catastrophe pour que se révèlent des pans entiers d'une société. Combien d'hommes politiques tombent (et reviennent) chaque année pour corruption ? Combien de projets inutiles et même dangereux ? Les réformes, les ministres se succèdent comme les

---

4. Kan Naoto ne semble pas vouloir rester seul : il a rassemblé une trentaine de députés de son parti, le PD, pour créer une commission de réflexion sur la sortie du nucléaire le 28 mars 2012 (Datsu genpatsu : rōdo mappu o kangaeru kai 脱原発・ロードマップを考える会). Son but est de freiner le projet de l'actuel gouvernement Noda de redémarrer la puissante centrale nucléaire d'Ōi 大飯 dans le Kansai. Kan Naoto veut prendre pour modèle la feuille de route de sortie du nucléaire adoptée en Allemagne. Par ailleurs, un comité supra-partisan (Genpatsu zero no kai 原発ゼロの会) comprenant des députés du PD, du PLD et du Minna no tō ainsi que du Parti social-démocrate a été créé le 27 mars 2012, dont les objectifs sont la sortie totale du nucléaire, le refus de tout recyclage des déchets nucléaires et l'adoption d'un grand tournant vers les énergies renouvelables [N.D.L.R., le 3 avril 2012].

5. C'était la méthode de Chalmers Johnson, par exemple pour l'affaire Tanaka. Il analyse le concept japonais de « corruption structurelle » (*kōzō oshoku* 構造汚職) (Johnson 1995 : 184) pour lui opposer une « analytique du pouvoir ». Voir Rieu (2001).

personnages d'une pièce de théâtre. Les citoyens japonais ne sont pas dupes – même s'ils continuent de voter. Le Japon n'est pas une exception : ce désenchantement politique se retrouve dans tous les pays démocratiques. Au moins le pouvoir y est-il (comme en Angleterre ou aux États-Unis) plus visible qu'ailleurs, qu'en France en particulier.

Et puis il y eut la catastrophe nucléaire de Fukushima le 11 mars 2011, qui dure encore et durera longtemps : populations déplacées et exposées aux radiations, mal informées et manipulées, terres, océan, cours d'eau, récoltes, bétail contaminés, régions devenues inhabitables, incultivables pour une durée indéterminée, sans être certain de la fiabilité des informations officielles. Fukushima est le grand *analyste* dont avait peur la société japonaise. Toutes les craintes sur la manipulation, la désinformation, l'incompétence, la primauté de l'intérêt du pouvoir sur l'intérêt collectif ont été vérifiées. La confiance est désormais impossible. L'exemple le plus révélateur est le refoulement de la différence entre les dégâts commis par le tremblement de terre et ceux commis par le tsunami, 45 minutes plus tard. Si les destructions ayant enclenché la fusion du cœur du réacteur furent causées par le tremblement de terre, alors toutes les centrales du même type que Fukushima sont dangereuses et doivent être fermées, par exemple celle de Hamaoka dans le département de Shizuoka construite sur une faille (McNeill & Adelstein 2011, Koide 2011). Si le tsunami est la cause de la catastrophe nucléaire de Fukushima, contrairement à ce que prétend Tepco, sa culpabilité n'est pas moindre. Elle est même plus grande puisque les dirigeants de Tepco ont choisi de ne pas concevoir, ni d'adapter l'installation au risque probable d'un tsunami dans une région. Ce risque d'une déferlante de plus de dix mètres de haut était reconnu depuis au moins 2008, Tepco a fait le choix de le minorer. Or Tepco n'a pas pu faire un tel choix sans le consentement (explicite ou tacite) et la couverture d'une technostrucure qui trouvait dans l'industrie nucléaire une justification de ses présupposés, ses intérêts et ses valeurs (Shiokura 2011). La leçon vaut pour tous les pays possédant une industrie nucléaire, la France en premier.

## Le nucléaire : une technologie souveraine

La vraie *contamination* est la technostructure elle-même : elle est responsable de la catastrophe. Elle l'a rendue possible en sous-estimant et en déniait les risques encourus par la population, en n'adoptant pas les mesures de secours et de sécurité nécessaires, en déniait la compétence des ingénieurs qui dénonçaient les défauts de l'installation et les dangers en résultant. Les causes d'une telle prise de risque sont économiques : réduire de tels risques est d'un coût lui-même si élevé qu'un tel projet n'est pas rentable, n'aurait pas été entrepris ou aurait été abandonné sans le soutien d'une technostructure au pouvoir. Parce qu'elles engagent la société tout entière, les industries souveraines tendent nécessairement à reproduire dans leur organisation et leur fonctionnement le modèle institutionnel qui les développe et dont elles sont indissociables (Nishioka 2011 ; Hecht 2004). On ne peut omettre les liens étroits entre le nucléaire civil et militaire, constitutionnellement bloqués au Japon. Parce qu'elle a pour but d'assurer l'indépendance énergétique de la nation, l'industrie nucléaire jouit d'un statut spécial en tant qu'expression et instrument de souveraineté. Toute l'industrie nucléaire est donc une affaire d'État, par là même dangereuse parce qu'incontrôlable par des institutions démocratiques. Le risque intrinsèque de la technologie nucléaire est en réalité un problème secondaire par rapport à l'impossible contrôle démocratique des installations et des industries qui les exploitent. Un autre cas typique est la France. Cela signifie qu'une production nucléaire d'énergie pourrait éventuellement être débattue une fois les conditions institutionnelles d'évaluation et de surveillance établies, démocratiquement garanties.

L'autre cause de la catastrophe est aussi grave : plus un pouvoir se sent puissant, fort des intérêts agrégés, légitime dans ses objectifs, plus il est prêt à prendre des risques, à croire que l'intérêt qu'il incarne ne contredit pas les intérêts et même l'existence de la population qu'il administre. Tout pouvoir tend vers un seuil de contre productivité qui le rend dangereux. Plus un pouvoir tend vers ce seuil, plus il devient fragile et concentre alors les moyens de se protéger. À lire ce que les médias nous ont appris, la technostructure est mise à nu par la catastrophe de Fukushima aussi bien que par la construction de centrales dans des zones hautement sismiques. La technostructure est détruite autant que la centrale de Fukushima. Pourtant, c'est elle qui tente pendant le printemps et depuis l'été 2011 de réduire

ou gommer sa responsabilité en organisant et pilotant la reconstruction conformément à ses préconceptions, ses méthodes et critères, ses finalités et ses intérêts. Elle a pourtant perdu toute légitimité et crédibilité.

Cette situation crée un contexte institutionnel et politique nouveau. En effet, l'échec final de la technostructure au pouvoir depuis les années 1980 ne signifie pas que, pris séparément, ses composants soient incompetents, inutiles et dangereux pour la population. Certes l'appareil d'État a ses propres intérêts, mais son but n'est pas d'asservir la population. Le problème réside dans l'emboîtement des composants de cette technostructure. Ce pouvoir réticulé détourne et monopolise la fonction politique à son profit en marginalisant d'autres composants du système social, essentiellement les jeunes générations, le monde des employés aussi bien que les intellectuels, les milieux de la recherche, les retraités, ceux qui vivent aussi bien dans les campagnes que dans les périphéries du pouvoir. Actuellement, la technostructure exclut la participation effective de la population, ce peuple japonais au nom duquel elle prétend agir et satisfaire l'intérêt national. La technostructure neutralise la fonction politique : les partis s'affrontent et les gouvernements se succèdent comme si les conflits qui les animent exprimaient les besoins de la population. Au pire moment de la catastrophe, les partis politiques et les factions de chaque parti ont montré qu'ils ne savaient pas faire autre chose que régler leurs conflits internes en croyant traiter ainsi des problèmes auxquels étaient confrontés ceux qui les élisent et en attendent des solutions. Les partis jouent à gouverner les uns après les autres, comme un manège qui ne touche pas le sol.

Or une technostructure ne gouverne pas ; elle contrôle, oriente et pilote une économie et une société en contraignant ou conseillant un gouvernement. Pourquoi une technostructure a-t-elle besoin d'un gouvernement ? Pour se dissimuler dans son ombre ? Comme gage de démocratie ? La réponse est évidente : comme médiation envers ce qu'elle exclut de ses réseaux : le peuple, la population en général, tous ceux qui travaillent, consomment et élèvent des enfants. Ils votent aussi. La situation actuelle est claire : la technostructure étant déconstruite, la seule façon de répondre à la situation présente est d'imaginer et d'établir d'autres interactions entre les pôles de pouvoir que sont l'administration d'État, le monde industriel, les médias, les institutions de recherche et d'enseignement, entre ces pôles qui pilotent l'évolution du Japon. Les victimes de la déconstruction, de la crise et de la catastrophe conjuguées ne peuvent pas être refoulées : elles

sont objectivement devenues un pôle de pouvoir qui reconfigure la technost-structure invalidée. La transition s'est creusée et accélérée, un seuil virtuel de recomposition est atteint.

## Le nucléaire ou la démocratie

Reste à penser un tel seuil pour lui donner forme. Le Japon dispose d'une solide expérience en ce domaine puisque s'y pratique depuis presque vingt ans ce que Michel Callon (2001), qui s'y réfère, a nommé une « démocratie technique ». Ces débats sont organisés selon des méthodes dont la rigueur est reconnue (ScienceWise 2011) : ils présentent un double avantage, à la fois former et informer la population selon un processus de capillarité ; et, d'autre part, informer les agences en charge de la conception, du financement et de la gestion des politiques de recherche. Ces débats et ces expériences permettent à la fois de comprendre les compétences et les demandes qu'exprime l'opinion publique, et de la former pour l'inscrire dans le débat démocratique afin d'ouvrir et d'étendre le processus politique de décision. C'est une avancée démocratique majeure. On est loin des invocations rhétoriques de la société civile. Les spécialistes japonais disposent des méthodes et des compétences leur permettant d'analyser et de mettre en forme aussi bien les besoins que les désirs des populations victimes du tsunami et de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Ces populations disposent des connaissances tacites et des compétences explicites pouvant être prises en compte dans le processus de reconstruction. C'est pourquoi le comportement du ministre de la Reconstruction, Matsumoto Ryū, nommé le 27 juin 2011, démissionné le 5 juillet, est apparu doublement scandaleux : son attitude exprimait l'arrogance du pouvoir établi mais aussi l'aveuglement de ce pouvoir face à la catastrophe ; non seulement il était incapable de reconnaître la compétence des responsables locaux, mais aussi de reconnaître les compétences disponibles au Japon permettant d'inscrire les savoirs tacites de la population dans la décision politique. C'est ce que montrent au quotidien ces mères de famille inquiètes pour la santé de leurs enfants, équipées de compteurs Geiger, qui dressent sur Internet des cartes de la radioactivité des sols, qui interpellent les responsables politiques locaux et nationaux pour exiger des solutions, qui les trouvent si les autorités en sont incapables. Ni la bureaucratie, ni les élus ne pourront faire rentrer ces femmes dans

leurs foyers : elles sont entrées dans l'espace public et elles y resteront. Elles savent ce que signifie la politique pour un peuple.

Ce raisonnement conduit à une conclusion : les recherches et les débats sur la sécurité nucléaire, la fiabilité et la sécurité des centrales, sont vains. Ils sont en effet infinis et jamais conclusifs. Ils entretiennent une ambiguïté permettant à l'industrie nucléaire et aux milieux économiques et politiques qui lui sont associés de poursuivre pendant la durée du débat leur développement en affirmant qu'ils maîtrisent les risques, qu'ils respectent le principe de précaution, qu'ils font tout ce qui est en leur possible pour protéger les populations et assurer un approvisionnement fiable. La catastrophe de Fukushima change les conditions du débat : elle établit que les institutions démocratiques actuelles ne sont pas capables de contrôler et de gérer un agencement techno-industriel souverain qui suppose une telle agrégation de capital, d'industries associées et d'impact sur la vie politique, sociale et économique d'une nation qu'il excède tout contrôle démocratique. Il est de fait impossible de prendre position sur le risque des centrales nucléaires actuelles et celles de demain. Peut-être la technologie est-elle maîtrisable et le sera-t-elle. Peut-être des nations, des régions accepteront-elles de développer cette technologie. On ne peut pas l'exclure. En effet, nous ne sommes pas seulement en situation de risque mais aussi d'incertitude. Une chose au moins est certaine : les pays industriels capables de développer une telle technologie et son industrie ne disposent pas actuellement des institutions politiques nécessaires pour gérer aussi bien le risque que l'incertitude. Comme le montre Fukushima, comme l'a montré Tchernobyl, le risque premier, le plus dangereux, est politique et institutionnel. La question énergétique suppose donc une avancée démocratique majeure. La pensée politique et l'épistémologie doivent (enfin) se remettre en mouvement et apprendre à converger. Michel Callon a ouvert le chemin et l'a balisé. La tâche est difficile car les résistances sont fortes. Mais on peut déjà en déduire une chose : avant qu'on ait conçu de nouvelles institutions démocratiques et qu'on les ait effectivement mises en œuvre, tant d'années auront passé qu'entre temps de multiples énergies alternatives seront au point et rentables. Ainsi l'industrie nucléaire, héritage du siècle passé, n'a pas d'avenir. Elle n'est qu'un pouvoir au présent.

*28 février 2012*

## Références

Les documents en anglais sur la catastrophe de Fukushima sont disponibles sur le site The Asia-Pacific Journal-Japan Focus : <<http://www.japanfocus.org/home>>.

### **BARSHAY Andrew, 2004**

*The Social Sciences in Modern Japan. The Marxian and Modernist Traditions*, Berkeley, University of California Press, chapitre 7 « Imagining democracy in post-war Japan ».

### **CALLON Michel, LASCOUMES Pierre & BARTHE Yannick, 2001**

*Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.

### **DeWIT Andrew & IIDA Tetsunari, 2011**

« The "Power Elite" and Environmental-Energy Policy in Japan », *The Asia-Pacific Journal*, Vol 9, Issue 4 No 4, January 24.

### **DOWER John, 1999**

*Embracing Defeat. Japan in the Wake of World War II*, New York, Norton.

### **HECHT Gabrielle, 2004**

*Le rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Éditions de la découverte.

### **JOHNSON Chalmers, 1995**

« Tanaka Kakuei, Structural Corruption and the Advent of the Machine Politics in Japan », *Japan: Who Governs? The Rise of the Development State*, New York, Norton.

### **KOIDE Hiroaki, 2011**

« The Truth About Nuclear Power: Japanese Nuclear Engineer Calls for Abolition », trad. par SAKAI Yasuyuki et NORIMATSU Satoko, *The Asia-Pacific Journal*, Vol 9, Issue 31 No 5, August 1.

### **MARUYAMA Masao 丸山真男, 1946**

« Kindai teki shii » 近代の思惟 (La pensée moderne), *Bunka kaigi* 文化会議, janvier, n° 1, Seinen bunka kaigi 青年文化會議.

### **McNEILL David**

#### **& ADELSTEIN Jake, 2011**

« What Happened at Fukushima? », *The Asia-Pacific Journal*, Vol. 9, Issue 32, No 2, 8 août.

### **NISHIOKA Nobuyuki, 2011**

« Toward a Peaceful Society Without Nuclear Energy: Understanding the Power Structures Behind the 3.11 Fukushima Nuclear Disaster », *The Asia-Pacific Journal*, vol. 9, issue 52, n° 2, 26 December.

### **ŌE Kenzaburō, 1999**

« The Language of Maruyama Masao », in *On Politics and Literature. Two Lectures by Kenzaburo Oe*, Berkeley, Doreen Townsend Center Occasional Papers, U.C. Berkeley, pp. 5-23.

### **RIEU Alain-Marc, 1998**

« Modernisation : démocratisation et individualisation. Le cas du Japon », in RIEU A.-M. & ANTOINE A., *Individualisme et démocratie : France*,

*Etats-Unis, Japon, Lyon, revue Circé,*  
numéro spécial, mai : 55-72.

**RIEU Alain-Marc, 2001**

*Savoir et pouvoir dans la modernisation  
du Japon, Paris, P.U.F.*

**ScienceWise, 2011**

*International Comparison of Public  
Dialogue.*

**SHIOKURA Yutaka, 2011**

« Comment un pays irradié est devenu  
pronucléaire », *Courrier international*,  
23 août [traduit de l'article publié dans  
l'*Asahi shinbun* du 18 août 2011].

**TAKEUCHI Yoshimi, 2005**

« What is Modernity? (The Case of Japan  
and China) », in *What is Modernity?:  
Writings of Takeuchi Yoshimi*, édité,  
traduit et introduit par Richard  
F. Calichman, New York, Columbia  
University Press.



# Le nucléaire en politique



# Gestion de crise et culture politique du Japon contemporain

## Le Premier ministre Kan Naoto a-t-il réellement failli ?

Thierry GUTHMANN

Dans les semaines qui suivirent la crise engendrée par le tremblement de terre du 11 mars, le Premier ministre en exercice, Kan Naoto 菅直人, fut très vite l'objet d'une condamnation quasi unanime : il n'aurait pas été à la hauteur de la situation. Il semblait clair pour une écrasante majorité d'individus que Kan n'avait pas d'autre choix à brève échéance que la démission<sup>1</sup>. À contre-pied de ce courant d'opinion, nous nous proposerons de montrer dans cet article que les critiques avancées par ceux qui souhaitaient le départ du Premier ministre ont bien souvent été basées sur des affirmations dans lesquelles les véritables arguments étaient rares, voire inexistantes. Nous avancerons en outre l'idée que la raison profonde de cette condamnation du chef de gouvernement est plutôt à rechercher dans les particularités de la culture politique japonaise contemporaine : il s'agit en effet, bien souvent, en tant que première étape indispensable à la résolution d'une crise, de désigner un bouc émissaire. Mais avant de développer cet argument, il nous faut tout d'abord passer en revue les différents reproches adressés au Premier ministre et en évaluer la valeur objective.

Le 1<sup>er</sup> juin, trois partis de l'opposition, avec à leur tête le Parti libéral démocrate (PLD), déposent au parlement une motion de censure à

---

▼ Thierry Guthmann, enseignant à l'université de Mie (Japon), auteur de *Shintô et politique dans le Japon contemporain* (2010) et de *Précis de politique japonaise* (2011), est un spécialiste de la politique japonaise.

1. Il finira par démissionner le 2 septembre 2011.

l'encontre du gouvernement de Kan Naoto. Dans les jours qui précèdent le dépôt de cette motion, une partie des députés membres du parti au pouvoir, le Parti démocrate (PD), annoncent que si le Premier ministre ne démissionne pas de sa propre initiative il est fort possible qu'ils votent en faveur du texte déposé par l'opposition<sup>2</sup>. Une motion de censure qui réussit ainsi à fédérer une partie significative de la majorité parlementaire et l'essentiel de l'opposition devrait en toute logique démocratique être riche d'enseignements quant aux erreurs ou aux insuffisances alors reprochées au Premier ministre.

Dans le premier paragraphe de ce texte assez court, il est expliqué que le gouvernement ne proposerait aucune directive afin de sortir le Japon de la crise profonde dans laquelle il est plongé et que, pour cette raison même, il constituerait le principal obstacle à une revitalisation du pays<sup>3</sup>. Mais l'affirmation n'est pas argumentée. De la même manière, sans arguments concrets, dans le second paragraphe est reprochée au gouvernement une situation grave, « sans espoir de retour », qui aurait été engendrée par des erreurs de jugement ou par des mesures au coup par coup prises dans les premiers temps après le séisme.

Dans le paragraphe suivant, apparaît l'une des critiques les plus fréquemment entendues en ce qui concerne la gestion de crise par le gouvernement Kan : le nombre de comités et d'organes de décision créés juste après le tremblement de terre aurait été trop élevé, rendant le processus de décision opaque et surtout peu opérationnel. Si l'on se base sur la fréquence de cette critique dans les médias, ainsi que dans les débats parlementaires, il est probable que celle-ci soit dans une certaine mesure justifiée. Ceci étant dit, il paraît difficile sur ce point d'avoir des certitudes : lorsqu'il s'agit de faire face à une catastrophe humaine et naturelle de l'ampleur de celle du 11 mars, sur quels critères est-il possible de se baser pour décider du nombre idéal de ce type de centres de décision ? Si leur nombre avait été réduit, la critique aurait peut-être alors été celle d'un excès de concentration, d'un engorgement du processus de décision...

---

2. Ils n'en feront finalement rien car peu avant le vote Kan s'engagea, dans un futur proche, à démissionner.

3. *Asahi shinbun* 朝日新聞 (journal *Asahi*), 2 juin 2011.

Dans la suite du texte de la motion, Kan Naoto est accusé de se préoccuper plus de sa propre survie politique que de la revitalisation des régions touchées par la catastrophe. Ce type de dénonciations de nature populiste a été entendu maintes fois dans la bouche des politiciens de l'opposition. Ces derniers seraient, pour leur part, avant tout préoccupés par l'idée d'améliorer la situation des sinistrés. Il va sans dire que ce reproche d'utiliser la crise et ses conséquences pour satisfaire ses propres intérêts pourrait être retourné à l'opposition. Rappelons simplement le fait que dans la première semaine qui suivit la catastrophe, le Premier ministre contacta le chef du PLD, Tanigaki Sadakazu 谷垣禎一, pour lui proposer le poste de vice-premier ministre et la constitution d'un gouvernement de coalition afin de surmonter ensemble la crise ouverte par le grand tremblement de terre. Or, prétextant que la demande avait été trop soudaine, le président du PLD déclina l'offre. Il semble qu'il ait préféré continuer de travailler à la déstabilisation du gouvernement démocrate. Tanigaki était encouragé en cela par la capacité de nuisance détenue par l'opposition à la Chambre des conseillers où, depuis juillet 2010, le PD n'avait plus de majorité.

Jusqu'à la fin du texte, le PLD et ses alliés se donnent le beau rôle, expliquant que pour la cause nationale et devant l'ampleur de la catastrophe, ils avaient pris dans les premiers temps le parti de coopérer mais qu'ils ne pouvaient plus à présent accepter le maintien au pouvoir du gouvernement Kan, d'où le dépôt de cette motion de censure. Ainsi, à la fin de notre examen, on s'aperçoit que les arguments objectifs qui justifieraient que le parlement retire sa confiance au Premier ministre sont dans ce texte quasiment inexistant. Mais, au-delà de cette motion, poursuivons l'inventaire critique des reproches fréquemment adressés à Kan Naoto et à son gouvernement.

Le vote de la motion de censure donna lieu, le 2 juin, à des interventions au parlement qui opposèrent les partisans et les adversaires du texte<sup>4</sup>. Le vice-président du PLD, Ōshima Tadamori 大島理森, fut le premier à s'exprimer. Il commence par une des attaques les plus souvent entendues : la reconstruction des zones sinistrées par le séisme de mars ne se ferait pas à un rythme suffisamment rapide. Là encore, la critique est injuste et dépend énormément des critères sur lesquels on se base pour émettre une

---

4. Le texte des interventions qui précédèrent le vote de la motion de censure est consultable sur le site internet de la Chambre des représentants.

telle évaluation. Comme le rappelle Jeff Kingston, professeur à la Temple University à Tokyo, les performances du gouvernement démocrate furent loin d'être mauvaises puisque celui-ci parvint à faire construire, en moins de trois mois, près de 30 000 habitations temporaires. Si l'opposition a eu beau jeu de souligner le fait qu'en juin le chiffre promis de 30 000 logements n'avait finalement pas été atteint, le nombre de préfabriqués construits reste une belle performance, ceci compte tenu de la pénurie des matériaux, de la difficulté de trouver des sites adéquats et de la destruction partielle des moyens de transport (Kingston 2011).

La méfiance témoignée à l'égard des hauts fonctionnaires, et l'insuffisante utilisation des moyens mis à disposition par l'appareil administratif d'État qui en est la conséquence, est une autre critique maintes fois entendue et qui est reprise dans la suite de la déclaration d'Ōshima. En effet, dans les jours qui suivirent le grand tremblement de terre, Kan Naoto s'entoura d'un certain nombre de conseillers issus de la société civile. Ainsi, plutôt que de s'appuyer sur les bureaucrates à la tête des différentes administrations centrales, Kan prit beaucoup de ses décisions de manière quasi autonome. Pour comprendre cette attitude, il faut savoir que Kan Naoto est issu des mouvements de citoyens, et qu'il s'est rendu célèbre dans les années 1990, lorsqu'il était ministre de la Santé, par ses succès face aux bureaucrates dans sa gestion de la version japonaise de l'affaire du sang contaminé. Kan est donc de tradition et d'instinct suspicieux à l'égard de l'administration d'État. Si l'on se souvient que la construction et l'existence des centrales nucléaires ont été défendues et promues au Japon par ce qui a été appelé le « village de l'énergie nucléaire » (*genshiryoku-mura* 原子力村<sup>5</sup>), dont un certain nombre d'administrations centrales sont parties prenantes, et qui rassemble politiques, industriels, universitaires et médias autour de la cause nucléaire, on aurait plutôt tendance à juger l'attitude méfiante du Premier ministre comme positive, voire salvatrice.

L'épisode suivant nous paraît révélateur de ce style de gouvernement en solo, autoritaire qui a souvent été reproché au Premier ministre Kan, mais qui en la circonstance a peut-être empêché l'accident nucléaire de prendre

---

5. L'expression renvoie aux caractéristiques supposées de la vie rurale japonaise, c'est-à-dire à un monde fermé, opaque, duquel les informations ne filtrent pas, pour protéger les intérêts des membres de la communauté.

des proportions encore plus importantes. Dans la nuit du quatrième jour de l'accident, du fait de l'arrêt quasi généralisé de l'alimentation électrique et devant l'incapacité d'ouvrir les valves de décompression du réacteur numéro 2 de la centrale de Fukushima, la direction de l'opérateur de la centrale, Tepco, annonce au gouvernement qu'elle envisage le retrait total de son personnel sur place. En clair, la catastrophe étant devenu inévitable, il s'agit d'ordonner le plus vite possible un éloignement du site pour réduire le nombre des victimes. On apprendra par la suite que les techniciens sur le site n'auraient pas envisagé un tel abandon. Or, lorsque Kan Naoto fut informé des intentions de la direction de Tepco, il se rendit immédiatement dans les bureaux de l'entreprise pour y exprimer sa colère et proférer certaines menaces à l'encontre des dirigeants si ceux-ci persistaient dans leur intention de retrait. Quel a été l'impact de cette attitude sur les développements subséquents de l'accident nucléaire, difficile de le dire, mais il nous paraît indéniable qu'en la circonstance Kan fut l'homme de la situation.

La propension du gouvernement démocrate à cacher un certain nombre d'informations à la population est, de toutes, vraisemblablement la critique la plus justifiée. L'attitude la plus condamnable étant celle qui a consisté pendant plus d'un mois à considérer officiellement que les rejets radioactifs s'étaient faits selon un mode concentrique autour de la centrale. Or, il est aujourd'hui à peu près certain que très vite le gouvernement eut à sa disposition des informations concernant la forte irradiation d'une langue de territoire située au nord-ouest de la centrale accidentée et dont une bonne partie se trouvait en dehors du périmètre d'évacuation. Comment expliquer une telle attitude ? Il est possible que les autorités aient jugé que s'il existait bien un taux de radioactivité élevé dans certaines régions non évacuées, une exposition de quelques semaines n'était pas forcément dangereuse pour la santé. Il faut prendre en compte également le fait que dans les premières semaines qui suivirent le tremblement de terre, le nombre de réfugiés était considérable. Dans un tel contexte, le gouvernement Kan a peut-être provisoirement fait le choix de ne pas publier certaines informations gênantes pour ne pas avoir à évacuer ceux qu'il considérait comme pas « immédiatement<sup>6</sup> » menacés. Cette attitude, aussi condamnable soit-elle,

---

6. Le porte-parole du gouvernement, Edano Yukio 枝野幸男, s'était pendant cette période rendu célèbre par une formule ambiguë qu'il avait utilisée à plusieurs reprises : « Les

n'aurait-elle pas été celle de la plupart des gouvernements dans une situation similaire ? Rappelons, par exemple, que le gouvernement français continue aujourd'hui encore à nier l'influence néfaste sur la santé de ses concitoyens qu'a pu avoir le nuage radioactif issu de l'accident de Tchernobyl.

Ainsi, au bout du compte, bien que les reproches qu'il est possible objectivement d'adresser au gouvernement Kan soient peu nombreux, l'opinion japonaise ne lui accorda jamais véritablement son soutien. Quelles sont les causes de cette désaffection ?

Les sondages effectués sur ce problème ne sont pas très instructifs. En effet, la formulation des questions a presque toujours été du type : « Jugez-vous positives les mesures prises par le gouvernement Kan vis-à-vis de l'accident de la centrale de Fukushima ? ». Des questions qui auraient permis de connaître les raisons du jugement défavorable émis par une majorité de citoyens n'ont pratiquement jamais été posées.

Jeff Kingston, dans un article où il analyse le jeu des forces qui a poussé Kan Naoto vers la sortie, exprime sa perplexité devant le fait que, alors que les sondages indiquent une volonté de l'opinion de sortie du nucléaire tout à fait en phase avec les projets du Premier ministre, les Japonais n'ont jamais vraiment accordé leur soutien au chef du gouvernement (Kingston 2011). Par ailleurs, dans une enquête effectuée les 3 et 4 juin par le journal *Asahi*, 52 % des sondés estiment que c'est une bonne chose que Kan Naoto ait annoncé sa démission prochaine. Toutefois, dans le même temps, les sondés ne sont que 22 % à penser que la gestion de crise s'améliorerait si un nouveau Premier ministre était désigné<sup>7</sup>. Il nous semble que ces paradoxes ne peuvent s'expliquer que par une volonté invouée de faire de Kan le bouc émissaire de la catastrophe naturelle et humaine du 11 mars.

S'il est indéniable que les taux de popularité de Kan Naoto étaient déjà avant la catastrophe très bas, et qu'en outre celui-ci a certainement été poussé vers la sortie par le « village de l'énergie nucléaire », il nous semble cependant que la recherche d'un paratonnerre, selon l'expression de Jeff Kingston (2011), afin de canaliser et d'évacuer les émotions négatives accumulées par la population, fut un facteur tout aussi important dans le processus qui

---

taux de radioactivité ne présentent pas de danger *immédiat* pour la santé » (c'est nous qui soulignons).

7. Édition du 5 juin 2011.

conduisit à la démission du Premier ministre. L'opposition, mais également la plupart des médias, n'ont pas cessé d'exprimer l'idée qu'avec le départ de Kan, il sera enfin possible de commencer à résoudre la crise ouverte par le séisme du 11 mars. Le processus psychologique et émotionnel à l'œuvre ici nous semble avoir été typiquement celui du bouc émissaire.

L'épisode télévisé qui illustre peut-être le mieux ce rôle de bouc émissaire endossé par le Premier ministre est celui dans lequel un couple de réfugiés du département de Fukushima le rappelle alors qu'il s'apprêtait à quitter la salle de sport qui leur sert de refuge. « Vous partez déjà ?! » crie l'homme. S'ensuivent plusieurs minutes de récriminations que le Premier ministre se voit contraint d'encaisser sans broncher devant les caméras. Les reproches ne concernaient pas directement la gestion de la crise par le gouvernement Kan, mais surtout le fait qu'ils avaient eu l'impression que le Premier ministre était passé devant eux sans les voir, les avait comme ignorés. Ce couple avait semble-t-il avant tout un fort besoin de faire entendre à quelqu'un l'ampleur de sa détresse. Comme la plupart des téléspectateurs n'ont vu que quelques secondes de la scène dans lesquelles transparaissait surtout un fort sentiment de colère, ils en ont probablement retiré inconsciemment la conclusion que Kan Naoto pouvait être tenu responsable de tous les maux.

*9 février 2012*

## Bibliographie

**GUTHMANN Thierry, 2010**

*Shintô et politique dans le Japon contemporain*, Paris, L'Harmattan.

**GUTHMANN Thierry, 2011**

*Précis de politique japonaise*, Paris, L'Harmattan.

**KINGSTON Jeff, 2011**

« Ousting Kan Naoto: The Politics of Nuclear Crisis and Renewable Energy in Japan », *The Asia-Pacific Journal*, Vol 9, Issue 39-5, 26 septembre (article consultable sur le site électronique de *The Asia-Pacific Journal* : <http://japanfocus.org>).



# L'empire du nucléaire

Quand Fukushima ne crachait pas encore  
ses « atomes pour la paix »

Thierry RIBAULT

Des vertus des souverains,  
la plus salutaire, dit-on, est :  
bien oublier\*.

Nucléaires civil et militaire sont les deux faces d'une même pièce, et le reste n'est que propos lénifiants tenus par des pseudologues ayant perdu de vue la limite entre le vrai et le faux. Faire accepter le premier est une étape importante pour prolonger le développement du second. Dans cette perspective, les États-Unis ont utilisé le Japon pour perfectionner leurs technologies. À moins que le Japon n'ait, lui aussi, utilisé les États-Unis afin, le moment voulu, d'être autonome militairement et d'avoir une force de frappe nucléaire à disposition. Ce qui est certain, c'est que la politique nucléaire japonaise est arrimée à la politique américaine et anticommuniste ; cela permet de comprendre pourquoi l'un des pays les plus assujettis aux menaces sismiques est devenu la troisième nation nucléaire du monde. Cette situation cesse de sembler paradoxale dès lors qu'on prend en considération le fait que le développement du nucléaire civil au Japon est une émanation du nucléaire militaire américain. Il s'inscrit, de fait, dans la propagation de la doctrine soutenue par le président Dwight D. Eisenhower

---

▮ Thierry Ribault, économiste, est chercheur au CNRS, à l'Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 CNRS-MAEE), Maison franco-japonaise de Tokyo. Il a fait paraître, avec Nadine Ribault, *Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima*, aux Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2012.

\* *Antigone*, film de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 1992.

dans son discours « Atomes pour la paix », prononcé le 8 décembre 1953 devant l'assemblée des Nations unies :

« Les États-Unis s'engagent devant vous et donc devant le monde à vouer intégralement leur cœur et leur esprit à la recherche d'une façon de permettre à l'homme de ne pas dédier sa miraculeuse inventivité à sa mort, mais de la consacrer à sa vie [...]. L'objectif de mon pays est d'aider à sortir de la chambre obscure des horreurs pour aller vers la lumière, pour trouver une manière de faire évoluer les esprits des hommes, les espoirs des hommes et les âmes des hommes d'où qu'ils soient, vers la paix, le bonheur et le bien-être. »

Il s'agit donc de « livrer les secrets de l'atome aux mains de ceux qui sauront comment le dévêtir de son enveloppe militaire pour l'adapter aux arts de la paix » et de

« transformer les plus grandes forces de destruction en une formidable bénédiction, pour le bien-être de l'humanité toute entière [...]. Les États-Unis savent que la puissance de paix de l'énergie atomique n'est pas un rêve du futur. Son potentiel avéré existe déjà aujourd'hui. » (Hewlett & Holl 2008 ; Cantelon 1992)<sup>1</sup>.

Quel est donc ce rêve du présent dans lequel le Japon s'est engouffré ? Un empire du nucléaire bâti sur deux préceptes nihilistes : le monde comme laboratoire d'une part, le désastre comme horizon de l'autre.

## Le monde comme laboratoire

Le docteur Matsui Eisuke 松井英介 rappelait dans une allocution récente<sup>2</sup> que l'Atomic Bomb Casualty Commission (ABCC), créée en 1946 par le président Truman, chargée de collecter les données relatives aux effets du rayonnement et de mener des recherches sur les conséquences sanitaires des bombes atomiques de Hiroshima et de Nagasaki, n'a jamais contribué au soin des victimes des bombes mais a essentiellement servi de laboratoire expérimental au service de l'idéologie du progrès scientifique dans le domaine nucléaire, civil ou militaire. En 1947, quelques mois après la création de l'ABCC, est

---

1. Voir aussi <AtomicArchives.com>.

2. The International Conference of Citizens and Scientists, 12 octobre 2011, Tokyo.

fondé le Japan National Institute of Health (JNIH) (YOKEN en japonais, abréviation de Kokuritsu yobō eisei kenkyūjo 国立予防衛生研究所)<sup>3</sup>, également sur ordre des autorités d'occupation américaine. Le personnel de cet institut sera soigneusement choisi parmi les anciens membres et les collaborateurs de l'Unité 731 (*Nanasan.ichi butai* 七三一部隊) de l'Armée impériale située à Harbin, en Chine. Dirigée par le lieutenant-général Ishii Shirō 石井四郎, l'Unité 731 avait été chargée entre 1937 et 1945 d'effectuer des tests secrets d'armes bactériologiques et chimiques sur des cobayes humains en Chine – entre 3 000 et 10 000 soldats et civils chinois – y compris sur des prisonniers de guerre américains. Grâce au pacte signé entre Douglas McArthur et Ishii Shirō, les responsables de ces expérimentations échapperont aux poursuites devant le Tribunal de Tokyo après la guerre, en échange des résultats obtenus. Ainsi, six des huit directeurs qui se sont succédés à la tête du JNIH entre 1947 et 1983, ont travaillé pour l'Unité 731. La JNIH a prolongé sa coopération durant vingt ans avec le Laboratoire médical 406 de l'armée américaine, structure en charge de la préparation à la guerre bactériologique située près de Tokyo, ainsi qu'avec l'ABCC. Selon le professeur Shibata Shingo 柴田慎吾 (Lanouette & von Hippel, 1990), de l'université de Hiroshima, les données récupérées par l'ABCC et le JNIH sur les victimes des radiations ont été uniquement utilisées pour moderniser les armes et les centrales nucléaires. Les autorités japonaises et américaines de l'époque ont demandé à la JNIH et à l'ABCC de coopérer afin de contraindre les victimes des bombes atomiques de participer aux études sur la radiation. Ainsi, selon Kojima Saburō 小島三郎, l'un des vice-directeurs du JNIH, ancien professeur à l'université de Tokyo, ayant servi dans l'Unité 731 : « Nous, les scientifiques intelligents, avons tous considéré que nous ne pouvions manquer cette opportunité en or d'étudier les effets du rayonnement atomique sur les humains » (Harris 2003). Les échantillons de sang prélevés par l'ABCC étaient ainsi directement fournis aux chercheurs du JNIH, ce dernier exerçant des pressions auprès des familles des défunts pour qu'elles autorisent des autopsies sur les cadavres de leurs proches. En avril 1975, l'ABCC a été remplacée par la Radiation Effects Research Foundation (RERF) (Zaidan

---

3. Le 1<sup>er</sup> avril 1997, face aux pressions de l'opinion publique quant à son passé sulfureux, le ministère de la Santé rebaptisera le JNIH en « National Institute of Infectious Diseases » (NIID) (Kokuritsu kansenshō kenkyūjo 国立感染症研究所).

hōjin Hōshasen eikyō kenkyūjo 財団法人放射線影響研究所). La RERF, très activement impliquée dans l'enquête de santé publique qu'ont lancée les autorités à Fukushima dès juin 2011, n'est pas elle-même sans lien avec la Nippon Foundation (Nippon zaidan 日本財団), grand argentier du négationnisme, qu'il soit historique ou nucléaire<sup>4</sup>. De fait, si l'on en croit les rapports d'activité de la RERF, la Sasakawa Memorial Health Foundation (Sasakawa kinen hoken kyōryoku zaidan 笹川記念保健協力財団) – une des multiples tentacules de la Nippon Foundation – finance des activités de recherche de la RERF depuis au moins les années 1990, notamment à travers le « Chernobyl Sasakawa Health and Medical Cooperation Project » entre 1991 et 2001. Parmi les bénéficiaires de ces fonds, on trouve notamment Shibata Yoshisada 柴田義貞, du département d'épidémiologie et de biométrie de l'université de Nagasaki, proche collègue de Yamashita Shun.ichi 山下俊一, endocrinologue histrionique qui recommande aujourd'hui à la population de Fukushima de sourire pour faire face aux radiations, ainsi que Shigematsu Itsuzō 重松逸造, président de la RERF. À la même époque, en 1995, un comité d'experts internationaux baptisé Blue Ribbon Panel a été appelé à examiner l'avenir de la RERF, doublement menacé par une crise budgétaire et par une rupture de contrat avec la National Academy of Sciences américaine. On trouve dans ce comité, et sur recommandation de la partie japonaise de la fondation, Dan Beninson, un physicien argentin membre puis directeur de la Comisión Nacional de Energía Atómica d'Argentine et président de commission à l'ICRP<sup>5</sup>. Ce conseiller de l'Académie pontificale des Sciences du Vatican<sup>6</sup> était en outre le mentor d'Abel González, lui aussi membre de l'ICRP et négateur des conséquences sanitaires de Tchernobyl. Le Blue Ribbon Panel conclura que l'intérêt des travaux de la RERF justifie pleinement la prolongation des financements du Département de l'Énergie américain ; et un rapport établi en 2008 par un Senior Review Panel recommandera la prolongation, sur les

---

4. Sasakawa Ryōichi 笹川良一, fondateur de la Fondation Sasakawa, qui deviendra la Nippon Foundation, criminel de guerre de rang A non condamné, sera libéré en 1948.

5. International Commission on Radiological Protection.

6. La Nippon Foundation semble nourrir des liens étroits avec des scientifiques proches du Vatican : le mexicain Mario Molina, prix Nobel de chimie, membre de l'Académie pontificale des Sciences du Vatican, a reçu en 1999 le prix Sasakawa des Nations unies (*La Gaceta*, lundi 22 février 2010).

vingt prochaines années, des études menées par la Fondation<sup>7</sup>. Nul doute que l'enquête de santé publique de Fukushima, menée auprès de 2 millions de personnes avec un suivi sur trente ans pour certaines populations, va fournir du grain à moudre d'une extrême fraîcheur à cette organisation généalogiquement gourmande en expérimentation grandeur nature.

## Le désastre comme horizon<sup>8</sup>

En 1954, dans le prolongement logique du discours « Atomes pour la paix » prononcé par Eisenhower, le gouvernement japonais inaugure le financement de son premier programme de recherche nucléaire. La Loi fondamentale sur l'énergie atomique est votée en décembre 1955. Dans un souci de conformité avec l'article 9 de la Constitution japonaise de 1947, selon lequel le peuple japonais renonce à la guerre en tant que droit souverain de la nation ainsi qu'à tout potentiel militaire, la loi sur l'énergie atomique vise à « utiliser l'énergie atomique pour le bien-être de l'humanité et l'élévation du niveau de vie ». Dans son article 1 alinéa 2, elle stipule que « la recherche, le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire doivent être restreints à des objectifs pacifiques », que « le programme nucléaire japonais doit viser la sûreté et doit être réalisé de manière indépendante sous administration démocratique », et que « les résultats et les informations obtenus doivent être rendus publics afin de contribuer activement à la coopération internationale » (Kawabe 2008).

Les États-Unis comme le Japon trouveront en la personne de Shōriki Matsutarō 正力松太郎 un remarquable « coopérateur international ». Candidat à la mairie de Tokyo dans les années 1930, ancien préfet de police, président du quotidien *Yomiuri shinbun* 読売新聞, fondateur de l'équipe de baseball Yomiuri Giants et futur président du réseau de télévision Nippon Television (NTV), Shōriki a passé – lui aussi – deux ans à la prison de

---

7. D'après l'Office of Health, Safety and Security des États-Unis [[http://hss.energy.gov/healthsafety/IHS/hstudies/japan\\_radiate.html](http://hss.energy.gov/healthsafety/IHS/hstudies/japan_radiate.html)].

8. Nous reprenons ici des éléments figurant dans l'ouvrage de Nadine et Thierry Ribault (2012).

Sugamo en tant que criminel de guerre de rang A, d'où il sera relâché sans jugement deux ans plus tard. Il est alors placé en liberté surveillée, ce qui l'empêche notamment de participer à la vie politique et de travailler dans les médias. Mais ces restrictions seront vite levées lorsque la péninsule coréenne deviendra en 1950 le terrain d'affrontement entre les États-Unis et l'armée rouge chinoise. L'anticommunisme américain trouvera dans la montée de Mao Zedong en 1949 et le début de la guerre de Corée, un ferment fort efficace que ne manquera pas de cultiver, parmi bien d'autres, Karl Mundt, sénateur du Dakota du Sud, membre influent du « comité parlementaire sur les activités anti-américaines » présidé par Joseph McCarthy, et fondateur de l'instrument de propagande « ouverte » qu'est *The Voice of America*. Mundt cherche en effet, à partir de 1950, à développer des réseaux de télévision en Turquie, aux Philippines, en Indonésie et au Japon, et se rapproche de Shōriki Matsutarō, considéré, malgré (ou plutôt grâce à) son passé récent de criminel de guerre, comme un allié de choix étant donné son anticommunisme virulent et son ancienne ferveur pour la colonisation japonaise de la Mandchourie.

La « purge rouge » qui sévira au Japon entre 1948 et 1950 lui donnera les coudées franches (Hirata 2002)<sup>9</sup>. En 1951, non seulement Shōriki est totalement blanchi – il ne sera pas le seul – mais on lui accorde la licence d'opérateur de télévision qui lui permet de fonder le réseau de diffusion Nippon Television Network (NTV). Outre Shōriki Matsutarō et Shibata Hidetoshi 柴田秀利, son secrétaire particulier, on compte parmi les promoteurs de NTV William Castle, ancien ambassadeur des États-Unis au Japon et consultant pour la CIA, Eugene Dooman, ancien membre de la CIA engagé dans la « guerre psychologique », James Kaufmann, avocat chez RCA et General Electric, professeur de droit occidental à l'université de Tokyo et consultant pour la CIA, James Murphy, ancien membre de l'agence de renseignement OSS et avocat pour NTV, et William Donovan, directeur de la même agence et conseiller pour le National Security Act de

---

9. Selon Hirata Tetsuo 平田哲男 (2002), entre décembre 1948 et novembre 1950, plus de 27 000 personnes – fonctionnaires des administrations nationales et locales, syndicalistes, enseignants et salariés du privé – ont été licenciées parce qu'elles étaient considérées comme « rouges ».

1947<sup>10</sup>. NTV est de fait, à l'époque, un outil de propagande américaine diffusant des programmes essentiellement fournis par la CIA et l'USIA (United States Information Agency) (Arima 2006).

Shōriki Matsutarō est élu député à la chambre basse de la Diète en février 1955, nommé ministre d'État pour l'Énergie atomique dans le cabinet de Hatoyama Ichirō 鳩山一郎 en décembre 1955, et devient premier président de la Commission nationale de l'énergie atomique établie par la Loi fondamentale précitée. Il est nommé en 1956 premier directeur de l'Agence pour la science et la technologie et se fait l'ardent promoteur de l'énergie nucléaire au Japon, en collaboration avec d'autres politiciens dont Nakasone Yasuhiro 中曾根康弘<sup>11</sup>, à l'époque président du Comité à l'énergie nucléaire à la chambre basse, qui deviendra ministre de la Science en 1959 dans le cabinet de Kishi Nobusuke 岸信介 (autre ancien criminel de guerre de rang A, proche de Sasakawa Ryōichi), puis Premier ministre en 1982.

Dans le même temps, l'ambassade américaine, le Service d'information des États-Unis (USIS) et la CIA se lancent dans une vaste campagne de promotion de l'énergie nucléaire au Japon, campagne dont Shōriki Matsutarō sera l'un des piliers. En janvier 1955, le député américain Sidney Yates propose de construire la première centrale nucléaire japonaise à Hiroshima. Shōriki coorganise alors au Japon une exposition intitulée « L'usage pacifique de l'énergie nucléaire ». Le *Yomiuri*, journal à grand tirage qu'il dirige, soutient cette exposition qui promeut le retour de l'atome au Japon. Une cérémonie shintō de propitiation est organisée à Tokyo pour l'inauguration, le 1<sup>er</sup> novembre 1955. L'ambassadeur américain y lit alors un message du président Eisenhower proclamant que cette exposition est « le symbole de la détermination mutuelle déployée par nos deux pays pour dédier désormais la grande puissance de l'atome aux arts de la paix » (Kuznick & Gilbert 2010).

---

10. Cette loi promulguée le 26 juillet 1947, réorganisant les forces armées, la politique étrangère et les services de renseignement américains, fonde le Conseil de sécurité nationale et la CIA placés sous l'autorité du président des États-Unis.

11. Connu à l'époque pour avoir reproché à l'empereur Hirohito d'être responsable de la défaite du Japon.

L'exposition dure six semaines à Tokyo, puis se transporte à Hiroshima et dans six autres villes. On dénombre 155 000 visiteurs à Kyoto et 110 000 à Hiroshima en trois semaines, dont de nombreux enfants en voyage scolaire. Tandis que dans les autres villes, l'exposition est sponsorisée exclusivement par le journal *Yomiuri*, elle a pour partenaires à Hiroshima la municipalité, le département, l'université et le journal *Chūgoku* 中国新聞. Vingt personnes influentes dont le maire de Hiroshima, le président du département, le président de l'université et le président du journal *Chūgoku* font partie du comité préparatoire, et se font les chantres de cette « nouvelle puissante énergie » (Tanaka & Young 2010). Les mérites du « nucléaire pacifique » sont abondamment vantés, des applications médicales à l'électricité, en passant par la recherche, le contrôle des insectes et la conservation alimentaire. Sécurité, abondance et paix sont les mots d'ordre de cette grande messe technologique de la réconciliation avec le pire. Deux ans plus tard, la même exposition est de nouveau présentée à Hiroshima par la municipalité, cette fois au sein de la « Grande exposition de la reconstruction de Hiroshima », visant à célébrer la renaissance de la ville détruite treize ans auparavant. Cinquante jours durant, à partir d'avril 1958, 917 000 personnes défilent dans le pavillon dédié à « L'usage pacifique de l'énergie nucléaire » situé dans le Musée de la Bombe A, construit en 1955.

Les multiples campagnes de propagande menées conjointement par les autorités américaines et japonaises vont rapidement faire basculer l'opinion publique, en dépit des résistances liées au passé récent. Selon un rapport américain de l'USIS, 30 % seulement des Japonais considèrent l'atome comme « nocif » en 1958 – contre 70 % deux ans plus tôt (Osgood 2008).

Le Japon acquiert son premier réacteur nucléaire auprès du Royaume-Uni, avant de se tourner vers les fournisseurs américains. Au milieu de l'année 1957, est passée commande de vingt réacteurs supplémentaires. Kishi Nobusuke, précédemment évoqué, fervent défenseur d'une révision du traité de sécurité nippo-américain signé en 1951 et d'un arsenal « nucléaire de défense » pour le Japon, est alors Premier ministre.

En 1982, lors d'une audition devant un comité du Congrès américain<sup>12</sup>, l'amiral Hyman G. Rickover, artisan du prototype du réacteur Mark I

---

12. « On the Hazards of Nuclear Power. Testimony to Congress » (Rickover 1982).

reproduit partout dans le monde, notamment au Japon<sup>13</sup>, ingénieur en chef du Nautilus, premier sous-marin américain à propulsion nucléaire et de la première centrale nucléaire américaine de Shippingport en Pennsylvanie, promoteur acharné de la prolifération de l'énergie nucléaire « civile », icône du complexe militaro-industriel américain, répond à une question qui lui est posée concernant le bien-fondé du développement du nucléaire :

« Il y a deux milliards d'années, la vie n'existait pas sur la Terre à cause des radiations. Avec la puissance nucléaire, nous créons quelque chose que la nature a essayé de détruire pour rendre la vie possible... Chaque fois que vous produisez du rayonnement, vous produisez quelque chose qui a une demi-vie donnée, dans certains cas pour des millions d'années. Je crois que la race humaine va se naufrager elle-même, et il est fondamental que nous ayons le contrôle de cette force horrible et que nous essayons de l'éliminer... Je ne crois pas que la puissance nucléaire vaille la peine si elle génère du rayonnement. Alors vous allez me demander pourquoi j'ai développé des navires à propulsion nucléaire. C'est un mal nécessaire. Si ça ne tenait qu'à moi, je les coulerais tous... Ai-je répondu à votre question ? »

*20 mai 2011*

---

13. Cinq des six réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi sont de type Mark I.

## Références

**ARIMA Tetsuo** 有馬哲夫, 2006

*Nihon Terebi to CIA : hakkutsu sareta*  
« Shōriki fairu » 日本テレビとCIA : 発掘された「正力ファイル」(Nihon TV et la CIA : les révélations du « dossier Shōriki »), Tokyo, Shinchōsha 新潮社.

**CANTELON Philip L. (ed.), 1992**

*The American Atom: A Documentary History of Nuclear Policies from the Discovery of Fission to the Present*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

**HARRIS Sheldon H., 2003**

« Japanese Biomedical Experimentation During World War II Era », in *Military Medical Ethics*, vol. 2., Department of Defense, Office of the Surgeon General, US Army, Borden Institute, Fort Detrick, 868 p.

**HEWLETT Richard G.**

**& HOLL Jack M., 2008**

*Atoms for Peace and War, 1953-1961: Eisenhower and the Atomic Energy Commission*, American Council of Learned Societies, Humanities E-Book.

**HIRATA Tetsuo** 平田哲男, 2002

*Reddo paji no shiteki kyūmei* レッド・ページの史的究明 (Recherche historique sur la Purge rouge), Tokyo, Shin Nihon shuppansha 新日本出版社.

**KAWABE Ichiro, 2008**

« Nuclear Disarmament in Japan: Background of the "Anti Anti-Nuclear Nation" », *New Internationalist Japan*, juin, 100 : 38-52.

**KUZNICK Peter J.**

**& GILBERT James (ed.), 2010**

*Rethinking Cold War Culture*, Smithsonian Books, Washington DC.

**LANOUILLE William & von HIPPEL Frank, 1990**

« Biothec Lab Recalls Biowar », *The Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier-février, p. 6.

**OSGOOD Kenneth, 2008**

*Total Cold War. Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*, University Press of Kansas, Lawrence.

**RIBAUT Nadine et Thierry, 2012**

*Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.

**RICKOVER Hyman G., 1982**

« On the Hazards of Nuclear Power. Testimony to Congress », 28 janvier 1982, in *Economics of Defense Policy: Hearing before the Joint Economic Committee*, Congress of the United States, 97<sup>th</sup> Cong., 2<sup>nd</sup> sess., Pt. 1.

**TANAKA Yuki**

**& YOUNG Marilyn B. (ed.), 2010**

*Bombing Civilians, A Twentieth-Century History*, New York, The New Press.

# La promotion du nucléaire civil dans la presse quotidienne japonaise

Tino BRUNO

Alors que l'accident de la centrale nucléaire Fukushima Daiichi commence à redessiner les contours d'une société japonaise de nouveau traumatisée par l'atome, et à l'heure où le Japon traverse sa « plus grave crise depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>1</sup> », tous les regards sont portés sur sa politique énergétique.

Grand projet politique d'un Japon des années 1950 voulant s'autonomiser d'un point de vue énergétique alors que sa croissance économique était fulgurante, le nucléaire fut promu avec faste alors que l'occupation américaine touchait à sa fin et que le président américain de l'époque, Dwight D. Eisenhower, eut prononcé son fameux discours « Atoms for Peace<sup>2</sup> ». Émissions radiophoniques puis télévisuelles, articles dans la presse, livres, films, produits de consommation courante, le nucléaire s'invitait même dans l'événementiel et les parcs de loisirs.

Les quotidiens japonais sont caractérisés depuis longtemps par leur fort taux de pénétration. Ainsi, le *Yomiuri shinbun* 読売新聞 et l'*Asahi shinbun* 朝日新聞, journaux au centre de notre étude, constituent les deux premiers

---

↘ Doctorant en études japonaises rattaché à l'IETT (université Lyon 3), Tino Bruno s'intéresse au nucléaire civil et militaire, à son image, ainsi qu'à sa promotion au sein des médias de masse.

1. Pour reprendre les termes prononcés par le Premier ministre japonais de l'époque, Kan Naoto 菅直人, lors d'un discours officiel le 13 mars 2011.

2. Voir l'article de Thierry Ribault, « L'empire du nucléaire : quand Fukushima ne crachait pas encore ses "atomes pour la paix" » dans le présent numéro [N.D.L.R].

tirages mondiaux. Il n'y a alors rien d'étonnant à ce qu'ils aient constitué un excellent terreau pour la propagande étatique. Aussi, les liens étroits entre personnalités politiques, propriétaires de journaux et grands groupes énergétiques ont facilité l'introduction et l'acceptation du nucléaire civil au sein de la société japonaise.

Si la promotion du nucléaire civil dans la presse constitue un cas d'étude intéressant, force est de constater que la littérature sur ce sujet n'est pas très abondante<sup>3</sup>.

C'est en partant de ce constat que nous essayerons, dans cette contribution, de présenter de manière brève, et à travers quelques exemples concrets, quels ont été les trois principaux « mythes » entretenus par la presse dans une logique de promotion du nucléaire : le mythe du nucléaire de paix, le mythe de la sûreté et enfin le mythe de la nécessité. En conclusion, nous nous interrogerons sur les répercussions qu'ont pu avoir les accidents nucléaires sur l'évolution de ces mythes, notamment dans une société japonaise traumatisée par l'accident nucléaire de Fukushima et où les nouveaux médias fleurissent.

## Mythe du nucléaire de paix

Alors que le souvenir de la bombe atomique marquait encore les esprits, les médias japonais ont, sur le modèle américain, séparé l'atome en deux champs d'application dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. On parlait alors de *gunji riyō* 軍事利用 et de *heiwa riyō* 平和利用 pour désigner respectivement le nucléaire militaire et le nucléaire civil. En effet, tout en soulignant son aversion pour le nucléaire militaire, la presse quotidienne japonaise insistait sur les possibilités offertes par son pan civil et sur la situation unique dans lequel se trouvait le Japon, « seul pays ayant subi la bombe atomique au monde<sup>4</sup> », et de l'opportunité que constituait le « nucléaire de paix » pour lui<sup>5</sup>.

---

3. Notre bibliographie constitue toutefois une première piste pour celui qui veut en savoir davantage sur le sujet.

4. Pour reprendre l'expression japonaise « *sekai de yuiitsu no hibaku koku* 世界で唯一の被爆国 », popularisée après-guerre.

5. Le nucléaire était aussi au cœur d'une stratégie constituant à tourner rapidement la page de l'après-guerre, laquelle rappelait la défaite technologique subie, et cela passait

Dès le 10 septembre 1947, l'*Asahi shinbun* titrait « Genshiryoku no heiwateriki riyō » 原子力の平和的利用 (L'utilisation pacifique du nucléaire) et revendiquait un nucléaire de paix, au lendemain d'un discours du Président américain Harry S. Truman prônant le nucléaire civil.

Si les débuts de la couverture du nucléaire civil ont été timides (Nakamura 2005), les médias japonais commencèrent vraiment à promouvoir l'énergie à la suite du discours « Atoms for Peace ». À ce titre, Shōriki Matsutarō 正力松太郎 (1885-1969), ancien propriétaire du quotidien *Yomiuri shinbun* mais aussi premier *Genshiryoku iinkai iinchō* 原子力委員会委員長 (président de la Commission de l'énergie atomique) dès 1956, joua un rôle non négligeable dans la promotion du nucléaire au Japon<sup>6</sup>. Dès le début des années 1950, et avec l'appui du gouvernement américain et de certaines personnalités américaines, notamment de la CIA (Arima 2008), il embarqua son journal dans une campagne de promotion du nucléaire dit « de paix ». On retiendra notamment la création de la « Bourse Yukawa<sup>7</sup> », la série d'articles intitulée « On a enfin pu saisir le soleil<sup>8</sup> » en 1954 ou encore l'organisation d'une « Exposition à propos du nucléaire de paix » avec la participation de l'United States Information Service dès l'année suivante (Ikawa 2002, Tanaka 2011). Le retentissement de cette exposition eut raison des trente millions de signatures réclamant un bannissement du nucléaire, qu'avait soulevé peu de temps auparavant l'accident nucléaire du Daigo Fukuryū-maru 第五福龍丸. Ce bateau avait été contaminé par l'essai nucléaire de Castle Bravo au large de l'atoll de Bikini le 1<sup>er</sup> mars 1954, et ses vingt-trois membres d'équipage furent irradiés, dont Kuboyama Aikichi 久保山愛吉, lequel mourut quelques mois plus tard. L'équipe médicale japonaise déclara

---

par une excellence technologique et économique.

6. Ce dernier put notamment compter sur l'aide de Nakasone Yasuhiro 中曾根康弘 (1918-) ou encore de Tanaka Kakuei 田中角栄 (1918-1993), deux hommes politiques japonais occupant des places stratégiques à l'époque.

7. Du nom de Yukawa Hideki 湯川秀樹 (1907-1981), prix Nobel de physique (1949). Ce dernier jouera un rôle important dans la recherche nucléaire au Japon.

8. « Tsui ni taiyō o toraeta » ついに太陽をとらえた est une série de trente et un articles diffusée dans le *Yomiuri shinbun* du 1<sup>er</sup> janvier au 9 février 1954 et supervisée par Nakamura Shintarō 中村誠太郎, élève de Yukawa Hideki, dans le but de familiariser la population à la technologie nucléaire.

qu'il était décédé d'un syndrome d'irradiation aiguë, ce que les autorités américaines refusèrent et refusent encore à ce jour de reconnaître.

Selon Shibata Tetsuji 柴田鉄治<sup>9</sup> cet accident encouragea fortement les journaux à mettre en place une section « sciences » au sein de leur rédaction (Nihon genshiryoku sangyō kaigi 2004 : 151). Le *Yomiuri shinbun* qui avait, le premier, révélé l'accident nucléaire fera figure de précurseur (1956) alors que son concurrent l'*Asahi shinbun* ne le rejoindra qu'un an plus tard.

La même année, le Genken Tōkaimura kenkyūjo 原研東海村研究所 (Réacteur nucléaire expérimental de Tōkaimura) accueillera la première réaction en chaîne du Japon, laquelle sera reçue de façon très favorable par les journaux de l'époque, l'*Asahi shinbun* parlant même d'une « date mémorable pour le Japon<sup>10</sup> ».

## Mythe de la sûreté

Le mythe de la sûreté<sup>11</sup> apparaît dans les années 1950 et fut entretenu à mesure que l'énergie se rapprochait de la population civile à travers les différentes étapes de l'aventure nucléaire : décision d'une politique énergétique, recherche d'emplacements pour les centrales, construction et mise en service de ces dernières (la première entrera en fonction en 1966). Ce mythe de la sécurité reposait sur trois piliers : une technologie japonaise d'excellence, un partenaire américain expérimenté et rassurant et une conception des risques – notamment naturels – propre au Japon. À ce titre, un article publié le 10 mai 1959 dans l'*Asahi shinbun* éclaire parfaitement ce mythe : un spécialiste américain y complimente l'excellence de la technologie

---

9. Shibata Tetsuji fut journaliste à l'*Asahi shinbun* à partir de 1959. Il deviendra par la suite directeur de la section scientifique du journal.

10. Encadré « Yuwakashī-gata wa sekai de kyūban me » 湯沸し型は世界で九番目 (Neuvième réacteur à eau bouillante au monde) au sein de l'article « “Genshiryoku no hi” Nihon ni hajimete tomoru » 「原子力の火」日本に初めてともる (Le « feu nucléaire » allumé pour la première fois au Japon), 27 août 1957, *Asahi shinbun*.

11. On parle d'*anzen shinwa* 安全神話 en japonais.

japonaise<sup>12</sup> : « Les chercheurs japonais sont très compétents et excellents dans leurs décisions, ils produiront dans un avenir proche des résultats tout aussi excellents » ; et prête son expertise pour affirmer que les projets japonais ne sont en aucun cas dangereux : « Des gens se demandent s'il n'est pas dangereux d'installer plus d'une dizaine de réacteurs nucléaires dans une zone aussi étroite que Tōkaimura, en fait cela n'a rien de préoccupant<sup>13</sup> ».

Un article publié le 18 février 1961 dans le *Yomiuri shinbun* se veut encore plus convaincant en insistant sur le caractère psychologique de la peur du nucléaire au Japon et en louant le caractère exceptionnel des critères de sécurité japonais, notamment à propos des mesures parasismiques :

« De même que des critères de sécurité sans égal dans le monde vont être suivis systématiquement lors de la construction des centrales et des machines, ils vont également être suivis au sein de l'industrie nucléaire et par là même lui donner une ligne de conduite. Notre peur du nucléaire provient d'un sentiment ancré au sein de la population depuis le bombardement atomique de Hiroshima. [...] Bref, si l'on suit ces critères à la lettre, même si un séisme d'amplitude prévue venait à survenir, cela ne serait pas un problème. C'est vraiment "la sécurité avant tout"<sup>14</sup>. »

Aussi, dès 1964 apparaît la « Genshiryoku no hi » 原子力の日 (Journée du nucléaire) durant laquelle de nombreuses manifestations permettent de « désacraliser » l'atome civil auprès de la population et d'atténuer sa peur du nucléaire. C'est d'ailleurs à l'occasion de la deuxième « Journée du nucléaire » que le quotidien *Asahi shinbun* publia en une de son édition du soir un article parlant du réacteur nucléaire comme d'un « outil qui n'est déjà plus ni rare ni dangereux<sup>15</sup> ».

---

12. *Asahi shinbun*, 10 mai 1959, « Tōkaimura ni kiken ha nai : genken keikaku de Wa hakushi kataru » 東海村に危険はない——原研計画で博士語る (Aucun danger à Tōkaimura : le professeur Alvin M. Weinberg parle du projet de centrale expérimentale).

13. *Ibid.*

14. *Yomiuri shinbun*, 18 février 1961, « Genshiryoku hatsudensho no anzen kijun : subete anzen daiichi shugi » 原子力発電所の安全基準——すべて安全第一主義 (Les critères de sécurité des centrales nucléaires : politique du « sécurité avant tout »).

15. *Asahi shinbun*, 26 octobre 1965, encadré « Konnichhi no mondai » 今日の問題.

## Mythe de la nécessité

En toute logique, et en contrepois essentiel aux peurs liées au nucléaire militaire et à celles d'un accident industriel, le mythe de la nécessité apparaît à peu près au même moment que les deux autres. Il prend appui sur les arguments suivants : le défi technologique, la dépendance énergétique d'un pays pauvre en ressources naturelles puis la recherche d'une énergie propre au moment où les questions d'environnement seront posées.

Comme l'observe Itō Hiroshi 伊藤宏, l'*Asahi shinbun* souligne déjà la nécessité du nucléaire face au manque de ressources dans cet article à la une de l'édition du 16 avril 1955 :

« L'utilisation de la nouvelle énergie nucléaire suit une logique mondiale, et plus particulièrement pour notre pays pauvre en ressources énergétiques, il ne fait aucun doute qu'elle constitue une lueur d'espoir pour l'avenir<sup>16</sup>. »

Alors que les critiques du nucléaire se font de plus en plus remarquées dans la presse quotidienne japonaise des années 1960, deux éléments viennent renforcer les arguments des pro-nucléaires au Japon : le problème de la pollution environnementale et le premier choc pétrolier. À partir de la fin des années 1960, la question environnementale, notamment portée par le scandale de Minamata-byō 水俣病 (maladie de Minamata<sup>17</sup>), émerge au Japon et aboutit en 1970 à la création du Kankyōchō 環境庁 (agence de l'Environnement) alors qu'en 1973 le premier choc pétrolier crée la panique dans un pays encore peu nucléarisé et très dépendant des pays pétroliers.

Au moment où le Japon se lance dans l'énergie solaire<sup>18</sup>, les médias japonais mobilisent à nouveau les thèmes fondateurs du mythe de la nécessité pour promouvoir l'atome, et insistent cette fois sur les termes de *kurīn enerugi* クリーンエネルギー, énergie propre, et de *kosuto yasu* コスト安, coût bas.

16. *Asahi shinbun*, 16 avril 1955, « Ze ka hi ka : Nichi-Bei genshiryoku kyōtei » 是非か——日米原子力協定 (Pour ou contre l'accord bilatéral nippo-américain sur le nucléaire).

17. Voir les travaux de Paul Jobin sur le sujet, notamment *Maladies industrielles et luttes syndicales au Japon* (2006).

18. Au sein du « Sanshain keikaku » サンシャイン計画 (Plan « Soleil ») lancé en 1974, à l'occasion duquel le gouvernement japonais investira des sommes astronomiques afin de promouvoir de nouvelles énergies propres.

Par exemple au journal *Asahi shinbun*, cette promotion sera menée entre autres par des journalistes tels que Ōkuma Yukiko 大熊由紀子, auteure d'une série de quarante-huit articles publiée du 13 juillet au 5 septembre 1976 intitulée « Kakunenryō : tansa kara haikibutsu shori made » 核燃料——探査から廃棄物処理まで (« Combustible nucléaire : de l'exploration au traitement des déchets »). Kishida Junnosuke 岸田純之助, initiateur du slogan « Yes, but », prônant le nucléaire tout en prenant en compte les risques qui y sont liés, prêtera son concours à la même entreprise.

## Conclusion

Cette contribution tente de décrypter la promotion du nucléaire dans la presse quotidienne japonaise, en se focalisant sur la période allant de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, période qui verra naître les « mythes du nucléaire » et sera témoin de leur heure de gloire. L'année 1979 apporte en effet son lot de bouleversements : deuxième choc pétrolier, accident à la centrale de Three Mile Island, indices d'instabilité sur des installations japonaises, amorce d'une sortie du nucléaire civil en Suède. Autant de facteurs qui fragilisèrent la promotion du nucléaire, l'accident de Tchernobyl (1986) et les accidents survenus au Japon dans les années 1990-2000 « aggravant » encore la situation.

Jusqu'à peu, la société civile ne pouvait pratiquement que se fier aux médias traditionnels, auxquels elle accordait un crédit sans réserve. La manière dont la société japonaise fait face à la catastrophe du 11 mars 2011 et au désastre nucléaire montre toutefois l'importance que jouent les nouveaux médias. Si la méconnaissance du public des sujets techniques tels que le nucléaire a pu faciliter sa promotion à l'époque, elle peut aussi être à l'avenir exploitée par les nouveaux médias dans le but contraire. Ces médias sont de fait devenus des outils permettant d'échapper aux circuits traditionnels de l'information dont nombre de Japonais se méfient de plus en plus, notamment à cause des pressions économiques exercées par les grands groupes énergétiques, qui comptent parmi les plus grands diffuseurs publicitaires. On peut faire l'hypothèse que la diffusion de l'idée d'un « effondrement du mythe de la sécurité » doit beaucoup à ces nouveaux médias citoyens.

*30 novembre 2011 (finalisé le 14 février 2012)*

## Bibliographie

**ARIMA Tetsuo** 有馬哲夫, 2008

*Genpatsu, Shōriki, CIA : Kimitsu bunsho de yomu Shōwa rimen-shi*  
原発・正力・CIA——機密文書で読む昭和裏面史 (Centrales nucléaires, Shōriki, CIA : les dessous de l'ère Shōwa à travers la lecture de documents secrets ), Tokyo, Shinchōsha 新潮社.

**IKAWA Mitsuo** 井川充雄, 2002

« Genshiryoku heiwa riyō hakurankai to shinbunsha » 原子力平和利用博覧会と新聞社 (Les expositions à propos de l'utilisation pacifique du nucléaire et les journaux), in TSUGANESAWA Toshihiro 津金沢聡広 (dir.), *Sengo Nihon no media ibento* 戦後日本のメディアイベント (Les événements médiatiques du Japon d'après-guerre), Kyoto, Sekai shisō sha 世界思想社, pp. 248-265.

**ITŌ Hiroshi** 伊藤宏, 2004-2009

« Genshiryoku kaihatsu riyō o meguru media gidai : *Asahi shinbun* shasetsu no bunseki » 原子力開発・利用をめぐるメディア議題：朝日新聞社説の分析 (Agenda-setting des médias au regard du développement et de l'utilisation de l'énergie nucléaire : analyse des éditoriaux du journal *Asahi shinbun*) in *Pūru gakuin daigaku kenkyū kiyō* プール学院大学研究紀要, 44 : 63-76, 45 : 111-126, 49 : 101-116.

**JOBIN Paul**, 2006

*Maladies industrielles et luttes syndicales au Japon*, Paris, EHESS.

**NAKAMURA Isao (dir.)** 中村功, 2005

*Nihonjin no anzenkan kenkyū hōkokusho*  
日本人の安全観研究報告書 (Rapport de recherche sur la vision de la sécurité des Japonais), Tōyō daigaku 東洋大学.

**Nihon genshiryoku sangyō kaigi**

日本原子力産業会議, 2004  
*Genshiryoku nenkan 2005* 原子力年鑑 2005 (Almanach du nucléaire 2005), Tokyo, Nihon genshiryoku sangyō kaigi 日本原子力産業会議.

**TANAKA Toshiyuki** 田中利幸, 2011

« "Genshiryoku heiwa riyō" to Hiroshima : senden kōsaku no tāgetto ni saretā hibakusha tachi » 「原子力平和利用」とヒロシマ——宣伝工作のターゲットにされた被爆者たち (Hiroshima et l'« utilisation pacifique du nucléaire » : lorsque les irradiés étaient la cible de la propagande), in TANAKA Toshiyuki & KUZNICK Peter, *Genpatsu to Hiroshima*. « *Genshiryoku heiwa riyō* » no shinsō 原発とヒロシマ——「原子力平和利用」の真相 (Centrales nucléaires et Hiroshima. La vérité sur l'« utilisation pacifique du nucléaire »), Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店, pp. 23-61.

# Convertir les « allergiques à l'atome »

## La promotion du nucléaire au Japon

Mathieu GAULÈNE

Quelques jours après le début de l'accident nucléaire de Fukushima, les Japonais virent apparaître sur les écrans de télévision une publicité particulièrement sobre de la Compagnie d'électricité de Tokyo, intitulée « Les excuses de Tepco ». On n'y vantait ni la sécurité de la centrale de Fukushima, ni le caractère propre de l'énergie nucléaire comme cela avait pu être le cas avant. Sur fond blanc, Tepco s'excusait des « fuites radioactives » provoquées par l'accident de Fukushima auprès « des riverains de la centrale, de la population du département de Fukushima et de l'ensemble de la société japonaise ». « Nous nous efforçons de tout remettre en ordre », ajoutait la compagnie d'électricité<sup>1</sup>. Depuis, Tepco s'est abstenu de produire des publicités faisant la promotion de l'énergie nucléaire.

Par la suite, Tepco décida de fermer définitivement les portes de son Musée de l'électricité (Denryokukan 電力館), immense complexe implanté en plein cœur de Shibuya<sup>2</sup> (photo 1). Sur sept étages, ce musée proposait gratuitement aux visiteurs des expositions et des événements divers autour du thème de l'énergie nucléaire entre autres. Au sujet de cette fermeture,

---

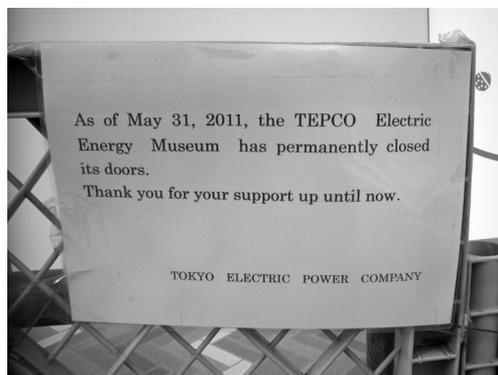
↘ Mathieu Gaulène est journaliste, spécialiste du Japon. Il réside à Tokyo. Diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence et de Sciences Po Paris, en master Asie, il a notamment rédigé un mémoire sur le mouvement antinucléaire japonais.

1. Voir : <[http://www.youtube.com/watch?v=NijJylt2\\_9JY&feature=related](http://www.youtube.com/watch?v=NijJylt2_9JY&feature=related)> (N.D.L.R. : dernière consultation le 10 avril 2012).

2. Le site internet de ce musée a également disparu peu après sa fermeture : <<http://www.denryokukan.com/index.html>>.



Photo 1 Le musée de l'électricité de Tepco, Shibuya, novembre 2011.



**Photo 2** Message d'information à l'entrée du musée de l'électricité de Tepco, novembre 2011.

Tepco n'a pas beaucoup communiqué. À l'extérieur du bâtiment, sur les grilles fraîchement installées, de simples écriteaux expliquent en japonais et en anglais que « le musée a fermé définitivement ses portes le 31 mai 2011 » (photo 2). Un autre précise que le site reste gardé par des caméras de vidéo-surveillance, et les jours de manifestations, l'entrée est protégée par des cars de police.

Ces deux exemples ne sont pas anodins. Publicités et musées du nucléaire (*genshiryoku piāru sentā* 原子力PRセンター) sont au Japon les moyens les plus utilisés par le lobby de l'industrie nucléaire pour faire la promotion de cette énergie. Ce lobby peut être défini par l'alliance entre le METI, et plus particulièrement l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie (*Shigen enerugī chō* 資源エネルギー庁), les différentes entreprises liées à la construction de centrales ou à leur entretien et les compagnies d'électricité privées qui gèrent le parc nucléaire japonais. Promouvoir le nucléaire après Fukushima est toutefois devenu complexe et pour l'heure le lobby nucléaire préfère faire profil bas. De plus, les journaux ou les chaînes de télévision auraient bien du mal à accepter aujourd'hui des publicités vantant la sûreté des installations nucléaires.

Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi et pendant plus d'un demi-siècle les Japonais ont subi un déluge de propagande sur le nucléaire. Les taxes diverses, les subventions gouvernementales et la création d'emplois dans des régions rurales ont pu être un argument convaincant pour faciliter

l'installation de centrales. Mais le lobby nucléaire japonais s'est toujours évertué à s'attaquer à la racine du problème en changeant les cœurs et les esprits (Aldrich 2008).

## Le 26 octobre, « journée du nucléaire » au Japon

Pour contrer l'image négative du nucléaire chez les Japonais, le gouvernement met en place dès 1964, la « journée de l'énergie nucléaire » (*genshi-ryoku no hi* 原子力の日). Elle commémore le lancement le 26 octobre 1963 du premier réacteur expérimental à Tōkai-mura, dans le département d'Ibaraki. Chaque année sont organisés, par exemple, des concours d'essais mettant en valeur les mérites et la sécurité de l'énergie nucléaire ou des concerts gratuits. La presse et la télévision se font le relais de publicités décrivant les bienfaits du nucléaire<sup>3</sup>.

Pour faire l'apologie de l'énergie nucléaire, tous les moyens sont bons : pour la journée du nucléaire du 26 octobre 1978, l'Agence japonaise pour la science et la technologie (Kagaku gijutsu chō 科学技術庁) diffuse un poster montrant une jeune japonaise nue, se cachant les seins avec les bras (Horie 1984 : 81) (photos 3 et 4). Une formule énigmatique « allergique à l'énergie » (*enerugi arerugi* エネルギー・アレルギー) fait référence à l'expression « allergique à l'atome » (*kaku arerugi* 核アレルギー). Dès le début des années 1960, les promoteurs du nucléaire ont parlé de « l'allergie des Japonais à l'atome » (*Nihonjin no kaku arerugi* 日本人の核アレルギー), pour dénigrer la peur supposée irrationnelle du nucléaire. Cette affiche joue ici sur le mot « énergie » en associant l'énergie sexuelle qui se dégage de l'image, à l'énergie atomique. Une façon sans doute de culpabiliser le passant et d'attiser chez lui une frustration.

Le choix des mots révèle de quelle manière les « nucléocrates<sup>4</sup> » (Simonnot 1978) entendent communiquer au sujet du nucléaire. Le terme

---

3. Voir l'article de Tino Bruno, « La promotion du nucléaire civil dans la presse quotidienne japonaise » dans le présent numéro (N.D.L.R), ainsi que Daniel P. Aldrich (2008 : 125).

4. Cette expression permet de rassembler dans un même groupe l'ensemble des partisans du nucléaire issus de l'industrie, de l'administration et du monde politique ou universitaire.



**Photo 3** (ci-dessus à gauche) Poster « allergique à l'énergie » conçue par l'Agence japonaise pour la Science et la Technologie à l'occasion de la « journée de l'énergie nucléaire », 1978.

**Photo 4** (ci-dessus à droite) L'affiche de la journée du nucléaire, tenue par Mme Miyagawa Emiko 宮川えみこ, députée communiste du département de Fukushima et M. Hayakawa, militant antinucléaire de Fukushima, juillet 2011.

de « recyclage » (*risaikuru* リサイクル en japonais) utilisé parfois à la place du mot « cycle » (*saikuru* サイクル), est connoté très positivement, car c'est le même mot qui est utilisé pour le recyclage du plastique ou du verre. Or le « recyclage » des déchets nucléaires, dans ses objectifs comme dans son processus, n'a pas grand-chose en commun avec le recyclage des déchets ménagers. Katō Hideki 加藤秀樹, qui participa à des réunions d'explication (*setsumei kai* 説明会) sur l'usine de retraitement de Rokkasho-mura<sup>5</sup>,

---

5. Une partie de cet article s'appuie sur un mémoire de recherche consacré au mouvement antinucléaire japonais et à la lutte contre l'usine de retraitement de Rokkasho-mura



Fig. 1



Fig. 2

explique ainsi que la simple utilisation du mot recyclage avait retourné et convaincu l'assemblée des personnes présentes ce jour-là, qui étaient pourtant initialement hostiles à la construction de cette usine<sup>6</sup>.

## Spots télévisés et faux documentaires

Très rapidement, c'est cependant par la télévision que les compagnies d'électricité se sont lancées dans la promotion du nucléaire. Il y est invariablement présenté comme une énergie sûre et propre, sans rejet de CO<sub>2</sub>.

Mais les entreprises ne se contentent pas d'apparaître aux interstices des programmes télévisés. Elles vont aussi jusqu'à produire des programmes entiers. Ainsi en 2009 était diffusé sur la chaîne BS Japan, un documentaire consacré au village de Rokkasho-mura. Un petit village ayant la

---

(Gaulène 2009).

6. Katō Hideki est professeur à l'université Keiō et spécialiste des NPO (Non-Profit Organisation). Il est président également de deux *think tanks*, Japan Initiative (Kōsō Nippon 構想日本) et The Tokyo Foundation (Tōkyō zaidan 東京財団), branche de la très controversée The Nippon Foundation (Nippon zaidan 日本財団), ex-Fondation Sasakawa. Sur ce sujet, voir Gaulène (2011). Partisan critique de l'énergie nucléaire, Katō Hideki est opposé à la construction de l'usine de retraitement de Rokkasho-mura (entretien, 17 mars 2009).

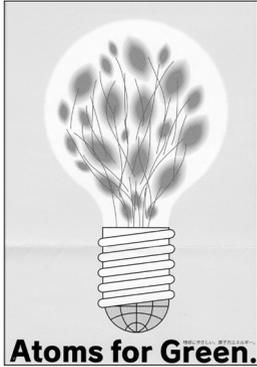


Fig. 3

**Figures 1, 2 (ci-contre) et 3**

La Japan Atomic Energy Relations Organization (JAERO) ou Fondation pour la promotion de la culture du nucléaire au Japon (Nihon genshiryoku bunka shinkō zaidan 日本原子力文化振興財団) promeut l'énergie nucléaire par le biais de campagnes d'affichages publicitaires, de conférences et de brochures.

Certaines sont spécialement conçues pour les enfants, comme cet « ABC du nucléaire » (*Genshiryoku ē bī shī bukku*) (fig. 1).

Elle organise chaque année un concours d'affiches visant un public large pour la promotion du nucléaire (fig. 2 et 3 : « Atoms for Green », premier prix 2009) et publie chaque mois un mensuel au titre évocateur, *Genshiryoku bunka*, la « culture du nucléaire ».

particularité d'accueillir le plus grand complexe nucléaire du Japon et une toute nouvelle usine de retraitement des combustibles usés. Le générique révèle que le programme était sponsorisé par la Fédération des compagnies d'électricité (FEPC, *Denki jigyō rengō kai* 電気事業連合会) dont le rôle est de financer des programmes télévisés et radiophoniques faisant la promotion du nucléaire, souvent de manière détournée puisque le sponsor est annoncé en fin de reportage.

Ce documentaire décrivait la vie paisible des habitants des différents hameaux de la commune de Rokkasho-mura. Les gens élèvent des vaches, vont à la pêche, un autre a ouvert un restaurant italien il y a deux ans – ce qui donne lieu à un gros plan sur un plat que goûte la journaliste, passage obligé de toute émission de télévision japonaise. L'usine de retraitement est évoquée dès le début du reportage, sans équivoque, mais rapidement le message diffusé par le reportage est limpide : « Tout va bien à Rokkasho-mura, où il fait bon vivre ».

Le documentaire est entrecoupé de spots de publicité de la FEPC vantant les mérites du nucléaire et dont voici un exemple. Un court dessin animé met en scène un *kappa* géant sortant brusquement d'un lac – comment ne pas penser à Godzilla ici ? La petite famille en ballade est effrayée : « Ah, ça sort ! » (*deta ! 出た !*) mais le monstre-nucléaire les rassure : « Non, il n'y a rien qui sort » (*detemasen 出てません*), « les éoliennes, les centrales solaires mais aussi les centrales nucléaires ne rejettent pas de CO<sub>2</sub> lorsqu'elles sont en fonctionnement ».

## Contraindre avec pédagogie : les réunions d'explication

Enfin, le lobby nucléaire a recours à un autre instrument qui s'adresse plus particulièrement aux riverains d'une centrale : les réunions d'explications (*setsumeikai*). Il s'agit en somme, à l'instar de la procédure du débat public en France, de convaincre les citoyens d'une décision sur laquelle ils n'ont aucune prise, tout en leur donnant l'illusion d'en être les co-artisans. Cet instrument est cependant d'une efficacité limitée car ces réunions servent de tribune aux opposants au nucléaire. De fait, elles se transforment souvent en un dialogue de sourds.

Les promoteurs du nucléaire vont parfois plus loin en tentant de s'immerger dans le maillage du réseau local. À Rokkasho-mura, la Japan Nuclear Fuel Limited (JNFL, Nihon gennen 日本原燃) procède de deux manières comme nous l'expliquait Serizawa Shun.ichi 芹沢俊一, chef du département des relations publiques :

« Nous avons mené deux activités. La première était d'aller faire deux fois par an du porte-à-porte chez tous les habitants du village de Rokkasho, pour leur expliquer en quoi consiste notre entreprise, expliquer ce que sont les usines du cycle de combustible. La deuxième activité qui a été menée plus particulièrement par le département des relations publiques de la JNFL consistait à rendre visite aux « *leaders* », c'est-à-dire aux politiciens locaux et aux membres de l'assemblée municipale, pour leur faire comprendre et leur indiquer la bonne direction<sup>7</sup>. »

Les « *leaders* » ont effectivement été largement utilisés car il s'agissait pour les compagnies d'électricité et le gouvernement de convaincre prioritairement ceux qui ont le pouvoir de décision. Rien ainsi n'a été laissé au hasard et l'État japonais a reçu l'aide d'Areva (ex-Cogema), chargée du transfert de technologie pour la construction de l'usine de retraitement. La direction de l'usine de La Hague envoya par exemple un maire français pro-nucléaire au village de Rokkasho, « pour persuader les habitants qu'il est aisé de vivre à proximité d'un tel établissement » (Zonabend 1989 : 16). Puis, on a fait faire le voyage en sens inverse à des habitants de Rokkasho-mura, comme nous le rapporta le conseiller nucléaire de l'ambassade de France à Tokyo :

---

7. Entretien avec Serizawa Shun.ichi et Sasaki Yoshiaki 佐々木義明, 26 mars 2009.

« On envoie en fait ce qu'on appelle des "relais d'opinions", c'est-à-dire par exemple les femmes des pêcheurs ou des cultivateurs de betteraves de Trifouillis-les-Oies version Japon, on leur fait visiter les sites en France pour leur montrer que tout va bien<sup>8</sup>. »

Pourquoi envoie-t-on des femmes ? Parce que ce sont les femmes, et surtout les mères, qui sont à la tête du mouvement antinucléaire nippon. Un sondage de la Japan Atomic Industrial Forum (JAIF, Nihon genshiryoku sangyō kyōkai 日本原子力産業協会) de 2008 montre d'ailleurs qu'à la question « l'énergie nucléaire est-elle nécessaire ? », 27,4 % des hommes répondent « oui » contre 9 % pour les femmes (JAIF 2008 : 24). Depuis le 11 mars 2011, on retrouve beaucoup de femmes à la tête des mouvements antinucléaires, et notamment des mères du département de Fukushima venues camper sous les fenêtres du METI<sup>9</sup>.

## Un musée « spécialement conçu pour les mères et les enfants »

L'une des dernières pierres venant consolider l'édifice de la promotion du nucléaire au Japon réside dans les nombreux « musées du nucléaire » qui parcellent l'archipel. Chaque compagnie d'électricité en possède au moins un, servant surtout à convaincre les nouvelles générations vivant près d'une centrale du bien-fondé de cette industrie. À Rokkasho-mura, la JNFL ne déroge pas à la règle avec son « Musée des combustibles nucléaires » (Rokkasho gennen pīaru sentā 六ヶ所原燃PRセンター) construit par l'architecte Kurokawa Kishō 黒川紀章. Premier détail frappant : le musée est gratuit. Sur des écrans, les mascottes du musée expliquent gaiement le « cycle du combustible nucléaire », *i.e.* son retraitement. Puis vient l'attraction principale : du deuxième au premier étage on peut suivre en effet toutes les étapes du retraitement. En modèle réduit, une barre de combustible usée est retirée d'une petite piscine, puis insérée dans une zone invisible où

---

8. Entretien téléphonique avec Pierre-Yves Cordier, directeur du SNAFT (Service nucléaire de l'ambassade de France à Tokyo), 11 décembre 2008.

9. Voir la contribution de Christine Lévy dans le présent volume [N.D.L.R].

les barres sont cisailées. On descend d'un étage et les morceaux arrivent avec grand bruit dans un tuyau transparent pour tomber dans une cuve d'acide nitrique représentée par un autocollant jaune fluo. Enfin vient le moment où l'uranium et le plutonium sont séparés, dans un festival de loupottes rouges et vertes ressemblant plus à l'univers de Star Trek qu'à une usine de retraitement. Mais sans doute faut-il insuffler du rêve pour obtenir l'adhésion.

Les motifs de ce manège enchanté nous sont fournis quelques minutes plus tard alors que nous remarquons dans un coin des petites tables pour enfants avec des jouets et des peluches. Très étonné, nous en demandons la raison à Sasaki Yoshiaki du département des relations publiques de la JNFL. « Ce musée est spécialement conçu pour les mères et leurs enfants » explique-t-il. Les femmes et leurs enfants, la future génération de Rokkasho-mura, font l'objet d'une attention toute particulière, à la mesure de la menace qu'ils représentent pour l'industrie nucléaire.

## **Le lobby nucléaire japonais a-t-il dit son dernier mot ?**

La question mérite d'être posée. Certes, le cas de Tepco pourrait donner l'impression que le temps des publicités dans la presse ou à la télévision est révolu. Mais la promotion du nucléaire a-t-elle complètement cessé au Japon ? La compagnie d'électricité du Chūbu continue depuis le 11 mars 2011 à diffuser des publicités où certes le nucléaire n'est pas mentionné, mais dont les slogans soulignent l'importance de l'électricité dans le quotidien des Japonais. La FEPC continue discrètement de son côté à financer certains programmes de radio. Surtout, le poids du silence ou du déni de la réalité de la contamination et des conséquences sanitaires sur la population et les « liquidateurs » est toujours plus pesant. La plupart des grands médias ont bénéficié pendant des années de solides recettes engrangées pour faire la publicité des compagnies d'électricité<sup>10</sup>.

---

10. À l'exception notable des quotidiens *Mainichi shinbun*, *Tōkyō shinbun* et *Akahata shinbun*.

Revenons sur le musée de Rokkasho-mura pour donner une illustration frappante de ce déni. Le 17 mars 2011, celui-ci avait fermé ses portes « en raison des difficultés d’approvisionnement en électricité suite à la catastrophe de l’est du Japon ». Pas une ligne n’évoquait l’accident nucléaire de Fukushima. Ce musée aurait pu connaître le même destin que le Denryokukan de Shibuya, mais il a finalement rouvert ses portes, le 11 avril 2011<sup>11</sup>. Depuis, les visites des écoliers de Rokkasho-mura ont repris, comme si rien ne s’était passé.

La question d’une sortie du nucléaire fait partie aujourd’hui du débat public au Japon. Sur la défensive, le « village nucléaire » (*genshiryoku mura* 原子力村) a fait le choix du silence pour le moment, qui est en soi une forme de non-communication sur les événements. Nul doute cependant qu’une fois la vague de protestation passée, la propagande du nucléaire, arme non-négligeable, reprendra son cours. Car la sortie ou non du nucléaire sera déterminée par l’issue du rapport de force qui s’est instauré depuis le 11 mars entre les promoteurs du nucléaire et une population qui y est majoritairement opposée.

*Décembre 2011*

---

11. Site internet : <<http://www.6prc.co.jp/index.html>> (N.D.L.R. : dernière consultation le 10 avril 2012).

## Bibliographie

**ALDRICH Daniel P., 2008**

*Site Fights. Divisive Facilities and Civil Society in Japan and the West*, Ithaca, Cornell University Press.

**GAULÈNE Mathieu, 2009**

*Mouvement antinucléaire et changement démocratique au Japon. Le cas de la mobilisation contre l'usine de retraitement de Rokkasho-mura*, Paris, IEP.

**GAULÈNE Mathieu, 2011**

« De quoi la Fondation Sasakawa est-elle le nom ? », Nonfiction.fr.

**HORIE Kunio 堀江邦夫, 1984**

*Genpatsu jipushī 原発ジプシー (Les Gitans du nucléaire)*, Tokyo, Gendai shokan 現代書館.

**JAIF, 2008**

*Enerugī ni kan suru ishiki chōsa エネルギーに関する意識調査 (Enquête d'opinion sur l'énergie)*.

**SIMONNOT Philippe, 1978**

*Les Nucléocrates*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

**ZONABEND Françoise, 1989**

*La presque île au nucléaire*, Paris, Odile Jacob.



Protéger, protester



# Qui est protégé par la radioprotection ?

Paul JOBIN

Dans les premiers jours de la catastrophe nucléaire, le 14 mars 2011, le ministère de la Santé et du Travail (Kōsei rōdōshō 厚生労働省) annonçait que les maximales d'exposition pour les travailleurs étaient relevées à 250 millisieverts par an, au lieu de 20 à 50 mSv en temps ordinaire<sup>1</sup>. Fin avril, le ministère de l'Éducation et des Sciences (Monbu kagaku shō 文部科学省) s'arc-boutait sur les recommandations de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) pour considérer 20 mSv comme un maximum annuel envisageable pour les écoliers du département de Fukushima, provoquant la colère des enseignants et des habitants et la démission, en larmes, de Kosako Toshisō 小佐古敏莊, membre d'un comité consultatif pour le Cabinet du Premier ministre (Naikaku kanbō sanyo 内閣官房参与). Cette décision était d'autant plus surprenante que ce dernier avait considéré un mois plus tôt qu'il aurait mieux valu relever les normes d'exposition pour les ouvriers entre 500 mSv et 1 Sv, selon une autre recommandation de la CIPR datant de 2007. Ces contradictions inhérentes au leitmotiv de la radioprotection, le principe ALARA (« *As*

---

↘ Paul Jobin est maître de conférences à l'université Paris-Diderot et directeur du CEFC Taipei, l'antenne de Taïwan du Centre d'études français sur la Chine contemporaine. Ses recherches portent sur les enjeux de santé publique liés aux industries et aux transformations du monde du travail, au Japon et à Taïwan.

1. Le maximum était fixé à 100 mSv sur 5 ans, soit 20 mSv par an, ou bien 50 mSv par an sur deux ans.

*Low As Reasonably Achievable* »), attirent l'attention sur l'un des principaux enjeux de santé publique de cette catastrophe pour les années à venir, et un problème majeur de l'industrie nucléaire : qui, et dans quelle mesure, est véritablement protégé par la radioprotection ? Cette question est d'autant plus sensible dans le contexte japonais que la radioprotection s'est développée comme une science *ex post* à partir des études qui ont été menées sur les victimes des bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki. Par ailleurs, l'expression de « gestion de la radiation » (*hōshasen kanri* 放射線管理), la plus courante au Japon pour désigner la radioprotection, rappelle utilement la dimension économique et gestionnaire du problème non seulement en situation de crise, mais aussi dans le fonctionnement de l'industrie en temps ordinaire.

En 2002, j'avais entrepris une enquête sur la maintenance des centrales nucléaires japonaises, dans une visée comparative avec la France (voir Jobin 2012). Outre les centrales de Shimane et de Hamaoka, je m'étais rendu à plusieurs reprises à la centrale de Fukushima Daiichi, pour enquêter auprès des cadres et des ouvriers. À partir d'entretiens réalisés au Japon et en France entre juin et septembre 2011, je propose ici d'examiner dans quelle mesure la catastrophe de Fukushima est susceptible de faire évoluer ce que l'on entendait jusqu'alors par « radioprotection ». Alors que le terme ne sortait guère du cercle des spécialistes et des militants antinucléaires, depuis la mi-mars 2011, les citoyens ordinaires, les femmes en particulier, se sont mis à douter très sérieusement des affirmations péremptoires de la compagnie d'électricité Tōkyō denryoku 東京電力 (alias Tōden, ci-après Tepco selon l'acronyme anglais) et de l'autorité de sûreté nucléaire (Hoan. in 保安院, ci-après NISA selon l'acronyme anglais) dont une réforme est en cours depuis juillet. Pour ce faire, ils s'appuient notamment sur des relevés dosimétriques autonomes qu'ils mettent en ligne sur internet.

## Travailleurs et citoyens, même combat ?

Avant d'entrer dans l'après 11 mars, rappelons le dilemme inhérent à la gestion des centrales « en temps normal ». Malgré la complexité technique du nucléaire, on peut résumer le problème ainsi : plus une centrale vieillit, plus il y a de réparations à effectuer ; mais plus la centrale « crache », et plus elle requiert de main-d'œuvre pour procéder aux opérations de maintenance

afin de répartir la dose collective de radiation. D'où il résulte une différence fondamentale avec d'autres installations industrielles (centrales classiques au charbon ou au gaz, etc.). Pour les ouvriers et pour leur encadrement, cette contrainte implique des choix pratiquement impossibles entre des tâches fondamentales à effectuer, « le sale boulot » dont il faut bien s'acquitter pour garantir un minimum de sûreté aux installations (et en particulier les nombreuses vannes et pompes du circuit de refroidissement) et la protection individuelle contre les rayonnements, vaille que vaille. La « radioprotection » des travailleurs les plus exposés aux rayonnements (*hibaku rōdō* 被曝労働), ceux qui effectuent l'essentiel des tâches de maintenance, concerne donc directement la sûreté des installations.

Depuis mi-avril 2011, des militants associatifs<sup>2</sup> ont entamé des négociations avec le ministère de la Santé et du Travail (ci-après *Kōrōshō* 厚労省) sur les normes d'exposition et les conditions d'intervention des travailleurs à Fukushima Daiichi. Certes, si le 14 mars, le ministère a relevé les barèmes d'exposition à 250 mSv annuels, c'est qu'il y avait urgence, alors que les ouvriers qualifiés n'étaient pas assez nombreux. Mais au lieu de relever les barèmes et de recourir à un recrutement sauvage, pourquoi ne pas recruter en priorité parmi le personnel des autres centrales, quitte à fermer toutes les centrales encore en activité ? Le fonctionnaire du ministère avait admis le bien fondé de cette demande présentée par des militants, mais il restait visiblement soumis à la pression de plus puissants, regrettant de ne pouvoir lui-même se rendre sur place pour inspecter, tandis que son collègue du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) admettait que la décision de relever les barèmes à 250 mSv avait été imposée au *Kōrōshō* par Tepco via la NISA. Lors de la négociation du 26 juillet, faute d'argument plus solide, un fonctionnaire du *Kōrōshō* est allé jusqu'à dire que nombre d'ouvriers étaient prêts à s'exposer à des doses importantes pourvu qu'ils aient du travail. La réunion suivante, le 23 août, confirme l'impression que les normes « exceptionnelles » de 250 mSv par an tendent

---

2. Sous la houlette du Citizens' Nuclear Information Center (CNIC, Genshiryoku shiryō jōhō shitsu 原子力資料情報室) et d'organisations para-syndicales minoritaires comme le Japan Occupational Safety and Health Resource Center (JOSHRC, Zenkoku rōdō anzen eisei sentā 全国労働安全衛生センター), mais en l'absence de la Rengō 連合, la principale confédération syndicale, ce qui en dit long sur ses priorités.

à s'installer dans la longue durée. Fort de cet appui, Tepco peut alors révéler sans vergogne qu'un ouvrier de 40 ans est mort d'une leucémie après avoir travaillé une semaine à Fukushima, en écartant toute responsabilité puisque son relevé dosimétrique est à zéro<sup>3</sup>. Le 15 septembre, le ministère annonce qu'il envisage d'inclure les cancers de l'estomac et du colon dans la liste des cancers professionnels radio-induits, mais seulement pour les ouvriers ayant été exposés à plus de 100 mSv, en feignant d'éviter la demande des associations d'inclure tous les cancers dans la liste, comme pour les victimes de la bombe atomique. Le 14 novembre, la ministre (Komiyama Yōko 小宮山洋子) annonce enfin que les maximales sont ramenées à 100 mSv sur 5 ans, sauf pour les ouvriers intervenant sur le site depuis mars. Le 16 décembre, le Premier ministre Noda 野田 proclamait que les réacteurs avaient été refroidis et que la situation était désormais sous contrôle. Des témoignages recueillis le jour même auprès des ouvriers toujours présents sur le site suggéraient plutôt un décalage continu avec la réalité<sup>4</sup>. Une semaine plus tard, le gouvernement annonce la publication au printemps d'un rapport critiquant aussi l'attitude du gouvernement sur ce point. Comment s'y retrouver ?

Pour le meilleur comme pour le pire, la fusion opérée en 2000 entre le ministère de la Santé (Kōseishō 厚生省) et le ministère du Travail (Rōdōshō 労働省) rapproche les enjeux de santé publique du monde du travail. Depuis le 11 mars, il s'agit réellement d'affronter le pire. Et, pour ceux qui continuent à intervenir sur le site de Fukushima Daiichi et tout comme pour la population de Fukushima, désormais soumise à une exposition chronique aux radiations, il est véritablement question de lutte contre l'invisible des radiations.

Fin juin, puis de nouveau fin juillet, j'ai pu m'entretenir avec T. S., un ouvrier âgé d'une trentaine d'années et employé depuis une dizaine d'années dans une entreprise de sous-traitance basée à proximité de Fukushima Daiichi et Daini, opérant pour le compte de Tepco et d'autres sociétés d'électricité. Depuis fin mars, las du décalage notoire existant entre les propos rassurants de Tepco et de la NISA et la situation réelle sur le site, T. S. avait accordé plusieurs entretiens à des journalistes. Cet ouvrier qualifié possède une bonne connaissance de nombreux aspects techniques de

---

3. *Mainichi shinbun* 毎日新聞, 30 août 2012.

4. *Tōkyō shinbun* 東京新聞, 16 décembre 2011.

la maintenance d'une centrale. En revanche, sa connaissance des risques liés à une exposition chronique aux rayons ionisants était, du moins lors de notre première rencontre, très sommaire. La fois suivante, fin juillet, il acceptait de me recevoir en compagnie d'un militant intervenant dans les négociations avec le ministère. Aujourd'hui, il est lui-même devenu un militant auprès des autres ouvriers. Cette rupture d'allégeance de certains ouvriers avec Tepco est comparable à celle de nombreux habitants de la région, comme cette femme au foyer : « Tepco nous a mené en bateau pendant des années et nous, on y a cru, comme nos enfants qui visitaient leur "pavillon de l'énergie" !<sup>5</sup> ». Mais les ouvriers et la population ne sont pas les seuls à remettre en question le consensus qui prévalait jusqu'alors.

## De la dissidence dans l'*establishment* nucléaire

Après la démission de Kosako Toshihito déjà évoquée, fin juillet, l'intervention de Kodama Tatsuhiko 児玉龍彦 à la Diète, critiquant l'inaction du gouvernement en matière de décontamination des zones touchées, a de nouveau suscité beaucoup de réactions, tant de la « société civile » que des élus locaux et du gouvernement, lui valant ainsi de figurer parmi les dix scientifiques de l'année 2011 distingués par la revue *Nature*<sup>6</sup>. Au premier abord, ces interventions semblent affaiblir le régime d'allégeance de l'*establishment* scientifique attaché au « village nucléaire<sup>7</sup> ». Selon le schéma bien connu d'Hirschman (1970), Kosako a exprimé publiquement son désaccord en démissionnant (*voice* et *exit*), tandis que Kodama pouvait se contenter de « donner de la voix » (*voice*) à la Diète sans avoir à démissionner puisqu'il ne siégeait pas dans un conseil d'experts gouvernemental. Le

---

5. Mme Satō Fujiko 佐藤富士子, Iwaki, 19 juin 2011. Mme Satō a participé à la création du « Réseau pour protéger les enfants d'Iwaki » (Iwaki no kodomo o mamoru nettowaku いわきの子供を守るネットワーク).

6. *Nature*, 22 décembre 2011. Comme le mentionne le bandeau de couverture publicitaire de son livre paru à l'automne (Kodama 2011), son intervention – d'abord diffusée sur le site de la Diète – a été visionnée un million de fois sur YouTube.

7. Depuis la mi-mars 2011, l'expression de *genpatsu mura* 原発村 a surtout désigné les connivences coupables entre les sociétés d'électricité, la NISA, le METI et nombre d'élus du Jimintō 自民党 (Parti libéral démocrate, PLD).

geste de Kosako a encouragé la formation d'un mouvement critique dans le département de Fukushima, incitant par exemple un ancien militant anti-nucléaire comme Nakate Seiichi 中手聖一 à repasser à l'action en créant une association pour les enfants de Fukushima<sup>8</sup>.

À l'inverse, pour ses collègues, qu'ils tendent vers la défense institutionnelle ou une posture plus critique, ce geste était déjà balayé comme nul : « Je le connais très bien, et depuis longtemps. (...) C'est bizarre, jusque là, il n'avait jamais manifesté d'opinions pareilles<sup>9</sup> » ; ou : « C'est du cinéma<sup>10</sup> ! ».

En revanche, après avoir été accueilli comme une parole courageuse par le mouvement critique, le plaidoyer de Kodama pour une décontamination massive est interprété comme la poursuite de l'industrie nucléaire par d'autres moyens, le fabriquant de réacteurs nucléaires Toshiba 東芝 s'étant par exemple proposé pour cette tâche. Selon la démarche adoptée par Boltanski et Thévenot (1991), ces gestes critiques requièrent donc une attention prolongée avant de pouvoir déterminer ce qui fait accord ou dispute. À l'instar d'une opinion dissidente en droit international, et par delà l'apparente radicalité de leur geste, ni Kosako ni Kodama n'ont remis en question les règles en vigueur de la radioprotection telles qu'elles se sont imposées au niveau international. Il importe donc pour l'heure de bien repérer ce qui fait consensus et pourquoi, ce qui suppose de prêter la plus grande attention au point de vue de ceux qui restent « loyaux » (le troisième élément du modèle hirschmanien, trop souvent négligé), sans préjuger de leurs intentions par une posture critique en surplomb. Je m'appuierai sur le propos de l'un d'entre eux, Nagataki Shigenobu, que j'ai eu l'occasion d'interroger directement<sup>11</sup>. Clinicien, diplômé de l'université de Tokyo et de Harvard, professeur honoraire à l'université de Nagasaki dont il fut le recteur, ancien directeur de la Commission d'enquête sur les victimes des bombardements atomiques<sup>12</sup>, il a également pris part à des études épidémiologiques sur Tchernobyl. Depuis début avril, il est l'un des huit membres

---

8. Entretien à Fukushima, 1<sup>er</sup> août 2011.

9. Entretien avec Nagataki Shigenobu 長瀧重信, Tokyo, 25 juillet 2011 (cf. *infra*).

10. Kimura Shinzō 木村真三, lors d'une entrevue à Iwaki le 19 juin 2011.

11. À Tokyo, 25 juillet 2011 et 16 janvier 2012.

12. Atomic Bomb Casualty Commission (ABCC, Genbaku shōgai chōsa iinkai 原爆傷害調査委員会).

du comité d'experts auprès du Premier ministre<sup>13</sup>, aux côtés notamment de son disciple Yamashita Shun.ichi 山下俊一, recteur adjoint de l'université de Fukushima. En raison de leurs prises de parole se voulant rassurantes, l'un et l'autre ont été étiquetés sur le web de « chercheurs au service du pouvoir » (*goyō gakusha* 御用学者).

Pour Nagataki, qui entend distinguer science et politique (*policy* en *katakana*)<sup>14</sup>, il n'y a pas lieu de douter des résultats scientifiques produits par le Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR). Établis à partir de la cohorte des survivants de Hiroshima et de Nagasaki, ils posent comme certain qu'un cumul d'irradiation inférieure à 100 mSv par an est sans conséquence, et qu'au-delà, le risque de cancer augmente de façon régulière mais modérée : à 100 mSv, le nombre de cancers touche 1 % de la population, 2 % à 200 mSv, 5 % à 500 mSv... Quant aux normes de la CIPR, 20 mSv pour les travailleurs et 1 mSv pour le reste de la population, elles relèvent de la *policy*, par précaution et mesure de compromis social, mais elles restent dénuées de fondements épidémiologiques.

Concernant Tchernobyl, Nagataki s'en remet aux conclusions du rapport final de l'ONU (The Chernobyl Forum<sup>15</sup> 2005), et réfute toute validité scientifique à la somme d'articles de cliniciens russes, biélorusses et ukrainiens rassemblés et traduits en anglais par l'Académie des sciences de New York (Yablokov 2009). Ceux qui, comme Koide Hiroaki 小出裕章 (2011) ou Chris Busby (2011), recommandent une évacuation des enfants du département de Fukushima, le feraient sans fondements scientifiques ou sans relevés suffisants. Si ces réponses sont sans surprise, plus surprenant est son jugement sur l'attitude de son collègue Kosako (*supra*). De même, lorsque j'aborde la série d'études épidémiologiques sur les salariés d'installations nucléaires de quinze pays (dont la France et le Japon), coordonnée par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) sous la direction

---

13. Groupe d'experts nucléaires, Cabinet du Premier ministre (Shushō kantei Genshiryoku senmonka gurūpu 首相官邸原子力専門家グループ) : <<http://www.kantei.go.jp/saigai/senmonka.html>>.

14. Voir sa quatrième note pour le groupe d'experts, datée du 29 septembre, sur le site du Cabinet du Premier ministre (*supra*).

15. Composé de huit institutions des Nations unies dont l'AIEA, l'OMS et l'UNSCEAR, ainsi que des gouvernements de Biélorussie, de la Russie et de l'Ukraine.

d'Elizabeth Cardis (2005, 2007), Nagataki conteste la validité scientifique de ces résultats.

Comme le souligne par ailleurs Annie Thébaud-Mony (2012 : 33-34), ces études montrent une relation entre les faibles doses de rayonnements et la mortalité par cancer, et notamment un risque relatif de mortalité par cancer de tous types (excepté les leucémies) deux à trois fois plus élevé que ce qui était attendu à partir du modèle linéaire sans seuil dérivé de la cohorte des survivants de Hiroshima et de Nagasaki. Pourtant, ces études concernent les employés statutaires des entreprises donneuses d'ordre – par exemple pour la France, il s'agit d'EDF et de la Cogema, alias Areva – et non les ouvriers de la sous-traitance qui reçoivent la majeure partie de la radioactivité présente sur les sites. En outre, les auteurs de ces études, réalisées avec le soutien financier des industriels du nucléaire et leur coopération logistique pour le recueil des données, précisent prudemment que cet excès de décès demeure statistiquement compatible avec le modèle de la CIPR.

## Épilogue : « un truc qu'on ne veut pas voir »

Olivier Isnard est adjoint au chef du Service des situations d'urgence et d'organisation de crise à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). À ce titre, il a mis en place une cellule de crise dès la matinée du vendredi 11 mars (heure française) et a été envoyé dès le 13 mars auprès de l'ambassadeur de France au Japon. Lorsque je l'interrogeai sur la décision du gouvernement japonais de relever les normes d'exposition pour les travailleurs (le 14 mars, voir *supra*), sa réponse a ravivé et dépassé les craintes que j'avais eues pendant les premières semaines de la catastrophe :

« Quand il faut sauver les réacteurs, il y a des choses qu'il faut faire, (...) peu importe le coût humain. (...) Un des enjeux monumental, c'était les piscines d'entreposage : si on perdait une piscine dans la première semaine, on perdait le site complet ; c'est-à-dire que les radiations d'une piscine qui est à vide avec tout ce qu'elle contient sont telles que... Le débit de doses est tellement élevé qu'on ne peut pas mettre un humain dans le premier kilomètre de cette piscine. (...) C'est une merguez tout de suite le gars s'il y est ! (...) Le rejet d'une piscine, c'est un truc de fou quoi ! (...) Donc l'enjeu, il était là. Donc s'il faut "surexposer des mecs" pour continuer à mettre

de l'eau dans les piscines, c'est pas grave, parce que le reste, c'est un truc qu'on ne veut pas voir<sup>16</sup>. »

Quelle est cette chose tellement épouvantable que même les responsables d'un centre de crise nucléaire ne veulent pas même imaginer ? On a dit qu'à Tchernobyl, si les liquidateurs ne s'étaient pas sacrifiés, pratiquement toute l'Europe de l'Ouest serait devenue inhabitable. En ce qui concerne les conséquences radiologiques pour la population de Fukushima, Isnard se range sur les directives de la CIPR, d'une façon analogue à Nagasaki, mais il évoque une autre chose intéressante :

« À ce stade de l'accident, la population japonaise doit être actrice de sa radioprotection. (...) À partir du moment où c'est chronique, que c'est quelque chose de constant dans le temps, c'est à la société civile de s'organiser aussi et pas d'attendre du Saint État ce qu'il faut en penser. C'est comme ça que ça s'est passé à Tchernobyl, les gens qui vivent autour de Tchernobyl, qui vivent dans les territoires contaminés, ils sont acteurs de leur propre radioprotection, ils ont des appareils de mesure, ils mesurent régulièrement leur nourriture... »

Cette individualisation de la radioprotection, qui est également devenue la norme pour les ouvriers du nucléaire (Jobin 2012), épouse le discours néolibéral du moins d'État. Quant aux cas de cancer ou autres pathologies radio-induites qui pourraient donner lieu à un dédommagement, ce sera sans doute, pour les ouvriers comme pour les citoyens, « un truc qu'on ne veut pas voir ».

*18 janvier 2012 (finalisé le 13 février 2012)*

---

16. Entretien à Paris, septembre 2011.

## Bibliographie

**BOLTANSKI Luc**

**& THÉVENOT Laurent, 1991**

*De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

**BUSBY Chris, 2011**

« Fukushima Children at Risk of Heart Disease », *The Asia-Pacific Journal*, Vol 9, Issue 39 No 4, September 26. En ligne : <<http://japanfocus.org/>>.

**CARDIS Elisabeth et al., 2005**

« Risk of Cancer After Low Doses of Ionising Radiation: Retrospective Cohort Study in 15 Countries », *British Medical Journal*, July 9, 331 (7508) : 77.

**CARDIS Elisabeth et al., 2007**

« The 15-Country Collaborative Study of Cancer Risk Among Radiation Workers in the Nuclear Industry: Estimates of Radiation-Related Cancer Risks », *Radiation Research*, 167 : 396-416.

**HIRSCHMAN Albert, 1970**

*Exit, Voice, and Loyalty*, Cambridge/London, Harvard University Press.

**JOBIN Paul, 2006**

« L'après-guerre pour le syndicalisme ouvrier et les mouvements contre la pollution industrielle », in BAYARD-SAKAI Anne, LOZERAND Emmanuel & LUCKEN Michaël, (éd.), *Le Japon après la guerre*, Arles, Picquier, pp. 323-340.

**JOBIN Paul, 2011**

« Dying for Tepco? Fukushima Nuclear Contract Workers », *The Asia-Pacific*

*Journal*, Vol. 9, Issue 18, No 3, May 2.

En ligne : <<http://japanfocus.org/>>.

**JOBIN Paul, 2012**

« Fukushima ou la "radioprotection". Retour sur un terrain interrompu », in THÉBAUD-MONY Annie et al., *Santé au travail. Approches critiques*, Paris, La Découverte, pp. 83-104.

**JOBIN Paul**

**& THÉBAUD-MONY Annie, 2011**

« Nucléaire "civil" : quelle rationalité ? », in *L'état du monde 2012*, Paris, La Découverte, pp. 117-123.

**KODAMA Tatsuhiko 児玉龍彦, 2011**

*Naibu hibaku no shinjitsu 内部被曝の真実* (La vérité sur la contamination interne), Tokyo, Gentōsha 幻冬舎.

**KOIDE Hiroaki 小出裕章**

**& KUROBE Shin.ichi 黒部信一, 2011**

*Genpatsu hōshānō : kodomo ga abunai* 原発放射能——子供が危ない (Les radiations et la centrale : les enfants en danger), Tokyo, Bungei shunjū 文藝春秋.

**SUZUKI Tomohiko 鈴木智彦, 2011**

*Yakuza to genpatsu : Fukushima Daiichi sen.nyū ki* ヤクザと原発——福島第一潜入記 (La pègre et les centrales nucléaires : journal d'une incursion à Fukushima Daichi), Tokyo, Bungei shunjū 文藝春秋.

**THÉBAUD-MONY Annie, 2000**

*L'industrie nucléaire. Sous-traitance et servitude*, Paris, Editions EDK-INSERM.

**THÉBAUD-MONY Annie, 2012**

« Risques industriels, effets différés et probabilistes : quels critères pour quelle preuve ? », in THÉBAUD-MONY Annie *et al.*, *Santé au travail. Approches critiques*, Paris, La Découverte, pp. 22-39.

**The Chernobyl Forum, 2005**

*Chernobyl's Legacy: Health, Environmental and Socio-Economic Impacts*, Vienne, AIEA.

**YABLOKOV Alexei *et al.*, 2009**

*Chernobyl: Consequences of the Catastrophe for People and the Environment*, Annals of the New York Academy of Sciences, vol. 1181.



# Les voix des femmes après la catastrophe du 11 mars

Christine LÉVY

Quels sont les problèmes spécifiquement liés au genre parmi les conséquences immédiates et à moyen terme de la catastrophe du 11 mars ? Quels défis doivent relever celles ou ceux qui mènent une lutte contre les discriminations liées au genre ? Ces questions rejoignent les problématiques soulevées par des militantes comme Naomi Klein (2007) ou Rebecca Solnit (2006)<sup>1</sup> : le pire (Klein) comme le meilleur (Solnit) peut naître d'une catastrophe qui touche les populations dans leurs chairs et au plus profond de leurs cœurs. Les images de détresse, de deuil impossible, transmises par la télévision comme par la presse écrite ont fortement contribué à créer une « communauté de sympathie » (*kyōkan no kyōdōtai* 共感の共同体), indispensable pour recréer les liens de solidarité dont a besoin le tissu social pour se reconstituer, mais qui peut aussi servir, si l'on n'y prend garde, à la résurgence et au primat de la « communauté nationale », comme le souligne Sakai Naoki 酒井直樹 (2011). Prolongeant les analyses proposées par Maruyama Masao 丸山真男 (1946) en son temps sur le fascisme et le militarisme japonais,

---

↘ Christine Lévy, actuellement chercheuse à la Maison franco-japonaise de Tokyo (UMIFRE 19 CNRS-MAEE), est maîtresse de conférences à l'université de Bordeaux 3. Elle travaille sur l'histoire des idées politiques et sur le genre dans le Japon moderne et contemporain.

1. En son temps Kōtoku Shūsui 幸徳秋水 (1871-1911), réfugié alors aux États-Unis, avait relaté son expérience du tremblement de terre de San Francisco en 1906. Il fut convaincu de la capacité des gens à s'organiser par eux-mêmes et renforcé dans ses convictions politiques anarchistes.

Sakai Naoki met en garde contre la tendance des médias à participer à ce système d'irresponsabilité qui, en privilégiant la construction d'une communauté de consolation réciproque, détourne le public de la question de la responsabilité des industriels, de l'administration, des hommes politiques et des collectivités locales. De plus, en relayant unanimement les consignes de *jishuku* 自粛 (retenue) – une notion certes légitime pour exprimer le deuil de toute une nation –, ces médias ont contribué à faire taire les voix ou les actions discordantes, surtout celles qui demandent des comptes (Sakai 2011 : 28).

Il n'en reste pas moins que c'est une société tout entière qui est blessée et le traumatisme d'une telle catastrophe ne saurait se circonscrire à la seule région du Nord-Est, frappée de plein fouet. Chacun peut se souvenir d'une image qui l'aura plus particulièrement ému et bouleversé. Le traumatisme s'étend ainsi à ceux qui n'ont pas été directement victimes et l'augmentation très importante du nombre de suicides dans les grandes villes comme Osaka et Tokyo depuis mai 2011 (Kayama 2011 : 24) en constitue peut-être un symptôme. Les sentiments d'impuissance, de culpabilité peuvent aussi nourrir des conflits au sein des couples ou encore sur les lieux de travail, et provoquer des ruptures (Kayama 2011 : 25). Dans un tel contexte, la réminiscence de la dernière guerre – le mensonge d'État sur la situation militaire est comparé au mensonge sur la sécurité nucléaire, les morts provoquées par le tsunami aux soldats sacrifiés – montre à quel point le lien entre les morts et les vivants – terrain privilégié de la religion – est bouleversé. Dans une société sécularisée, la religion ne suffit plus à combler les angoisses face à la mort, et l'identification à un destin national permet de glorifier ou de donner sens à ce qui autrement n'apparaîtrait que comme une absurdité insupportable. Mais dans le quotidien de la survie, de nouveaux rapports d'entraide apportent aux sinistrés plongés dans le désespoir, un réconfort et parfois une lueur d'espoir. Les organisations de soutien qui se sont formées pour fournir une aide matérielle et psychologique jouent un rôle important dans cette perspective, s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience de l'après séisme de Kobe en 1995 (*Hanshin Awaji daishinsai* 阪神・淡路大震災). L'élan de solidarité surgi après ce séisme de 1995 fut le point de départ de deux notions nouvelles au Japon « *vorantia* » ヴォランティア (bénévolat) et « *kokoro no kea* » こころのケア (soins psychologiques) (Nakai 2011 : 56). Les femmes y furent particulièrement impliquées ; ainsi, lorsque le département de Hyōgo (celle où se trouve la ville de Kobe)

décida de créer un centre dédié au soutien psychologique (et pour lequel fut voté un budget quinquennal), les divers groupes qui en avaient été à l'initiative et le composaient étaient constitués à plus de 90 % de femmes (Nakai 2011 : 56). C'est dire si des organisations féminines ou féministes se sont mobilisées pour joindre leurs forces et créer des réseaux de soutiens concrets. Mais aujourd'hui leur constat est contrasté. Elles insistent davantage sur la nécessité de créer un terrain propice à l'expression de la volonté des femmes, et de faire entendre d'autres voix que celles qui se figent dans un faux unanimité où il ne serait plus question que de s'unir et de faire taire des voix « égoïstes » ou dissonantes.

Car de ces alternatives qui auraient pu surgir après la catastrophe, celle qui domine est une tendance à la répétition et à la reconduction du même : les femmes ont eu des difficultés à se faire entendre, à exister en tant que telles ou à porter un point de vue ou des revendications spécifiques. Il leur est encore plus difficile d'être présentes dans les instances de décision ou de réflexion sur la reconstruction. Les femmes sont quasi absentes des divers organismes de réflexion mis en place par le gouvernement ou par les autorités locales : le Higashi Nihon daishinsai fukkō kōsō kaigi 東日本大震災復興構想会議 (Conseil pour les projets de reconstruction après le grand séisme de l'Est du Japon)<sup>2</sup> ne compte qu'une seule femme parmi ses quinze membres, et dans son comité consultatif, deux femmes sur dix-neuf membres. Il en va de même pour les instances régionales, par exemple dans le département de Kanagawa, le comité composé de 56 membres compte une seule femme, maire de la ville de Yokohama. On a pu constater aussi, concrètement, dans les centres de refuge, la reconduction de la division sexuelle des tâches, et son renforcement dans l'organisation de la survie élémentaire. La division des tâches selon le genre a eu tendance à s'accroître en ces périodes difficiles, les femmes étant systématiquement assignées aux tâches dites « domestiques » comme la préparation des repas, le soin aux personnes âgées et aux enfants, et de ce fait exclues des tâches d'organisation. Cette tendance est assez manifeste et des articles qui relatent les exemples les plus réussis de l'organisation de la vie dans les centres de refuge soulignent la présence des hommes plutôt jeunes, de vingt à quarante ans : l'organisation exemplaire du centre de refuge dans le premier collège municipal de Rikuzentakada

---

2. Son site officiel est : <<http://www.cas.go.jp/jp/fukkou/>>.

陸前高田, une des zones les plus touchées dans le département d'Iwate (Mihashi 2011) et qui a attiré les journalistes du monde entier, ne déroge pas à cette règle<sup>3</sup>.

C'est en réponse à cette situation que fut créé le réseau Rise Together for Women in East Japan Disaster<sup>4</sup>. Lors de la conférence de presse du 24 mai 2011, une de ses représentantes, Takenobu Mieko 竹信三恵子, insistait surtout sur l'importance de créer dans un contexte de prolongation de la durée du séjour dans les centres d'évacuation, une atmosphère où il est possible de s'exprimer, où il est permis de « dire les choses ». Elle déclarait que si les femmes ont des besoins spécifiques, il est important de les faire entendre sans les faire passer pour des exigences égoïstes. Créer des méthodes pour les reconnaître et les entendre, tel est le but que se donne ce réseau. Masai Reiko 正井礼子, du même réseau, explique par exemple, qu'à la suite du séisme de Kobe, lorsqu'elle a interrogé les femmes sur ce qu'elles désiraient le plus, celles-ci ont répondu : « du travail plutôt que le *care* ». Certes, il faut entendre une double inquiétude dans cette réponse. Car, comme l'a constaté une psychologue clinicienne dans ses interventions après le 11 mars (Ōsawa 2011 : 48), le refus du *care* psychologique est le plus souvent dicté par la crainte de passer pour une personne à problèmes au regard des autres. Cette attitude nous rappelle combien la communauté locale et traditionnelle, si elle est pourvoyeuse de soutien et constitue un lieu d'entraide, exige aussi de ses membres le respect d'une identité commune et des frontières qu'elle a elle-même délimitées<sup>5</sup>. Mais ces femmes exprimaient avant tout leur préoccupation fondamentale, l'idée que sans moyen de vivre elles ne pouvaient se projeter dans le futur. Leur réponse est

---

3. Certes, ceci nuance l'optimisme de l'idée défendue par Rebecca Solnit d'une naissance d'une communauté de type utopique. Néanmoins le succès de son ouvrage auprès de nombreux lecteurs japonais indique qu'ils y ont puisé leur inspiration pour agir en tant qu'individus en solidarité avec d'autres individus, loin de tomber dans le cliché de l'exaltation du caractère national.

4. Le nom japonais est Higashi Nihon dai shinsai - Josei shien nettowāku 東日本大震災・女性支援ネットワーク : <<http://www.risetogetherjp.org/>>.

5. La répression politique au Japon s'est beaucoup appuyée sur ce système depuis l'époque Edo, d'une part en ghettoïsant systématiquement les *burakumin* et d'autre part en créant un système de solidarité dans chaque communauté villageoise. Ce mécanisme a continué à fonctionner à l'ère Meiji et a été renforcé lors de la montée du militarisme.

très claire et très importante pour rappeler que les personnes sinistrées ont besoin de soutien non pas seulement ponctuel, mais d'une infrastructure qui leur offre la possibilité de se projeter à long terme pour reconstruire leur vie. Comment cela est-il envisageable ?

Dans un contexte de crise et de détérioration des services publics depuis des années, l'augmentation de la pauvreté, la déréglementation du travail (qui toutes deux touchent en premier les femmes), viennent aggraver les difficultés des sinistrés à retrouver un emploi, en particulier pour les femmes<sup>6</sup>. Rappelons que 60 % des travailleurs employés par les entreprises de sous-traitance pour la centrale nucléaire de Fukushima sont des personnes sinistrées<sup>7</sup>. L'environnement est de plus menacé de façon dramatique dans le département de Fukushima, dont les habitants sont obligés de se poser tous les jours la question du degré de contamination radioactive des aliments, s'ils ont raison ou tort de rester sur place ou comment fuir cette situation. Les mois passent et les questions angoissantes s'accumulent sans trouver de réponse ni de solution. Les personnes et les familles dont le lieu d'habitation n'est pas intégré dans la zone d'évacuation désignée par le gouvernement souffrent de l'indifférence. Les tentatives du gouvernement et en particulier du ministère de la Santé et du Travail (Kōrōshō 厚労省) pour rassurer les mères, par exemple par l'édition d'une brochure tirée à trois millions d'exemplaires, en avril 2011, contrastent de façon saisissante avec d'autres brochures élaborées en direction du même public<sup>8</sup>. Alors que celles-ci ont pour but d'attirer l'attention sur tous les dangers potentiels comme la listéria ou autres produits toxiques (comme le mercure méthylique contenu

---

6. Dans les trois départements d'Iwate, de Miyagi et de Fukushima, 37 601 femmes contre 26 631 hommes touchent des allocations de chômage en novembre 2011, selon une enquête publiée (23 janvier 2012) par le Kōrōshō. Avant le 11 mars la proportion était égale entre hommes et femmes, ce qui montre bien que les femmes sont davantage touchées par le chômage depuis le désastre. Cela tient d'une part au fait que les secteurs liés à la reconstruction emploient plus d'hommes et aux difficultés de reprise des secteurs industriels sinistrés.

7. Voir l'article de Paul Jobin dans ce même numéro.

8. Voir la liste de brochures : <<http://www.mhlw.go.jp/topics/syokuchu/06.html>>.

dans certains poissons<sup>9</sup>), la brochure éditée<sup>10</sup> sur la question de la contamination radioactive révèle par l'expression choisie dans le titre, *anshin* 安心 (la tranquillité, être rassuré) qu'il s'agit davantage de rassurer que de garantir la sécurité alimentaire. Subrepticement l'expression *anshin* remplace *anzen* 安全 (la sécurité). Pour les mères qui vivent à Fukushima et qui sont confrontées en permanence à la question de la contamination, cela n'a rien de rassurant, bien au contraire. Entendre les représentants du gouvernement, de Tepco et certains scientifiques (comme Yamashita Shun.ichi 山下俊一)<sup>11</sup> leur affirmer que l'eau, l'air et la nourriture sont sains et sans danger les plongent dans la colère et les poussent à agir.

Lorsque le gouvernement décida de relever le niveau d'admissibilité du taux d'exposition aux radiations de 1 à 20 mSv par an<sup>12</sup> pour maintenir l'ouverture des écoles, le « Réseau de Fukushima pour la protection des enfants contre les radiations<sup>13</sup> » fut mis en place le 1<sup>er</sup> mai, autour de mères de famille<sup>14</sup> ; depuis, le réseau s'est organisé et étoffé. Le groupe s'est formé avec les habitants qui voulaient mesurer par eux-mêmes les niveaux de radiation, dépolluer si possible, et aider à évacuer le cas échéant. Mais devant la dangerosité de la réalité, l'organisation a commencé à insister davantage sur la nécessité d'évacuer les enfants et d'aider les familles à le faire. Le point d'orgue de cette prise en main de leur propre sort a été l'organisation du *sit-in* devant les bâtiments du METI, le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, les 27, 28 et 29 octobre. Ces trois journées ont permis de sensibiliser et de rappeler les problèmes de santé auxquels la population doit faire face, les cent femmes venues de Fukushima ont

9. Source : <<http://www.mhlw.go.jp/topics/bukyoku/iyaku/syoku-anzen/suigin/index.html>> (consulté le 28 novembre 2011).

10. Source : <<http://www.mhlw.go.jp/stf/houdou/2r9852000014hcd-img/2r9852000014hdu.pdf>> (consulté le 28 novembre 2011).

11. Voir l'article de Paul Jobin dans ce même numéro.

12. C'est la limite autorisée pour les personnels exposés, en France (Code du travail, Article R231-76). La limite autorisée pour l'exposition de la population aux rayonnements artificiels, en France est de 1 mSv/an/personne (Code de la santé publique, Article R1333-8).

13. Kodomotachi o hōshanō kara mamoru Fukushima nettowāku 子どもたちを放射能から守る福島ネットワーク.

14. Voir : <<http://fukushima.over-blog.fr/article-100-femmes-pour-sauver-les-enfants-de-fukushima-87701324.html>> (consulté le 17 novembre 2011).

demandé une audience auprès de représentants du METI pour présenter les quatre revendications suivantes : 1) l'arrêt immédiat des centrales ; 2) le non redémarrage de celles en cours de test ; 3) l'évacuation de tous les enfants sous la responsabilité de l'État et la prise en charge financière des frais occasionnés, y compris pour ceux qui sont déjà partis ; et 4) la suppression des trois lois sur l'énergie électrique (*Dengen sanpō* 電源三法)<sup>15</sup>.

Dans leur mouvement, elles ne se cantonnent pas à vouloir protéger leurs enfants, mais cherchent à comprendre les causes qui ont rendu possible cet état de fait et à en sortir. Affirmer la nécessité de remplacer le nucléaire par des ressources énergétiques compatibles avec la vie, c'est aussi renouer avec le mouvement antinucléaire qui avait été très fort à partir des années 1950 et ce jusque dans les années 1970. Elles ont pris conscience du recul de ce mouvement face à l'immense pouvoir d'argent du lobby nucléaire<sup>16</sup>, et des conséquences actuelles. Dans les années 1950, le grand mouvement lancé contre les expérimentations de la bombe H avait pour composante essentielle le mouvement des mères, le *hahaoya undō* 母親運動. La figure de la mère est-elle en passe de (re)devenir celle du citoyen ordinaire, non expert, exclu des décisions qui le concernent directement, et qui refusant cet état de fait, s'organise pour exiger sa participation aux décisions cruciales, comme le suggère, par exemple, Mizushima Nozomi 水島希 (2011 : 23) ? Ceci pourrait renvoyer au stéréotype de la femme qui serait plus proche de la nature et qui agirait davantage sous le coup de l'émotion que de la raison.

---

15. Ces trois lois sont : 1) *Dengen kaihatsu sokushin zeihō* 電源開発促進税法 (Loi sur la taxe pour promouvoir le développement des ressources énergétiques) adoptée en 1974 après le choc pétrolier. Chaque entreprise productrice d'électricité paye cette taxe de 375 yen pour 1 000 kwh vendus ; 2) *Tokubetsu kaikei ni kansuru hōritsu* 特別会計に関する法律 (Loi sur les comptabilités exceptionnelles) qui a intégré en 2007 l'ancienne loi sur la comptabilité des ressources énergétiques ; 3) *Hatsuden yō shisetsu shūhen chiiki seibi hō* 発電用施設周辺地域整備法 (Loi sur l'aménagement des zones riveraines aux équipements destinés à la production électrique). D'après un article du *Tokyō shinbun* 東京新聞 du 30 septembre 2011, 51 % de cette taxe est versé aux organismes de recherches ou aux entreprises créés sous la tutelle du METI (Kiryama 2011). Dans ces 9 organismes on retrouve 26 anciens hauts fonctionnaires (*amakudari* 天下り) dont quatre dirigent la Japan Atomic Energy Agency (JAEA) (Nihon genshiryoku kenkyū kaihatsu kikō 日本原子力研究開発機構) ainsi que quatre autres la Japan Nuclear Energy Safety Organization (JNES) (Genshiryoku anzen kiban kikō 原子力安全基盤機構), sous la tutelle du METI.

16. Voir le témoignage de Kamata Satoshi 鎌田慧 (2011) traduit dans ce numéro.

Contre cette image simplificatrice, il faut rappeler que leurs revendications sont aussi celles de leurs maris et de leurs fils qui, pris au piège du chantage à l'emploi ne peuvent manifester aussi ouvertement qu'elles le font. Ce que les femmes de Fukushima rappellent aux représentants des ministères et aux membres du gouvernement<sup>17</sup>, c'est leur incapacité à prévoir et à empêcher un prochain accident dont le coût signifie accepter le sacrifice de la vie d'une minorité : c'est le refus de cette rationalité déshumanisée et destructrice qu'elles ont décidé de faire entendre.

10 décembre 2012

## Bibliographie

**KAMATA Satoshi** 鎌田慧, 2011  
« Kyojetsu kara rentai e » 拒絶から連帯へ  
(Du refus à la solidarité), *Gendai shisō*  
現代思想, octobre, 39 (14) : 34-45 [trad.  
française dans ce présent numéro].

**KAYAMA Rika** 香山リカ, 2011  
« "Hisaiichi gai" ni tsuite kangaeru »  
「被災地外」について考える  
(Penser les « zones extérieures »  
aux zones sinistrées), *Gendai shisō*,  
supplément *Imago* du mois de  
septembre, 39 (12) : 21-25.

**KLEIN Naomi**, 2007  
*The Shock Doctrine: The Rise of Disaster  
Capitalism*, New York, Metropolitan  
Books.

**MARUYAMA Masao** 丸山真男, 1946  
« Chōkokkashugi no ronri to shinri »  
超国家主義の論理と心理 (Théorie et  
psychologie de l'ultranationalisme),  
*Sekai* 世界, mai [repris : 1956, in *Gendai  
seiji no shisō to kōdō* 現代政治の思想  
と行動 (Pensées et actions politiques  
contemporaines), vol. 1, Miraisha

---

17. Voir : <[http://www.ustream.tv/recorded/18140229#utm\\_campaign=synclckback&source=http://www.risetogetherjp.org/&medium=18140229](http://www.ustream.tv/recorded/18140229#utm_campaign=synclckback&source=http://www.risetogetherjp.org/&medium=18140229)> (consulté le 30 octobre 2011).

未來社 ; trad. anglaise : 1963, Ivan MORRIS (ed.), *Thought and Behaviour in Modern Japanese Politics*, London, New York, Oxford University Press.

**MITSUHASHI Asako** 三橋麻子, 2011  
 « Hinanjo de rīdā ni natta » 避難所でリーダーになった (Leader dans les centres de réfugiés), *Aera* アエラ, 2-9 mai, 21 : 29-32.

**MIZUSHIMA Nozomi** 水島希, 2011  
 « Gijutsu to chi o watashitachi no te ni torimodosu » 技術と知をわたしたちの手にとりもどす (Reprenons en main la technique et le savoir), *Onna tachi no nijūisseiki* 女たちの21世紀 (Le 21<sup>e</sup> siècle des femmes), AJWRC (Asian Japan Women's Resource Center), septembre, 67 : 19-23.

**NAKAI Hisao** 中井久夫, 2011  
 « Daishinsai, PTSD, debriefing » 大震災、PTSD、ディブリフィング (Le grand séisme, SSPT et débriefing), *Gendai shisō*, supplément *Imago* du mois de septembre, 39 (12) : 56-66.

**ŌSAWA Tomoko** 大澤智子, 2011  
 « Arayuru koto ga "kokoro no kea" ni nariuru » あらゆることが『こころのケア』になりうる (Tout peut servir au *care* psychologique), *Gendai shisō*, supplément *Imago* du mois de septembre, 39 (12) : 48-55.

**SAKAI Naoki** 酒井直樹, 2011  
 « "Musekinin no taikai" mitabi » 「無責任の体系」三たび (L'irresponsabilité érigée en système, pour la troisième fois), *Gendai shisō*, mai, 39 (7) : 26-33.

**SOLNIT Rebecca et alii**, 2006  
*After the Ruins, 1906 and 2006: Rephotographing the San Francisco Earthquake and Fire*, University of California Press [traduction japonaise : *Saigai yūtopia* 災害ユートピア (L'utopie dans le désastre), Tokyo, Aki shobō 亜紀書房, 2010).

**KIRIYAMA Junpei** 桐山純平, 2011  
 « Ene tokkai no genpatsu yosan amakudari no hōjin ni hangaku chō shishutsu » エネ特会の原発予算、天下りの法人に半額超支出 (Le budget extraordinaire alloué au nucléaire : plus de la moitié versée aux sociétés de pantouflage), *Tōkyō shinbun* 東京新聞, 30 septembre, pp. 1-2.



# Catastrophe environnementale au Japon

## Apport des savoirs profanes et mouvements citoyens

Jean LAGANE

La catastrophe du Tōhoku survenue le 11 mars 2011 rappelle brutalement le fait que territoires et sociétés sont confrontés à l'urgence de la question du respect de l'environnement et du « vivre ensemble ». Cette contribution fait état des actions de mouvements citoyens particularistes au Japon et analyse la façon dont ces mobilisations participent de pratiques de résilience face aux catastrophes. En d'autres termes, il s'agit d'interroger la capacité de certaines communautés à absorber, à travers l'expression de savoirs profanes, des phénomènes de rupture. À ce titre, les catastrophes de Minamata 水俣 et de Toyama 富山 serviront d'exemples.

### Inégalités écologiques à Minamata et à Toyama et amorces de mobilisation

Les questions vives liées à l'appréhension, l'analyse et la gestion des risques et des catastrophes interpellent de plus en plus la communauté de chercheurs en sciences humaines et sociales. Ulrich Beck (1992) constate l'inégalité cognitive et sociale des capacités de défense des populations sinistrées. Ces dernières peuvent recourir soit à « des conduites d'évitement et/ou d'autoprotection [...], soit à des mobilisations politiques pour obtenir des

---

✎ Jean Lagane est enseignant-chercheur à l'université d'Aix-Marseille et membre du LAMES, Laboratoire méditerranéen de sociologie. Ses recherches portent sur la communication et la sociologie environnementales.

autorités une amélioration de l'environnement » (Charles *et al.* 2007). Or, les populations les plus vulnérables socialement et économiquement acceptent plus volontiers de demeurer dans des environnements dégradés, ce qui facilite l'implantation « d'installations à risques qui peuvent continuer à polluer impunément » (Émelianoff 2007). Un ensemble de productions scientifiques dans le champ de la sociologie de l'environnement pointe une absence de justice environnementale. Ces travaux mettent en scène une inégalité des capacités de défense des populations face aux risques. Elvers, Gross et Heinrichs (2008) parlent « d'une intense hétérogénéité des sujets liée à la répartition des nuisances et des aménités environnementales tant à l'échelle locale qu'à l'échelle régionale ». Introduite au Royaume-Uni et en Allemagne de haut en bas, la justice environnementale s'est exprimée par la mise en place de politiques publiques. En revanche, au Japon comme aux États-Unis<sup>1</sup>, ce sont les mouvements civiques et autres parties prenantes (*stakeholders*) qui en ont été les ferments.

La maladie de Minamata et l'effervescence des études qui lui sont dédiées illustrent les dérives de l'idéologie du progrès social lors de ladite période de haute croissance au Japon (1955-1973). Elle est aujourd'hui reconnue comme l'épiphénomène des rejets mercuriels en milieu marin par l'usine Chisso<sup>2</sup> entre 1932 et 1966 près de la petite ville de pêcheurs de Minamata. Ce drame engendra des conséquences désastreuses (*Minamata-byō* 水俣病) – névropathie, paralysie, urémie, malformations congénitales, décès. Il est estimé que « près de 2 300 personnes ont été officiellement reconnues atteintes de la maladie de Minamata, plus de mille sont déjà mortes et plus de 17 000 personnes ont demandé à être reconnues comme malades. » (Jobin 2006 : 165).

Les premiers cas de la maladie dite *itai itai* (*itai itai byō* イタイイタイ病, « j'ai mal, j'ai mal ») – pathologie caractérisée par une perturbation du métabolisme et accompagnée de vives douleurs articulaires et osseuses – apparurent en 1946 chez des riverains de la rivière Jinzū 神通 à proximité de Toyama

---

1. La notion de justice environnementale est apparentée aux États-Unis, à la lutte contre la discrimination, face aux risques environnementaux, des classes défavorisées en raison de leur origine ethnique et/ou sociale. Ces situations d'inégalité renvoient à l'expression de « racisme environnemental » (Bullard 2005).

2. Il s'agit de l'usine électrochimique Nihon chisso hiryo kabushiki gaisha 日本窒素肥料株式会社 qui fabriquait de l'acétaldéhyde.

et firent de 1946 à 1968 une centaine de morts (Augier 2008 : 70-71). Des investigations mirent au jour le fait que « les malades consommaient du riz contaminé par l'eau d'arrosage captée dans la rivière qui recevait les effluents chargés en métaux<sup>3</sup> de la mine de zinc de Kamioka » (*ibid.* : 71). Suite à des mesures effectuées en amont et en aval de la mine, des chercheurs démontrèrent que des sulfures de cadmium s'accumulaient dans les sédiments et contaminaient les rizières avant de migrer dans le riz, base alimentaire des riverains. L'aggravation de l'état de santé de ces derniers les exposait alors à une mort lente et douloureuse (Yamagata et Shigematsu 1970).

Les communautés sinistrées des pêcheurs de Minamata et des riziculteurs des villages longeant la rivière Jinzū, populations rurales et de niveau de formation intermédiaire, étaient fortement dépendantes en matière de pratiques alimentaires de l'excédent de leur production vivrière spécialisée. En outre, leurs positions modestes dans l'échelle sociale ne leur permettaient que difficilement de dénoncer les nuisances occasionnées par la contamination industrielle lors de la période de la haute croissance. Ainsi, ces deux cas de contamination industrielle de l'environnement ressortissent directement de la question de l'injustice environnementale. S'il est reconnu que le droit à l'information environnementale et aux contre-expertises s'inscrit en tant que paramètre clé de justice environnementale (Charles *et al.* 2007), ce droit ne s'imposa pas d'emblée au Japon et parfois plusieurs décennies furent nécessaires avant que les politiques publiques n'en prennent acte. Un exemple de contre-expertise fut soulevé dans le cas de Minamata. La pollution par le mercure fut d'abord déclarée comme pollution par le mercure non organique de l'usine Chisso. Il fallut attendre que des pathologies similaires apparaissent près de Niigata pour que le lien scientifique entre rejet de mercure organique en milieu marin et contamination dans la chaîne alimentaire soit officiellement reconnu, et vingt-deux années pour que le cadmium soit décrété responsable de la maladie *itai itai* (Augier 2008 : 71).

---

3. Et notamment en cadmium, sous-produit de l'extraction du zinc.

## Des révoltes paysannes aux mobilisations environnementales

Si la société japonaise renvoie l'image d'une société consensuelle, Pierre-François Souyri rappelle qu'elle a néanmoins été le théâtre d'émeutes et de contestations répétées de l'autorité en place depuis le Moyen Âge. Le concept médiéval d'*ikki* 一揆, « alliance volontaire de personnes [...] en vue d'un objectif commun irréalisable avec des moyens ordinaires » (Souyri 1994 : 435-438), renvoie à des formes de « jacquerie ». L'historien poursuit en inscrivant ces coalitions paysannes et populaires dans un contexte plus large de bouleversement des hiérarchies, *gekokujo* 下剋上, « le monde à l'envers ». Ces mêmes mouvements prennent des formes et des répertoires d'actions collectives variés – du Mouvement pour la liberté et les droits du peuple (*jiyū minken undō* 自由民権運動) de l'ère Meiji aux divers mouvements des années 1960-1970.

Les modalités de l'industrialisation nipponne, l'exiguïté des terres habitables et le phénomène croissant d'urbanisation, encouragés par le Deuxième Plan national d'aménagement du territoire<sup>4</sup> adopté en 1969 et par le plan Tanaka de 1972, génèrent d'importantes nuisances industrielles et environnementales (*kōgai* 公害) (Berque 1994 : 171-172 ; Pelletier 1995 : 116-119).

Ainsi naissent des mouvements habitants « particularistes » de résistance (*jūmin undō* 住民運動) (Berque 1994 : 172) face à cette industrialisation effrénée et à sa cohorte de nuisances dès la fin des années 1950 – engagements collectifs contre la ratification du traité de sécurité nippo-américain (*anpo hantai* 安保反対), féministes, écologistes, voire de consommation engagée (*teikei* 提携) (Amemiya 2011, Lagane 2011).

Ces *jūmin undō*<sup>5</sup>, renouant avec la tradition de l'*ikki*, vont augurer de la naissance des mouvements alternatifs de désobéissance civile caractéristiques

---

4. Ce plan d'aménagement a défini les contours de l'expansion industrielle de la période de haute croissance.

5. Ces mouvements sont liés à la défense d'intérêts concrets locaux et vont proliférer face à l'aggravation des nuisances environnementales jusqu'à atteindre près de dix mille mouvements citoyens en 1975 (Berque 1994 : 172).

des sociétés occidentales de la fin du xx<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Peu à peu, ils se muent en mouvements de vigilance et de cogestion ou « mouvements citoyens » (*shimin undō* 市民運動) (Berque 1994 : 172). Les années soixante-dix suscitent une prise de conscience nationale avec la tenue des « Quatre grands procès de nuisances » – les affaires des cas de pollution industrielle de Yokkaichi, Minamata, Niigata et Toyama (McKean 1981). La victoire des plaignants légitime ces mouvements citoyens avec la reconnaissance de la responsabilité de l'usine Chisso dans la pollution au mercure de la baie de Minamata. Le Japon, cherchant à effacer son cliché « d'animal économique » de la planète (Berque 1994 : 172), entreprend alors une démarche publique de préservation de l'environnement – *ameniti* アメニティ (aménité). À partir des années 1980 et sous la pression constante des mouvements citoyens, les recherches en sciences humaines et sociales au Japon traitent de plus en plus de phénomènes de nuisance environnementale. Ce renouveau engage les mouvements citoyens à structurer leurs actions dans une perspective socio-politique. Rajeunis sous l'action des *furitā* フリーター<sup>7</sup>, ces mouvements s'organisent progressivement en tant que syndicats (*rōdō kumiai* 労働組合) au tournant du siècle et développent un nouveau répertoire d'actions collectives via l'usage des réseaux sociaux en tant qu'espace de solidarité et de revendication horizontales face aux autorités (Gaulène 2011).

## Reconnaissance de savoirs profanes et pratiques de résilience communautaire

En guise d'illustration de l'opposition entre savoirs profanes et experts, nous limiterons notre démonstration à la présentation des recherches du sociologue britannique Brian Wynne. Ce dernier montra comment des éleveurs d'ovins du comté de Cumbrie, confrontés à des restrictions de pacage suite à des allégations de contamination radioactive après l'accident

---

6. Il est toutefois possible de faire remonter la notion de « désobéissance civile » (*civil disobedience*) au milieu du xix<sup>e</sup> siècle (1849) à travers l'œuvre de Henry David Thoreau, essayiste et philosophe états-unien.

7. Les *furitā* (*freeters*) sont des jeunes en emploi précaire en quête d'une nouvelle qualité de vie opposée aux contraintes de ladite classique entreprise nipponne fondée sur l'ancienneté et la séniorité.

de Tchernobyl en 1986, enregistrèrent d'importantes pertes financières. Or, ces éleveurs avaient en vain tenté d'attirer l'attention des autorités sur l'usine locale de traitement nucléaire de Sellafield comme source potentielle de pollution. Par la suite, les experts se rallièrent à leur avis et décrétèrent que la radioactivité provenait bien de ce complexe nucléaire (Wynne 1992). Bien que des savoirs civils et profanes (*grassroots knowledge*) aient développé des formes intermédiaires d'expertise au sein des communautés rurales et se soient montrés sensibilisés aux formes de contrôle social – relations publiques – en matière de gestion des risques, ce cas demeure emblématique de la sous-estimation des risques environnementaux. Cet exemple fait écho à la place qu'occupent les collectifs citoyens japonais dans l'appréhension des catastrophes et à leur capacité d'organiser une action publique concertée. De tels usages s'inscrivent alors dans des pratiques de résilience<sup>8</sup> de nature dynamique et évolutive qui allient une double capacité – résister et se reconstruire suite à un traumatisme (Tisseron 2009). De même, la résilience se traduit par les usages des nouveaux médias et des réseaux sociaux – courriels, SMS, forums, chats, blogs... pouvant amorcer des pratiques de résilience communautaire après des attaques terroristes (Fogel et Patino 2005). Ces mêmes modalités de résilience communautaire ont été interrogées, suite au passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, à travers l'analyse de leurs formes de capacité de subsistance des systèmes humains et techniques après un désastre naturel (Maret et Cadoul 2008). Elles ressemblent en bien des points aux usages japonais mentionnés précédemment.

## Conclusion

Au-delà de la simple mise en relation de la triple catastrophe du 11 mars 2011 avec les contaminations industrielles de Minamata et de Toyama et de l'analyse des mobilisations civiles qui s'ensuivirent, cet article a permis d'appréhender et de déconstruire certains discours essentialistes, véhiculés par les médias sensationnalistes occidentaux, qui tendent à associer à l'image de la société japonaise les traits culturels d'une nation stoïque et résignée face aux désastres. En effet, il est possible de remettre en cause de telles opinions

---

8. Il faut cependant distinguer résiliences individuelle et collective.

en raison des liens qui unissent l'essor de mouvements citoyens contemporains fondés sur la contestation à ceux de la tradition médiévale des coalitions paysannes. D'autre part, il apparaît que ces formes de mobilisation civile mettent au jour des potentiels de résilience communautaire qui valorisent les savoirs locaux et profanes et peuvent encourager le renouveau de politiques publiques favorables à la préservation de l'environnement et à la prévention des sinistres. En dépit de ces remarques teintées d'optimisme, on notera toutefois que, suite à la triple catastrophe du 11 mars 2011, la réalité des faits démontre une volonté persistante du gouvernement à encourager le retour des populations dans les zones fortement contaminées.

19 avril 2012

## Bibliographie

**AMEMIYA Hiroko (dir.), 2011**

*Du teikei aux AMAP*, Rennes, PUR, Économie et société.

**AUGIER Henry, 2008**

« La mort à petit feu : le cadmium, la redoutable maladie *itai itai* », in AUGIER Henry (dir.), *Le livre noir de l'environnement. État des lieux sur les pollutions planétaires*, Paris, Alphée Jean-Claude Bertrand, pp. 70-71.

**BECK Ulrich, 1992**

*Risk Society: Towards a New Modernity*, London, Sage.

**BERQUE Augustin, 1994**

« L'environnement », in BERQUE Augustin (dir.), *Dictionnaire de la civilisation japonaise*, Paris, Hazan, pp. 171-172.

**BULLARD Robert D., 2005**

*The Quest for Environmental Justice: Human Rights and the Politics of Pollution*, San Francisco, Sierra Club Books.

**ELVERS Horst-Dietrich,**

**GROSS Matthias,**

**HEINRICHS Harald, 2008**

« The Diversity of Environmental Justice: Towards an European Approach », *European Societies*, 10 (5) : 835-856.

**ÉMELIANOFF Cyria, 2007**

« La problématique des inégalités environnementales, un nouveau paysage conceptuel », *Écologie et Politique*, 35 : 19-31.

**FOGEL Jean-François  
& PATINO Bruno, 2005**

*Une presse sans Gutenberg*, Paris, Grasset.

**JOBIN Paul, 2006**

*Maladies industrielles et luttes syndicales au Japon*, Paris, EHESS.

**McKEAN Margaret A., 1981**

*Environmental Protest and Citizen Politics in Japan*, Berkeley, University of California Press.

**MARET Isabelle  
& CADOU Thomas, 2008**

« Résilience et reconstruction durable : que nous apprend La Nouvelle-Orléans ? », *Annales de géographie*, mai, 663 : 104-124.

**PELLETIER Philippe, 1995**

« L'état de l'environnement » in SABOURET Jean-François (dir.), *L'état du Japon*, Paris, La Découverte, pp. 116-119.

**SOUYRI Pierre-François, 1994**

« Révoltes (mouvements sociaux) » in BERQUE Augustin (dir.), *Dictionnaire de la civilisation japonaise*, Farigliano/Paris, Hazan, pp. 435-437.

**TISSERON Serge, 2009**

*La résilience*, Paris, PUF.

**THOREAU Henry David, 1992**

*Walden; and, Resistance to Civil Government: Authoritative Texts, Thoreau's Journal, Reviews, and Essays in Criticism*, ROSSI William (éd.), New-York, Norton.

**YAMAGATA Noboru**

**& SHIGEMATSU Itsunari, 1970**

« Cadmium Pollution in Perspective », *Bulletin of the Institute of Public Health*, Tokyo, 19 : 1-27.

**WYNNE Brian, 1992**

« Misunderstood Misunderstanding: Social Identities and Public Uptake of Science », *Public Understanding of Science*, 1 : 281-304.

## Articles en ligne

**CHARLES Lionel, ÉMELIANOFF Cyria, GHORRA-GOBIN Cynthia, ROUSSEL Isabelle, ROUSSEL François-Xavier et SCARWELL Helga, 2007**

« Les multiples facettes des inégalités écologiques », *Développement durable et territoires* [en ligne], Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 28 août 2007, consulté le 27 septembre 2011. URL : <<http://developpementdurable.revues.org/3892>>.

**GAULÈNE Mathieu, 2011**

« L'autre Japon », [mercredi 06 avril 2011, 09 : 00]. URL : <[http://www.nonfiction.fr/article-4471-lautre\\_japon.htm](http://www.nonfiction.fr/article-4471-lautre_japon.htm)>.

**LAGANE Jean, 2011**

« Du teikei à l'AMAP, un modèle acculturé », *Développement durable et territoires* [en ligne], mai, 2 (2), mis en ligne le 07 mai 2011. URL : <<http://developpementdurable.revues.org/pdf8918>>.

# Politiques de dédommagement pour les agriculteurs de Fukushima ?

## Le cas de la Nōminren

NAMIOKA Shintarō 浪岡新太郎

À la suite des fuites radioactives des centrales nucléaires, l'agriculture du département de Fukushima est en crise. Dans les zones sous surveillance qui ont été évacuées dans un périmètre de 20 kilomètres autour des centrales nucléaires (*keikai kuiki* 警戒区域), il est désormais officiellement interdit de poursuivre toute activité agricole. Dans les zones situées entre 20 et 30 kilomètres de distance des centrales nucléaires (*kinkyūji hinan junbi kuiki* 緊急時避難準備区域), la population doit être prête à se réfugier à tout moment. L'agriculture n'y est pas interdite mais le risque de contamination radioactive des produits agricoles est élevé<sup>1</sup>. Dans les autres zones<sup>2</sup>, le niveau de contamination des produits est souvent inférieur aux taux limites fixés par le gouvernement. Ces taux officiels ne semblent pas crédibles, si

---

✎ Maître de conférences en sciences politiques à la Faculté des études internationales à l'université Meiji gakuin (Yokohama, Japon). Chercheur associé au laboratoire CHERPA de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

1. La version initiale de cet article a été rédigée le 29 octobre 2011. Fin octobre, le gouvernement supprimait cette zone spéciale. La question de la sécurité alimentaire reste cependant d'actualité.

2. Il existe aussi une zone où la quantité annuelle de l'irradiation dépasse 20 mSv (*keikakuteki hinan kuiki* 計画的避難区域). Les habitants n'ont pas été évacués immédiatement, mais il leur est toutefois demandé de prévoir de se réfugier ailleurs. Cette zone s'étend entre 20 et 50 kilomètres des centrales nucléaires. Une partie de la zone entre 20 et 30 kilomètres de distance des centrales nucléaires, ainsi qu'une partie située entre 30 et 50 kilomètres sont donc classées dans cette catégorie.

on les compare aux taux limites réglementaires bien inférieurs fixés dans d'autres pays<sup>3</sup>.

Selon les contextes dans lesquels ils se trouvent, les agriculteurs à Fukushima doivent parfois faire un choix entre arrêter, suspendre ou poursuivre leurs activités agricoles. Malgré la disparité de leurs choix, tous ces agriculteurs sont d'avis qu'étant donné les choix difficiles auxquels ils sont confrontés, ils doivent être considérés comme des victimes à part entière et, à ce titre, être indemnisés.

Mais que signifie l'indemnisation pour les agriculteurs ? Rétablir la situation antérieure à la fuite radioactive ? La situation des agriculteurs pratiquant la vente directe sera tout particulièrement traitée ici. En effet, la vente directe pouvait permettre à ces agriculteurs de vendre leurs produits à des prix leur garantissant de meilleurs revenus. Elle leur permettait surtout de s'engager au niveau individuel sur la qualité des produits auprès des clients et de mettre en avant une crédibilité individuelle.

Leurs pertes ne sauraient donc être réduites aux pertes financières ; s'y ajoute en effet la perte du rapport de confiance établi avec les clients au cours de ce rapport interpersonnel qu'est la vente directe. L'indemnité peut être demandée individuellement ou collectivement. Mais étant donné la complexité du processus d'indemnisation, souvent les agriculteurs s'impliquent dans les organisations agricoles.

Parmi ces organisations participant aux mouvements réclamant l'indemnisation, la principale organisation agricole est sans doute la Nōgyō kyōdō kumiai 農業協同組合, ou Nōkyō (Japan Agricultural Cooperatives), proche du Parti libéral démocrate. Cependant, en ce qui concerne les agriculteurs en vente directe, le groupe le plus actif à Fukushima est la branche locale de la Nōmin undō zenkoku rengōkai 農民運動全国連合会, ou Nōminren (Fédération nationale des Paysans), proche du parti communiste. La Nōminren est une organisation rassemblant des fermes de petite et moyenne tailles à l'échelle nationale, ce qui différencie aussi la Nōminren de la Nōkyō qui regroupe les plus gros producteurs. Elle se singularise

---

3. Pour les produits alimentaires ordinaires comme le riz, le taux réglementaire est de 500 bq/kg – soit deux, voire trois fois plus que le taux admis dans les autres pays. [N.D.L.R. : en avril 2012, ce taux a été ramené à 100 bq/kg par le ministère de la Santé.]

par ses activités très dynamiques sur le plan politique : la Nōminren s'est notamment illustrée dans des mouvements de lutte contre les zones de libre échange, de défense de la vente directe, ou encore de protection de la souveraineté alimentaire du pays ainsi que sur le plan de la sûreté des produits. La Fédération possède ainsi son propre laboratoire testant les taux de pesticides et de radioactivité des produits agricoles et milite pour un usage modéré des pesticides.

Comment la Nōminren arrive-t-elle à introduire cet aspect humain des pertes alors que les discussions sur l'indemnisation sont souvent réduites à l'anonymat des aspects financiers ?

Contrairement à la Nōkyō qui fonctionne en tant que mandataire, la Nōminren aide simplement les agriculteurs à établir des demandes individuelles<sup>4</sup>. Pourquoi la Nōminren ne veut-elle pas être mandatée par les agriculteurs ? Le mandat faciliterait beaucoup la procédure et la rapidité des indemnisations.

L'hypothèse proposée est la suivante : dans la formulation de sa demande d'indemnisation, la Nōminren tenterait de susciter des occasions lui permettant non seulement de présenter une demande d'indemnité financière en fonction des dégâts particuliers<sup>5</sup>, mais aussi d'interroger le processus ou la nature de l'indemnisation elle-même, dans un refus de réduire l'indemnisation à l'aspect financier. Pour ce faire, la Nōminren refuse de représenter les agriculteurs afin de donner à chacun d'entre eux l'opportunité de s'exprimer à la fois de façon individuelle, et dans une perspective commune à toute l'humanité.

---

4. La Nōminren conseille les agriculteurs pour toutes les questions touchant à l'indemnisation et les aide à remplir les documents nécessaires. Cette activité est ouverte à tous, y compris aux non-membres. Mais il faut noter que l'adhésion à la Nōminren est fortement sollicitée. Il semble donc que l'action de conseil fasse bien partie d'une stratégie d'extension de son influence, non sans un certain succès (journal *Nōmin* 農民, 29 janvier 2012).

5. La Nōkyō est mandatée par les agriculteurs et tend à proposer un montant uniforme d'indemnisation selon les prix des produits agricoles déterminés par Nōkyō. Mais dans la vente directe, les prix sont souvent déterminés par les particuliers et normalement plus élevés que ceux proposés par la Nōkyō. Présenter individuellement une demande d'indemnisation augmente la possibilité d'être indemnisé à un niveau plus élevé.

Pour étudier cette hypothèse, nous clarifierons d'abord le processus et les logiques de l'indemnisation des agriculteurs par Tepco, processus et logiques qui tendent à uniformiser la diversité des demandes. Nous examinerons ensuite les critiques formulées par la Nōminren à l'encontre de ce processus. Nous examinerons enfin la diversité des attentes par rapport aux indemnisations des agriculteurs membres de la Nōminren à Fukushima. Et ce, en prenant en compte le facteur géographique (à savoir la zone dans laquelle ils se trouvent, voir *supra*), pour savoir si la Nōminren suscite effectivement chez les victimes à la fois une diversité de points de vue et d'attentes et une perspective commune.

## 1. Le processus et la logique de l'indemnisation uniformisatrice

### Les instances et le processus d'indemnisation

La loi définissant les procédures d'indemnisation est dite *Genshiryoku songai baishō hō* 原子力損害賠償法 (ou GBH, loi d'indemnisation des dommages nucléaires). Cette loi prévoit que l'indemnisation débutera une fois l'ampleur des dégâts déterminée. Un système d'indemnisation provisoire a été mis en place dans l'attente d'évaluations définitives : il dépend de la Cellule de gestion des dégâts économiques causés par l'accident nucléaire (Genshiryoku hatsudensho jiko ni yoru keizai higai taisaku honbu 原子力発電所事故による経済被害対策本部). Ce mécanisme a pour but de permettre aux agriculteurs en difficulté et dans une situation encore fluctuante d'éviter l'endettement si leurs produits ne se vendaient pas correctement.

L'article 3 de la GBH dispose que si les centrales nucléaires du Japon causent des dégâts, ce sont les entreprises en charge de ces centrales qui en assument la responsabilité ; ce sont donc elles qui sont responsables des indemnisations des victimes. L'article 18 prévoit cependant la création d'une Commission sur les propositions contribuant à l'accord sur l'indemnisation entre parties (Genshiryoku songai baishō shinsakai 原子力損害賠償審査会). Toutefois, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'avis de la Commission, ces entreprises responsables peuvent indemniser. Tepco a toutefois attendu l'avis de la Commission, ce qui a beaucoup ralenti les démarches d'indemnisation. Il existe en outre un Centre de résolution des conflits autour des

questions de l'indemnisation (Genshiryoku songai baishō funsō kaiketsu sentā 原子力損害賠償紛争解決センター) dont le but est d'intervenir dans les cas de désaccord sur l'indemnisation entre les parties pour aboutir à une conciliation.

Les étapes à suivre sont les suivantes :

1. Les personnes qui s'estiment victimes des fuites radioactives demandent à Tepco l'envoi des documents à remplir pour l'indemnisation ;
2. Tepco les leur transmet ;
3. Après les avoir remplis, les victimes les renvoient à Tepco ;
4. Tepco commence alors à les examiner et, si nécessaire, demande des pièces supplémentaires pour constituer le dossier. Les victimes sont alors informées par courrier du montant des dégâts évalués par Tepco ainsi que de l'offre d'indemnisation ;
5. Si les victimes sont d'accord avec la somme proposée, elles communiquent cet accord à Tepco par courrier et sont indemnisées des dégâts constatés. Si les victimes n'acceptent pas cette proposition, elles peuvent avoir recours au centre de résolution des conflits. Si, malgré cela, les victimes et Tepco sont toujours en désaccord, il ne reste plus que le recours en contentieux.

## Quelques caractéristiques du processus

### *Le processus de détermination des dégâts financiers*

Si nous concentrons notre attention sur les demandes d'indemnisation concernant les produits agricoles, dès le début d'avril 2011, il apparaît que les dégâts dans la zone dite à évacuer (voir *supra*) ont bien été reconnus comme ayant été causés par les fuites radioactives de façon unanime. Mais dans les autres zones citées ou dans certains cas particuliers, la détermination des dégâts se fait par la négociation.

Par exemple, pour les dégâts causés à l'extérieur des zones d'évacuation indiquées par le gouvernement, et en dehors de la période d'interdiction de vente imposée par les administrations, Tepco demande aux agriculteurs de fournir des preuves indiquant que les dégâts constatés ont bien été causés par la fuite radioactive et non pour le tremblement de terre ou le tsunami. Les agriculteurs doivent apporter la preuve des profits qu'ils auraient réali-

sés s'il n'y avait pas eu cette fuite, en comparant le bilan de l'année courante avec celui des années précédentes.

### *Les méthodes du règlement*

Concernant l'indemnité provisoire, Tepco n'accepte de payer à l'avance que la moitié de l'estimation des pertes. À partir du mois d'octobre, cette procédure ne fut plus acceptée, Tepco n'acceptant désormais que les indemnités définitives. Ce versement n'est toutefois effectué que tous les trois mois.

### *Les rapports humains dans l'indemnisation*

Enfin, il semble important de signaler que les pertes occasionnées en termes de perte du capital confiance pour les producteurs en vente directe ne sont presque pas prises en compte. D'ailleurs, ces pertes ne se réduisent pas à l'aspect financier (Ōshima & Yokemoto 2012 : 93).

## **2. Le positionnement de la Nōminren**

Dès le mois de mars, la Nōminren a commencé à travailler sur les indemnisations des agriculteurs. Le principe général de la Nōminren consiste à demander à Tepco d'indemniser tous les types de dégâts causés par la fuite radioactive en fonction de la situation individuelle de chaque victime.

### **Critique du processus de détermination des dégâts financiers**

D'une façon plus générale, la Nōminren critique la logique d'indemnisation poursuivie par Tepco (Nemoto 2011a) et principalement les procédures administratives jugées beaucoup trop lourdes. Premièrement, les documents nécessaires à l'évaluation des dégâts (un fascicule d'environ 160 pages et beaucoup de papiers attestant des liens de causalité entre les dégâts et la fuite radioactive) sont trop compliqués à rassembler et cette difficulté risque d'amener les victimes à renoncer à l'indemnisation.

Deuxièmement, Tepco demande aux agriculteurs de bien distinguer les dégâts causés par la fuite nucléaire de ceux causés par le tsunami et le séisme, alors que ces différentes catastrophes sont intimement liées dans beaucoup de cas.

Enfin, la Nōminren est d'avis que la charge de fournir des preuves, si elle est nécessaire, ne doit pas être assumée par les agriculteurs mais par Tepco puisque cette dernière est responsable de la situation et donc des demandes d'indemnisation.

## Critique des méthodes de règlement<sup>6</sup>

Tepco tend à indemniser très tardivement les victimes qui ont pourtant des obligations financières<sup>7</sup> (soin des animaux, semences, etc.) ne pouvant être différées. Pour la Nōminren, l'indemnisation doit être payée tous les mois ou à l'avance. Les versements espacés de trois mois ne correspondent pas aux coûts et aux besoins quotidiens des agriculteurs. L'argent nécessaire à la vie quotidienne commence déjà à manquer.

## De la demande d'indemnisation centrée sur les pertes en termes de rapports humains à une mobilisation pour un monde sans nucléaire<sup>8</sup>

Les critiques émises concernant l'indemnisation visent avant tout à faciliter le processus de demande d'indemnisation individuelle et à adapter l'indemnisation aux besoins financiers des individus et non à ceux de Tepco<sup>9</sup>. Mais les critiques de la Nōminren ne se limitent pas à cela.

En tenant compte de la logique individuelle des victimes, la Nōminren essaie de saisir l'indemnisation non seulement en termes de remboursement financier mais aussi par rapport aux choix de vie de chacun. Dans certains cas, la fuite nucléaire a irréversiblement nui à la vie des agriculteurs pour qui les rapports humains (établis ou sans lien avec leur activité agricole) comptent beaucoup plus. Les dégâts causés par la fuite radioactive ont affecté tous les choix de vie malgré la diversité de ces choix.

---

6. Voir journal *Nōmin*, 30 décembre 2011.

7. Voir journal *Nōmin*, 11 septembre 2011.

8. Voir Nemoto 2011b.

9. D'ailleurs, les critiques de la Nōminren ont abouti à quelques modifications du processus à la faveur des demandeurs individuels, comme la validation du dossier proposé individuellement qui n'est pas constitué suivant le modèle fourni par Tepco (journal *Nōmin*, 11 décembre 2011).

La Nōminren considère ces dégâts irréversibles comme une preuve de l'impossibilité de se baser sur l'énergie nucléaire sur le long terme : il faut donc revoir le modèle d'indépendance énergétique du Japon.

De ce point de vue, les fuites nucléaires ne concernent pas seulement les agriculteurs des zones contaminées mais plus globalement nos sociétés dans leur ensemble, dans la mesure où elles soulèvent des questions relatives au développement.

Les agriculteurs membres de la Nōminren se sentent responsables de cette lutte contre le nucléaire. Ayant vécu cette catastrophe irréversible, en mettant en avant leur attachement absolu à ce qu'ils ont perdu définitivement ainsi qu'à la sûreté alimentaire et à un monde sans nucléaire, ils tentent de préserver leur image de producteurs crédibles et de recréer un rapport de confiance avec les clients<sup>10</sup>.

La Nōminren s'engage activement dans les mouvements sociaux favorables à l'abandon des centrales nucléaires en insistant sur l'irréversibilité des dégâts<sup>11</sup>. Leurs demandes d'indemnisation sont donc aussi formulées conformément à cette prise de position. Elle demande à Tepco d'indemniser toutes les sortes de dégâts y compris lorsqu'ils sont irréversibles, ce qui rendrait le coût de l'énergie nucléaire à son niveau réel impossible et démontrerait son absence de rentabilité. Ce faisant, elle essaie de dissuader les habitants des grandes métropoles – qui consomment la plus grande part de l'énergie produite en province par les centrales nucléaires – d'y avoir recours.

Par ailleurs, la Nōminren prend en considération le contexte dans lequel les personnes ou les communautés de certaines régions ont besoin des centrales nucléaires : elle indique que l'installation des centrales nucléaires est liée à la question du sous-développement. Plus exactement, si les centrales de Tepco ont été installées à certains endroits à Fukushima, c'est parce que ces localités semblaient tellement sous-développées que le choix de les construire là s'est imposé. Or, la Nōminren indique que ce choix

---

10. D'après l'entretien que j'ai réalisé avec le président de la Nōminren à Kōriyama, le 15 octobre 2011.

11. Dans presque toutes les grandes manifestations nationales contre les centrales nucléaires la Nōminren est présente (journal *Nōmin*, 11 octobre 2011).

ne s'impose pas et qu'il est possible de proposer d'autres réponses au retard économique de ces provinces.

### **Proposer des lieux de confrontation entre agriculteurs et Tepco<sup>12</sup>**

La Nōminren organise des manifestations, des *sit-in* ou encore propose à des agriculteurs des rencontres avec des responsables de Tepco en complément du soutien qu'elle apporte lors de la procédure de demande d'indemnisation. Ce sont des occasions pour les agriculteurs de s'exprimer d'une autre manière, le débat ne se réduisant pas à la question des remboursements des dégâts causés par la fuite radioactive. Quels types de demandes ont pu être formulés selon les trois catégories de zones à risque définies par le gouvernement ?

## **3. Diversité des choix individuels et attentes par rapport aux indemnisations<sup>13</sup>**

### **Cesser la production agricole**

Monsieur A. est un agriculteur vivant à l'intérieur du périmètre de la zone évacuée et désormais interdite de 20 kilomètres autour des centrales endommagées de Fukushima. Jusqu'en mars 2011, il habitait la ville de Minamisōma 南相馬, mais vit désormais à Kōriyama 郡山 avec sa famille.

Avant que ne se produise la fuite radioactive, il travaillait en vente directe, distribuant lui-même des paniers de légumes à ses clients abonnés. Pour lui, la procédure d'indemnisation financière ne pose pas beaucoup de problèmes. Les dégâts à indemniser sont bien reconnus dans le cadre des mesures du gouvernement, ses terres étant situées dans une zone identifiée comme étant sinistrée.

---

12. Pour les manifestations organisées par la Nōminren, voir *Nōmin* 2011.

13. Ces trois entretiens ont eu lieu à Fukushima, le 15 octobre 2011. Ces cas n'entendent pas être représentatifs des agriculteurs des trois zones, mais sont exemplaires des particularités de chaque zone.

Parmi les dégâts qui lui semblent difficiles à réparer financièrement, il évoque la difficulté de retrouver un rapport de confiance avec ses clients. Il souffre de la perte ou de la déstabilisation des rapports humains qu'il avait établis avec le temps.

Il veut reprendre l'agriculture, mais étant donné le niveau élevé de radioactivité à Fukushima, il pense reprendre une exploitation dans un lieu plus éloigné géographiquement et donc sans risque de contamination. Mais il souhaite rester à Fukushima pour compter (même un peu) sur le rapport avec des clients fidélisés.

## Suspendre l'activité

Examinons le cas de Monsieur B., éleveur bovin et cultivateur de riz en vente directe à l'intérieur de la zone des 20 à 30 kilomètres dans laquelle on peut résider mais où l'on doit se préparer à pouvoir se réfugier immédiatement, qui reste seul à Minamisōma, sa famille étant réfugiée à Niigata.

Avant le 11 mars, il possédait 55 vaches. Pendant presque deux mois, mars et avril 2011, il a gardé sa ferme malgré le manque d'essence et de fourrage. Pendant ce laps de temps, il n'a pas réussi à vendre son lait suspecté de contamination. Il a finalement décidé de vendre 37 de ses vaches. Depuis le 10 juin 2011, il a recommencé à commercialiser son lait.

Pour lui, l'indemnisation financière n'est pas facile à obtenir. En effet, la zone dans laquelle il exerce est théoriquement exploitable, même si une évacuation d'urgence doit toujours être envisagée. La production laitière n'étant pas interdite dans cette zone, les fermiers sont contraints de produire du lait pour être indemnisés. Sinon, en vertu de l'obligation de fournir des preuves de leurs pertes, ils ne pourront pas comparer le bilan de cette année à celui des années précédentes. Il en est de même pour le riz. Depuis seulement cette année, il a cessé la plantation sur les conseils de la Nōkyō, cet arrêt semblant reconnu par Tepco en termes d'indemnisation.

Concernant les dégâts qui lui semblent difficiles à dédommager financièrement, il évoque le capital de confiance par rapport à la sécurité alimentaire des produits agricoles, même si les niveaux de radioactivité de ses produits sont bien inférieurs aux taux réglementaires. Monsieur B. pense que ce n'est pas possible de continuer son activité dans les conditions antérieures à la fuite radioactive, alors qu'il souhaiterait continuer son travail dans cette région à laquelle il est très attaché.

Et il considère la décontamination définitive de toutes les zones comme étant impossible, alors que le gouvernement insiste sur l'efficacité du travail de décontamination mené.

## Poursuivre l'activité

Monsieur C. vit à l'extérieur des 30 kilomètres règlementés en zones. Il s'est vu temporairement interdire d'expédier des produits issus de cette zone (Monsieur C. demeure dans la ville de Fukushima).

Il vend du lait pasteurisé en vente directe. Après la fuite radioactive, le lait fut interdit de commercialisation pendant environ 50 jours et il avait du mal à poursuivre l'activité fermière en raison des coupures d'électricité ainsi que du manque de carburant. Les gens commencèrent à se montrer suspicieux quant à la qualité de ses produits et surtout de son lait. Le nombre de ses clients s'est réduit mais pas de manière irréversible. S'agissant de ces pertes, les preuves ne sont pas difficiles à fournir. Quant aux dégâts qui lui semblent difficiles à dédommager financièrement, il évoque le capital sûreté des produits. Il est en tout cas déterminé à continuer son activité comme avant. Comme Monsieur B., il ne fait pas confiance aux critères gouvernementaux et insiste sur la nécessité de procéder à une décontamination totale même si cela est difficile, particulièrement dans les montagnes où il habite.

## En guise de conclusion

La demande d'indemnisation structurée par la Nōminren a permis aux agriculteurs de s'exprimer individuellement sur le montant de dégâts qui leur semblait pertinent et sur les dégâts difficiles à indemniser financièrement, tel que le rapport de confiance avec les clients. Cette demande a deux effets. D'abord, elle insiste sur l'irréversibilité des dégâts. Ensuite, elle établit que ce ne sont pas les agriculteurs qui doivent assumer la responsabilité de la sûreté des produits, élément indispensable dans les rapports de confiance avec les clients. Les taux réglementaires de radioactivité sur lesquels l'indemnisation repose ne leur semblent pas crédibles étant donné les taux fixés à l'étranger. De fait, les agriculteurs essaient de garantir la sûreté alimentaire eux-mêmes, alors que c'est le gouvernement ou Tepco qui sont

responsables : les agriculteurs n'ont pas eux-mêmes créé cette situation dans laquelle ils se voient contraints d'être sensibles au niveau de radioactivité<sup>14</sup>.

Toutefois, cela ne les dispense pas d'être responsables en tant que parties prenantes du modèle de développement actuel fondé sur les centrales nucléaires. C'est pourquoi les agriculteurs de la Nōminren demandent l'abandon des centrales nucléaires dans le cadre de la demande d'indemnisation, pour que des dégâts similaires ne soient plus jamais causés. Cette demande n'est pas seulement exprimée par les agriculteurs en tant que victimes directement concernées mais au nom de l'humanité toute entière.

Compte tenu de la complexité du processus d'indemnisation et des procédures juridiques, compte tenu aussi de ce que la question de la contamination radioactive repose sur des expertises de différentes sortes, les agriculteurs en tant que « profanes » ont du mal à s'exprimer au cours de ce processus. Ils risquent de ne pas s'exprimer ou d'être représentés de manière uniforme alors qu'ils constituent des parties prenantes aux intérêts différents. Nous pourrions considérer que la lutte pour l'indemnisation menée par la Nōminren consiste à générer un espace contre-public subalterne permettant aux agriculteurs de s'exprimer individuellement mais également dans une perspective commune, en leur fournissant les connaissances nécessaires leur permettant de s'affirmer dans ce processus<sup>15</sup>. Cet espace qui prend la forme d'une demande individuelle accompagnée par la Nōminren fonctionne comme un espace de délibération dans lequel les agriculteurs (re)définissent leurs besoins, les dégâts causés et leurs responsabilités. Même si l'aspect exclusif de cet espace est patent au sens où une pression est exercée sur les non-membres afin qu'ils adhèrent et cotisent à la Nōminren, il s'agit

---

14. Pour une critique de la structure sociale qui a produit cet incident, voir Ōshima et Yokemoto (2012).

15. Le concept d'espace public est utilisé comme un espace où les citoyens en tant qu'individus délibèrent autour d'une perspective commune. S'il n'y a qu'un seul espace public, cet espace tend nécessairement à refouler des opinions qui ne correspondent pas à ses critères. Il faut toujours envisager ce concept d'espace public au pluriel, ainsi que leurs interactions dans la conflictualité autour de la définition légitime du public. Fraser qualifie de « faibles » les espaces publics exerçant peu d'influence sur la décision politique, comme les espaces contre-publics subalternes (Fraser 1997, Dryzek 2002). Les mérites du concept d'espace public ne consistent pas à produire l'accord d'une façon unanime, mais à mettre en lumière la pluralité des opinions et la délibération qui l'accompagnent.

de rendre possible, dans cet espace, le questionnement sur l'indemnisation définie par le gouvernement et par Tepco. Il s'agit aussi de reconnaître les disparités des demandes individuelles tout en défendant le bien commun. C'est un cas particulier de démocratie délibérative dans un espace contre-public subalterne, souvent difficilement organisée par des citoyens ordinaires, autour d'une question technique dans laquelle les citoyens sont parties prenantes au premier chef.

29 octobre 2011

## Bibliographie

**DRYZECK John, 2002**

*Deliberative Democracy and Beyond*,  
Oxford, Oxford University Press.

**FRASER Nancy, 1997**

*Justice Interruptus*, Londres, Routledge.

**NEMOTO Satoshi 根本敬, 2011a**

« Fukushima kara Fukushima, soshite Fukushima e » 福島からフクシマ、そして FUKUSHIMAへ (Fukushima : du lieu japonais à l'événement universel, en passant par l'objet médiatique), *Nōmin*, juillet, 64 : 20-29.

**NEMOTO Satoshi, 2011b**

« Jishin, tsunami, genpatsu jiko kara no saisei » 地震・津波・原発事故からの再生 (Le renouveau après le tremblement de terre, le tsunami et l'accident nucléaire), *Buraku mondai kenkyū* 部落問題研究, septembre, 820 : 77-83.

**ŌSHIMA Ken.ichi 大島堅一**

**& YOKEMOTO Masafumi 除本理史, 2012**  
*Genpatsu jiko no higai to hoshō* 原発事故の被害と補償 (Les dommages nucléaires et les indemnisations), Tokyo, Ōtsuki shoten 大月書店.



# Fermiers sinistrés de Fukushima

## Comment faire face dans des conditions extrêmes ?

Hiroko HUMBERT-AMEMIYA アンバール-雨宮 裕子

« Mon mari s'est tué pour protester contre Tepco<sup>1</sup> ». C'est ainsi que s'est exprimée publiquement Mme Tarukawa Mitsuyo 樽川美津代. L'émotion remplissait la salle qui écoutait le récit de la veuve. Touché par son témoignage, Nemoto Satoshi 根本敬, secrétaire général de la Nōminren 農民連<sup>2</sup> (Fédération nationale de paysans) du département de Fukushima a réagi en décidant de se présenter à une élection locale pour établir la responsabilité de Tepco et du gouvernement. Sugeno Seiju 菅野正寿, agriculteur biologique présent également à la réunion, a décidé de rester vivre à Fukushima<sup>3</sup>

---

↘ Maître de conférences, université de Rennes 2, directrice du Centre de recherches sur la culture japonaise de Rennes, mène des recherches au Japon sur les relations ville-campagne depuis 2008.

1. Tepco est le terme utilisé pour désigner de manière abrégée l'entreprise d'électricité Tokyo Electric Power Company (Tōkyō denryoku kabushiki gaisha 東京電力株式会社).
2. Abréviation de Nōmin undō zenkoku rengōkai 農民運動全国連合会. Cette Fédération nationale des Paysans a été fondée en 1989 pour défendre l'agriculture paysanne familiale et compte 50 000 membres fermiers dans l'ensemble du Japon. Depuis 2008, elle est affiliée à Via Campesina, le mouvement international pour la défense de l'agriculture durable de petite échelle. Les agriculteurs japonais sont en principe tous membres de la coopérative nationale des agriculteurs, la JA (Japan Agricultural Cooperatives, Nōkyō 農協). La constitution de la Nōminren s'explique par un mécontentement des petits fermiers qui ne se sentaient pas bien soutenus par la politique de la JA.
3. Ceux dont la ferme est dans une zone de 20 km de la centrale, interdite pour une période encore indéfinie, ne pourraient faire ce choix même s'ils le souhaitent.

en continuant à pratiquer une agriculture biologique et montrer ainsi que l'on peut retrouver « son beau pays ».

Face à l'épreuve de la vie et de la mort, comment les paysans sinistrés de Fukushima vont-ils projeter leur avenir ? En m'engageant dans des actions pour les soutenir, j'ai beaucoup échangé avec eux. Nombreux sont ceux qui vivent encore dans les tourments de l'indécision sous la pression des liens de parenté et des communautés. Mais certains paysans ont déjà choisi leur chemin. À partir de quelques exemples rencontrés, nous pouvons essayer de comprendre de quelle manière ils cherchent à organiser leur avenir, et à se reconstruire tout en affichant leur identité.

## **Le premier suicide protestataire d'un agriculteur biologique**

Le 26 avril 2011, une délégation de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (Nōrin suisan shō 農林水産省) avait accepté une rencontre semi-publique, à laquelle j'ai participé, au ministère, avec le groupe de paysans de la Nōminren venu réclamer une indemnisation rapide<sup>4</sup>. Sur ce dernier point, les fonctionnaires les ont renvoyés vers Tepco, la compagnie d'électricité. Les agriculteurs ont alors fait part de leur désarroi, car ils revenaient d'une rencontre au siège de Tepco qui ne cherchait qu'à retarder la procédure. Comment survivre d'ici là sans avoir reçu la moindre indemnité alors que nombre d'entre eux étaient déjà au bout du rouleau ?

Un paysan dans la salle a dit : « Sauver la vie du peuple, c'est le rôle du gouvernement. Pourquoi le nôtre ne veut pas s'engager ? » Les fonctionnaires ont juste promis de faire de leur mieux pour achever l'entretien.

La réunion s'est poursuivie avec Mme Tarukawa Mitsuyo. Son mari, âgé de 64 ans, agriculteur maraîcher biologique à Sukagawa 須賀川 depuis 35 ans s'est suicidé le 29 mars. Mme Tarukawa a raconté son entretien

---

4. Sur les demandes d'indemnisation portées par la Nōminren, voir l'article de Namioka Shintarō « Politiques de dédommagement pour les agriculteurs de Fukushima ? Le cas de la Nōminren » dans le présent numéro [N.D.L.R].

du matin avec des responsables de Tepco. Nous avons écouté son propos timide mais clair :

« Mon mari s'est suicidé pour protester contre Tepco. Il était encore en forme après le tremblement de terre. Il allait secourir les blessés. Il a été touché par les images de l'accident de la centrale et il disait : "Pourquoi le Japon qui a connu la bombe atomique a-t-il adopté l'énergie nucléaire ?" [...] J'ai des petits-enfants. Nous portons toujours un masque et nous ne pouvons étaler ni lessive ni futons dehors, à l'air libre. C'est dur. On se pose des questions. Peut-on vendre ce que nous cultivons ? Si je démarre les concombres, seront-ils achetés ? Je continue à cultiver parce que je deviendrai folle si je restais à la maison sans rien faire. Pourvu que l'accident soit maîtrisé le plus vite possible. Je cultive le riz mais je me demande si je pourrai le vendre, et si je n'empoisonne pas mes clients avec du riz contaminé par la radioactivité. On m'a dit qu'il suffit de bien le laver... »

## Le combat de Nemoto Satoshi

Nemoto Satoshi (55 ans) a décidé de se présenter aux élections du conseil général du département de Fukushima, dans la circonscription de Nihonmatsu 二本松 (à 50 km de la centrale, mais avec une radioactivité significative). Il y avait deux postes à pourvoir et il était le troisième candidat. Pour Nemoto Satoshi, c'était un défi car à la campagne on a le plus souvent une préparation qui permet d'avoir autant de candidats que de postes à pourvoir. Il se présentait sans étiquette mais avait reçu le soutien du Parti communiste. L'élection n'était pas facile à organiser, nombre d'électeurs étant dispersés, réfugiés loin de la centrale.

Bien qu'il ait su le trouble créé auprès des électeurs par sa campagne tardive, celle-ci n'était nullement hésitante car c'était le début de son combat pour « retrouver un Fukushima, beau et prospère<sup>5</sup> » qui représente le souhait le plus cher de tous. Il dit dans sa déclaration de candidature :

« On parle de la reconstruction. Pour reconstruire, il faut commencer par les hommes. Pour que nous puissions vivre humainement, nous devons nous battre.

---

5. Nemoto emploie cette expression : « *yutaka de utsukushii Fukushima* » 豊かで美しい福島 (un Fukushima beau et prospère) comme tous ceux qui luttent pour la renaissance de Fukushima.

Pour qu'il n'y ait plus jamais des lieux sinistrés ni des personnes sinistrées par le nucléaire, nous devons nous battre. Moi, je poursuis mon combat jusqu'à ce que je puisse transmettre le beau Fukushima et non pas le Fukushima souillé à mes enfants et à mes petits enfants. »

Il a été touché par la retenue de Mme Tarukawa Mitsuyo lors de la première rencontre avec les responsables de Tepco. Tenant la photo de son mari qui s'est suicidé, elle n'a pas blâmé les employés de Tepco. Elle a juste demandé d'arrêter la centrale au plus tôt en pensant aux enfants. Cependant, Nemoto Satoshi, lui, pose des questions : « Qui a souillé Fukushima par la radioactivité ? Qui a rendu la vie si difficile aux femmes et aux enfants comme disait Mitsuyo ? » Tepco exige des sinistrés qu'ils apportent la preuve des dégâts dont ils souffrent pour accepter de les dédommager. Les paysans ne sont pas responsables de l'accident. Ils sont des victimes. Mais leur droit à la vie n'est pas assuré s'ils ne le revendiquent pas.

Il a déclaré : « Je vais consacrer toute ma vie de paysan pour retrouver un Fukushima beau et prospère ». Désormais sa vie sera un combat pour sortir du nucléaire et pour défendre la vie et l'agriculture du Japon<sup>6</sup>.

## Cultiver pour transmettre une terre fertile aux générations futures

Sugeno Seiju (53 ans) a pris une autre orientation. Il s'efforce de nettoyer sa terre pour pouvoir la transmettre aux générations suivantes. Il fournit tous les efforts possibles pour continuer à vivre où il est, parce que « la fuite » entraînerait la destruction de la communauté et que sa terre fertile biologique serait également perdue. Né à Nihonmatsu, il pratique l'agriculture biologique depuis 30 ans sur 2,5 ha de rizière et 1 ha de terre maraîchère. Il est le représentant à Fukushima du Réseau national de l'agriculture biologique du Japon<sup>7</sup> et il s'investissait dans le développement de sa communauté autour de l'agriculture.

6. Le journal *Nōmin* 農民 (Paysans), le 7 novembre 2011. Il n'a pas été élu cette fois-ci. Il était troisième, avec deux mille voix, derrière le second élu.

7. Fukushima-ken yūki nōgyō nettowāku 福島県有機農業ネットワーク.

Pour Sugeno Seiju, il n'y a pas à choisir d'aller vivre ailleurs. Touché par le témoignage de Mme Tarukawa Mitsuyo, il ne voulait plus voir d'autres suicides parmi ses collègues alors que ceux-ci se succédaient. En juin, un éleveur de la ville de Sōma 相馬 s'est pendu en laissant le mot suivant : « J'ai perdu courage. Pourvu que les autres éleveurs résistent malgré la centrale<sup>8</sup> ». Une dame de 93 ans s'est suicidée chez elle en laissant un petit mot : « Je vais me réfugier dans le tombeau<sup>9</sup> ». Dans le département de Fukushima, il y a eu 160 suicides entre les mois d'avril et de juin, soit 20 % de plus qu'en 2010 sur la même période<sup>10</sup>.

Voyant l'augmentation du nombre de suicides, Sugeno Seiju a décidé de vivre d'une façon positive « comme une fleur de tournesol qui s'épanouit dans les champs en luttant contre la radioactivité<sup>11</sup> ». Le tournesol et le colza sont, en effet, les plantes conseillées pour enlever la radioactivité du sol et Sugeno Seiju a suivi l'idée pour en expérimenter l'efficacité. Mais avant même l'examen du sol, il a eu le grand plaisir de voir le tournesol fleurir. Il se sentait encouragé par la vitalité de cette fleur qui dressait la tête malgré la contamination. En tant qu'agriculteur biologique, il continue à prendre soin de sa terre. Il examine minutieusement le sol à divers endroits de sa propriété pour surveiller le taux de radioactivité et il rend le résultat public pour maintenir la transparence. Ses champs sont devenus un laboratoire pour tester les techniques avancées de décontamination. Sa bataille livrera des données précieuses, son histoire également, celle d'un agriculteur biologique qui se veut « modèle ». Il a conclu une intervention en disant qu'il allait consacrer toute son énergie à la transmission du « beau Fukushima » aux générations futures.

---

8. Journal *Yomiuri* 読売新聞, 14 juin 2011.

9. Journal *Mainichi* 毎日新聞, 9 juillet 2011 : <<http://mainichi.jp/select/weathernews/20110311/news/20110709k0000m040149000c.html>> (consulté le 9 juillet 2011).

10. Journal *Mainichi*, 9 juillet 2011 : <<http://mainichi.jp/select/weathernews/news/20110709k0000m040151000c.html>> (consulté le 9 juillet 2011).

11. Cité d'après son intervention le 5 novembre à Kyoto au cours du symposium : « Junkan kanō na enerugi o umidasu yūki nōgyō shinpojiumu » 循環可能なエネルギーを生みだす有機農業シンポジウム (Pour une agriculture biologique créatrice d'énergie renouvelable), organisé par Nō o kaetai ! Zenkoku undō kansai chiiki nettowāku 農を変えたい! 全国運動関西地域ネットワーク (Réseau de la région du Kansai du mouvement national « Changeons l'agriculture ! »).

Sugeno Seiju est un homme solide et ingénieux. Il serait un bon leader pour une communauté nouvelle constituée de paysans sinistrés et de paysans locaux, dans un endroit non contaminé et relativement déserté comme il y en a beaucoup au Japon ; constituer de telles communautés est une des propositions pour lesquelles nous avons cherché des soutiens. Je lui ai demandé franchement s'il partirait ailleurs pour reconstruire sa vie si on lui proposait la même surface cultivable et les mêmes conditions de vie. « Bien sûr que non », m'a-t-il répondu d'un ton ferme. « Je n'ai aucune intention de partir. Il n'y a pas de raison de partir. Si tout le monde partait, notre communauté n'existerait plus. »

## Cultiver dans un environnement sain pour protéger la santé et en priorité celle des enfants

« C'est ma femme qui a soutenu l'idée du départ » relate Tanno Kisaburō 丹野喜三郎 (70 ans), qui pratiquait sur 60 a de rizières et 2 ha de champs une agriculture biologique depuis 40 ans à Nihonmatsu. Midori 緑, sa femme, pour protéger ses enfants et son petit fils, s'est montrée résolue à quitter définitivement et à mettre les jeunes hors de danger. Leur ferme n'était pas dans une zone officiellement contaminée, et leur départ les empêche de solliciter tout type d'indemnités (pour mévente par exemple). Mais le couple Tanno, convaincu de la nécessité de pratiquer une agriculture saine pour des aliments sains, avait dans cette conviction une raison de plus de partir. En effet, bien que hors zone contaminée, leurs épinards ont été refusés en mars 2011 par la coopérative de consommateurs Seikyō 生協<sup>12</sup> en raison d'un taux trop élevé d'éléments radioactifs. Ils avaient cultivé des petits pois sur une superficie de 1 000 m<sup>2</sup> mais ils ont décidé de les jeter car la coopérative Seikyō ne prendrait plus aucun légume provenant de chez eux. C'est à ce moment-là qu'ils ont eu la visite de personnes de l'Association pour la recherche sur l'agriculture biologique<sup>13</sup> dont Tanno Kisaburō était membre, et qui lui ont demandé s'il souhaitait s'installer ailleurs. Elles ont parlé des possibilités d'accueil dans les départements de Nagano et de

12. Abréviation de Nihon seikatsu kyōdō kumiai rengōkai 日本生活協同組合連合会.

13. Nihon yūki nōgyō kenkyūkai 日本有機農業研究会.

Yamanashi. Le couple Tanno a choisi Ueda 上田 dans le département de Nagano où ils se sont installés avec leurs enfants dès la fin du mois de mai. Là, comme en beaucoup d'endroits, les terres abandonnées ne manquent pas à cause du vieillissement des agriculteurs sans successeurs. La famille Tanno a trouvé une ferme à louer à Bessho onsen 別所温泉, un hameau de la ville d'Ueda<sup>14</sup>.

Tanno Kisaburō a reçu une offre de location de champs d'une superficie de 3 ha et un collègue du hameau de Saku 佐久 lui a prêté une rizière. Grâce à l'altitude élevée et au climat tempéré, on peut cultiver toutes sortes de légumes. Les terrains abandonnés se trouvent plutôt en hauteur et sous forme de petites parcelles. Le père s'intéresse d'abord à la qualité de la terre alors que son fils aîné, également maraîcher biologique, veut trouver un grand terrain plat pour qu'il puisse utiliser un tracteur. Entre père et fils, bien qu'ils pratiquent tous les deux l'agriculture biologique, l'accord n'est pas immédiat quant à la gestion des activités. Le fils aîné est plus inquiet pour l'avenir de la famille dans un nouvel environnement sans soutien financier de l'État.

Le 9 juillet, la soirée d'accueil de la famille Tanno organisée par la NPO locale « Shoku to nō no machizukuri nettowāku » 食と農の町づくりネットワーク (Réseau pour revigorer la communauté locale par les aliments et l'agriculture)<sup>15</sup> était animée par la participation de plusieurs couples de jeunes néo-ruraux, installés ou préparant leur installation. Kisaburō a été longuement interrogé par ces jeunes sur les techniques agricoles et il était particulièrement heureux de leur donner des conseils fondés sur sa longue expérience.

---

14. La ville d'Ueda compte 160 000 habitants et se trouve à 1 h 20 en train rapide Shinkansen du centre de Tokyo.

15. Créée en 2009, l'association composée de citoyens locaux et d'universitaires a monté, après le désastre du 11 mars, un projet pour soutenir les paysans sinistrés de Fukushima : elle leur propose un hébergement et des terres agricoles disponibles afin de faciliter leur départ des zones hautement radioactives et de se réinstaller dans la région d'Ueda.

## Pour conclure

L'agriculteur fait un métier indissociable de la terre, source de sa vie et de ses activités. La catastrophe nucléaire de Fukushima a mis les paysans, surtout ceux de la zone d'évacuation, dans une situation difficile à surmonter. Dispersés dans des centres de refuge ou des hébergements précaires, ils sont en situation de survie. S'ils veulent continuer une vie de paysan, il leur faut accepter d'aller s'installer dans un lieu inconnu, loin de leurs fermes, héritages familiaux de plusieurs générations. S'ils n'arrivent pas à s'aventurer, ils deviendront dépendants de l'aide sociale comme chômeur. Chaque famille doit trouver une solution le plus rapidement possible en réunissant les informations et en cherchant les bonnes opportunités. Ces choix dans des conditions extrêmes, bien que contraints, laissent apparaître un aspect positif : cela peut être une occasion que n'auraient jamais eu les paysans de décider de prendre en main leur vie de manière autonome, de leur propre initiative. Libérés d'une charge ancestrale, ils peuvent choisir leur avenir et leur cadre de vie. C'est comme si le désastre nucléaire avait rompu les liens qui les avaient ancrés depuis si longtemps dans la terre natale.

De fait, quelques-uns ont déjà choisi leur chemin. Partir, ou rester, ou encore poursuivre sa vie autrement que dans les activités agricoles. Quel que soit le choix, leurs liens affectifs à la terre natale survivront à jamais dans le « beau Fukushima » qu'ils croient avoir connu dans le passé. Embelli dans leur imagination, ce « beau Fukushima » est devenu le symbole de leur combat éternel.

*Décembre 2011*



Reconstruire ?



# La reconstruction de la commune d'Ōtsuchi

## Étude des souhaits des habitants

EGUCHI Kumi 江口久美, KUBOTA Aya 窪田亜矢,  
NAGASE Setsuji 永瀬節治, KUROSE Takefumi 黒瀬武史

La commune d'Ōtsuchi 大槌町 a été détruite à plus de 60 % par le tremblement de terre et le tsunami de 2011. Cet article relate un travail réalisé par le laboratoire de design urbain de l'université de Tokyo, en coopération avec les habitants du quartier d'Akahama 赤浜, pour proposer un plan de reconstruction qui prenne en compte l'histoire des désastres et les attentes des résidents.

### 1. Préliminaires

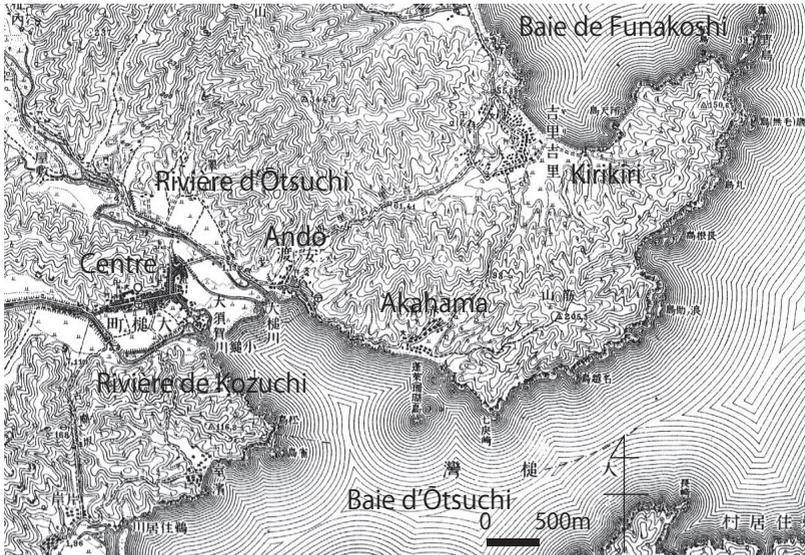
La commune d'Ōtsuchi est une ville littorale située sur la côte Pacifique dans le département d'Iwate 岩手. D'une superficie de 201 km<sup>2</sup> et d'une

---

✎ Eguchi Kumi est chercheuse invitée, UMR CNRS LAVUE 7218 (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement), équipe AUS (Architecture, urbanisme et société). Kubota Aya est maître de conférences au département d'ingénierie urbaine, faculté d'ingénierie, université de Tokyo ; président du Conseil du paysage de la commune d'Urayasu (Urayasu-shi Keikan shingikai 浦安市景観審議会), membre du Conseil environnemental du département de Tokyo (Tōkyō-to Kankyō shingikai 東京都環境審議会). Nagase Setsuji est maître assistant en système de conservation urbaine, Research Center for Advanced Science and Technology, université de Tokyo, lauréat 2010 du prix Yuasa 湯浅賞 de soutien à la recherche (prix de thèse de doctorat). Kurose Takefumi est ingénieur, maître assistant au département d'ingénierie urbaine, faculté d'ingénierie, université de Tokyo. Lauréat 2006 du prix du Doyen de la faculté d'ingénierie.

population en 2010 d'environ 15 000 habitants, l'essentiel de l'activité d'Ôtsuchi tourne autour de l'industrie de la pêche. La commune est le fruit du rassemblement de plusieurs villages de pêcheurs dont le centre se situe à l'embouchure des rivières d'Ôtsuchi et de Kozuchi 小鮎, près de la gare ferroviaire d'Ôtsuchi. La ville est également composée des quartiers moins peuplés d'Ando 安渡 et d'Akahama, qui se situent sur la côte nord de la baie d'Ôtsuchi, et du quartier de Kirikiri 吉里吉里 qui fait face à la baie de Funakoshi 船越 (fig. 1). La « commune » est l'ensemble des communautés des petits villages indépendants et de la communauté de la ville du centre.

Cet article s'intéresse plus particulièrement au quartier d'Akahama qui comptait 863 habitants en 2010. En 1973, s'y était installé le Centre de recherche sur la mer d'Ôtsuchi, affilié au centre de recherche sur l'atmosphère et l'océan de l'université de Tokyo (Ôtsuchi Marine Research Center of the Atmosphere and Ocean Research Institute of Tokyo University, Tôkyô



**Fig. 1** Ville d'Ôtsuchi en 1916 (1 : 50 000). Extrait de *Taishō go nen sokuzu* 大正五年測図 (Carte de l'an 5 de l'ère Taishō [1916]), établie par Dai-Nihon teikoku Rikuchi sokuryōbu 大日本帝国陸地測量部 (Département de topographie de l'Armée de terre du Grand Japon impérial), modifié par les auteurs.

daigaku kaiyō kenkyūjo fuzoku Ōtsuchi rinkai kenkyū sentā 東京大学海洋研究所附属大槌臨海研究センター). La coopérative locale des pêcheurs avait bien accueilli la venue de ce centre et avait partagé les droits de pêche avec lui. Après le tremblement de terre du 11 mars 2011, l'université de Tokyo a créé un Centre de soutien à la reconstruction (Tōkyō daigaku fukkō shien shitsu 東京大学復興支援室) et de nombreux laboratoires du centre ont participé, selon leurs capacités, à des opérations de soutien dans diverses zones endommagées. Notre laboratoire de design urbain s'est rapproché des habitants d'Akahama pour la reconstruction.

## 2. Histoire des désastres et état des lieux des dommages dus au dernier séisme

Si l'on remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Akahama a subi le tsunami de Meiji Sanriku 明治三陸津波 en 1896 (an 29 de l'ère Meiji). La hauteur maximum de la vague y avait été de 3,80 m, 500 maisons avaient été détruites faisant 500 morts. La commune d'Ōtsuchi avait été reconstruite sur place.

En 1933 (an 8 de l'ère Shōwa), le tsunami de Shōwa Sanriku 昭和三陸津波 a amené une vague de 4,75 m de haut à Akahama, détruisant 480 maisons et faisant 47 morts dans la commune d'Ōtsuchi (Meiji daigaku 2011). Cependant, le centre de la commune d'Ōtsuchi, qui était le centre économique de la région, avait adopté un plan de reconstruction sur place avec l'édification d'une digue brise-lame (*bōrō tei* 防浪堤) le long du littoral entre les deux rivières. Par ailleurs, les quartiers d'Akahama et d'Ando avaient fait l'objet d'un projet de reconstruction autour d'un complexe de routes combinant une route parallèle à la côte et une route montant vers la montagne. En outre, 20 maisons du quartier d'Ando avaient été déménagées pour être reconstruites sur un terrain plus élevé à une hauteur de 8 m.

En 1960 (an 35 de l'ère Shōwa), le séisme du Chili チリ地震 a provoqué un tsunami d'une hauteur de 3,90 m dans le centre de la commune d'Ōtsuchi et 267 maisons furent détruites sur l'ensemble de la commune. Cependant, il n'y eut pas de morts grâce à la digue et au déplacement des maisons sur les hauteurs qui avait été organisé après les tsunamis précédents. À la suite du tsunami du Chili, un nouveau projet d'aménagement de la ville prévoyait pour le quartier d'Ando le déplacement des maisons sur

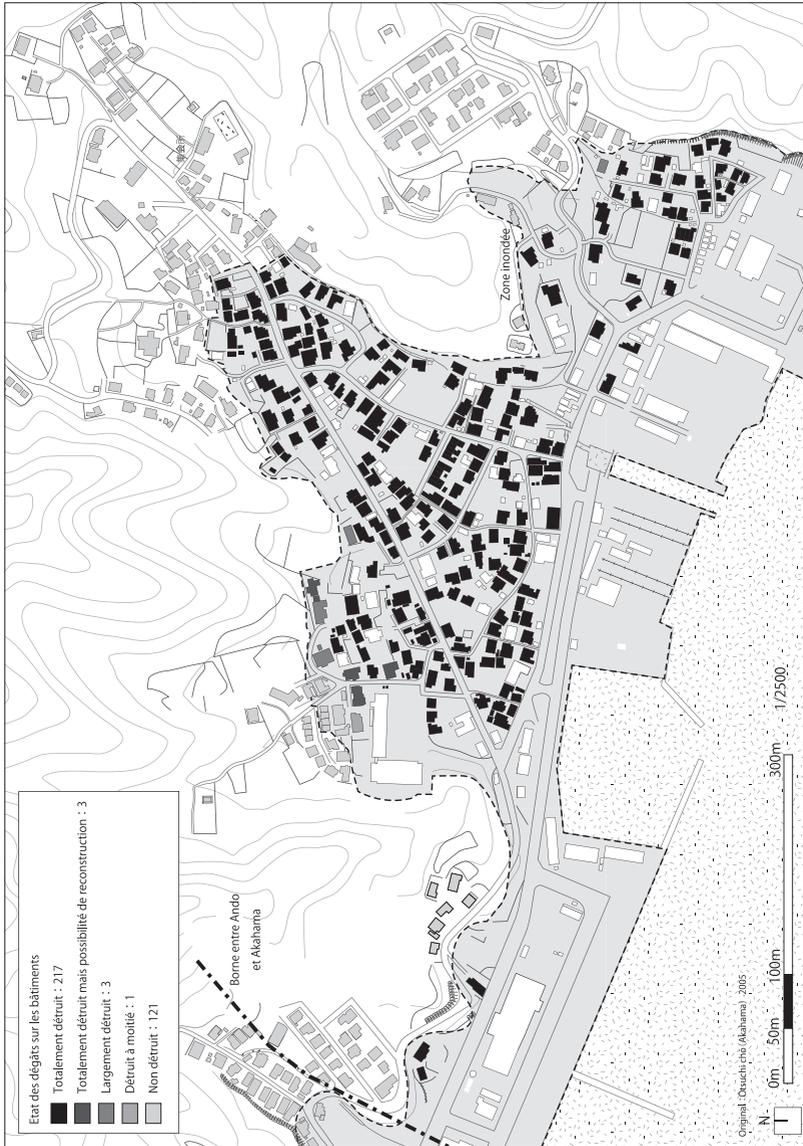


Fig. 2 Akahama : zone touchée par le tsunami.

les hauteurs. Une nouvelle digue longue de 1 263 m fut construite dans la baie d'Ōtsuchi (Toshi keikaku isan kenkyū kai 2011).

Mais le tsunami qui est survenu en 2011 était plus haut que les précédents. La hauteur de l'inondation par le tsunami était de 12,9 m à Akahama. La plus grande partie du quartier résidentiel d'Akahama et des installations du port ont été sérieusement endommagées (fig. 2). Le tremblement de terre a tué 107 habitants. Combiné à l'exode rural qui existait déjà auparavant, on prévoit que la commune pourrait perdre plus de la moitié de sa population. Près de 60 % des maisons ont été détruites par le tsunami et par les incendies survenus après le tremblement de terre. La photo du bateau croiseur à cabine Hamayuri はまゆり, comme posé sur le toit de l'auberge Akabu あかぶ à Akahama, a fait le tour du monde comme symbole de l'ampleur de la vague dévastatrice qui a touché le Japon (fig. 3).



Fig. 3 Le bateau Hamayuri sur l'auberge Akabu.

### 3. Les souhaits et les orientations exprimés par les habitants

En juin, notre équipe a interviewé une vingtaine d'habitants du quartier d'Akahama pour recueillir leurs opinions concernant la reconstruction. Nous avons tout d'abord noté leur sentiment de ne pas être suffisamment consultés par les autorités locales pour discuter d'un possible projet de reconstruction. De fait, à la suite du tremblement de terre, l'administration fonctionnait difficilement en raison du décès du maire et de nombreux fonctionnaires, et n'a pas été en état, avant une période relative longue, de préparer un projet concret de reconstruction. Les habitants étaient mécontents de voir l'administration ne consulter qu'une partie d'entre eux. Ainsi, en avril, le bateau Hamayuri a été démonté sans qu'il y ait eu, selon les habitants, de discussion commune au préalable.

Nous avons commencé un travail d'enquête pour comprendre les attentes en assistant à des réunions publiques et en consultant une personne devenue clé dans la communauté. L'administration a organisé une discussion avec les habitants le 17 juin. Toutefois, il ne s'est agi que de présenter des orientations générales pour un plan de reconstruction établi d'après le plan modèle transmis par le département et sans donner de précisions ou de plan détaillé. Voici quelques réactions des habitants que l'on a pu noter lors de cette réunion : « Nous souhaitons un urbanisme participatif par les habitants pour les habitants. » « Nous voulons que l'administration organise un urbanisme participatif avec le quartier et en créant une commission autonome. » « Nous voudrions que l'administration crée un plan qui respecte le caractère de chaque village. »

C'est dans ce contexte que M. Kanda Yoshinobu 神田義信, directeur de l'antenne d'Akahama du Centre culturel de la commune d'Ôtsuchi (Ôtsuchi-chō chūō kōminkan Akahama bunkan 大槌町中央公民館赤浜分館) a exposé sa vision pour l'avenir d'Akahama. Il s'agit d'une personne clé de ce quartier qui réfléchit avec inquiétude à l'avenir de la communauté. Étant donné la situation difficile, les habitants n'avaient pas toujours le temps, la patience ou l'envie de discuter de l'avenir. M. Kanda a eu un rôle moteur pour promouvoir cette réflexion.

Bien que M. Kanda n'ait pas à ce moment toutes les informations techniques en main pour proposer un plan de reconstruction précis, le souci est de faire avancer la réflexion. En particulier, il ne savait pas encore quelle

hauteur de digue serait nécessaire, quels espaces resteraient inondables ou seraient protégés. Au cœur de la proposition de M. Kanda se trouve la volonté de déménager toutes les habitations sur les hauteurs afin que la population vive en sécurité. Un habitant ayant souligné que le centre d'Akahama, cœur de la vie de la commune, était situé dans la rue où avait été retrouvé le Hamayuri, il a été proposé de créer deux niveaux de construction afin de préserver la fonction de ce lieu : un quartier résidentiel à une hauteur de 5 à 6 mètres, en creusant dans la montagne à l'est d'Akahama, et un quartier d'activités dans la zone inondée qui serait abrité par une digue de 10 m de haut. Plusieurs routes d'évacuation seraient aménagées pour quitter rapidement le quartier d'activités si nécessaire. La proposition prévoyait aussi une route vers Kirikiri pour maintenir la relation qui avait toujours été forte entre Akahama et ce village. En ce qui concerne les restes du bateau Hamayuri, il était projeté d'en conserver la mémoire sur place. Quant à l'école primaire d'Akahama, la proposition était de la déménager et de réunir ailleurs les écoles de la commune, mais de transformer le site en centre communautaire équipé de manière à pouvoir servir de refuge en cas de nécessité.

Cette proposition insiste aussi sur les questions des logements publics et de l'emploi. La création de logements publics a pour objectif d'étendre les possibilités de choix de vie et d'accueillir des personnes venant d'ailleurs. Par ailleurs, la disparition des installations portuaires pour la pêche a occasionné une importante perte d'emplois. M. O., pêcheur à Akahama, a exprimé le désir qu'on remette en état les installations de pêche comme avant le séisme et de lancer la reconstruction indépendamment du soutien national. Pour cela, M. Kanda proposait que la pêche soit rendue possible tout au long de l'année (pour le moment la culture des algues empêche de pêcher la moitié de l'année, ce qui signifie aussi pour les pêcheurs des revenus limités à quelques mois de l'année). Il proposait également la création d'emplois grâce à l'implantation d'entreprises et grâce à la labellisation d'une marque d'Ōtsuchi afin de promouvoir la vente des produits locaux.

Le dernier point que nous souhaitons souligner est la nécessaire mise en place d'une organisation locale pour les habitants d'Akahama afin de réfléchir à la vie du quartier.

## 4. Proposition de plan pour la reconstruction d'Akahama par notre laboratoire

### *Les clés pour la planification*

Deux éléments principaux doivent orienter la planification. Premièrement l'utilisation des terrains doit être fondée sur un plan de prévention contre les désastres. Deuxièmement, il nous faut aussi prendre en compte la chute de la population locale. À la suite du séisme, le nombre de foyers a diminué de 300 à 100.

### *Quatre zones d'occupation des terrains*

L'identité future d'Akahama peut être exprimée par la formule suivante : « Une ville littorale tranquille qui reçoit les richesses de l'océan » (*Umi no yutakasa o kyōju shinagara, odayaka ni sumitsugu machi* 海の豊かさを享受しながら、穏やかに住み継ぐまち). Nous avons différencié quatre zones d'utilisation des terrains (A, B, C, D) (fig. 4) :

- A : zone littorale/zone inondable en avant de la digue ;
- B : zone inférieure inondable en cas de grand tsunami située entre deux lignes de protection (une digue et une route sur remblais) ;
- C : zones non inondables à créer par creusement de la montagne ou par remblais ;
- D : zones en hauteurs non inondables existantes ou à étendre.

### *Deux lignes de protection contre la mer*

La route principale, la route d'Akahama (*Akahama kaidō* 赤浜街道), a été inondée par le tsunami. Or cette route a une signification historique, elle est la structure principale du quartier. Nous envisageons de la conserver en la surélevant sur un remblai (*morido* 盛土). Ce remblai sert ainsi de deuxième ligne pour la prévention des désastres en plus d'une digue en bordure de la mer.

### *Les objectifs finaux*

Le premier point est d'assurer la sécurité des résidences pour que les habitants n'aient pas à s'échapper en cas d'un tsunami similaire à celui de 2011. Les pavillons seront construits en zone non-inondée et les logements collectifs seront construits dans des zones où le niveau du sol sera

suffisamment surélevé pour ne pas être atteint par un tsunami, comme cela avait été proposé par les habitants afin de préserver l'animation au centre du quartier, le long de la route d'Akahama.

Le deuxième point est d'assurer la sécurité du réseau routier. Nous proposons une structure urbaine simple et rationnelle afin de pouvoir, en cas de nécessité, se mettre rapidement à l'abri en utilisant les nombreuses routes d'évacuation. Un réseau de routes doit relier les villages entre eux. Dans Akahama, la route se composera de l'axe principal (la route d'Akahama surélevée), d'une route d'évacuation depuis la zone inférieure vers la route d'Akahama, d'une route d'évacuation grim pant dans la montagne et d'une route de contournement au pied de la montagne.

Le troisième point est la construction d'un lieu de souvenir et d'étude pour les enfants. Nous proposons d'une part d'aménager un parc commémoratif pour les victimes du désastre à l'endroit où se trouvait le bateau Hamayuri, d'autre part de dédier un espace à l'étude du processus de revalorisation de la zone littorale par la restauration de son paysage naturel et de sa plage de sable.

Le quatrième point est de promouvoir une certaine autonomie locale et l'intégration de sources d'énergies propres. Nous envisageons à cet effet l'installation de panneaux solaires et de batteries de stockage, la création de puits, l'aménagement de sites agricoles et la construction d'entrepôts de stockage alimentaire. Enfin nous prévoyons, comme cela était proposé par les habitants, d'aménager un espace communautaire pour la prévention des désastres sur le site actuel de l'école primaire d'Akahama.

Le cinquième point, qui s'inspire encore une fois des demandes des habitants, est un projet de « pêcherie créative » (*sōzō teki na gyogyō* 創造的な漁業). Nous proposons de commencer la construction de nouvelles installations pour la pêche sans attendre les soutiens du département et de la Coopérative locale des pêcheurs. Ce projet consiste ensuite à accueillir de nouvelles ressources humaines.

## 5. En guise de conclusion

Des bénévoles d'Akahama ont lancé une Association de réflexion sur la reconstruction d'Akahama (Akahama no fukkō o kangaeru kai 赤浜の復興を考える会) le 10 août, à peu près au moment où nous présentions notre





proposition. Nous avons, à plusieurs occasions, parlé du plan de reconstruction avec le président de l'association, M. Kawaguchi Hiromi 川口博美, ancien fonctionnaire de la ville. Le nouveau maire, M. Ikarigawa Yutaka 碓川豊, a déclaré qu'il prendrait en considération les avis des habitants dans le plan de reconstruction. La première réunion du Comité de concertation pour la reconstruction de la commune d'Ōtsuchi (Ōtsuchi-chō chiiki fukkō kyōgikai 大槌町地域復興協議会) a eu lieu le 10 octobre. La commission des habitants a présenté le 26 octobre une « Proposition de plan de reconstruction après le séisme du quartier d'Akahama » (Akahama chiku shinsai fukkō keikakuan 赤浜地区震災復興計画案) lors de la deuxième réunion du Comité de concertation pour la reconstruction. Ce plan est en grande partie basé sur nos propositions dont ils ont pris connaissance. En particulier, la commission des habitants demandait le déplacement des maisons sur les hauteurs, l'installation d'un parc à l'endroit où se trouvait le bateau Hamayuri, le recours aux énergies renouvelables et l'installation d'une deuxième ligne de protection devant le quartier résidentiel déménagé en hauteur (fig. 5). Le 26 décembre, la commune a adopté le « Plan de reconstruction après le séisme de la commune d'Ōtsuchi » (Ōtsuchi-chō shinsai fukkō keikaku 大槌町震災復興計画) en se fondant sur cette proposition des habitants (Ōtsuchi-chō 2012).

*9 février 2012*

## Bibliographie

**Meiji daigaku rikō gakubu kenchiku gakkai kenchiku shi kenchiku ron kenkyū shitsu** 明治大学理工学部建築学科 建築史・建築論研究室  
 « Ōtsuchi (Iwate-ken Kamihei-gun Ōtsuchi-chō) » 大槌 (岩手県上閉伊郡大槌町) (Ōtsuchi [ville d'Ōtsuchi, canton de Kamihei, département d'Iwate]), in *Sanriku kaigan no shūraku, saigai to saisei: 1896, 1933, 1960* 三陸海岸の集落 — 災害と再生: 1896、1933、1960 (Les villages de la côte de Sanriku, désastres et reconstructions : 1896, 1933, 1960). En ligne : <<http://d.hatena.ne.jp/meiji-kenchikushi/19760427/p1>> (consulté le 27/11/2011).

**Ōtsuchi-chō,**  
 Saigai fukkō shitsu 大槌町災害復興室  
 (Ville d'Ōtsuchi, Cellule pour la reconstruction après les désastres)  
 En ligne : <[http://otsuchi.web.fc2.com/new/main/page\\_saigaifukkousitu.html](http://otsuchi.web.fc2.com/new/main/page_saigaifukkousitu.html)> (consulté le 09/02/2012).

**Toshi keikaku isan kenkyū kai**  
 都市計画遺産研究会  
 « Ōtsuchi-chō » 大槌町 (ville d'Ōtsuchi), in *Sanriku kaigan no toshi keikaku. Fukkō keikaku shi akaibu* 三陸海岸の都市計画／復興計画史アーカイブ (Urbanisme de la côte de Sanriku. Archives de l'histoire des plans de reconstruction). En ligne : <<http://www45.atwiki.jp/sanrikuplanning/pages/24.html>>, (consulté le 27/11/2011).



# Enjeux de la reconstruction

## Recoudre le tissu urbain, renouer le lien social

Murielle HLADIK

Quels sont les enjeux éthiques, économiques, environnementaux et sociaux de la reconstruction ? Après le grand tremblement de terre de l'Est du Japon, ces enjeux sont de taille pour les architectes, les bureaux de constructeurs et les urbanistes. Après la phase de l'intervention d'urgence, visant à reloger les populations sans logement et, dans un premier temps, à trouver des solutions de fortune, va venir la phase post-catastrophe de la reconstruction. Se pose alors, sur ces terrains par nature précaires, la question de la sécurité : vis-à-vis de la menace d'un nouveau tremblement de terre, de la menace des tsunamis et, surtout, de cette menace radicalement « nouvelle » des terres contaminées. Force est de dire que les enjeux environnementaux ne sont pas du tout de même nature : dans toute l'histoire de l'archipel nippon, les catastrophes naturelles ont été pensées dans les consciences collectives, les risques – *dans une certaine mesure* – calculés, et les contrôles d'ingénierie, les calculs des risques sismiques ajustés en conséquence. Si les calculs anti-sismiques sont très performants au Japon, face aux tsunamis et à la force des océans, néanmoins, comme on a pu le voir, malgré toute l'ingéniosité des architectes et des ingénieurs, la plupart des petites habitations ont été littéralement balayées. Quant à la menace nucléaire – c'est-à-dire la réalité actuelle des sols, des terres et des eaux contaminés pour de nombreuses

---

➤ Murielle Hladik, architecte DPLG et docteur en philosophie, est chercheuse associée (Maison des Sciences de l'Homme - Paris-Nord) et membre du réseau Japarchi. Depuis mars 2011, elle est administratrice de l'association Patrimoine sans frontières.



Fig. 1 et 2 Ishinomaki © Murielle Hladik

années – elle n’a pas été pensée en tant que telle et surtout elle n’a pas été anticipée par les pouvoirs publics qui ont plutôt minimisé les risques.

## Un tissu urbain disloqué – Reconstruire = recoudre

Des architectes, des sociologues et des urbanistes ont créé l’association Archi+Aid, en lien avec la Sendai Design League, qui vise à réunir un collectif de réflexion sur les enjeux non seulement architecturaux mais aussi éminemment sociaux de la reconstruction<sup>1</sup>. Comment reconstruire sur des terrains qui ne seront pas potentiellement immergés par les tsunamis (digues, construction en hauteur, etc.), mais surtout comment recoudre le lien social qui existait auparavant dans les villages de pêcheurs aujourd’hui dévastés ? Peut-on envisager un « risque zéro » ? Comment se pose la question d’une identité collective dans ce contexte ?

Toute la baie d’Ishinomaki 石巻 a été ravagée par le tsunami : 19 360 maisons totalement détruites ; 3 949 maisons partiellement détruites ;

---

1. Archi+ Aid. Relief an Recovery by Architects for Tohoku Earthquake and Tsunami : <<http://archiaid.org/>>.



Fig. 3 École élémentaire de Kadonowaki © MH

9 466 maisons partiellement endommagées<sup>2</sup>. En novembre 2011, je rencontre Matsumura Yoshiyuki 松村善行, le directeur de l'association locale Support Ishinomaki<sup>3</sup>. Nous parcourons ensemble les lieux dévastés ; le déblaiement a maintenant en grande partie été effectué (fig. 1 et 2). Aux abords du pont, des ouvriers sur une drague essaient de dégager les restes de carcasses de voitures et de bateaux qui ont été submergés. Le paysage est radicalement vide, des montagnes de débris et de carcasses rouillées de voitures indiquent le travail effectué. Ici, un temple dévasté dont il ne reste que l'ossature, le moine est décédé – m'annonce sobrement Matsumura. Plus loin, des tombes dévastées...

Devant l'emplacement de ce qui était sa propre maison, Matsumura éclate de rire et déclare : « My home ». Il me demande ce que je pense en tant qu'architecte des nouvelles lois que les urbanistes essaient de mettre en place pour créer une zone *non-aedificandi* dans tout le secteur potentiellement inondable. Vif débat : les architectes et les urbanistes discutent de la nécessité de créer cette zone, tandis que les habitants seraient prêts à revenir habiter sur les lieux. Ce désir de revenir habiter en ces lieux, malgré

2. Source : Nippon Design Center, <<http://311scale.jp/>>.

3. NPO Support Ishinomaki : <<http://www.i-support.or.jp/>>.



Fig. 4 Ishinomaki, habitations provisoires © MH

toute la force du désastre, malgré l'intensité du vécu paraît, pour un regard occidental, complètement démesuré.

Nous allons voir la mer. Elle est toujours là, avec son flux et son reflux permanent. De là vient le danger, mais comment l'éviter ? Faut-il, comme le suggèrent les architectes et les urbanistes, construire face à la mer une autoroute surélevée à huit mètres de hauteur permettant une substantielle protection contre sa violence dévastatrice ? Les rangées de tétrapodes de béton placées dans la mer nous paraissent, aujourd'hui, bien dérisoires.

Au fond de la baie, se dresse l'école élémentaire de Kadonowaki (Ishinomaki shiritsu Kadonowaki shōgakkō 石巻市立門脇小学校), vaste édifice de béton sur huit étages qui a été en partie carbonisé (fig. 3). Les rares survivants ayant réussi à échapper au désastre se sont réfugiés là, en hauteur, pour s'abriter des vagues ; ensuite l'incendie s'est déclaré. Les survivants ont dû se réfugier plus loin dans les montagnes. L'école est devenue un lieu de mémoire, non seulement pour les enfants mais aussi pour les familles. Devant cette école, l'association Support Ishinomaki organise des événements collectifs autour de la mémoire, des jeux pour les enfants et surtout des événements sportifs.

Après la phase d'urgence, où des édifices publics avaient été réquisitionnés, les habitants ont été relogés dans des habitations provisoires (*kasetsu jūtaku* 仮設住宅) ; pour la seule ville d'Ishinomaki, 4 000 personnes sont



Fig. 5 Ishinomaki, montagnes de débris © MH

encore, au mois de novembre 2011, logées dans ces habitations (fig. 4) sur un seul niveau (R+1), des containers alignés à la file les uns derrière les autres. C'est un paysage rude. Les habitations provisoires sont placées un peu à l'écart du centre ville. Si la vie collective commence peu à peu à s'organiser, le quotidien demeure rudimentaire.

De plus, à proximité, les montagnes de débris qui ont été ramassés, encore en attente de traitement, posent des questions sanitaires et dégagent des odeurs nauséabondes (fig. 5). Le traitement de ces déchets constitue un autre grand sujet de préoccupation – surtout en ce qui concerne le traitement des déchets contaminés. Huit mois après le séisme, le recyclage des masses de détritiques constitue un réel souci pour la communauté. Avec près de 6 millions de tonnes de débris pour la seule ville d'Ishinomaki<sup>4</sup>, le traitement n'est plus réalisable par le seul département de Miyagi. Si le département de Tokyo a accepté de traiter et d'incinérer une partie de ces déchets, la question du risque de contamination reste préoccupante pour l'ensemble des autres départements.

---

4. Voir journal *Mainichi* : <<http://mdn.mainichi.jp/features/news/20111113p2g00m0fe033000c.html>>.

De retour au quartier général de l'association, je pose la question de savoir quel serait leur souhait pour la reconstruction ? Le mot clé de l'association est « Gambare Ishinomaki » がんばれ石巻 : c'est-à-dire, tous ensemble, on va mettre toute notre énergie pour essayer de surmonter les difficultés<sup>5</sup>. La demande majeure qui émerge est celle d'un lieu communautaire où les enfants pourraient jouer. Si les habitations provisoires ont été conçues dans l'urgence et, en premier lieu, pour les adultes, l'absence de lieux collectifs conçus pour les enfants engendre une réelle demande de la part des habitants. Le projet souhaité par les habitants serait une maison de quartier, un lieu de jeu pour les enfants : un espace communautaire.

## Identité et mémoire collective

Après la phase de déblaiement des débris, la question de la sauvegarde du patrimoine – de ce qui doit être préservé ou non – commence à émerger. Après l'effacement des traces, se pose la délicate question de la mémoire et de l'oubli.

Igarashi Tarō 五十嵐太郎, critique d'architecture, professeur à l'université du Tōhoku, et également membre de l'association Archi+Aid, me fait part des réflexions sur la mémoire de la catastrophe et la conservation de certains bâtiments menées dans le cadre de son université. La question se pose notamment à propos d'un édifice en béton totalement renversé dans la ville dévastée d'Onagawa 女川町 (fig. 6). La question du recueil de la mémoire orale des survivants et de leur vécu est également à l'ordre du jour.

Faut-il construire en hauteur ? Comment reconstituer une infrastructure sur des kilomètres de côtes dévastées ? Les habitants se sont réfugiés dans les constructions en hauteur en béton qui ont, dans la plupart des cas, mieux résisté au tsunami. L'habitat pavillonnaire horizontal qui constitue la majorité du paysage urbain nippon a lui été massivement emporté par les flots.

---

5. Le manque de travail et la récession économique vont être pour les prochaines années les problèmes majeurs de cette région sinistrée. Le magasin de sport où nous nous trouvons, transformé en QG de l'association, a été miraculeusement préservé, mais la plupart des autres boutiques ont été dévastées, laissant les rez-de-chaussée et les étals des marchands désespérément vides.

Si la construction antisismique est bien développée au Japon, la violence des flots a littéralement balayé les fondations de ces petites habitations. Une des options proposées par les architectes est de construire, de loin en loin, des structures verticales qui serviraient d'abri et de refuge à la collectivité en cas d'alerte et de tsunamis<sup>6</sup>.

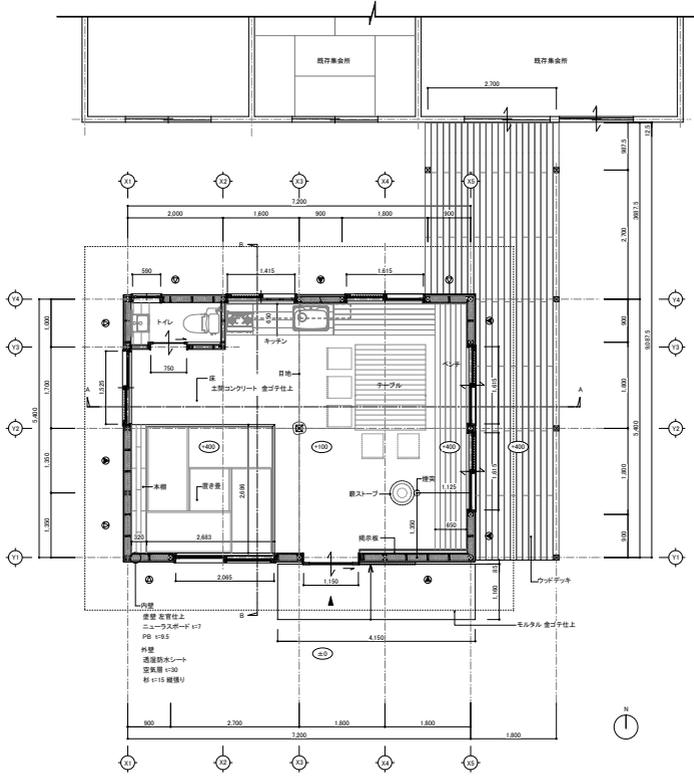


Fig. 6 Ville d'Onagawa © Igarashi Tarō Laboratory

Enfin, plus fondamentalement, l'association des architectes japonais Archi+Aid réfléchit à la construction d'une « maison pour tous » (*minna no ie* みんなの家). L'architecte Itō Toyoo 伊東豊雄, en collaboration avec les jeunes architectes Inui Kumiko 乾久美子, Fujimoto Sōsuke 藤本壮介 et Hirata Akihisa 平田晃久, a lancé un appel afin de concevoir cette « maison pour tous » répondant aux exigences de la reconstruction et afin de redonner un sens dans l'organisation de la vie sociale. L'ensemble de ces projets – 900 dessins d'architectes et d'étudiants du monde entier – sera exposé lors de la prochaine Biennale d'architecture de Venise (2012). Le premier prototype de « maison pour tous » a été réalisé dans la ville de Sendai, fin octobre 2011 (fig. 7 a/b/c/d).

---

6. Des « refuges » en hauteur, à l'image des rochers des anachorètes, des ermites ou des saints (*hijiri* 聖) qui se réfugiaient dans les montagnes.



平面図 S=1:50

- ④ 厚さ 45 × 90 ダブル
- ⑤ 厚さ 45 × 90 シングル

20111108





**Fig. 7 a/b/c/d** (ci-contre et ci-dessus) Itō Toyoo, avec Inui Kumiko, Fujimoto Sōsuke et Hirata Akihisa, « Maison pour tous », premier prototype réalisé à Sendai avec la participation active des résidents © Itō Toyoo

Lors du symposium qui s'est tenu à l'université de Tokyo, le 2 novembre 2011, des architectes se sont interrogés sur le statut de l'architecture et les potentialités de la reconstruction<sup>7</sup>. Itō Toyoo présentait le projet de « Maison pour tous » (*minna no ie* みんなの家) dans la quatrième partie intitulée : « Renaissance : les potentialités de l'architecture » (*Saisei : kenchiku ni dekiru koto* 再生:建築にできること)<sup>8</sup>. C'est-à-dire l'idée d'une renaissance,

7. Voir : <<http://www.toto.co.jp/gallerma/ex111102/sympsm.htm>>.

8. Itō Toyoo déclarait :

« Several months after the massive earthquake and tsunami hit the Tohoku coast in Eastern Japan, calm seas and lush vegetation have finally returned to the devastated floodplains. As spring green began appearing among the rubble and the sounds of songbirds were heard again, so human activity, too, resumed, making way amid the debris for the resumption of normal

d'une régénération (*saisei* 再生) et d'une reconstruction (*tatenaosu* 立て直す) des bâtiments et d'autres édifices, ainsi que de ce qui constitue le *lien* entre les hommes : c'est-à-dire la reconstruction du tissu social.

Ce symposium fut organisé à l'occasion de l'inauguration de l'exposition « 311 Lost Homes » à la galerie Ma 間 à Tokyo<sup>9</sup>, réalisée avec le soutien de l'association Archi+Aid, de la Japan Association of Architectural Firms, du Japan Institute for Architects, de la Sendai Design League, réunissant la plupart des grandes universités japonaises. Le parti pris des commissaires de l'exposition, Naitō Hiroshi 内藤廣 et Hara Ken.ya 原研哉, fut la représentation de « fragments urbains » : de grandes maquettes blanches du paysage urbain « avant la vague », de ces 311 maisons aujourd'hui disparues. Le parti pris de l'*ex*-position – de ce qui est mis en lumière, « *jeté-là* » – est volontairement présenté avec une certaine neutralité et froideur : la mémoire du paysage disparu est simplement représentée en blanc. Des photographies de ces « fragments » par Google Earth avant/après montrent l'étendue des dégâts. Sur les murs sont affichés les cartes et les plans de cette portion de territoire ravagée par le tsunami sur près de 300 km de linéaire côtier. Les zones dévastées sont représentées en rouge-rosé, tandis que les chiffres des destructions et les seuils de radiations sont décrits minutieusement à l'aide de graphes. Le texte de présentation invite les visiteurs à la réflexion et au calme : de l'ordre de l'*indicible*, du « sans-voix ». Le parti pris de l'exposition n'est pas de représenter directement le vide et le désastre laissé par la catastrophe, ni même des propositions pour une future reconstruction – ce qui est peut-être, neuf mois après la catastrophe, encore prématuré –, mais plus sobrement, le paysage urbain « avant la vague ». Si les architectes ont sou-

---

activities. In their impetuous efforts to rebuild homes and work places from scratch, we are witnessing the determination and power of people's primal instinct to survive and carry on with their lives. In that energy we cannot help sensing the vitality of "building" and "living", the fundamental meaning of which we had nearly forgotten in the course of ordinary daily life before the disaster. » (<<http://www.designboom.com/weblog/cat/9/view/17528/architecture-in-the-wake-of-disaster-japan-pavilion-for-the-2012-venice-architecture-biennale.html>>).

Sur cette question d'une potentielle régénération par les plantes, je renvoie au symposium dont j'ai assuré la co-organisation scientifique : « Architecture et nature : renaissance » (*Kenchiku to shizen : saisei* 建築と自然——再生), Institut franco-japonais du Kansai, le 21 avril 2012.

9. Exposition « 311 Lost Homes » (*San ichi ichi ushinawareta machi* 311 失われた街, du 2 novembre au 24 décembre 2011 : <<http://www.toto.co.jp/galleryma/>>).

haité cette sobriété dans la représentation, c'est aussi en concertation avec les habitants<sup>10</sup>, comme si ceux-ci, avant de pouvoir envisager une potentielle reconstruction, avaient besoin de se remémorer le paysage d'*avant*. Comme si un équilibre entre mémoire et oubli était nécessaire afin de pouvoir faire le « deuil » de ce qui a été détruit et radicalement effacé.

## Mémoire du paysage et intervention des artistes

C'est l'ensemble du paysage social, économique et mental qui a été bouleversé. La réaction des artistes, des plasticiens et des photographes a, elle aussi, été très forte. Peut-être les artistes sont-ils les plus à même de pointer du doigt les enjeux éthiques et de porter un regard critique sur les conflits d'intérêt que va nécessairement soulever la reconstruction. Des initiatives locales d'entraide et de soutien se mettent en place. La plupart des artistes ont d'abord connu une phase de non production ; après un arrêt total, ils ont ensuite redémarré leurs œuvres, le plus souvent avec un travail critique. Le photographe Hatakeyama Naoya 畠山直哉 a traversé les paysages dévastés au lendemain du tsunami. Originaire de Rikuzentakata 陸前高田, une ville portuaire de 23 000 habitants presque entièrement détruite par le séisme et le tsunami, le paysage de son enfance ravagé par la vague nous bouleverse. En novembre 2011, je rencontre Hatakeyama Naoya et nous discutons autour de la notion de distanciation et de « détachement du regard » (*riken no ken* 離見の見)<sup>11</sup>. Sa dernière exposition « Natural Stories » (Tokyo Metropolitan Museum of Photography) est une

---

10. Symposium « Ville et architecture après le 11 mars. Comment les architectes régénèrent-ils le local ? » (*San ten ichi ichi go no kenchiku, toshi. Kenchikuka tachi wa chiiki o dō saisei shiyō to shiteiru no ka ?* 3.11 後の建築・都市——建築家たちは地域をどう再生しようとしているのか), Maison de la Culture du Japon à Paris et École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais (29-31 mars 2012).

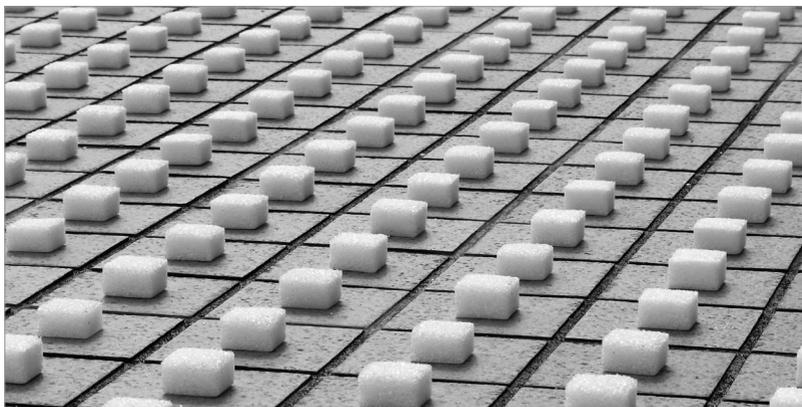
11. Cette notion centrale de l'esthétique japonaise a été développée par le dramaturge Zeami 世阿弥 (1363-1443). Selon Hatakeyama, toute photographie contient de manière intrinsèque cet idéal d'un détachement. Au-delà de cette problématique de la distanciation, la question que pose le présent travail photographique de Hatakeyama Naoya est également celle de la légitimité de la représentation : faut-il représenter l'irreprésentable ?



**Fig. 8 a/b** Kondō Takahiro, installation *Hotaru* (uranium et verre concassé), exposition « Architecture et impermanence » (*Kenchiku to mujō 建築と無常*), Institut franco-japonais du Kansai, avril 2012. Photos de montage : caisse contenant des morceaux de verre concassé © Ana Amelia Genioli.

synthèse de son œuvre au cours de ces dernières années. Mettant en écho les photos de la destruction avec des scènes plus paisibles du paysage avant la catastrophe, Hatakeyama interroge la notion de *sublime* : c'est-à-dire la part tragique que constitue la perte et finalement, au-delà des mots et de la représentation, la violence et la beauté de la nature.

Le céramiste Kondō Takahiro 近藤高弘 a réalisé une série d'installations intitulée *Hotaru 20 000* dédiée à la mémoire des 20 000 disparus (fig. 8 a/b/c). Il utilise des morceaux de verre dans lesquels est incorporé de l'uranium. À première vue, ces plaques paraissent être de simples conglomerats de morceaux de verre, mais éclairées avec une lumière noire, l'uranium qu'elles contiennent émet un signal lumineux et elles brillent dans la nuit à la manière des lucioles (d'où le nom de *hotaru* 蛍). Ces pièces interrogent le spectateur sur le caractère invisible des radiations et sur le danger impalpable et incontrôlable qu'elles constituent. Dans un autre projet dédié au Tōhoku, Kondō œuvre avec un collectif d'artistes céramistes qui fabriquent des bols dont ils font ensuite don aux habitants de la région. Le bol ou « réceptacle » (*utsuwa* うつわ/器) dépasse le simple « contenant » et renvoie dans toute sa dimension philosophique aux moines bouddhistes qui font l'aumône de leur nourriture, ne possédant rien d'autre qu'un simple



**Fig. 8 c** Kondō Takahiro, installation *Hotaru* (uranium et verre concassé), exposition « Architecture et impermanence », Institut franco-japonais du Kansai, avril 2012 © Tanabe Mari 田邊真理

morceau d'étoffe, un bol et une cuillère. Le projet s'intitule « Réceptacle de la vie » (*Inochi no utsuwa* 命のうつわ). Le don dépasse le simple « objet »<sup>12</sup>.

Une autre initiative, lancée par le commissaire Kitagawa Fram 北川フラム avec le soutien de toute l'équipe de la triennale d'Echigo (dans la toute proche région de Niigata), vise à fédérer toutes ces actions de concertation avec la population locale et à apporter par des installations artistiques un soutien moral et un engagement auprès des populations en difficulté. Une multitude de NPO se sont mobilisées pour venir en aide à cette région sinistrée et contribuent à une échelle locale à redonner espoir. L'association Japan Platform fédère à l'échelle nationale l'ensemble de ces initiatives.

---

12. Nous élaborons, en collaboration avec l'association Patrimoine sans frontières, un projet franco-japonais. L'idée serait de créer des restaurants de la « mémoire » provisoires et mobiles (*yatai* 屋台) qui circuleraient dans les différents villages de manière à recréer le « lien social » : des lieux de convivialité et des petits événements à une échelle locale. Ce projet est en cours, en collaboration également avec l'association franco-japonaise Caravane qui a déjà réalisé un formidable travail d'aide et de soutien aux populations locales.

## Patrimoine et « lieux de mémoire »

Les historiens de l'architecture et les spécialistes du patrimoine (Icomos-Japan, AIJ, université de Kyoto, etc.) ont lancé de vastes opérations de relevés. En effet, l'idée d'une région et d'une nation se retrouve dans ses monuments, ses paysages célèbres ou ses « lieux de mémoire » (*meisho* 名所), signes qui représentent et commémorent une identité collective. Le site de Matsushima 松島, l'un des trois paysages les plus célèbres du Japon, a été relativement épargné par le tsunami car il est en partie protégé par une myriade d'îles. D'autres sites historiques ont été beaucoup plus touchés. Si l'expertise japonaise en matière de reconstruction du patrimoine historique est de très haut niveau, en revanche, force est de constater que la tâche est immense. Se pose également la délicate question de la reconstruction des édifices mineurs qui ne sont pas directement sous la protection du gouvernement. Le témoignage, nous invitant à une réflexion philosophique, de l'architecte-paysagiste Nakamura Yoshio 中村良夫, au lendemain du tsunami, pointait les incohérences du système et le fait que cette catastrophe n'est plus seulement liée à la force de la nature et à son caractère éphémère relevant de l'impermanence (*mujō* 無常), mais est devenue *artificielle*, liée à la part de technique et à la part de folie humaine<sup>13</sup>.

Enfin, des philosophes ont organisé une série de conférences sur la « philosophie de la catastrophe » (University of Tokyo, Center for Philosophy, UTCP)<sup>14</sup>. Que restera-t-il de la mémoire de la catastrophe pour les générations futures ? Peut-on parler d'une *part inconsciente des mémoires collectives* : comme si l'homme oubliait le danger, ce danger permanent de la terre prête à trembler. Conserver et archiver la mémoire de la catastrophe pouvant peut-être servir à protéger les générations futures du danger, à protéger des vies... L'enjeu majeur de toutes les actions menées collectivement par les architectes, les urbanistes, les philosophes ou les artistes, sur le patrimoine matériel ou immatériel, étant avant tout celui de la reconstruction du lien social disloqué.

---

13. Voir : <<http://www.mesologiques.com/2011/03/un-petit-rapport-sur-le-seisme-au-japon.html>> (26 mars 2011). Je remercie Augustin Berque, qui avait diffusé ce texte au lendemain de la catastrophe.

14. Voir : <<http://utcp.c.u-tokyo.ac.jp/events/index.php>>.

Comme le faisait remarquer Michaël Ferrier, lors de la table ronde sur l'après-catastrophe, tenue un an après le 11 mars<sup>15</sup>, cette triple catastrophe fait apparaître des fractures sociales jusqu'alors masquées : fractures au sein de la société japonaise, notamment avec les travailleurs précarisés des centrales nucléaires ; fractures géographiques de la société, entre l'agglomération super-active de Tokyo et les zones rurales qui connaissaient, déjà avant le tsunami, un fort déclin démographique et un vieillissement de la population. En même temps, la catastrophe aura permis de faire émerger des forces de contestation et aussi des forces de solidarité : avec la création d'une multitude de NPO locales, un engagement sur le terrain des populations locales, et aussi chez les jeunes architectes japonais, un formidable élan d'entraide.

*Mars 2012*

## Bibliographie

**BASHŌ (MATSUO Munefusa), 1971**

*La Sente étroite du Bout-du-monde (Oku no hosomichi 奥の細道)*, in *Journaux de voyage*, trad. René Sieffert, Paris, Publications orientalistes de France, coll. Les trois grands du XVII<sup>e</sup> siècle.

**FERRIER Michaël, 2012**

*Fukushima : récit d'un désastre*, Paris, Gallimard.

**IGARASHI Tarō (ed.)**

五十嵐太郎 (著、編集), **2008**  
*Kenchiku to shokubutsu 建築と植物*  
(Architecture et plantes), Tokyo, Inax.

**JEUDY Henri-Pierre 1990**

*Le Désir de Catastrophe*, Paris, Aubier.

**HLADIK Murielle, 2008**

*Traces et fragments dans l'esthétique japonaise*, Wavres, Mardaga.

**OGINO Masahiro (dir.) 荻野昌弘 (編), 2002**

*Bunka isan no shakaigaku. Rūburu bijutsukan kara genbaku dōmu made*  
文化遺産の社会学——ルーヴル美術館から原爆ドームまで (La sociologie des patrimoines culturels. Du Louvre au dôme de Hiroshima), Tokyo, Shin.yōsha 新曜社.

---

15. Table-ronde « Japon : L'après-désastre », le 20 mars 2012, organisée par le programme Japon de la FMSH : <<http://www.msh-paris.fr/actualites/actualite/article/japon-lapres-desastre/?cHash=a479fa2114&taillepolice=0>>.



# Les politiques publiques de logement face à la catastrophe du 11 mars

Cécile ASANUMA-BRICE

Les catastrophes naturelles et humaines ont été à l'origine de la mise en place d'un système de logements publics au Japon il y a maintenant presque un siècle. Récemment, cette organisation sociale semblait s'essouffler aux yeux des autorités qui tendaient à opter pour une gestion américanisée du « social », se désinvestissant peu à peu tout en promouvant l'action de nouveaux acteurs privés comme celle des associations à but non lucratif. On peut se demander si le grand tremblement de terre de l'Est du Japon survenu le 11 mars 2011 remettra en cause ce désengagement annoncé de l'État dans le secteur social et plus spécifiquement celui du logement social. L'analyse du rôle des organismes publics de logement et des politiques mises en œuvre pour gérer cette nouvelle crise est essentielle pour comprendre la remise en cause d'un système en pleine mutation. L'enjeu est aujourd'hui de savoir si l'État parviendra à reprendre en main sa politique sociale, regagnant la confiance de la population échaudée par les décisions prises jusqu'alors ; ou si les habitants, las d'attendre en vain ces mesures, prendront finalement leur situation en main en générant une nouvelle forme de gouvernance.

---

▼ Doctorante associée à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 CNRS-MAEE), adjointe au directeur du Bureau CNRS Asie du Nord (Tokyo), doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), elle a été chercheuse invitée à l'université de Chiba de 2001 à 2005.

## Naissance et croissance du logement collectif public au Japon

C'est au grand tremblement de terre du Kantō (Kantō daishinsai 関東大震災) de 1923 que l'on doit la naissance des premiers logements publics japonais. L'insuffisance du nombre de logements, déjà notable, se fait alors criante. Des mesures doivent être prises dans l'urgence pour faire face au nombre croissant de sans-abris. En 1924, le gouvernement institue l'Association pour l'enrichissement du peuple (Zaidan hōjin Dōjunkai 財団法人同潤会) (Bourdier 1991), dont le rôle sera d'inciter à la construction de logements pour les victimes du tremblement de terre.

La Seconde Guerre mondiale entraîne la deuxième grande impulsion donnée à la politique de production de logements. Il faudra répondre à une situation de nouveau dramatique.

C'est dans ce contexte qu'apparaîtra l'habitat public de gestion municipale actuel (*kōei jūtaku* 公営住宅), avec en 1951 la promulgation de la Loi sur les logements municipaux (*Kōei jūtaku hō* 公営住宅法). Cette loi postule l'approvisionnement de logements de gestion municipale destinés à la classe sociale ayant les revenus les plus faibles. C'est la première fois qu'une loi sur le logement prend pour critère essentiel le bas salaire des habitants. Jusqu'alors, la logique dominante de la production publique de logements tenait exclusivement au manque de logements, indépendamment de la considération du loyer.

Puis, dans une logique de plans quinquennaux, sera instituée la Régie nationale du logement (Nihon jūtaku kōdan 日本住宅公団, réorganisée en 1981 sous le nom d'Organisation publique pour le logement et l'équipement urbain, Jūtaku toshi seibi kōdan 住宅・都市整備公団). Cette dernière dépendra directement du gouvernement et aura pour fonction de produire des logements à proximité de la capitale pour les cols bleus venant travailler à Tokyo. Dans les faits, cet outil direct du gouvernement produira le prototype d'habitat moderne décrit par les directives des plans quinquennaux édictés par l'État : les *danchi* 団地 ou grands ensembles. Ces habitats modèles seront ensuite copiés par les organismes publics municipaux et départementaux, dans la limite de leur capacité budgétaire, mais également par les constructeurs de logements collectifs privés. Dans la forme, les *danchi* répondront au désir de modernité de la population, équipés de *dining kitchen* ou cuisine à l'occidentale, permettant l'affirmation de la culture de

chaise, et proposant des salles de bain individuelles (remplaçant le *sentō* 銭湯, le bain collectif de quartier).

Néanmoins, à partir des années 1970, et plus particulièrement dans les années de la bulle économique (décennies 1980-1990), accroître la rentabilité économique devient la préoccupation prioritaire des gestionnaires publics à l'heure où le Japon connaît un rythme de croissance exceptionnel. La forme des bâtiments elle-même sera finalement dictée par ces logiques du gain et donnera naissance à des cités de logements toujours plus denses, des espaces communs dépourvus de fonction, réduits en nombre et dénués de toute convivialité. Les conséquences de ces formes urbaines furent sensibles, notamment dans la modification des rapports de voisinage, qui se distendent à partir d'un certain seuil de densité, comme répondant à une régulation naturelle. Le stress engendré par le caractère oppressant de tels espaces, les pertes de lien avec le lieu d'implantation de ces logements dans une logique d'appropriation impossible d'espaces anonymes trop vastes, le sentiment d'insécurité, sont autant de problèmes que nous connaissons trop dans nos cités de logements publics françaises.

## **Du logement public aux logiques privées : zoom sur la situation avant la catastrophe de mars 2011**

Le Japon compte aujourd'hui 3 119 000 logements publics contre 4 300 000 en France (pour une population moitié moindre). On peut les diviser en deux grands groupes : les *kōei jūtaku* (2 183 000 logements), ou logements publics municipaux et départementaux qui ont une véritable vocation sociale (plafonnement des salaires des habitants), et les logements relevant de l'organisme public d'équipement et de logement *kōdan jūtaku* (768 608 logements) qui, peu à peu privé de sa prérogative sociale, mène désormais une politique d'investissement et de rénovation du parc de logements construit en 1955. La hausse des loyers due aux rénovations avait en effet engendré une multiplication exponentielle du nombre de logements vacants, trop coûteux pour l'État qui décida alors de se désengager de l'organisme après un bilan accablant. En même temps qu'il s'orientait vers une privatisation lente, mais certaine, Kōdan s'est vu destituer en grande partie de sa responsabilité en matière de logement pour ne conserver que le rôle d'aménageur urbain. Les rénovations sont alors limitées à 3 500 par an et

l'organisme se réoriente vers une nouvelle politique de réhabilitation de l'ancien parc de logements vacants.

Les événements du 11 mars vont néanmoins conduire à nouveau à un renversement de situation. Les logements vacants tant récréés vont permettre le relogement d'une partie des 126 000 réfugiés, et remettre à l'ordre du jour la nécessité d'une politique publique du logement.

## **Le rôle des organismes publics dans le relogement des victimes du grand tremblement de terre du Tōhoku**

Le nombre de logements détruits par la triple catastrophe du 11 mars 2011, le plus souvent emportés par le tsunami ou brûlés par les incendies multiples, avoisinerait les 100 000 unités principalement dans le Tōhoku, région faisant face à l'épicentre du tremblement de terre (Kokudo kōtsū shō 2011b). Le département de Fukushima pour lequel on a recensé un nombre comparativement faible d'habitats détruits connaît néanmoins un vaste déplacement de population. Les retombées radioactives persistantes dans la zone sont à l'origine d'une telle situation. De nombreuses habitations partiellement endommagées sont également à dénombrer dans les départements d'Ibaraki et de Chiba, notamment en raison du phénomène de liquéfaction des sols qui a principalement touché les terrains gagnés sur la mer à l'intérieur de la baie de Tokyo (autour de la commune d'Urayasu 浦安). Les secousses sismiques qui perdurent encore continuent d'engendrer des dommages non négligeables. Cela explique l'affluence des personnes réfugiées dans les départements de Gunma, de Saitama, et de Niigata.

Dans le cas d'une catastrophe nationale telle que celle du 11 mars, l'organisme chargé de centraliser les informations et de coordonner la politique en termes d'habitat est le ministère du Territoire et des Transports (Kokudo kōtsū shō 国土交通省). À l'aide d'échelles numériques (qui ne restent que des évaluations à un instant T permettant de donner un ordre de grandeur), les autorités publiques ont mis en place deux volets d'action concernant le relogement des victimes : la mise à disposition gratuite des logements publics vacants et la construction d'habitats d'urgence.

## Les insuffisances du système de logements vacants mis à disposition des victimes

À l'échelle nationale, chaque ville a fait part au département dont elle relève, de son nombre d'habitats municipaux vacants. Les départements ont fait de même avec les logements vacants de gestion départementale, dont ils ont déclaré le nombre total au ministère du Territoire et des Transports. Pour l'ensemble du pays, 24 000 logements vacants (dont 1 700 se trouvent dans la région du Tōhoku) relevant de la commune ou du département ont été mis à disposition gratuitement sur une période variant de 6 mois à un an dans un premier temps. Ce délai a été rallongé jusqu'à la fin du mois de mars 2012<sup>1</sup>. L'organisme Kōdan a, quant à lui, offert 5 100 logements vacants gratuits pour des durées similaires, dont 130 se trouvent dans le Tōhoku. L'attribution de ces logements se fait par tirage au sort.

Huit mois après la catastrophe, seuls 7 900 logements communaux et départementaux ont été attribués (Kokudo kōtsū shō 2011a), soit un tiers ; et 940 parmi ceux proposés par Kōdan, soit un cinquième. Ces derniers sont principalement occupés par des familles provenant de Fukushima selon les services d'attribution de l'organisme.

Si, deux mois après la catastrophe, on pouvait évoquer la lenteur du système de relogement pour justifier le manque d'intérêt des sinistrés pour ces habitations, il semblerait qu'il faille aujourd'hui chercher ailleurs les raisons d'une telle désertion. Dans un premier temps, l'information sur ces logements mis à disposition a mal circulé. La plupart des lieux de refuge ne disposait pas d'accès internet, vecteur essentiel de l'information, et les victimes n'avaient tout simplement pas connaissance des possibilités qui leur étaient offertes. Par ailleurs, la participation au tirage au sort nécessite de pouvoir se déplacer, à plusieurs reprises en cas d'échec, parfois relativement loin, ce que ces personnes ne sont pas toujours en mesure de faire, faute de moyens de transport. Enfin et surtout, ces habitants souhaiteraient, pour la plupart d'entre eux, pouvoir être relogés à proximité de leur ancien lieu d'habitation. Si les bâtiments ont été détruits, les réseaux communautaires, eux, sont encore bien établis et revêtent une fonction de repère social parfois vitale.

---

1. Interview de M. Shiotani, Section relogement des victimes du tremblement de terre, Urban Renewal (nouvelle appellation du groupe Kōdan), 6 décembre 2011.

Or, un grand nombre des logements vacants proposés, qui plus est dans un parc souvent très vétuste, sont extrêmement éloignés des lieux touchés par le séisme. L'agglomération d'Osaka (2 876) (Kokudo kōtsū shō 2011b), Hokkaidō (2 195), et enfin le département de Hyōgo (2 189), sont les plus offrants et n'accueillent que respectivement 330, 360 et 267 familles, soit environ 10 % de la capacité d'accueil. Comparativement, les trois départements sinistrés de Miyagi, Fukushima et Iwate ont mis à disposition 777, 385 et 654 logements pour lesquels ils enregistrent un taux d'occupation de 82 % pour Miyagi, 63 % pour Fukushima et 39 % à Iwate. L'éloignement du lieu premier d'habitation signifie la reconstruction totale de l'environnement social des personnes déplacées. Si cela semble envisageable pour les plus jeunes, la difficulté d'une réinsertion complète dans un nouvel environnement est quasi insurmontable pour des personnes âgées. Preuve en a été faite à la suite du séisme de Kobe, et les lourdes conséquences de relogements inadéquats restent encore visibles aujourd'hui, entraînant suicides et alcoolisme au sein de ces populations peu mobiles. Or, l'âge moyen de la population des campagnes du nord-est du Honshū la plus touchée est assez élevé. Selon le dernier recensement national de la population, sur 47 départements classés par ordre d'âge croissant, le département d'Iwate occupe la 40<sup>e</sup> place avec un âge moyen de 45,5 ans, alors que la population de Fukushima a un âge moyen de 44,2 ans et celle de Miyagi de 43 ans. Il est donc difficile d'envisager des déplacements lointains. Plutôt que de partir, certains ont préféré mettre fin à leur vie, ainsi cette septuagénère laissant derrière elle une lettre à son fils « puisqu'il faut partir, je pars... ».

Enfin, l'aspect provisoire de la gratuité semble également avoir été un frein. Les familles se sont interrogées sur l'après et la façon dont elles pourront bien financer leur loyer lorsque la période de gratuité aura pris fin.

Le secteur privé a par ailleurs pallié les défaillances de ce système en proposant des logements gratuits dans tout le pays, pour des périodes parfois sans limite précise indiquée. Autrement dit, la population s'est mobilisée elle-même afin de venir en aide aux victimes. Parmi ces solutions citoyennes, un site internet mis en place par un jeune étudiant de l'université Waseda<sup>2</sup> présente les logements offerts de particulier à particulier en les localisant sur une carte interactive Google et en précisant le nom de la personne

---

2. URL : <<http://roomdonor.jp/>> (dernière consultation : le 9 décembre 2011).

mettant le lot à disposition, ses coordonnées et ses conditions d'accueil. Cette page fonctionne toujours en décembre 2011. De nombreuses agences immobilières affichaient également des propositions de logements ou d'hébergements gratuits, tant sur la devanture de leur vitrine que sur leur site internet. Cette procédure s'est avérée beaucoup plus simple et plus efficace, évitant d'avoir à passer par la longue et lourde procédure d'attribution de logement public.

## Logements provisoires et isolement de longue durée

De même que pour la disponibilité en logements publics, chaque commune dépose sa demande de logements provisoires au département qui centralise à son échelle pour relayer l'information auprès du ministère de la Santé et du Travail (Kōsei rōdō shō 厚生労働省)<sup>3</sup>. Ces logements sont financés par la « caisse spéciale d'aide en cas de cataclysm ». Les données sont ensuite fournies au ministère du Territoire et des Transports, qui fait appel à des promoteurs privés pour la construction. Les travaux peuvent être gérés par l'Urban Renewal selon les cas.

Le nombre de logements provisoires d'urgence requis est de 52 743 unités selon les données établies au 28 novembre 2011 par le ministère. La quasi-totalité de ces habitations a été construite, puisque l'on en compte aujourd'hui 52 041, permettant la fermeture de la totalité des centres d'accueil de première urgence (gymnases d'école et autres équipements réquisitionnés) (Kokudo kōtsū shō 2011b).

La grande majorité d'entre eux se trouve dans le département de Miyagi (22 095), principalement touché par le tsunami. 14 000 ont été construits à Iwate et environ 16 000 dans le département de Fukushima. Les premiers de ces logements ont été établis dans ce département, sur des zones que nous savons aujourd'hui contaminées. Certaines familles se retrouvent captives de ces habitations à surface réduite, puisqu'elles ne disposent que de 30 m<sup>2</sup> quelle que soit la taille du ménage. Limitant leur sortie à l'extérieur au strict minimum, ces personnes sont aujourd'hui quasi prisonnières de leur habitat, et se trouvent dans une situation d'isolement préoccupante.

---

3. URL : <<http://www.kenchiku-bosai.or.jp/jimukyoku/Oukyu/Oukyu.htm>> (dernière consultation : le 9 décembre 2011).

Le problème de l'isolement n'est malheureusement pas une difficulté limitée à la région de Fukushima. Le séisme de Kobe avait révélé cette question de la mort par isolement (*kodokushi* 孤独死) dans les logements provisoires et les problèmes d'alcoolisme afférents (Ogino 1998). Selon une enquête menée par le Bureau du Cabinet (Naikakufu 内閣府), 131 suicides ont eu lieu entre mars et juin dans les trois départements d'Iwate, Miyagi et Fukushima<sup>4</sup>. Entre juin et septembre 2011, dix cas de suicides ont été recensés dans les logements provisoires du seul département d'Iwate<sup>5</sup>. Les victimes sont composées de six hommes et quatre femmes, et leur âge s'échelonne entre 30 et 80 ans. Les causes sont multiples, mais au désespoir d'avoir tout perdu vient s'ajouter l'isolement des logements provisoires, parfois implantés dans des rizières excentrées. Cet isolement est tel que le corps d'une personne a été retrouvé une semaine après le décès<sup>6</sup>.

Il devient donc urgent de penser à l'après, afin de permettre aux ménages prisonniers de ces logements provisoires de pouvoir en sortir au plus vite. Une reprise de la politique publique du logement est donc de nouveau au cœur des débats. Les communes qui en feront la requête auprès du ministère du Territoire et des Transports pourraient obtenir la construction de nouveaux logements publics, mais le budget qui pourra y être consacré est aujourd'hui en discussion. En attendant, au sein des cités de logements provisoires, les associations de bénévoles mettent en place le suivi psychologique et social des personnes qui, lui, ne peut attendre. Elles sont très nombreuses et composées de simples citoyens dont la colère face à l'abandon de leur situation a laissé place à l'organisation. À titre d'exemple, l'association Chiiki no mebae nijūichi (地域の芽生え21) fondée par des mères au foyer<sup>7</sup>, ou encore l'association Life link (NPOライフリンク). D'autres associations prennent en charge l'accueil des personnes ayant décidé de quitter les régions contaminées. 150 000 personnes se sont aujourd'hui déplacées à l'intérieur du département de Fukushima, et 60 000 l'ont quitté. Une grande partie d'entre elles trouvent un soutien à la fois logistique et

---

4. *Sankei News*, 5 août 2011.

5. *Nishi Nihon shinbun*, 21 novembre 2011.

6. *Yomiuri shinbun*, 16 septembre 2011.

7. URL : <<http://www.mebae21.com/about.php>>.

sanitaire auprès d'associations organisées en réseau national (Kodomotachi o hōshanō kara mamoru zenkoku nettowāku 子供たちを放射能から守る全国ネットワーク [Réseau national pour sauver les enfants des radiations]).

La lenteur des politiques publiques pourrait finalement s'apparenter à un échec et l'on peut désormais se demander si les associations d'habitants n'ont pas pris la situation en main, abandonnant tout espoir de recours à l'État.

*Février 2012*

## Bibliographie

**BOURDIER Marc, 1991**

*Nihon kenchiku shi ni okeru Dōjunkai apāto no yakuwari, 1924–1933* 日本建築市における同潤会アパートの役割 (« Le rôle de la Dōjunkai dans l'histoire de l'architecture japonaise »), Thèse de doctorat, université de Tokyo.

**OGINO Masahiro, 1998**

*Fissures : Kobe, 17 janvier 1995, le séisme*, Paris, éd. de La Villette.

**Kokudo kōtsū shō** 国土交通省 (ministère du Territoire et des Transports), 2011a

*Kōei jūtaku nado, yū āru chintai jūtaku no akishitsu to nyūkyo kettei no jōkyō* 公営住宅等、UR賃貸住宅の空き室と入居決定の状況 (État des logements vacants et de l'emménagement dans le parc locatif de UR [Kōdan] et dans celui des logements municipaux et départementaux), 28 novembre.

**Kokudokōtsūshō** 国土交通省 (ministère du Territoire et des Transports), 2011b

*Kōei jūtaku nado, UR chintai jūtaku no ukeire kanō sōsū to nyūkyo kettei no jōkyō* 公営住宅等、UR賃貸住宅の受入可能総数と入居決定の状況 (Relogement et possibilité d'accueil dans les logements de l'Urban Renewal [Kōdan] et dans ceux des collectivités locales), 5 décembre.

**Sankei News** 産経ニュース, 5 août 2011

« Roku gatsu no shinsai san ken jisatsu : shinsai kanren ga ichi wari. Naikakufu chōsa » 6月の震災3県自殺 震災関連が1割 内閣府調査 (Suicides au mois de juin dans les trois départements sinistrés : 10 % en lien avec le séisme. Enquête du Bureau du Cabinet »).

***Nishi Nihon shinbun*** 西日本新聞,

**21 novembre 2011**

« Iwate-ken ga jisatsu taisaku puran sakutei e : shinsai kanren wa jū nin » 岩手県が自殺対策プラン策定へ 震災関連は10人  
(Vers la mise en place d'un plan de lutte contre le suicide dans le département d'Iwate : 10 suicides en lien avec la catastrophe).

***Yomiuri shinbun*** 読売新聞,

**16 septembre 2011**

« Kasetsu jūtaku de rokujissai dansei ga jisatsu ka... Miyagi, Ishinomaki »  
仮設住宅で60歳男性が自殺か...宮城・石巻  
(Le suicide d'un homme de 60 ans dans un logement provisoire... à Ishinomaki, dans le département de Miyagi).

# Communautés de quartier et associations

Le retour du local après le 11 mars 2011

Patricia MARMIGNON

Les communautés de quartier et les associations, plus récentes, ont évolué dans l'histoire. Ces dernières sont apparues à la fin des années 1960, mais se sont développées et ont fait l'objet d'une législation après le séisme de Kobe (dit *Hanshin Awaji daishinsai* 阪神・淡路大震災) de 1995. Elles semblaient représenter un pas vers une reconnaissance du droit de l'individu dans les processus de décision relatifs à l'urbanisation. Mais qu'en est-il depuis le 11 mars ?

## L'évolution des communautés de quartier

Les « communautés de quartier » évoluèrent au fur et à mesure des événements, des ruptures, des catastrophes. C'est ainsi que les *chōnaikai* 町内会 prirent véritablement leur envol dans les grandes villes, après le grand séisme du Kantō 関東 de 1923. Le département de l'éducation de la ville de Tokyo établit en 1924 les « procédés réglementaires des conseils », *chōkai kiyaku yōryō* 町会規約要領, régulant les *chō* 町 (quartiers) pour la réorganisation, la reconstruction, l'assistance et la sécurité. Des communautés de quartier se constituèrent successivement à Yokohama, à Nagoya ou à Osaka. Elles

---

▼ Patricia Marmignon est chercheuse associée (AUS/UMR 7218 LAVUE/CNRS), post-doctorante (CRJ/EHESS), qualifiée maître de conférences en aménagement de l'espace/urbanisme, architecte et docteur de l'EHESS en études urbaines.

assuraient un rôle de formation communautaire et de transmission des informations officielles, donc de contrôle social à chaque catastrophe.

Les *chōnaikai* sont un produit de la modernité dans le prolongement du *chien* 地縁 (lien de sol)<sup>1</sup>. De type *kyōdōtai* 共同体 (*gemeinschaft*, communauté), ces communautés de quartier ont comme unité l'*ie* 家 (la maison) et non l'individu. Elles ne sont point fondées « sur la libre association d'individus égaux visant un but précis, mais sur un collectivisme diffus niant l'individu » (Berque 2004). Les *chōnaikai* sont à considérer comme des organisations liées par l'habiter, l'habitat et à des activités lucratives ou non. Elles s'inscrivent dans un système hiérarchisé qui part du haut.

Après l'incident de Mandchourie en 1931, elles servirent à l'organisation pratique du Mouvement de mobilisation générale de l'esprit patriotique (Kokumin seishin sōdōin undō 国民精神総動員運動), par l'intermédiaire du gouvernement local sous l'égide du Naimushō 内務省 (ministère de l'Intérieur). L'étatisation de communautés de quartier s'intensifia à partir de 1940 avec la mise en place des *tonarigumi* 隣組 (groupes de voisinage). De ce fait, malgré la volonté du Naimushō de maintenir les *chōnaikai* après la défaite, elles furent « abolies » en 1947 par décret (tout comme le Naimushō), car considérées comme anti-démocratiques.

Rétablies par le traité de paix en 1952, les *chōnaikai* impliquent la plupart des habitants. Leurs fonctions sont diverses. Elles concernent la sécurité, la cogestion des équipements et du patrimoine du quartier, comme la gestion et l'entretien de la voirie, des espaces verts, de l'éclairage public, l'information ou l'organisation de fêtes locales. Elles sont à l'origine de conventions architecturales locales (*kenchiku kyōtei* 建築協定). Leurs activités évoluent aussi vers l'aide aux personnes âgées, aux handicapés, la gestion des déchets. Leur rôle a d'abord consisté à participer à des enquêtes et à des audiences publiques à la demande des autorités. Leur intervention dans les processus de prise de décision s'est aujourd'hui institutionnalisée sous la forme d'une concertation (*kyōgi* 協議) systématique (Marmignon 2011).

---

1. Dès le xv<sup>e</sup> siècle, des groupes unis pour la protection du voisinage apparaissent au sein des *chō*. Puis, au xvi<sup>e</sup> siècle, des groupes de cinq à dix maisonnées, *goningumi* 五人組, *jūningumi* 十人組, se constituent. Ils assurent un contrôle et une assistance mutuelle dans un système hiérarchisé, à l'image des exploitations agricoles, des communautés villageoises, *mura* 村, composées de maisons, *ie*. À partir du xvii<sup>e</sup> siècle, aux *chō* sont associés des métiers.

Elles connaissent un nouveau souffle depuis 2004 grâce aux conseils de quartier (*chiiki jichi ku* 地域自治区) créés par la loi fondamentale des collectivités autonomes (Takamura 2009). Ils se composent d'anciens élus, de représentants des communautés de quartier et d'associations locales, ainsi que de bénévoles comprenant des professionnels et des universitaires. Ces conseils ont pour fonction de participer au processus de décision des politiques locales, de coordonner les services publics de proximité, et d'élaborer le plan local de collaboration entre les municipalités et les habitants. Mais, sur les côtes Nord-Est de l'île de Honshū 本州, depuis le 11 mars 2011, le tsunami a en partie détruit les *chōnaikai* et le milieu humain.

## Les *komyuniti* (associations) : vers plus de droit ?

Depuis 1968, les communautés de quartier peuvent être relayées par, ou coopérer avec des associations (*komyuniti* コミュニテイ) (Marmignon 2010, 2011). Leur préoccupation centrale devient celle de l'habiter en zone urbaine. Elles symbolisent, avec la nouvelle loi d'urbanisme de 1968 qui introduit l'audience publique (*kōchōkai* 公聴会), un tournant vers une autonomie locale (*chihō jichi* 地方自治) (Marmignon 2011). On s'est mis à dire *jichikai* 自治会 dans certaines régions, plutôt que *chōnaikai*.

*Komyuniti* est un anglicisme issu d'une réaction du gouvernement face aux mouvements d'habitants (*jūmin undō* 住民運動) des années 1965-1975. Ces derniers se dressèrent, en raison de la pollution, contre les gouvernements locaux, puis contre le gouvernement central, la fédération patronale (Keidanren 経団連) et les milieux d'affaires. Quatre grands procès contre la pollution industrielle marquèrent la vie politique entre 1971 et 1973 et correspondirent à la fin de la période de haute croissance (*kōdo seichō* 高度成長, 1955-1973). On parle alors de *komyuniti zukuri* コミュニテイづくり, de création de *komyuniti*.

Le terme *komyuniti* que l'on peut traduire par « association » en se référant à MacIver (1917) (*Kōjien* 2004), et qui prend en compte l'être social, ne fut qu'une récupération des mouvements d'habitants par et pour le gouvernement. Le premier texte gouvernemental abordant cette notion est celui d'une consultation à une réunion d'enquête de l'assemblée délibérante sur les conditions de vie de la population (*kokumin seikatsu shingikai chōsabu kai* 国民生活審議会調査部会) auprès du Premier ministre Satō Eisaku

佐藤栄作 (1901-1975), en janvier de la 43<sup>e</sup> année de l'ère Shōwa (1968). Cette discussion était intitulée « Des mesures afin d'assurer au peuple une vie saine en réponse aux conditions de vie en mutation qui accompagnent l'essor de croissance économique dans la société » (« *Keizai shakai no seichō hatten ni tomonai henka shitsutsu aru sho jōken ni taiō shite kenzen na kokumin seikatsu o kakuhō suru tame no hōsaku* » 経済社会の成長発展に伴い変化しつつある諸条件に対応して健全な国民生活を確保するための方策) (Takemura 1978).

Au cours de cette réunion, la question de la formation de *komyuniti* fut examinée selon trois axes relatifs aux conditions de vie de la population sur le long terme, aux personnes âgées et aux loisirs. De là fut formé un comité restreint (*shō iinkai* 小委員会) sur la question des *komyuniti*, qui publia en 1969 les premiers bulletins officiels sur ce sujet. Ces bulletins traitaient de la nécessité des *komyuniti*, des mesures à prendre pour leur formation en remplacement des communautés locales (*chiiki kyōdōtai* 地域共同体).

Les *komyuniti* se sont particulièrement développées depuis le grand séisme de Hanshin Awaji de 1995. L'autonomie des habitants (*jūmin jichi* 住民自治) et le bénévolat (*borantia katsudō* ボランティア活動) ont émergé et se sont institutionnalisés à la fin des années 1990. En 1998, la loi sur les associations (équivalent de la loi de 1901 en France) est promulguée : loi NPO/loi pour l'accélération des activités à but non lucratif (*Enu pi ō hō/tokutei hieiri katsudō sokushin hō* NPO法/特定非営利活動促進法). Elle vient reconnaître comme personnes morales ces nouveaux acteurs (Marmignon 2010, 2011). Leur rôle est, en principe, complémentaire de celui du gouvernement et des entreprises, mais s'accroît depuis le 11 mars 2011.

## Après le 11 mars : « la reconstruction de *komyuniti* »

Depuis le 11 mars, le terme *komyuniti* semble évoluer. Il devient plus général et semble intégrer les différentes associations, aussi bien que de futurs *jichikai* 自治会 et des corporations de métiers, d'agriculteurs ou de pêcheurs. Mais, s'il semblait démontrer un certain droit de l'individu et une autonomie locale, il manifeste aussi une absence des pouvoirs publics. C'est ainsi que les maîtres mots sont « la reconstruction de *komyuniti* (*komyuniti fukkō* コミュニティ復興) », « la reconstruction de l'être humain (*ningen fukkō* 人間復興) ».

La décentralisation et le rôle croissant accordé aux localités se confirment depuis 1968. Le déclin naturel de la population se poursuit dans les villages depuis les années 1980 (Miyairi 2011) étant donné leur désertion et le vieillissement de la population. La rétraction urbaine, le retour vers une ville compacte est entamé depuis les années 1990 (Marmignon 2010). Depuis les années 2000, on parle de développement durable, *jizoku kanō-na kaihatsu* 持続可能な開発. La reconstruction, suite à cette triple catastrophe, séisme, tsunami et accidents nucléaires, doit tenir compte de ces tendances. Mais, la reconstruction par qui ?

Depuis le grand séisme de l'Est du Japon, au niveau local, les *komyuniti* sont les principaux acteurs dans l'urgence. À moyen terme, les collectivités locales (*jichitai* 自治体) prendront des mesures concertées pour le développement de la région. Et, sur le long terme, l'État devrait s'interroger sur un nouveau modèle national tourné vers le développement durable<sup>2</sup>. Cependant, dès à présent, des aides de l'État sont attendues, car aujourd'hui seules les dettes demeurent (Miyairi 2011).

Depuis le 11 mars 2011, des *komyuniti* regroupent habitants, bénévoles, spécialistes du bien-être social, de la santé, juristes, avocats, conseillers, éducateurs, architectes, urbanistes, historiens ou encore artistes. Elles ont un rôle de soutien et de consultation (*kyōgi*), et enquêtent sur les besoins. Elles offrent nourriture et vêtements, produits de première nécessité et soins médicaux d'urgence. Elles informent et transmettent les messages des réfugiés, voire des objets retrouvés (Sawami 2011). Le tout est de retisser les liens sociaux et de recréer des communautés locales. Elles participent aux traitements des gravats, à la remise en état des terres, à la réfection rapide des habitations, à la construction de logements temporaires réutilisables et tournés vers des espaces collectifs, des jardins partagés. Il y a 90 000 sans-abris et la demande de logements est grande.

Les *komyuniti* permettent aussi la reconstruction des liens de sol et la territorialisation des corporations, le rétablissement des métiers locaux. Elles

---

2. Entretien avec Sugi Takako 杉貴子, architecte et présidente de l'AFJAD, Association franco-japonaise de l'architecture et du design, organisatrice du colloque « Ville et architecture après le 11 mars. Comment les architectes régénèrent-ils le local ? » (« *San ten ichi ichi ato no kenchiku toshi. Kenchikuka tachi wa chiiki o dō saisei shiyō toshite iru no ka ?* » 3.11後の建築・都市—建築家たちは地域をどう再生しようとしているのか?), à l'ENSA Paris-Malaquais les 29 et 30 mars 2012 et à la MCJP le 31.

participent à la mise en place de commerces temporaires et à la reconstitution d'un parcellaire, comme en 1923, de terres communales qui seront revendues par la suite aux propriétaires. Elles organisent avec l'aide des municipalités la distribution d'emplois journaliers, par le biais d'une assemblée, comme Seki Hajime 関一 (1873-1935) l'avait fait, suite aux émeutes du riz de 1918. Des quartiers sont affectés à des activités agricoles ou aquicoles, et des assemblées d'habitants, de travailleurs ou d'exploitants sont créées ou redéfinies.

Depuis le 11 mars, nous assistons à la confirmation de l'importance croissante accordée au local. Mais, nous ne pouvons dire s'il s'agit d'une évolution à caractère positif, d'un tournant vers une autonomie et pour une meilleure concertation. La reconstruction du Tohoku, semble-t-il, ne peut passer que par une collaboration entre tous les acteurs, locaux, régionaux et nationaux. Et, les questions majeures qui demeurent aujourd'hui, concernent la transparence et les aides de l'État, la décentralisation des activités, ainsi que la participation des habitants aux décisions politiques.

*20 novembre 2011 (finalisé le 12 avril 2012)*

## Bibliographie

**BERQUE Augustin, 2004**

*Le sens de l'espace au Japon.*  
*Vivre, penser, bâtir*, Paris, Arguments.

**IWASAKI Nobuhiko** 岩崎信彦 *et al.*, 1989

*Chōnaikai no kenkyū* 町内会の研究  
(Recherches sur les communautés  
de quartiers), Tokyo, Ochanomizu shobō  
御茶の水書房.

**McIVER Robert Morrison,**  
2010 [éd. or. 1917]

*Community, a Sociological Study. Being  
an Attempt To Set Out the Nature and  
Fundamental Laws of Social Life*, 30 juin,  
Lexington, Cornell University Library  
Digital Collections.

**MARMIGNON Patricia, 2010**

*La création de l'urbain. Paysage urbain  
et socialité à Osaka depuis Meiji (1868)*,  
Sarrebruck, EUE.

**MARMIGNON Patricia, 2011**

« La concertation au Japon : autonomie  
locale, collaboration et participation »,  
in UR CAUE Languedoc-Roussillon,  
« CAUE & Concertation... pour une vraie  
participation ! », Site du Pont du Gard,  
Université d'été CAUE, 8 septembre.  
Accessible via Internet : <[http://  
www.mesologiques.com/2011/10/  
la-concertation-au-Japon-autonomie.  
html](http://www.mesologiques.com/2011/10/la-concertation-au-Japon-autonomie.html)>.

**MIYAIRI Kōichi** 宮入興一, 2011

« Higashi Nihon dai shinsai to fukkō no  
katachi. Seichō kaihatsu gata fukkō kara  
ningen to kizuna no fukkō e » 東日本大

震災と復興のかたち——成長・開発型復興  
から人間と絆の復興へ (Le grand séisme  
de l'Est du Japon et les formes de la  
reconstruction. De la reconstruction par  
la croissance et par le développement,  
à la reconstruction par les hommes  
et par la solidarité), *Sekai* 世界, août,  
820 : 43-55.

**SAWAMI Ryōko** 沢見涼子, 2011

« Kokyō o hanarete. Hinansha to  
borantia, hantoshi no kiseki »  
故郷を離れて——避難者とボランティア・  
半年の軌跡 (S'éloigner du pays natal. Six  
mois du parcours des réfugiés et des  
bénévoles), *Sekai* 世界, octobre, 822 :  
62-72.

**TAKAMURA Gakuto, 2009**

« Japon : participation des habitants...  
au service public », in TOURNON Jean  
(dir.), *La république antiparticipative. Les  
obstacles à la participation des citoyens à  
la démocratie locale*, Paris, L'Harmattan,  
pp. 145-155.

**TAKEMURA Yasuharu** 竹村保治, 1978

« Ōsaka-shi no "komyuniti zukuri" ni  
tsuite : kiroku to jakkan no kōsatsu »  
大阪市の「コミュニティづくり」につい  
て——記録と若干の考察 (À propos  
de la création de *komyuniti* dans la  
ville d'Osaka. Des actes et quelques  
observations), *Toshi mondai kenkyū*  
都市問題研究, juillet, 30 (7) : 77-95.



# Vivre, vivre au Japon

Manuel TARDITS

La forte secousse qui, parmi les centaines d'autres répliques, a de nouveau ébranlé tout l'est du Tōhoku le jeudi 7 avril 2011, près d'un mois après le séisme et le tsunami du 11 mars, n'a eu qu'un seul mérite, si l'on ose dire : replacer le débat dans la perspective plus large de l'écologie et non celle primordiale mais parfois trop étroite du seul nucléaire.

Dans un courrier de lecteur publié dans *Le Monde* quelques jours seulement après le tsunami, son auteur établissait une différence significative entre la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima censée résulter d'une situation créée par l'homme et les autres d'origines naturelles. Nous n'adhérons pas pleinement à cette opinion. Les problèmes rencontrés par la centrale accablent certes l'opérateur Tepco, mettent également en cause le fonctionnement de l'agence japonaise de contrôle et questionnent plus généralement l'option nucléaire. Pourtant, nombre de ces faits inacceptables par les citoyens du Japon ne doivent pas faire oublier que toutes ces catastrophes sans exceptions sont intimement liées à la présence de l'homme. Les ravages côtiers, s'ils n'avaient touché qu'un espace dépeuplé, resteraient surtout un sujet de préoccupation scientifique et écologique. Le caractère si meurtrier du tsunami et non du séisme est lié à l'amplitude imprévue de

---

✎ Architecte DPLG (France), cofondateur de l'agence d'architectes Mikan, diplômé d'un master en ingénierie de l'université de Tokyo, sous-directeur de l'école ICS College of Arts (Tokyo), Chevalier dans l'Ordre des Arts et des Lettres.

la vague dans cette région Pacifique pourtant souvent soumise par le passé à des raz-de-marée très meurtriers mais de moindre ampleur. En d'autres mots, il était notoire que les villes et les villages côtiers étaient exposés, mais on pensait généralement les mesures de sécurité suffisantes (jetées, brise-lames, murs de protection, annonce rapide du risque par le réseau de surveillance, zones de repli) pour prévenir non pas d'éventuelles destructions, mais préserver la majeure partie des vies humaines. Un principe similaire est d'ailleurs à l'œuvre dans les calculs structurels qui régissent la construction de tout bâtiment au Japon : à défaut de pouvoir empêcher tous les dommages, la sévérité des règlements cherche à minimiser les pertes en vies humaines en limitant les effondrements brusques. Le 11 mars, la protection et la prévention ont été prises en défaut de façon dramatique : là est le réel problème et le premier sujet d'angoisse et de perte de confiance. De nature différente, un autre sujet d'étonnement et de stupeur fut de constater la vitesse et la précision anticipatrices des annonces médiatiques et leur peu d'effet pour les victimes. Nous-mêmes à Tokyo, après avoir été fortement ébranlés, pouvions regarder la chronique de ces morts annoncés dans les minutes suivant la secousse. Pour qui y avait accès, des chaînes de télévision retransmettaient en direct l'événement et surtout montrait un affichage quasi immédiat sur les écrans de la hauteur des vagues prévues et de leurs horaires d'arrivée localité par localité. Cette prévision précédait souvent de plus de 10 minutes la montée des eaux selon les villes, pourtant ces images n'atteignaient pas les gens concernés directement par le danger.

Pour en revenir donc au séisme suivi d'un léger tsunami du jeudi 7 avril, ce dernier a souligné mais de manière moins létale le caractère récurrent des risques naturels au Japon. Le 11 mars n'est hélas qu'un drame qui en suit et en précède d'autres. L'imminence souvent annoncée d'un séisme majeur, le Big One, à Tokyo est dans tous les esprits. Comme dans nombre d'autres régions du globe, le Japon est soumis à ces aléas de la tectonique des plaques qui échappent encore à la prévision fiable. Que faire donc ? Partir, sombrer dans le fatalisme ? Arrêtons de revenir aux poncifs sur le sentiment du caractère éphémère des choses hérité du bouddhisme et d'une culture locale acceptée de l'impermanence imprégnée par la dangerosité d'un climat et d'une géographie, pour expliquer le comportement calme et civique des Japonais. Non seulement des centaines de milliers d'étrangers vivent ici dans les mêmes conditions, qui ne possèdent pas forcément cette

culture et respectent des principes similaires, mais surtout les sentiments des Japonais sont marqués de beaucoup plus d'ambiguïté. À Tokyo, si chacun est conscient qu'à tout moment une catastrophe naturelle majeure peut frapper et remettre nos existences en question, l'hédonisme existe ainsi qu'une certaine foi en l'aptitude de l'organisation et de la technologie d'aujourd'hui à nous aider et même nous sauver. Avons-nous peur ? Oui, mais nous ne pouvons qu'édulcorer la pensée quotidienne du risque. Le contraire est simplement impensable à gérer psychologiquement même si certaines précautions au quotidien sont de mise. Naît alors une sorte de trilogie des sentiments : crainte, acceptation du risque mais aussi et surtout opiniâtreté à survivre et à rechercher des solutions pour gérer le caractère inéluctable et encore imprévisible à l'heure actuelle des catastrophes. Ce troisième terme est d'ailleurs la seule alternative valable car il implique de faire face en se tournant vers le futur. À cet endroit, dépasser les mesures de prévention ponctuelles et de gestion postérieures du quotidien d'après la catastrophe pour leur adjoindre une vision écologique plus large et renouvelée s'impose.

Nul ne peut encore dire comment le Japon, sa population et ses élites, vont réagir une nouvelle fois au risque sismique et à ses implications écologiques. Plusieurs grandes questions sont toutefois posées ou reposées. La première concerne la pertinence de notre civilisation basée sur le progrès de la technologie. Si les progrès dans les techniques de construction et la sévérité accrue des réglementations réduisent les risques sans les supprimer (peu de dégâts constatés malgré la force des secousses ce qui rassure tout de même), dans le cas du nucléaire cette même option technologique les augmente. Au final, la technologie n'a d'ailleurs su ni empêcher ni prévenir la lame d'eau. Dans certains villages, les habitants disparus se sont même crus, à tort, protégés par les ouvrages de génie civil. Nous avons une nouvelle fois, comme à Kobe, pensé que nos progrès nous sauveraient. Quant à la sûreté nucléaire, peut-elle être vraiment assurée, quelles que soient les assurances des autorités, dans un pays touché périodiquement par des incidents naturels majeurs ? Plus encore qu'en France, la prise de ce risque doit faire l'objet d'un débat démocratique. En d'autres mots, au-delà de l'émotion, il s'agit de comparer les avantages (il y en a) et les inconvénients de la filière énergétique nucléaire.

La seconde question qui se pose concerne nos modèles de développement urbains et sociétaux. L'hypertrophie des centres urbains, peu touchés cette fois-ci (par respect pour les victimes du Tōhoku, on n'ose pas encore trop parler de Tokyo, conurbation de 37 millions d'habitants qui accueille près d'un Japonais sur trois, si l'épicentre avait été plus proche), doit-elle être remise en question ? L'arrêt immédiat le 11 mars de tout le réseau ferré de la capitale bloquant en milieu d'après-midi des millions de gens sur leur lieu de travail, les enfants dans leurs écoles et la déficience de nombreux réseaux de communication téléphoniques laissant la grande masse des gens dans la quasi impossibilité de se joindre (à l'exception du réseau fixe, surchargé mais resté opérationnel), montrent à l'évidence la difficulté de gérer une situation de crise dans une telle concentration humaine. Répartir les risques, éviter l'embolie du système par la répartition du peuplement et des centres névralgiques, telles sont les questions récurrentes. Des modèles alternatifs de dédensification urbaine sont-ils envisageables et viables dans un pays qui entame une baisse démographique sans précédent et dont les campagnes se vident au profit des villes. Nos modèles consumériste et énergétique sont également en cause. La réduction drastique de notre consommation électrique afin de soulager la déficience momentanée (quelques mois quand même !) des capacités de production d'énergie dans la région du Kantō est-elle possible durablement et compatible avec nos habitudes récentes mais exigeantes d'usage et de confort ? Le civisme ambiant répond par l'affirmative, mais tout le monde pense déjà aux grosses chaleurs torrides de l'été et à la voracité des systèmes de réfrigération peu compatibles avec l'économie d'énergie. On peut décider d'éteindre façades et néons pour plonger les quartiers commerciaux dans une pénombre nocturne quelque peu inquiétante, mais supporter la chaleur dans des bureaux ou des maisons fermées en août requiert des efforts autrement plus pénibles. Consommer moins pour produire moins, telle est la question.

Oui, nous sommes prêts à vivre ici, sans fatalisme quoique en acceptant les risques naturels inhérents à la vie japonaise. Oui, les gens retourneront sans doute vivre dans les zones dévastées par le tsunami (pour l'instant aucune autorité n'a formellement déclaré *non aedificandi* toutes les zones inondables). Oui, à l'exception des aires polluées pour des dizaines d'années, nous continuerons de vivre à Tokyo près de la centrale nucléaire de Fukushima mais, au-delà, notre société voudra-t-elle planifier sa propre

réduction : revoir ses villes, ses options techno-industrielles et énergétiques, un style de vie consumériste encouragé depuis le bond en avant de l'après-guerre ? Saurons-nous faire ce choix d'une nouvelle écologie que nous avons évité jusqu'à maintenant ? Quel sera le prix à payer pour aimer vivre dans le Tōhoku, à Tokyo, ou même simplement vivre ?

*Avril 2011*



## Reconstruire ses souvenirs

### Le nettoyage des photographies emportées par le tsunami à Kesenuma

Coralie CASTEL

« La vague n'emporte pas les souvenirs ». Telle est la phrase que répète inlassablement Takai Shinji 高井晋次, un agriculteur de Kesenuma 気仙沼. Depuis fin mars 2011, il a rassemblé quelques habitants qui reconstituent bénévolement les albums photos retrouvés dans les décombres du tsunami. Dans cette ville, les pertes humaines ont été très importantes : 2 000 morts et disparus pour 73 000 habitants. Parmi les décombres, les équipes de sauveteurs ont dégagé et mis de côté de grandes quantités de photographies. Jugeant qu'« il n'était pas bon de les laisser là », des bénévoles ont alors formé le Projet de nettoyage des photographies (Shashin senjō purojekuto 写真洗浄プロジェクト) afin de les nettoyer, de les classer et de les exposer dans le but ultime de les rendre à leurs propriétaires ou à leurs familles.

La pratique et les usages ordinaires de la photographie participent à la construction de la mémoire personnelle, créent et entretiennent le lien social. L'initiative de Kesenuma illustre l'importance de ce rapport à la photographie, particulièrement fort au Japon. Sa façon de se manifester ici dans des circonstances exceptionnelles répond à ce que J. Langumier et S. Revet appellent les « dynamiques sociales et collectives » suscitées par les catastrophes (Langumier & Revet 2011 : 80). Leur description permet de

---

✎ Coralie Castel est doctorante en ethnologie au sein du Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, université Paris Ouest Nanterre La Défense. Sa thèse porte sur la mise en scène des liens sociaux par la photographie au Japon.

saisir comment les habitants parviennent à vivre quotidiennement, sur le long terme, avec les conséquences d'un désastre encore bien présent.

C'est dans cette optique que je vais ici rendre brièvement compte d'une ethnographie du projet réalisée en août 2011. J'ai observé la réalisation du nettoyage des photographies et recueilli les discours qui entourent l'activité bénévole : cette enquête tend à montrer que la prise en charge matérielle des photographies participe en définitive au rétablissement de la société locale dans son ensemble, par une remise en ordre du monde ébranlé par le tsunami.



Fig. 1

## 1. Rationaliser et classer la masse des photographies

Takai Shinji, ex-ingénieur reconverti dans la production des fraises, a vu son exploitation détruite. Deux semaines après la catastrophe, une fois le premier temps d'urgence passé, il vit toujours réfugié au centre de secours Hashikami 階上 et se demande « ce [qu'il] pourrait faire, de ce qui est là, devant [ses] yeux ». Il expose ainsi son initiative : les photographies retirées des ruines par les équipes de sauveteurs s'entassaient devant les maisons ; alors, dit-il, « j'ai eu cette idée toute simple, je voulais juste les nettoyer ».

Rapidement, les activités s'organisent sous le nom de Projet de nettoyage des photographies. Il est localisé d'abord dans l'enceinte du refuge, puis dans un gymnase d'un quartier voisin. Takai attire l'attention des medias, notamment par son blog, ce qui suscite l'arrivée de renforts de tout le pays<sup>1</sup>. Le premier jour de nettoyage, le 1<sup>er</sup> avril, 600 photos sont restaurées. Elles sont 15 000 à la fin du mois, et un million cinq mois plus tard. En août, des sacs entiers de photographies souillées continuaient d'arriver au gymnase chaque jour.



Fig. 2

1. Voir : <<http://ameblo.jp/kcberry>> (dernière consultation le 21/11/2011).

Le traitement d'une telle quantité de documents nécessite évidemment une organisation rigoureuse. Dans le gymnase, des panneaux amovibles séparent la salle d'exposition de l'espace de traitement des photographies (fig. 1 et 2). À l'intérieur de celui-ci, des cartons vides délimitent les différents « postes » de travail : découpage des albums salis et lavage à l'eau des photographies ; séchoirs ; reconstitution des albums à l'aide de pochettes propres reliées ensemble par du ruban adhésif ; postes informatiques de numérisation des albums « neufs » pour la constitution d'une base de données. L'espace d'exposition est quant à lui divisé entre les albums, les photographies isolées, et d'autres objets variés, rassemblés sous la dénomination d'« objets-souvenirs » (*omoido no shina* 思い出の品).

Les photographies sont regroupées en paquets, supposés appartenir à une même famille, qui reçoivent chacun un nom, fonction du lieu où ils ont été retrouvés, et un numéro. Ils sont notés sur une bande de ruban adhésif résistant à l'eau et repositionnable, qui les accompagne tout au long des différents stades de traitement.

Lors de la reconstitution des albums, le bénévole en charge passe en revue chaque photographie du paquet afin d'en sélectionner une qu'il juge plus représentative : portrait d'une personne dont le visage est récurrent, ou



Fig. 3

photo de groupe. Cette photographie principale est collée sur la couverture, pour que les propriétaires qui visitent le gymnase puissent éventuellement repérer plus facilement leurs propres albums (fig. 3), puis numérisée pour constituer la base de données. L'index informatique ne comporte donc que des « couvertures » d'albums, et pas leurs contenus.

Le traitement matériel des photographies passe ainsi par des étapes formellement définies et des règles strictes et méticuleuses afin d'ordonner la masse d'informations. Or, l'observation des interactions entre bénévoles montre que c'est précisément par la gestion concrète des données qu'est gérée la charge émotionnelle des photographies.

## 2. L'impact émotionnel du souvenir

Le gymnase n'expose pas que des photographies : bien que l'essentiel du temps des bénévoles soit consacré à celles-ci, ils nettoient également divers objets personnels sortis des décombres et confiés par défaut à Takai car « la ville de Kesennuma était débordée, et personne ne savait quoi en faire ». Diplômes, trophées sportifs, bijoux, cartables, carnets, mais aussi portraits



Fig. 4

et tablettes funéraires : un inventaire hétéroclite d'articles dont le seul point commun est de correspondre à la définition vague de l'« objet-souvenir ». Le critère semble être celui de la valeur affective renfermée par les objets. Ils mettent en scène les vies passées d'avant la catastrophe, et forment les « ego-musées », pour reprendre le terme d'A. Muxel (Muxel 1996 : 152), anonymes des victimes auxquelles ils appartiennent (fig. 4).

Dans le cas des photographies, cette valeur affective est mise en évidence par leur manipulation au cours des différents stades de nettoyage. Bien que les instructions pour le lavage à l'eau soient d'une simplicité enfantine et que les responsables répètent à l'envi que « tout le monde peut le faire », la tâche de nettoyage semble parfois difficile. Il s'agit en effet de frotter la boue ou le sable en abîmant le moins possible les visages figurant sur les images, parfois en vain (fig. 5). En somme, il incombe au bénévole de sauvegarder une identité, la trace d'une personne dont on ne sait pas si elle est morte ou vivante. Le visionnage d'un grand nombre de photographies fait ressortir les pratiques référentielles communes (Bourdieu 1965) : photographies de mariage, portraits de nouveaux-nés, photos de groupes. Les bénévoles se les passent de mains en mains, se projettent dans ces clichés anonymes et en font le sujet principal de leurs discussions. Chacun se prend à retracer



Fig. 5

des histoires familiales à partir des événements importants qu'il voit défiler sous ses yeux, et commente une attitude amusante, ou le sourire d'un bébé. L'impact émotionnel est donc non négligeable.

Cependant, la plupart des participants mettent plutôt en avant le côté positif de leur action, pour les habitants, et aussi pour eux-mêmes. Les bénévoles apparaissent soudés et enthousiastes, mais surtout, ils répètent que ce sont les photographies elles-mêmes qui « donnent du courage » : elles forment en effet une collection de scènes idéales du bonheur familial (sur la sélection des photographies et la constitution du récit familial idéal par la fabrication d'albums : Kaufmann 2004, Favart 2001). Pour une professeure venue de Hiroshima encadrer des étudiants bénévoles, voir toutes ces photos permet de réaliser « qu'ici, tout n'est pas perdu ». Le traitement des photographies des victimes du tsunami constitue une thérapie de groupe pour ceux qui y participent, et donne lieu à l'élaboration d'un discours sur la valeur et l'importance de la photographie comme moyen de « sauvegarder les souvenirs ».

Les photos irrécupérables ne rejoignent pas les albums reconstitués. Mais, d'après Takai, « d'un point de vue du ressenti, on ne peut pas les mettre à la poubelle » : elles renferment toujours, malgré leur surface effacée, un contenu affectif. Ces photographies sont envoyées à un temple de Kamakura 鎌倉, le Zuisenji 瑞泉寺. Elles sont alors détruites lors d'une crémation de photographies, rituel qui, en temps ordinaire, rassemble chaque année quelques dizaines de personnes. Le moine responsable de son organisation, rencontré sur place, explique qu'elles souhaitent « mettre en ordre leurs sentiments » et « soulager leur cœur en rendant les photos au ciel ». Les propriétaires viennent idéalement brûler eux-mêmes leurs photographies, mais cette année, du fait de la catastrophe, celles de Kesenuma ont été envoyées par la poste.

### 3. Des réseaux nationaux pour un rétablissement local

La prise en charge des photographies dépasse donc l'échelle de la ville : le soutien national, tant matériel qu'humain, a été décisif. En effet, le soutien institutionnel local est faible et insuffisant. Ainsi, la police avait commencé à se charger du traitement des tablettes funéraires mais s'est vue rapidement

débordée par leur nombre : c'est donc le Projet de nettoyage des photographies qui en a pris le relais.

La solidarité nationale est entretenue par une forte médiatisation : de nombreux journaux et émissions de télévision ont fait des reportages dès le mois d'avril, et Takai a répondu à de nombreuses interviews. À chaque fois, il le signale sur son blog, ce qui permet d'entretenir l'écho du projet sur Internet. Grâce à cette large diffusion de l'information, des bénévoles ont afflué de tout le pays depuis le mois d'avril. En août, une vingtaine de bénévoles venus de Tokyo ou du Kansai se relayaient chaque jour. Parmi eux, certains lient connaissance et reviennent ensemble plusieurs fois à Kesenuma. Ils sont hébergés sur place dans des familles avec qui ils établissent des liens forts. Chaque voyage comporte une perspective festive : achat de cadeaux avant le départ, et grand dîner rassemblant bénévoles, famille d'hébergement élargie et voisins à leur arrivée.

L'aide au niveau national est également matérielle : ainsi les entreprises de photographie, telles Fujifilm, Kodak et Canon se sont impliquées dans le projet. Fujifilm a prodigué des conseils pour le nettoyage et la conservation des photographies et a diffusé chez tous ses photographes affiliés une note technique au cas où ils auraient à s'occuper de photographies retrouvées après le tsunami. Enfin, dans une de ses usines à Kanagawa 神奈川, elle a mis à contribution des employés et leurs familles qui ont participé chaque week-end au nettoyage de photographies envoyées par la poste. Plusieurs associations de bénévoles du Kantō 関東 ou du Kansai 関西 se font aussi envoyer des caisses de photos, qu'ils retournent ensuite par la poste, participant ainsi de chez eux au nettoyage. Kodak a fourni deux imprimantes-scanners de très grande vitesse et on peut encore citer un photographe indépendant qui a offert plusieurs cadres en bois facilitant la numérisation des albums. De nombreuses universités envoient du matériel (bacs de tri, sècheuses à air chaud, albums vides, ruban adhésif professionnel...) ou des étudiants. L'association des universités chrétiennes a ainsi recruté des bénévoles spécialement pour participer au nettoyage des photographies.

L'importance attachée à la préservation des liens locaux par l'équipe bénévole se mesure aux cartes de vœux du nouvel an retrouvées sur place, véritables archives du réseau d'interconnaissance des familles, qui sont aussi nettoyées et exposées à côté des photographies. Enfin, l'ampleur du soutien

national permet au projet d'atteindre peu à peu son but initial : rendre les photographies à leurs propriétaires ou à leurs familles. En septembre, une centaine d'habitants visitait le gymnase chaque jour. Une vingtaine retrouvait des photographies de leur famille, d'amis ou de voisins. Leur restitution resserre alors les liens locaux.

Si les données sont numérisées pour en faciliter l'accès, pour autant, elles ne seront pas à disposition sur Internet. La base de données est en réalité à utilisation locale : Takai souhaite se déplacer chez les habitants avec un disque dur, en particulier chez les personnes âgées, afin de visionner avec elles les photographies : « on se rassemble, on boit du thé... on regarde des vieilles photos et ça fait de la conversation. Même s'ils ne trouvent pas de photos à eux, on passe un bon moment » : la communication et le partage sont donc des résultats de la manipulation des photographies, qui « donnent du courage » et permettent d'« aller de l'avant », selon l'expression maintes fois écrite dans le livre d'or, pour continuer à vivre. La conséquence ultime des actions nationales est donc de recréer et de renforcer le tissu social local.

## Conclusion

Susan Sontag qualifie la photographie à la fois de « pseudo-présence » et de « marque de l'absence » (Sontag 1977 : 16). Les photographies de Kesenuma soulignent la disparition des êtres chers et des lieux d'habitation familiers en même temps qu'elles les rappellent au souvenir. À l'heure actuelle, les corps de milliers de disparus, emportés par la vague, n'ont encore pas été retrouvés. Se pose alors pour leurs proches le problème de la trace de leur existence : il ne reste rien d'eux, à part, peut-être, quelques photographies ou objets personnels. Parmi les habitants venus chercher des photographies, nombreuses sont les mères qui souhaitent retrouver des images de leurs enfants quand ils étaient petits. Même s'ils sont sains et saufs, l'absence d'indices du passé paraît causer une grande souffrance.

En définitive, le nettoyage et le classement des photographies comme opérations de sauvegarde rendent possible la remise en ordre du monde ébranlé, désorganisé par le tsunami. Dans cette table rase qu'est le paysage dévasté de Kesenuma, il s'agit de reconstruire son identité en retrouvant

des marques de « ce qui a été », pour reprendre les mots de Barthes (Barthes 1980 : 120). La reconstruction de soi ne peut se faire sur du vide, et passe donc par le collectif, l'entraide et les échanges. Il est à cet égard significatif que les arrière-plans des photographies ou les vues aériennes de lieux soient fréquemment sujets à des échanges entre habitants et bénévoles : c'est la vie à Kesenuma qu'il s'agit de sauvegarder. Comme le dit un anonyme sur le livre d'or : « les photographies sont bien la preuve que j'ai vécu ici ».

*30 novembre 2011*

## **Post-scriptum**

Si le présent article se base sur une ethnographie réalisée moins de six mois après la catastrophe, un retour sur le terrain en janvier 2012 a permis de compléter et de préciser les données d'enquête, notamment au niveau de l'institutionnalisation du Projet de nettoyage. Celui-ci a désormais intégré l'Association de reconstruction de Kesenuma (Kesenuma fukkō kyōkai 気仙沼復興協会), ce qui permet à une dizaine de membres permanents d'être rémunérés par l'État japonais pour leurs activités autour des photographies. Les développements de ce complément de terrain feront l'objet d'une analyse ultérieure, mais il est d'ores et déjà possible de dire que l'évolution du projet confirme son ancrage dans une dynamique à long terme, laquelle concerne l'ensemble de la région touchée par le tsunami.

*10 février 2012*

## Bibliographie

**BARTHES Roland, 1980**

*La Chambre claire. Note sur la photographie*, Seuil, Paris.

**BOURDIEU Pierre, 1965**

*Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Éditions de Minuit

**FAVART Evelyne, 2001**

« Albums de photos de famille et mémoire familiale : regards croisés de femmes de trois générations », *Dialogue* 154 : 89-97.

**KAUFMANN Jean-Claude, 2004**

*L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin.

**LANGUMIER Julien**

**& REVET Sandrine, 2011**

« Une ethnographie des catastrophes est-elle possible ? Coulées de boue et inondations au Venezuela et en France », *Cahiers d'anthropologie sociale*, 7 : 77-90.

**MUXEL Anne, 1996**

*Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan.

**SONTAG Susan, 1977**

*On Photography*, London, Penguin.

## Bibliographie indicative sur le rapport à la photographie au Japon

**BEN-ARI Eyal, 1991**

« Posing, Posturing and Photographic Presences: a Rite of Passage in a Japanese Commuter Village », *Man*, 26 (1) : 87-104.

**CHALFEN Richard, 1987**

*Snapshot Versions of Life*, Bowling Green, Bowling Green State University Popular Press.

**DUTEUIL-OGATA Fabienne, 2007**

« La photo-interview : dialogues avec des Japonais », *Ethnologie française*, 37 (1) : 69-78.

**PLATH David W., 1995**

*Durable Snapshots, Mutable Selves: or Is It Vice Versa?*, Illinois, Association for Asian Studies Annual Meeting.

**RIPERT Blandine, 2004**

« Ritualiser l'éphémère », *EspacesTemps.net* : <<http://espacestems.net/document631.html>> (dernière consultation le 5/02/2012).

**SAKAMOTO Ikkō 坂元一光, 1993**

« Shashin no jinruigaku no tame ni » 写真の人類学のために (Pour une anthropologie de la photographie), *Bulletin of Oita prefectural College of Arts and Culture* 31 : 145-151, Oita Prefectural College of Art and Culture.

**TSUNODA Ryūichi 角田隆一, 2002**

« Kazoku shashin no shakaigakuteki

ichi kōsatsu : “kioku” kara miru shashin  
jissen to sono shakaiteki kinō » 家族写  
真の社会学的考察——「記憶」からみる  
写真実践とその社会的機能 (Réflexion  
sociologique sur la photographie de  
famille : pratiques et fonction sociale  
de la photographie vues à partir de la  
« mémoire »), *Gendai shakai riron kenkyū*  
現代社会理論研究 (*The Journal Studies in  
Contemporary Social Theory*) 12 : 50-68.

**YAMASHITA Kiyomi** 山下清美, 2005  
« Shashinkan de toru kazoku shashin no  
kachi o saguru » 写真館で撮る家族写真の  
価値を探る (À la recherche de la valeur  
des photographies de famille prises en  
studio), *Studio Memo* 167, Tokyo, Fujifilm  
富士フィルム.



## Représentations de la catastrophe



# Le déluge sans le Japon

## Aléa naturel et catastrophe dans la culture japonaise

Philippe PELLETIER

Les nombreux aléas naturels qui touchent le Japon auraient pu structurer une philosophie centrée sur la catastrophe et son interprétation, axée sur une eschatologie, un millénarisme et des prophètes. Ces éléments existent dans la socioculture japonaise, mais ils ne sont pas dominants. Comme les supposés « harmonie avec la nature », « absence de ressources naturelles » ou bien « manque d'espace », ils sont doublement variables : dans l'espace-temps, et dans la perception qu'en ont Japonais et non-Japonais au sein d'un processus narratif qui s'entretient mutuellement (Pelletier 2012).

L'un de ces thèmes est celui du déluge, avec son corollaire l'engloutissement de l'île, qui, à la suite du tsunami du 11 mars 2011, ont été présentés par les médias français comme étant une obsession dans la tradition japonaise. Une réflexion géographique de temps long permet, sans prétention à l'exhaustivité, de faire une mise au point, en particulier à partir du cas de l'archipel des Gotō (Gotō rettō 五島列島) et de la légende de Kōrai-jima (*Kōrai-jima densetsu* 高麗島伝説).

---

✎ Philippe Pelletier, géographe et diplômé en langue et civilisation japonaises, est professeur à l'université Lyon 2. Ses travaux sur le Japon portent actuellement sur l'insularité, l'iléité et les questions environnementales.

## 1. Du *mappō* à Komatsu

L'eschatologie en tant que concept n'existe pas clairement dans la tradition socioculturelle japonaise dont le substrat repose sur le shintō. Son expression la plus visible n'apparaît qu'à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, avec l'idée bouddhique du « monde du *mappō* » (*mappō no yo* 末法の世), ou le « monde de la règle finale ». L'histoire du monde se diviserait ainsi en trois périodes après que le Bouddha soit parvenu au nirvana, la troisième étant celle d'une dégénérescence où le peuple s'éloigne du Bouddha et n'atteint pas l'illumination. Dans son fameux *Hōjōki* 方丈記 (1212), l'ermite Kamo no Chōmei 鴨長明 se focalise sur les désastres naturels pour développer l'idée du *mappō* et celle du *mujō* 無情 (impermanence). Le grand incendie de Kyoto en 1177, le typhon de 1180 et le séisme de 1185 auraient suscité sa réflexion, sinon encouragé la croyance, mais le grand tsunami de 869 est déjà loin.

L'idée du *mappō* ne se propage donc au Japon que quatre siècles après l'introduction du bouddhisme. Elle correspond surtout à une période de troubles socio-économiques et politiques variés, et ne semble pas en rapport exclusif avec les aléas naturels. La suite des événements confirme cette perspective plus historique que géographique puisqu'une poignée de grands penseurs bouddhistes comme Hōnen 法然, Shinran 親鸞 ou Nichiren 日蓮 s'oppose à l'eschatologie du *mappō* en encourageant, sauf Nichiren, les fidèles à se sauver par la « puissance de l'autre » (*tariki* 他力), la grâce du Bouddha Amida. Ils réussissent à faire reculer la croyance catastrophiste, tandis que les aléas gardent leur rythme tellurique ou climatique. Les éruptions volcaniques, régulières et parfois dévastatrices, engendrent des cultes locaux, mais ne structurent pas de récits eschatologiques forts. C'est plutôt le sentiment de coexistence avec le volcan qui l'emporte (Augendre 2008).

Dix siècles plus tard, le processus semble se reproduire. Le livre-catastrophe de Komatsu Sakyō 小松左京 (1931-2011), *La Submersion du Japon* (*Nippon chinbotsu* 日本沈没, 1973), un *best-seller*, et les deux films éponymes (1973, 2006) apparaissent comme représentatifs d'une fantasmagorie traditionnelle<sup>1</sup>. L'éruption du mont Fuji 富士, métonymie du pays

---

1. Le fait que le premier film ait rapidement fait l'objet d'un *remake* aux États-Unis (*Tidal Wave*, 1975) confirme un tropisme occidental qui dépasse le cas japonais pour renvoyer à l'eschatologie biblique du Déluge.

entier, qu'ils imaginent à l'origine de la catastrophe, figure aussi dans le sixième des huit contes oniriques de *Rêve* (*Yume* 夢, 1990), film de Kurosawa Akira 黒澤明, ici causée par une catastrophe nucléaire.

Komatsu fait partie de la génération qui a vécu la guerre de plein fouet. Son roman de science-fiction s'insère dans ce cycle de récits littéraires, cinématographiques ou dessinés, tels que *Godzilla* ou *Akira*, qui constituent une allégorie cathartique du Japon défait, détruit par la guerre et atomisé (Napier 1993). Alors que le cinéma de la Nouvelle vague japonaise exprime au même moment la contestation politisée d'une jeunesse japonaise et critique ouvertement la responsabilité belliciste de ses aînés, que ce soient les films réflexifs d'Ōshima Nagisa 大島渚 ou bien *Sasori* さそり (Scorpion), la série baroque d'Itō Shun.ya 伊藤俊也, *La Submersion du Japon*, de facture plus « populaire », attire l'audience en jouant sur l'évocation mélancolique de la société japonaise traditionnelle. Comme le résume Susan Napier, ce film est « essentiellement une élegie du Japon perdu » (Napier 1993 : 335).

Or ce genre catastrophiste n'existe pratiquement pas avant la défaite de 1945. Il ne correspond pas aux « traités sur la ruine du pays Japon » (*Nippon bōkoku-ron* 日本亡国論), dont l'origine est chinoise et qui, depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, évoluent sur le registre de la décadence du pays face à la modernisation et à l'occidentalisation. Il est essentiellement lié à la destruction atomique de Hiroshima et de Nagasaki en août 1945, explicitement évoquée dans la série des *Godzilla*. Avant de faire carrière dans la science-fiction, Komatsu Sakyō est d'ailleurs un journaliste scientifique spécialisé dans les questions nucléaires.

Si l'on plonge plus loin dans le passé de la socioculture japonaise, jusqu'aux annales antiques du viii<sup>e</sup> siècle, on constate que celles-ci n'évoquent qu'indirectement le thème du déluge (Shibata 1969 ; Hall 1973 ; Ogiwara 1973 ; Tomiyama 1974). Le *Kojiki* 古事記 parle, dès ses premières lignes, d'une « terre qui venait de naître comme une tache d'huile flottante » et, selon le *Nihon shoki* 日本書紀 (version II), elle « ondoyait comme de l'huile flottante ». Mais rien n'indique d'où vient cette *materia prima*, cet océan primordial, si un cataclysme ou un déluge en est à l'origine. Comme la geste d'Izanagi-Izanami 伊邪那岐・伊邪那美 rappelle le mythe universel de l'Urmeer, les anthropologues japonais Oka Masao 岡正雄 (1898-1982) et Ishida Eiichirō 石田英一郎 (1903-1968) l'ont rangée dans la catégorie du déluge. Mais la simple mention de l'océan primordial constituant un indice

trop ténu, Oka suggéra que le récit japonais avait perdu son prélude. Il ne serait donc qu'une version tronquée des mythes austronésiens ou austro-asiatiques racontant comment deux rescapés du déluge durent commettre un inceste pour repeupler la terre.

Mais, à la suite d'Ōbayashi Taryō 大林太良 (1929-2001), Alain Rocher dénonce cette extrapolation (Rocher 1997). Il évoque les mythes des Ryūkyū 琉球 qui racontent l'arrivée d'un couple incestueux par la mer sur une île qui n'est pas encore formée. En conséquence, « le thème du déluge ou du raz-de-marée peut être préfixé au récit, mais il n'est pas indispensable à la structure étimologique » (Rocher 1997 : 207). En revanche, l'inceste est le moteur de la structure narrative. Médiateur ambigu, il se présente à la fois comme l'équivalent du déluge et comme sa négation. C'est la même chose, car tous les deux rapprochent eau, hommes et bêtes, les hommes se nourrissant de viande crue puisqu'ils ont perdu le feu. « En d'autres termes, le déluge brouille les frontières entre les espèces comme l'espèce mélange la parenté et l'alliance » (Rocher 1997 : 208).

Mais ce n'est plus la même chose en ce sens que l'union interdite mais nécessaire permet de fonder un nouvel ordre. L'inceste est positif puisqu'il donne naissance à toute une progéniture, comprenant enfants, déités ou plantes nourricières. Et le déluge – ou son euphémisme, l'océan primordial – devient à son tour positif. Suivant cette logique, puisque les mythes austronésiens s'y réfèrent précisément, la mythologie japonaise, véhiculée par le premier peuplement de l'archipel japonais en provenance d'Asie du Sud-Est, aurait fait l'économie de la référence diluvienne. Elle se serait concentrée sur l'autre thème qui lui est lié, celui de l'inceste.

Les traditions d'Ishigaki-jima 石垣島, une île méridionale des Ryūkyū, constitueraient donc une exception. Elles racontent en effet que la submersion de la terre a été décidée par la divinité pour punir les hommes de leur discorde entre familles, n'épargnant qu'un jeune homme et sa sœur en vertu de leur piété (Rocher 1997 : 228, d'après Tanigawa Ken.ichi 谷川健一). Ce thème du châtement divin et du déluge fait penser à la légende de Kōrai-jima dont l'anthropologue Yanagita Kunio 柳田国男 (1875-1962) en a retranscrit le récit pour la première fois, semble-t-il après l'avoir entendu sur un bateau qui l'emmenait dans le sud de l'archipel des Gotō en 1931 (Yanagita 1951). Mais cette légende est-elle spécifiquement japonaise ?

## 2. La légende de Kōrai-jima, l'île engloutie

Selon elle, la déité vénérée sur une île appelée Kōrai-jima apparaît dans le rêve d'un homme très pieux, et lui annonce que lorsque son visage se transformera il faudra que tous les habitants s'enfuient. L'homme en parle autour de lui, mais il est moqué de la plupart. Un beau jour, le visage de la déité devient rouge, les habitants sont surpris, et alors qu'ils s'enfuient précipitamment sur leurs bateaux, l'île est engloutie. Les rescapés s'échouent à Warabi-kojima 蕨小島, un îlot situé tout au bord de la côte nord-orientale de Hisaka-jima 久賀島, l'une des îles de l'archipel des Gotō (Takahashi 2007).

Ce récit qui ressortit à la fable morale semble *a priori* facile à interpréter. D'après lui, il faut écouter les personnes pieuses, en contact avec les dieux, croire dans les rêves et les messages médiumniques ; ceux qui ne le font pas sont punis ; enfin, la terre est fragile, la communauté insulaire aussi.



L'îlot de Warabi-kojima, au nord-est de l'île de Hisaka-jima, archipel des Gotō, Nagasaki-ken. C'est là, d'après la légende, que se seraient réfugiés les habitants de l'île engloutie de Kōrai-jima. © Philippe Pelletier.



Carte de Hisaka-jima (Gotō rettō) avec, au nord-est, Warabi-kojima, îlot où se seraient réfugiés les rescapés de Kōrai-jima. Source : Nihon ritō sentā (2004).

Mais il pose un problème : il ne nous dit rien sur le nom ou la nature de la déité en question, contrairement à tous les récits mythologiques japonais. Seuls ceux qui croient en elle semblent savoir de qui il s'agit, mais comment la vénérer si l'on ne connaît pas son nom, si l'on ne sait pas quelle place elle occupe dans le panthéon ?

Une interprétation rapproche sémantiquement Kōrai de Hōrai 蓬莱, *alias* Penglai en chinois, l'île mythique que le taoïsme situe dans la mer orientale, où résideraient les bienheureux ayant découvert le secret de l'immortalité et que des héros intrépides chercheraient à gagner. Cette croyance chinoise fut mêlée avec la légende japonaise d'Urashima Tarō 浦島太郎, formalisée au xv<sup>e</sup> siècle et déjà présente dans le *Man'yōshū* 万葉集 (chant [*chōka* 長歌] n° 1740). Des traces plus anciennes remontent au *Nihon shoki* par exemple (Pigeot & Kosugi 1993). Leurs traits communs sont néanmoins peu nombreux, très généraux et, surtout, il manque des points essentiels.

La légende de Kōrai-jima ressemble bien davantage à un épisode du « Récit des commencements de la Terre et du Ciel » (*Tenchi hajimari no koto* 天地始之事), une version orale de la Bible secrètement transmise par les chrétiens cachés (*kakure kirishitan* かくれキリシタン) après l'interdiction et la répression du christianisme au début du xvii<sup>e</sup> siècle. Elle a été transcrite au début du xix<sup>e</sup> siècle, et retrouvée par hasard en 1865 (Antille 2007 ; Bohner 1938 ; Proust 1997). Supprimant des passages importants de l'Ancien comme du Nouveau testament, elle introduit des croyances locales, shintō, bouddhistes ou confucéennes. Ces choix révèlent ce qui a frappé la communauté des chrétiens cachés ainsi que leur enracinement dans un endroit – une géographie – et une période – le martyr, le secret, la réapparition – sans dépendre d'une quelconque révélation divine, ou d'une catéchèse orthodoxe. Ce récit traduit la force des lieux, ici les petites îles, et l'archipel des Gotō.

Son troisième chapitre évoque une forte augmentation de la population poussant les habitants au vol<sup>2</sup>. Mécontent de la « cupidité » (*yoku* よく) et de « l'inclinaison au mal » (*aku ni katamuki* 悪にかたむぎ) qui se propagent, Dieu (Deusu 天帝) fait un oracle au souverain du royaume, dénommé Pappamaruji ぱっぱ丸次, une référence au pape des catholiques (*pappa*

---

2. « *Hito ōku naru ni shitagaite, mina nusumi narai* » 人多くなるにしたがいて、みな盗みならい。

ぼつぱ) et aux martyrs (*maruchiru* マルチル). D'après lui, « quand les yeux du *shishigoma* 獅子駒 deviendront rouges, le monde sera détruit par un tsunami 津波 ». Le *shishigoma* est un animal hybride, situé entre dragon, lion et chien, dont la statue, bien familière, monte la garde à l'entrée des sanctuaires. Pappamaruji se rend alors tous les jours au sanctuaire pour le vénérer. Des enfants se moquent de lui, estimant qu'« il est impensable qu'une "île de dix mille lieues" (Manrigashima 万里が島) puisse être détruite (*metsubō* めつ亡) comme cela », et ils décident de peindre en rouge les yeux du *shishigoma*.

Du coup, Pappamaruji fait monter précipitamment ses six enfants dans un *kuribune* くり船 (sorte de canoë construit à partir d'un rondin évidé), qu'il a préparé en prévision, tout en abandonnant son fils aîné qui « ne tient pas sur ses jambes ». Aussitôt, une « grande vague » (*ōnami* 大浪) recouvre terre et ciel. Puis le *shishigoma* rejoint la troupe en portant le fils aîné sur son dos. Tous se réfugient en ramant sur une île, Ariō-shima あり王島. Quant aux « milliers de personnes englouties par la vague », elles tombent dans le Bembō べんぼう, « l'un des enfers du monde précédent », soit les Limbes (*limbo* en portugais, la langue des visiteurs chrétiens au Japon).

### 3. Warabi-kojima, alias Ariō-shima, l'île des rescapés

Ce passage des « Commencements » retrace bien entendu l'épisode du Déluge et de l'Arche de Noé décrit par la Bible (Genèse, 6-7), mais en le déformant. Une comparaison entre les deux textes et la légende de Kōrai-jima, dégage des points communs et des différences.

Le récit japonais ne précise pas l'endroit exact où se déroule l'épisode du Déluge, mais comme c'est à ce moment qu'apparaît pour la première fois le personnage de Pappamaruji calqué sur une réalité historique, on en déduit qu'il s'agit d'un lieu terrestre. Cette hypothèse est renforcée par le fait que l'épisode suit la description cosmogonique ayant mis en scène Adam et Ève – donc à l'échelle macro (le cosmos, le monde) – et qu'il passe brusquement à un autre niveau – à l'échelle micro (une communauté).

Cette communauté, que peut-elle être ? Vu le périmètre évoqué qui comporte un souverain, un temple (*tera* 寺, en l'occurrence confondu avec un sanctuaire shintô), quelques enfants (*tenarai kodomo* 手習子供), la mer, les bateaux et l'île (*kono shima* このしま), il s'agit d'une communauté insulaire,

au moins allégoriquement. Elle correspondrait à Kōrai-jima, même si ce toponyme n'apparaît pas dans le texte japonais des « Commencements ».

La pluie biblique qui tombe sans discontinuité dans la légende de Kōrai-jima n'apparaît pas dans les « Commencements ». Le grand bateau de l'Arche devient un petit canoë avec « planches » (*ita* 板) et « cuillères » (*shakushi* しやくし). Les animaux sont absents tandis que seuls les enfants de Pappamaruji sont évoqués, six au lieu de trois, et sans les femmes. On peut se demander si l'aîné, infirme, que Pappamaruji doit abandonner ne correspond pas à Hiruko 水蛭子, cet avorton-sangsue issu de la première copulation du couple divin Izanagi-Izanami, et que celui-ci abandonne aux flots sur un esquif de roseaux (ou de camphrier selon le *Nihon shoki*), mytheme qui fait évidemment penser à l'épisode biblique de Moïse (Watanabe 2002).

La principale spécificité de la version japonaise du Déluge dans les « Commencements » est double : d'une part, l'apparition du *shishigoma* avec ses yeux rouges et, d'autre part, le rôle du milieu insulaire et maritime avec la « grande vague » (*ōnami* 大浪), et les îles désignées par leur toponyme comme Manriga-shima et Ariō-shima. Ces éléments puisent à d'autres sources. Les légendes chinoises ou coréennes décrivent ainsi des villes qui disparaissent sous les flots, mais pas dans la mer : dans des lacs (Lewis 2006). Au Japon, les palais se retrouvent au fond de la mer, comme dans la légende d'Urashima Tarō, sans d'ailleurs qu'ils soient décrits précisément.

Selon les spécialistes japonais, le nom d'Ariō-shima, mot à mot « L'Île où il y a un Roi », fait penser par sa prononciation au mont Ararat (*Genèse*, 8 : 5). Il pourrait également évoquer un personnage du *Heike monogatari* (xii<sup>e</sup> siècle), un certain Ariō 有王 qui aurait accompagné le moine bouddhiste Shunkan 俊寛 lors de son exil politique dans une île au sud de Kyūshū.

D'après l'anthropologue Tanigawa Ken.ichi, il renvoie aussi au *Niraikanai* ニライカナイ des Ryūkyū, ce monde ultramarin d'où viendraient régulièrement déités et visiteurs. Le terme de *Niraikanai* lui-même n'est en effet que l'une des variations phonétiques possibles pour désigner ce monde, puisqu'on trouve aussi celle d'Arō-shima あろう島 qui pourrait se confondre avec Ariō-shima. En outre, le toponyme de Mimiraku 三井楽, un bourg des Gotō, était autrefois prononcé Mimiraku : cette diction ressemble à Nirai, comme Yanagita Kunio l'a remarqué. La croyance du *Niraikanai*, typique des Ryūkyū, serait ainsi remontée jusque dans les Gotō.

Comme l'a également relevé Yanagita, plusieurs traces témoignent de la légende d'une île engloutie dans les Gotō. Outre Warabi-kojima, où l'on trouve le récit de la déité au visage rougissant, Yanagita signale l'existence d'une stèle (*jizō* 地藏) appelée Kōrai-jizō 高麗地藏 dans le village de Warabi, situé en face sur Hisaka-jima, ainsi qu'une source appelée « eau de Kōrai ». Ce Kōrai-jizō représente Ebisu 恵比寿, la déité de la mer et du commerce, de façon originale puisqu'elle est peinte en rouge. Tout en relevant le lien avec l'épisode de Noé, Yanagita remarque que le motif des visages rougissants se retrouve aussi dans une légende chinoise. Enfin, l'une des versions des Commencements évoque, à propos du sauvetage à la rame vers Ariōshima, qu'« encore aujourd'hui la course appelée *péron* ペーロン est une répétition de cet épisode ». Elle fait allusion à une course nautique qui se déroule encore à Nagasaki 長崎 à la fin du mois de juillet.

\*

Malgré ces récits et malgré ce qu'on pouvait attendre d'un peuple vivant historiquement sur un archipel battu par les flots ou les tsunamis, la tradition japonaise est donc chiche de références au déluge. Il faut même que ce soient un récit inspiré de la Bible et une légende qui lui est très probablement connectée, comportant en outre des références chinoises, qui en parlent le mieux, tandis que la mythologie du *Kojiki* et du *Nihon shoki* se contente d'évoquer un océan primordial sans expliquer par quoi il a été provoqué.

L'allégorie du déluge au Japon semble donc relever davantage de circonstances historiques tragiques (le martyrologe chrétien, l'holocauste atomique) que d'un substrat géographique consubstantiellement hostile.

18 avril 2012

## Bibliographie

**ANTILLE Géraldine, 2007**

*Les Chrétiens cachés du Japon. Traduction et commentaires des « Commencements du Ciel et de la Terre »*, Genève, Labor et Fides.

**AUGENDRE Marie, 2008**

*Vivre avec le volcan. Une géographie du risque volcanique au Japon*, université Lyon 2, thèse, Ph. Pelletier dir.

**BOHNER Alfred, 1938**

« Tenchi Hajimari no Koto, wie Himmel und Erde entstanden », *Monumenta Nipponica*, 1-2 : 465-514.

**CHAMBERLAIN Basil Hall, 1973**

*Ko-ji-ki, or Records of Ancient Matters*, Tokyo, The Asiatic Society of Japan, rééd. 2005, Tuttle Publishing.

**IWAKIRI Makoto** 岩切誠,

**SHIMOZURU Daisuke** 下鶴大輔 (dirs.), 2001

*Nihon saigai-shi* 日本災害史, Tokyo, Nihon tosho sentā 日本図書センター, 4 vol.

**LEWIS Mark Edward, 2006**

*The Flood Myths of Early China*, Albany, Suny Press.

**NAPIER Susan J., 1993**

« Panic Sites: the Japanese Imagination of Disaster from Godzilla to Akira », *Journal of Japanese Studies*, 19-2 : 327-351.

**NIHON RITŌ SENTĀ** 日本離島センター (éd.), 2004

*Nihon no shima gaido - Shimadas* 日本の島ガイド シマダス (Shimadas. Le guide des îles japonaises), Tokyo, Nihon ritō sentā.

**Kojiki. Jōdai kayō** 古事記・上代歌謡 (Le *Kojiki* et les poèmes de l'Antiquité), 1973

in *Nihon koten bungaku zenshū* 日本古典文学全集 (Collection complète de la littérature classique du Japon), t. 1, annoté et traduit par Ogiwara Asao 荻原浅男 et Kōnosu Hayao 鴻巣隼雄, Tokyo, Shōgakukan 小学館.

**PELLETIER Philippe, 2012**

*La fascination du Japon*, Paris, Le Cavalier bleu.

**PIGEOT Jacqueline**

**& KOSUGI Keiko, 1993**

*Voyages en d'autres mondes. Récits japonais du xv<sup>e</sup> siècle*, Arles/Paris, Philippe Picquier/Bibliothèque Nationale.

**PROUST Jacques, 1997**

*L'Europe au prisme du Japon (xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle), entre humanisme, Contre-Réforme et Lumières*, Paris, Albin Michel.

**SHIBATA Masumi & Maryse, 1969**

*Le Kojiki. Chronique des choses anciennes*, Paris, Maisonneuve et Larose.

**TAKAGI Ichinosuke** 高木市之助  
& **TOMIYAMA Tamizō** 富山民蔵, 1974  
*Kojiki sōsakuin* 古事記總索引 (Kojiki, index général), Tokyo, Heibonsha 平凡社.

**TAKAHASHI Daisuke** 高橋大輔, 2007  
« Kōrai-jima densetsu no genba kentō :  
kaichū ni chinshita rakuen o motomete »  
高麗島伝説の現場検討——  
海中に沈した樂園を求めて (Examen sur le  
terrain de la légende de Kōrai-jima :  
à la recherche du paradis englouti dans  
la mer), *Fukkatsu no shima. Gotō*  
*Hisaka-jima kirisutokyō bohi chōsa*  
*hōkokusho* 復活の島——五島・久賀島キリ  
スト教墓碑調査報告書 (La Résurrection  
d'une île. Compte rendu d'une enquête  
sur les tombes chrétiennes de Hisaka-  
jima des Gotō), Nagasaki, Nagasaki  
Bunken-sha 長崎文献社, pp. 24-25.

**WATANABE Kōji**, 2002  
« L'énigme de Hiruko dans la mythologie  
japonaise, le mythe de l'enfant-sangsue  
ou le mythe du jeune soleil ? », *Iris*,  
23 : 55-62.

**YANAGITA Kunio** 柳田国男, 1951  
« Kōrai-jima no densetsu » 高麗島の伝  
説 (La légende de Kōrai-jima), *Shima no*  
*jinsei* 島の人生 (La Vie des îles), *Yanagita*  
*Kunio zenshū* 柳田国男全集, vol. 1,  
Tokyo, Sōgensha 創元社, pp. 387-410  
[éd. originale 1933].

# Cataclysme et pouvoir politique dans l'imaginaire au Japon

L'exemple des *namazu-e* du séisme de l'ère Ansei (1855)

Julien BERNARDI-MOREL

Le 11 novembre 1855, un séisme dévastateur frappa la ville d'Edo (ancien nom de Tokyo). L'épicentre du tremblement de terre près du cœur de la cité causa des dégâts incommensurables. Le nombre de victimes est estimé entre 7 000 et 10 000 (Usami 2003 : 171-182). Les dégâts matériels furent eux aussi très sévères, puisque le séisme et les incendies détruisirent plus de 14 000 bâtiments. Le nombre important de blessés, les dégâts, les menaces persistantes d'incendies et surtout le fait que la capitale politique du Japon ait été touchée accentuèrent l'impact psychologique du séisme.

Consciente ou inconsciente, une question demeurait dans tous les esprits : qui blâmer ?

Des théories d'interventions cosmiques délibérées au sein de sociétés étaient présentes dans de nombreuses philosophies comme le confucianisme ou la pensée *tentō* 天道<sup>1</sup>. En effet, avant le xx<sup>e</sup> siècle, en Asie du Sud-Est, les

---

➤ Après une licence et un master en langue, littérature et civilisation du Japon, Julien Bernardi-Morel entame des recherches sur les cataclysmes et le motif du héros dans l'imaginaire du Japon. Il occupe depuis 2011 un poste de lecteur à l'université Kinjō gakuin 金城学院大学 de Nagoya.

1. Le *tentō* est un culte syncrétique basé sur des idées religieuses et philosophiques provenant de Chine. Inspiré du taoïsme et du confucianisme, le terme servit d'abord à désigner par métonymie les divinités indo-bouddhiques Bonten (Brahmā) et Taishakuten (Indra), mais aussi Amaterasu, divinité centrale de la croyance shintō. Plus tard, il évolua pour désigner l'ensemble des divinités célestes, une autorité divine supérieure au monde terrestre.

théories concernant les tremblements de terre étaient pour la plupart liées à la notion des cinq agents du Yin et du Yang qui se manifestaient dans l'univers à travers cinq éléments : l'eau, le feu, le métal, l'air et le bois. Des penseurs chinois développèrent ainsi des théories très élaborées de correspondances cosmologiques au sein desquelles ces cinq éléments jouaient un rôle clé dans l'explication des phénomènes naturels. Plus tard, l'idée de base du Yin et du Yang opérant un équilibre régulé par les cinq éléments devint extrêmement répandue parmi les populations d'Asie.

À partir des années 1830, le Japon connut une série de désastres naturels, d'épidémies et de famines qui entraînèrent des soulèvements populaires<sup>2</sup>. Ces catastrophes commentées par les médias de l'époque<sup>3</sup> poussèrent progressivement la majorité des Japonais à voir dans ces désastres et en particulier dans les séismes la résultante d'un déséquilibre entre ces cinq éléments du Yin et du Yang à l'intérieur de la terre. Malgré certains détails mineurs qui pouvaient être l'objet de désaccords, ce concept faisait partie depuis longtemps d'un sens commun intellectuel et social, mais l'idée générale que des forces cosmiques interviennent dans une société en perdition afin de corriger les erreurs humaines ne devint claire pour la population japonaise que très tardivement. En effet, peu avant la catastrophe de 1855, le pays venait de faire l'expérience de nombreux tremblements de terre, tels que ceux de Shinano, d'Odawara, d'Iga-Ueno (actuel département de Mie), d'Ise et de Konoe (actuel département de Shiga), qui avaient détruit plus de 20 000 habitations et fait des milliers de victimes (Noguchi 2004 : 34-37). L'année de la seconde venue au Japon de la flotte du commodore Perry, en 1854, deux séismes sous-marins firent trembler la côte Pacifique à deux jours d'intervalle. À la fin de l'année 1854, le tremblement de terre d'Ansei Tōkai 安政東海 frappa une région allant d'Edo à la baie d'Ise et le séisme d'Ansei Nankai 安政南海, la région d'Osaka (Noguchi 2004 : 39). Au lendemain de ces catastrophes, un des principaux dirigeants du

---

2. En effet, durant l'ère Tenpō (1830-1844), l'accumulation de ces catastrophes provoqua des émeutes, en particulier celle menée par un ancien fonctionnaire de police, Ōshio Heihachirō 大塩平八郎 (1793-1837), qui eut lieu à Osaka en 1837.

3. La presse écrite de l'époque ou *kawaraban* 瓦版 reposait sur un système complexe de signes, de symboles, d'analogies et de métaphores qui existaient dans un contexte quotidien et croisaient sans efforts les frontières de la science, de l'ésotérisme, des croyances populaires et des idéologies politiques.

*bakufu*, le seigneur Matsudaira Shungaku 松平春嶽 (1828-1890), cousin du shogun, réagit par une lettre envoyée à son supérieur Abe Masahiro 阿部正弘 (1819-1857)<sup>4</sup>, dans laquelle il lista les différentes catastrophes, désastres et récentes visites intempestives des vaisseaux américains, anglais et russes. Il en conclut alors que ces différents événements « constituaient définitivement un rappel à l'ordre divin » (Noguchi 2004 : 39).

Dans une société où le gouvernement consistait en une organisation militaire exerçant une hégémonie totale d'une part et un empereur à Kyoto possédant un rôle surtout religieux et culturel d'autre part, la divergence entre morale et pouvoir politique ne faisait que s'accroître, et les phénomènes atmosphériques, les mauvaises récoltes, les épidémies devinrent alors le ciment des manifestations d'un « mécontentement » divin. Le séisme d'Edo pendant l'ère Ansei 安政 sembla faire trembler en même temps que la croûte terrestre, les fondations même de la société d'Edo.

Le temple de Kashima<sup>5</sup> (Kashima jingū 鹿島神宮) était considéré comme une sorte de passage, un point de transit entre le monde des hommes et celui des dieux. Une divinité guerrière du même nom, Kashima daimyōjin 鹿島大明神, y est célébrée, ainsi qu'un rocher monolithique censé, selon les croyances, maintenir le monde en place. Dans l'imaginaire du Japon d'alors, ce *kanameishi* 要石<sup>6</sup> servait de rempart, de défense contre les forces malveillantes de la nature. Les séismes ayant été très tôt considérés comme négatifs et rattachés dans l'imaginaire populaire aux mouvements d'un poisson-chat géant, il apparaît logique que par le biais des croyances on ait trouvé un moyen de combattre ce fléau, une force tout aussi puissante mais placée dans l'imaginaire du côté des hommes et du bien : la divinité Kashima et sa pierre de fondation semblaient alors parfaitement s'intégrer dans l'équation. Plus tard, on vit apparaître des motifs similaires à l'original, mais qui divergeaient toutefois sur certains points. Le rocher était parfois remplacé par une épée (fig. 1) qui semblait avoir le même effet sur le monstre, mais dont l'objectif premier était sans doute de focaliser l'attention sur la divinité toute-puissante

---

4. Seigneur de Fukuyama et gouverneur de la province d'Ise, membre du conseil du shogun à partir de 1843.

5. Situé à Kashima, ville du département d'Ibaraki, à l'est de Tokyo.

6. Pierre de fondation, pierre rivet.

et victorieuse acclamée par la population contrôlant le poisson avec une grande facilité<sup>7</sup>. Ce postulat est d'ailleurs renforcé par quatre poissons-chats anthropomorphisés et agenouillés, soumis, qui semblent prier Kashima pour sa miséricorde. Au-delà de l'image de guerrier et de conquérant qui entoure le personnage de Kashima, il apparaît que cette symbolique du Dieu écrasant la Bête fait écho au récit mythique de la victoire de Susanoo no mikoto 素戔鳴尊<sup>8</sup> sur le dragon Yamata no orochi 八岐大蛇<sup>9</sup>. Ainsi, même si Amaterasu ōmikami 天照大神<sup>10</sup> était indéniablement restée ancrée dans l'imaginaire collectif comme une divinité puissante incarnée par l'empereur, à travers ces images, l'iconographie populaire réactualisait un des mythes les plus anciens de la culture japonaise ; certains symboles demeurant toujours aussi forts : la divinité salvatrice, le monstre effrayant et même l'épée<sup>11</sup>. À l'image de Susanoo dans les récits du *Kojiki* 古事記, Kashima était donc à son tour progressivement perçue dans l'iconographie populaire comme une divinité puissante proche du monde terrestre, en lien direct avec les humains, leur venant en aide.

Après le séisme d'Ansei, la peur de nouvelles secousses généra la production de talismans figurant des poissons-chats.

Ces imprimés, appelés plus tard *namazu-e* 鯰絵<sup>12</sup>, représentaient la divinité Kashima reprenant le contrôle du monstre. L'un des plus typiques est

7. Le personnage semble en effet n'utiliser qu'une seule de ses mains.

8. Demi-frère d'Amaterasu, représentant les forces destructrices de la nature.

9. Dans la mythologie, dragon légendaire à huit têtes et huit queues qui désolait la province d'Izumo. Susanoo no mikoto l'aurait vaincu en le grisant avec du saké.

10. Littéralement : « Grande divinité illuminatrice du ciel », Kami principal des croyances shintō, symbolisant le soleil et la lumière.

11. On peut en effet voir une référence flagrante à l'épée légendaire *murakumo no tsurugi* 叢雲劍 trouvée dans la queue de Yamata no orochi par Susanoo no mikoto : « [...] Lorsqu'il trancha la queue du milieu, la pointe de son épée se brisa. Trouvant cela étrange, il découpa la chair à l'aide du morceau cassé, regarda à l'intérieur et y découvrit une grande épée tranchante. Cette épée était la grande épée faucheuse d'herbe » (Chamberlain 1982 : tome 1, section 18, « Le Serpent à huit fourches »). Cette épée deviendra ensuite un des trois symboles du pouvoir impérial puisqu'elle sera transmise à Ninigi no mikoto 瓊瓊杵尊 lors de sa descente sur terre : « [...] À leur arrivée, les divinités célestes firent don à l'auguste enfant de la parure de bijoux de huit pieds de long ; ils lui donnèrent également la grande-épée-faucheuse-d'herbe [...] » (Chamberlain 1982 : tome 1, section 33, « L'auguste descente des cieux du grand et auguste petit-fils »).

12. Littéralement : image de poisson-chat.

appelé *Jishin o-mamori* 地震御守<sup>13</sup>. Dans la figure 1, on remarque dans le coin supérieur gauche le nom Kashima dans un style spécifique associé à la symbolique taoïste<sup>14</sup>. Juste au-dessus est représentée la constellation de la Grande Ourse connue pour être un symbole de chance (Ōmori 1991 : 164-171).



**Fig. 1** (à gauche) « Talisman contre le tremblement de terre » (*Jishin o-mamori* 地震御守). Collection du Musée d'histoire et de folklore du département de Saitama.

**Fig. 2** (à droite) « Le poisson-chat et la pierre de fondation » (*Namazu to kana-meishi* 鯰と要石) (1855). Collection de la Tokyo Metropolitan Library.

13. Littéralement : talisman protégeant des tremblements de terre.

14. Voir Miyata & Takada (1995 : 110, 262, réf. 37). Collection du Musée d'histoire et de folklore du département de Saitama (Saitama kenritsu rekishi to minzoku no hakubutsukan 埼玉県立歴史と民俗の博物館).

Face à ces images héroïques très répandues alors, il existait pourtant certains imprimés montrant le dégoût éprouvé à l'égard des divinités responsables du déséquilibre des forces cosmiques. Dans la figure 2, le feu fait rage et la terre tremble autour d'un sinistre poisson-chat géant<sup>15</sup>. Appuyé sur la pierre de fondation, la divinité Ebisu 恵比寿<sup>16</sup> semble fatiguée et somnole<sup>17</sup>. Parti hors de la ville, Kashima en cavalier à droite, rentre à la hâte. Sur la tête du *namazu*, Edo en proie aux flammes est la preuve que les divinités incompetentes ont permis à la catastrophe de se produire.

Ce dégoût provoqué par l'inaptitude de Kashima se manifestait parfois par le fait d'effacer la divinité en le remplaçant par Amaterasu. Avant le séisme d'Ansei, tout semblait indiquer que la population d'Edo avait peu d'intérêt pour la divinité tutélaire de la famille impériale, beaucoup plus connue à Kyoto. Cependant, dans certaines *namazu-e*, nous voyons apparaître les premiers indices d'une perception par les gens d'Edo d'Amaterasu comme une divinité salvatrice. La figure 3 en est un très bon exemple<sup>18</sup>. Le cheval blanc du temple d'Ise, un *nusa* 幣<sup>19</sup> en guise de cavalier, chasse de ses sabots plusieurs poissons-chats ; de fines lignes courbes entourent le cheval. Ce sont ses poils, censés représenter selon la croyance populaire la protection ultime contre le mal (Noguchi 2004 : 194). Kashima, en retrait à gauche dans son armure de samurai, tente sans succès de maîtriser l'animal.

---

15. Voir Miyata & Takada (1995 : 266, réf. 44). Collection de la Tokyo Metropolitan Library (Tōkyō toritsu chūō toshokan 東京都立中央図書館) (réf. 東0277-C40) : <[http://www.library.metro.tokyo.jp/digital\\_library/collection/the28/no6/tabid/1690/Default.aspx](http://www.library.metro.tokyo.jp/digital_library/collection/the28/no6/tabid/1690/Default.aspx)> (dernière consultation : 18/04/2012).

16. Divinité populaire, considérée comme le Dieu du bonheur et de la prospérité, très vénérée par les pêcheurs et les commerçants.

17. Ebisu tient ici le rôle de *rusugami* 留守神, une divinité secondaire censée remplacer la divinité principale pendant son absence. Ce besoin aurait pour origine la croyance que toutes les divinités majeures devaient, chaque dixième mois, effectuer un voyage en Izumo. Cette période de l'année était appelée *kannazuki* 神無月 ou *kaminazuki* 神な月 : « Le mois sans Dieu ». Pour plus de détails, voir Ouwehand (1964 : 16, 82-85).

18. Voir Miyata & Takada (1995 : 257-258, réf. 30). Collection Ishimoto, Bibliothèque de l'université de Tokyo (réf. 81-02-34) (Tōkyō daigaku fuzoku toshokan 東京大学附属図書館, Jishin kasai hanga harimazechō Ishimoto korekushon I 地震火災版画張交帖石本コレクションI) : <<http://gazo.dl.itc.u-tokyo.ac.jp/ishimoto/2/02-034/00001.jpg>> (dernière consultation : 01/04/2012).

19. Egalement appelé *gobei* 御幣 ou *shimenawa* 注連縄, symbole indiquant la nature sacrée du lieu et la présence d'un *kami*.



Fig. 3 « Le cheval du temple d'Ise dispersant les poissons-chats » (*Namazu o kechirasu Ise-jingū jinme* 絵を蹴散らす伊勢神宮神馬). Collection Ishimoto, Bibliothèque de l'université de Tokyo.

D'autres *namazu-e* montrent Kashima dans un rôle secondaire aux côtés d'Amaterasu, ou dans une relation antagoniste avec cette divinité. Dans la figure 4 par exemple<sup>20</sup>, Kashima, Amaterasu et Hachiman 八幡<sup>21</sup> chevauchent à travers le ciel, au-dessus d'Edo dévastée.

Amaterasu, précédée par Kashima, ordonne aux *namazu* de quitter les lieux sur l'instant, dispensant du crin ça et là. Ce dernier tient la pierre de fondation en l'air, mais celle-ci n'est d'aucune utilité dans le ciel. Dans cette

20. Voir Miyata & Takada (1995 : 257, réf. 29). Collection de la bibliothèque nationale de la Diète (Kokuritsu kokkai toshokan 国立国会図書館) (réf. 7-8-2-6 00-0044) : <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1302104>> (dernière consultation : 01/04/2012).

21. Divinité populaire protectrice des guerriers et kami tutélaire de la famille Minamoto. Originaire de l'île de Kyūshū où son culte est attesté depuis le VIII<sup>e</sup> siècle, elle fut, à partir de l'époque de Heian, identifiée à l'esprit de l'empereur semi-légitime Ōjin.



**Fig. 4** « Hachiman, Amaterasu et Kashima galopant dans le ciel » (*Amakakeru Hachimangū, Daijingu, Kashima daijyōjin* 天駆ける八幡宮、太神宮、鹿島大明神). Collection de la bibliothèque nationale de la Diète.

image, Amaterasu et Kashima ont à peu près la même taille et sont positionnés à la même hauteur dans le ciel.

Dans la figure 5, Amaterasu, baptisée pour l'occasion « Divinité fondatrice de l'empire du grand Japon », domine le personnage de Kashima, plus petit, qui l'assiste dans la distribution de crin de cheval sacré à l'instar de six autres divinités locales<sup>22</sup>. Ici, Kashima a été clairement rétrogradé. Le texte de l'image désigne le Japon comme le « pays des dieux » (*shinkoku* 神国) dont les habitants ont la chance qu'Amaterasu et l'empereur s'inquiètent de leur bien-être (Miyata & Takada 1995 : 258-260).

---

22. Voir Miyata & Takada (1995 : 258-260, réf. 32). Institut historiographique de l'université de Tokyo (Tōkyō daigaku shiryō hensanjo 東京大学史料編纂所) (réf. 0380-18).



**Fig. 5** « La puissance miraculeuse de la divinité fondatrice de l'empire du grand Japon secourant le peuple » (*Dai Nihon koku teiso Omikami reigen banmin o tasuke tamau no zu* 大日本国帝祖大神靈驗万民を助給ふ之図) Institut historiographique de l'université de Tokyo.

D'un côté, les habitants d'Edo semblent donc s'en remettre à Kashima pour reprendre le contrôle sur le poisson géant et rétablir l'équilibre des forces cosmiques ; de l'autre, même dans les *namazu-e* les moins explicites, la critique envers Kashima est évidente et il apparaît clairement que dans l'imaginaire collectif cette divinité est en grande partie responsable des destructions, car elle a échoué dans l'accomplissement de sa mission. En effet, le tremblement de terre d'Ansei eut lieu le 10<sup>e</sup> mois de l'année selon le calendrier traditionnel (novembre selon le calendrier occidental). Il est nécessaire de rappeler que selon la croyance populaire ce mois était aussi appelé *kannazuki* 神無月<sup>23</sup> ou « mois sans divinité ». Kashima, à l'instar des autres dieux du panthéon shintô, devait partir à Izumo où tous

23. Pour plus de détails, voir Jean-Michel Butel et Pascal Griolet (1999).

se réunissent. La divinité absente au moment de la catastrophe était alors dans l'incapacité d'agir. C'est pourquoi, face à ce dieu faillible, imparfait, aux caractéristiques définitivement humaines, il semble que la réponse iconographique ait été de remplacer Kashima et de se tourner ainsi vers la toute-puissance salvatrice d'Amaterasu<sup>24</sup>. Dans la réalité, grâce à l'influence grandissante des *namazu-e*, ce face à face entre héros guerrier et divinité fondatrice semble s'être rapidement calqué dans l'inconscient collectif sur les conflits qui faisaient rage à l'époque entre maison impériale et shogunat. Ainsi, même si ce n'est que très indirectement, dans l'imaginaire de la population, les *namazu-e* nées de la catastrophe d'Ansei préfigurent l'affaiblissement, puis le renversement du régime shogunal des Tokugawa et la restauration impériale de 1867.

Au lendemain du 11 mars 2011, dans la souffrance et le dénuement le plus total, les régions du nord-est du Japon endeuillées ont commencé un long processus de reconstruction. Face à la catastrophe, responsables politiques et grands patrons ont très rapidement été les cibles des plus vives critiques de la part de la population ; certains, pour leurs propos déplacés ou leur mauvaise gestion de la situation, furent directement ou indirectement poussés à la démission, comme le Premier ministre Kan Naoto 菅直人, le président de Tepco Shimizu Masataka 清水正孝 ou plus tardivement le ministre de l'Économie Hachiro Yoshio 鉢呂吉雄<sup>25</sup>. Au milieu du tumulte social et médiatique, la voix de l'empereur s'est fait entendre, d'abord à la télévision, puis au chevet des victimes (Hishitsuka 2011). Alors que les Japonais l'avaient pour la plupart, depuis de nombreuses années, relégué à un simple symbole, le souverain semble avoir profondément touché l'opinion publique du Japon par ses déclarations. Peut-on penser pour autant que l'empereur est amené à jouer un rôle politique qu'il n'avait pas jusqu'à

---

24. Ceci rappelle une nouvelle fois les récits mythiques dans lesquels Amaterasu est clairement favorisée au profit de Susanoo à de nombreuses reprises : « Il le remit à la grande-et-auguste-divinité-ciel-flamboyant et lui dit : "que votre auguste personne gouverne la plaine-des-hauts-cieux" [...] » (Chamberlain 1982 :tome I, section 11). « Alors que les deux autres divinités assumaient les responsabilités données par leur père, l'auguste-mâle-rapide-impétueux refusa de gouverner le royaume dont on lui avait donné la charge [...] il fut alors banni. » (*ibid.* : tome I, section 12).

25. Voir, entre autres, Mougey (2011), AFP (2011).

présent ? Ou bien d'autres forces politiques nouvelles sont-elles à l'œuvre ? À travers cette situation post-traumatique que vit actuellement le pays, assisterions-nous comme en un écho de la catastrophe de 1855 aux prémises d'un bouleversement politique ?

27 juin 2011

## Bibliographie

**AFP, 2011**

« Le ministre japonais de l'Économie démissionne après Fukushima », dépêche du 10 septembre.

**BUTEL Jean-Michel**

**& GRIOLET Pascal, 1999**

« Histoires de poissons-chats : les images du grand séisme de 1855 à Edo », *Ebisu*, 21 (numéro spécial « Le Japon des séismes ») : 17-32.

**CHAMBERLAIN Basil H. (trad.),**

**[1883] 1982**

*The Kojiki. Records of Ancient Matters*, Boston, Tokyo, Tuttle Publishing.

**FRÉDÉRIC Louis, 1996**

*Le Japon. Dictionnaire et civilisation*, Paris, Robert Laffont, Collection Bouquins.

**HISHITSUKA Hiroshi 菱塚博, 2011**

« Tennō/kōgō ryōheika, Fukushima iri Tōhoku no hisaichi rekihō sankasho me » 天皇・皇后両陛下・福島入り 東北

の被災地歴訪3カ所目 (L'empereur et l'impératrice à Fukushima. Troisième visite d'un site sinistré dans le Tōhoku), *Asahi shinbun* 朝日新聞, 11 mai.

**MIYATA Noboru 宮田登**

**& TAKADA Mamoru 高田衛 (dirs.), 1995**

*Namazu-e. Shinsai to Nihon bunka 鯰絵——震災と日本文化 (Namazu-e. Les désastres sismiques et la culture japonaise)*, Tokyo, Ribun shuppan 里文出版.

**MOUGEY Amélie, 2011**

« Le Premier ministre paie Fukushima », *Ouest-France*, 5 août.

**NOGUCHI Takehiko 野口武彦, 2004**

*Ansei Edo jishin 安政江戸地震 (Le séisme d'Edo de l'ère Ansei)*, Tokyo, Chikuma shobō 筑摩書房.

**ŌMORI Takashi 大森隆, 1991**

*Furō fushi o mezasu sendō shukujutsu no sekai 不老不死を目指す先導祝術の世界*

(Le monde des techniques ésotériques destinées à atteindre l'immortalité), Tokyo, Dōkyō no hon 道教の本.

**Kojiki** 古事記 (Récit des choses anciennes), [712] 1997

in *Shinpen Nihon koten bungaku zenshū* 新編日本古典文学全集 (Collection complète de la littérature classique du Japon, nouvelle édition), t. 1, Tokyo, Shōgakukan 小学館.

**Nihon shoki** 日本書紀 (Chroniques du Japon), [720] 1998

in *Shinpen Nihon koten bungaku zenshū* 新編日本古典文学全集 (Collection complète de la littérature classique du Japon, nouvelle édition), t. 4, Tokyo, Shōgakukan 小学館.

**OUWEHAND Cornelis, 1964**

*Namazu-e and their Themes: An Interpretative Approach to Some Aspects of Japanese Folk Religion*, Leiden, E.J. Brill.

**USAMI Tatsuo** 守佐美龍夫, 2003

*Nihon higai jishin sōran* 日本被害地震総覧 (Histoire générale des séismes destructeurs au Japon), Tokyo, Kōwa shuppan 恒和出版.

**WAKAMIZU Suguru** 若水俊, 2003

*Namazu wa odoru : Edo no namazu-e omoshiro bunseki* 鯰は踊る——江戸の鯰絵面白分析 (Le poisson-chat danse : analyse de l'humour des *namazu-e* de l'époque d'Edo), Tokyo, Bungeisha 文芸社.



## Témoignage



# Du refus à la solidarité

## Devant les terres dévastées\*

KAMATA Satoshi 鎌田慧

### Quarante ans de mouvements antinucléaires

Ma première enquête sur un mouvement d'opposition en lien avec le nucléaire, c'était à Rokkasho-mura 六ヶ所村, sur la presqu'île de Shimokita 下北. Le gouvernement venait de rendre public le projet d'y construire un gigantesque combinat pétrolier dans le cadre de son Nouveau Plan national d'aménagement du territoire (Shin zenkoku sōgō kaihatsu keikaku 新全国総合開発計画) de 1969. Mon enquête portait sur l'état naissant du mouvement d'opposition à la pollution. Les problèmes d'asthme et de pollution marine provoqués par les combinats de Yokka-ichi 四日市 et de Kawasaki

---

▼ Kamata Satoshi est un journaliste né en 1938 à Hirosaki. Ouvrier dans une imprimerie à l'âge de 18 ans, il est licencié après avoir voulu y créer un syndicat. Il suit alors des cours de littérature russe à l'université Waseda et devint par la suite journaliste d'investigation. Il est l'auteur de très nombreux ouvrages sur les questions de société, comme la pollution, les conditions de travail, l'*ijime* (brimades, intimidations, harcèlements), et de biographies de révolutionnaires comme Ōsugi Sakae (1885-1923). Il a obtenu plusieurs prix, dont le Mainichi shuppan bunka-shō pour son ouvrage sur le mouvement d'opposition à l'installation de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires, *Rokkasho-mura no kioku* (La mémoire de Rokkashomura). Certains ont été traduits dans plusieurs langues. Il est notamment l'auteur de *Toyota, l'usine du désespoir* (1973, réédition 2008), traduit en français en 1976 [N.D.L.R.].

\* Ce témoignage est la traduction d'un article publié dans la revue *Gendai shisō* 現代思想, 39-14 : 34-45, octobre 2011.

川崎 commençaient à faire l'objet de protestations. À Rokkasho-mura, les problèmes de pollution constituaient aussi le point de départ du mouvement.

Le projet d'aménagement s'étendait sur une surface de 15 000 ha (5 000 ha aujourd'hui) et faisait peser une autre menace, celle de la disparition du village. Le mouvement était donc dirigé contre les expropriations. Il ne s'agissait pas d'un mouvement antinucléaire, car la nature exacte du projet n'était pas clairement dévoilée. En effet, comme je l'ai écrit dans *Rokkasho-mura no kiroku* 六ヶ所村の記録 (Chroniques de Rokkasho-mura, 1991), le nucléaire ne suscitait pas de débat à l'époque : les dirigeants économiques accordaient le primat au développement industriel. Je parlais aussi, à l'époque, faire des reportages sur les luttes d'habitants. Là, je distribuais une brochure que j'avais conçue, « Pour l'arrêt du projet » (Kaihatsu soshi no tame ni 開発阻止のために), en soutien aux mouvements d'opposition aux expropriations.

Des mouvements contre la pollution et contre les expropriations sur lesquels je menais des enquêtes à partir de la fin de l'année 1969 et durant les années 1970, j'en suis arrivé à traiter directement du problème du nucléaire lorsque, en 1973, je me suis intéressé au mouvement d'opposition à la construction de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa 柏崎・刈羽<sup>1</sup> dans le département de Niigata. Au départ, j'étais parti sur le terrain dans la continuation de mes deux autres enquêtes sur les luttes contre la pollution<sup>2</sup>.

Un mouvement similaire à celui de Kashiwazaki-Kariwa existait à la même époque dans la ville d'Ikata 伊方, dans le Shikoku, dont les habitants

---

1. La centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa est située à cheval entre la ville de Kashiwazaki et le village de Kariwa. Son projet de construction a été rendu public par Tepco en 1969, son premier réacteur mis en service en 1985. Cette centrale est devenue la plus puissante au monde depuis la mise en service de son septième réacteur en 1997 [N.D.T.].

2. Ces enquêtes avaient donné lieu à deux livres : l'un, *Kakusareta kōgai* 隠された公害 (Cette pollution cachée, 1970) sur la maladie *itai itai byō* イタイイタイ病 à Tsushima 対馬 ; l'autre, *Shi ni taeta fūkei* 死に絶えた風景 (Un paysage disparu à jamais, 1971) sur la baie de Dōkai 洞海 dans le nord de Kyūshū qui, avec l'installation de l'usine métallurgique de Yawata seitetsu 八幡製鉄 depuis la fin de l'époque Meiji, avait progressivement été remblayée par la construction de terre-pleins et polluée. Dans ces livres, je traitais du développement industriel, de la pollution et des mouvements d'habitants.

constituaient le fer de lance. Ces deux grandes luttes antinucléaires se résu- maient dans l'expression qui courait à l'époque : « Kariwa à l'est, Ikata à l'ouest » (*bigashi no Kariwa, nishi no Ikata* 東の刈羽、西の伊方). D'autres mouvements surgirent ailleurs, mais de moindre importance et furent muselés l'un après l'autre et ne purent atteindre une quelconque ampleur. C'est pour répondre à la nécessité de relayer les informations sur ces mou- vements que je suis allé à Kariwa, puis à Ikata, et que j'ai poursuivi mon enquête sur d'autres mouvements antinucléaires.

Pourquoi les habitants s'opposaient-ils à l'installation de centrales nucléaires ? Bien sûr, c'était la conscience, dès cette époque, des dangers du nucléaire. Vers 1971, on commençait à trouver au Japon des textes écrits par des scientifiques américains comme John William Gofman, dont certains présentés dans la revue *Gijutsu to ningen* 技術と人間 (L'homme et la techni- que). On trouvait aussi des critiques émanant de spécialistes du nucléaire, comme l'ouvrage de Zhores A. Medvedev sur le désastre de Kyshtym<sup>3</sup>, *Uraru no kaku sanji* ウラルの核惨事 (Le désastre nucléaire de l'Oural). Nous avions aussi, au Japon, des critiques formulées par des scientifiques comme Kume Sanshirō 久米三郎 ou Mito Iwao 水戸巖, ou encore Anzai Ikurō 安齋育郎 qui menait une recherche sur les conséquences des radiations sur la végétation. Ces auteurs nous fournissaient un appui théorique. M. Kume parcourait tout le Japon ; quant à M. Mito, je l'avais présenté au mouve- ment de la ville de Mutsu むつ qui s'opposait au navire expérimental à propulsion nucléaire du même nom. J'avais également demandé au jour- naliste scientifique Hoshino Yoshirō 星野芳郎 de se joindre à une assem- blée organisée par la coopérative de pêcheurs qui protestait contre le navire Mutsu. Je suis ainsi allé de Rokkasho-mura à Higashidōri-mura 東通村, puis à Mutsu, puis à Ōma 大間<sup>4</sup> surtout ces dix dernières années, et dans de nombreuses autres localités encore.

---

3. Le désastre de Kychtym est un accident nucléaire de niveau 6 qui s'est produit le 29 septembre 1957 au complexe nucléaire Maïak, une usine de retraitement de combustible nucléaire située près de la ville de Kychtym en Union soviétique, dans l'actuelle Russie [N.D.T.].

4. Toutes ces localités sont situées sur la presqu'île de Shimokita, dans le département d'Aomori [N.D.T.].

Dans les années 1970, les protestations contre les expropriations et contre la renonciation aux droits de pêche étaient au cœur des luttes d'habitants. Dans les années 1980, est venu s'ajouter le problème des enquêtes publiques manipulées, toujours d'actualité. Une fois rachetés les terrains et les droits de pêche, puis la centrale nucléaire construite, on organisait avant sa mise en service un débat public pour informer les habitants, mais il était manipulé<sup>5</sup>. Il y a eu quelques attaques en justice contre ces pratiques mais elles n'ont jamais eu gain de cause. Les centrales ont été ainsi mises en activité.

Malgré ces conditions, les mouvements d'opposition se sont maintenus. Ils ont repris un nouvel élan lors de l'accident de Three Mile Island, puis surtout avec Tchernobyl. Mais avec le temps, ces élans se sont taris.

En fait, nous avons tous – y compris les antinucléaires, y compris moi-même – fini par reconnaître l'existence du nucléaire. Bien sûr, nous n'adhérons pas à cette situation, mais nous nous en accommodons.

Mon premier livre sur le nucléaire a été écrit il y a trente ans (1982), le dernier, qui sortira bientôt<sup>6</sup>, rassemble des chroniques dont la dernière a été publiée six mois avant l'accident de Fukushima. Je n'ai cessé de relayer les mouvements et les voix protestataires, et les réunions d'opposants n'ont jamais cessé. Et pourtant, le mouvement antinucléaire manquait d'impact populaire. Désormais Higashidōri-mura était presque le seul site où rien n'était encore construit. Partout ailleurs, les résistances étaient organisées contre les projets d'agrandissement de centrales déjà en service. À Ikata, le mouvement d'opposition a réussi à faire interdire un tel projet d'agrandissement en portant l'affaire en justice. L'accident du réacteur de Monju もんじゆ<sup>7</sup>, où les travaux de réparation ont été inefficaces face aux pannes successives, et le grave accident nucléaire de la compagnie JCO à Tōkai-

5. Il s'agit de débats organisés par les organes du gouvernement avec la complicité de la compagnie d'électricité, où, par exemple, les habitants qui pouvaient poser des questions étaient choisis en amont en fonction de leurs opinions par rapport au nucléaire, ou encore les questions-réponses préparées en amont par la compagnie d'électricité qui les donnait ensuite à l'agent de l'État chargé d'animer le débat [N.D.T.].

6. *Rupo : Shimokita kaku hantō* ルポ——下北核半島 (Reportage sur la presqu'île nucléaire de Shimokita), 2011.

7. Réacteur à Tsuruga 敦賀 dans le département de Fukui, mis en marche en 1994, mis à l'arrêt en 1995 à la suite d'une fuite de sodium ayant provoqué un incendie. La remise

mura 東海村<sup>8</sup> n'ont pas suscité de regain du mouvement antinucléaire dans la population.

Telle était la situation lorsque l'accident nucléaire de Fukushima s'est produit. Dans le passé, nombreux furent ceux qui, tout en se disant opposés à la guerre du Pacifique, n'ont rien pu faire. J'ai le sentiment amer que cette histoire se répète. Nous n'aurons aucune excuse à présenter face aux reproches des générations suivantes. Nos mouvements étaient trop faibles, nous sommes passés inaperçus auprès de la population. Nous sommes face aux mêmes problématiques que lorsqu'il s'agissait d'agir contre la guerre. Cette fois-ci, il ne faut donc pas manquer le rendez-vous.

## La férocité de la logique de l'argent

Le mouvement antinucléaire n'a pas perdu la bataille sur le plan des arguments : la critique du nucléaire est juste, l'accident de Fukushima est venu malheureusement le prouver. Le mouvement a toutefois perdu, face au mensonge. Car tout le nucléaire est fondé sur le mensonge, c'est-à-dire sur une fiction. Il suffisait de démolir la logique adverse pour gagner la bataille contre le nucléaire, mais notre mobilisation a été trop faible. Si on a gagné sur le plan des arguments, on a perdu sur le plan de la mobilisation. On n'a donc rien gagné.

Le discours promu par les pro-nucléaires était celui de la « sécurité », le nôtre celui du « danger ». Dans cet affrontement entre la « sécurité » et le « danger », ils ont toujours accolé l'adjectif « absolu », ce qui donnait « sécurité absolue ». Or, l'argument de la « sécurité absolue » s'avère plus

---

en marche initialement prévue en 2008 sera effective en 2010. Quelques mois plus tard, un autre accident oblige à l'arrêt du réacteur [N.D.T.].

**8. Grave accident de criticité (fissions provoquées par une réaction en chaîne incontrôlée)** survenu en 1999 dans l'usine de production d'uranium enrichi de la compagnie JCO, filiale du *trust* Sumitomo, à Tōkai-mura, obligeant la population à être évacuée dans un rayon de 200 m et à se confiner dans un rayon de 10 km. Cet accident a été classé au niveau 4 des accidents nucléaires. Deux des trois employés les plus gravement exposés aux radiations sont décédés peu après. Au total, plus de 400 personnes ont été exposées à des doses de différents niveaux. (Sources : <[www.oecd-nea.org/law/nlbfir/nlb-66/014\\_022.pdf](http://www.oecd-nea.org/law/nlbfir/nlb-66/014_022.pdf) et <http://www.acro.eu.org/tokaimura.html>> [N.D.T.].

fort que celui du « danger absolu », car une fois démontré le danger, il est difficile de trouver un argument qui vienne renforcer cette idée de danger. Tandis que dans leur cas, pour appuyer l'argument de la « sécurité absolue », ils recourent à l'argument qu'en dernière instance, il existe un garant responsable. Je l'ai souvent répété, la réplique des responsables des zones d'implantation de centrales nucléaires a toujours été celle-ci : « L'État dit que c'est absolument sûr ». Si l'État garantit ainsi la sécurité de manière absolue, il n'y a plus qu'un État étranger capable de trancher, par la guerre, en accusant la situation de dangereuse. La question ne peut plus être réglée qu'à ce niveau-là. Dans cette bataille « sécurité » contre « danger », les pro-nucléaires s'octroient la garantie suprême par le recours au pouvoir de l'État. Les antinucléaires n'ont pas la caution de ce dernier. Nous avons au mieux celle de quelques individus, ce qui ne fait pas le poids dans le rapport de force.

À cette caution de l'État, s'ajoute un fonds exorbitant issu de ses caisses, la « Subvention provenant des trois lois sur l'énergie électrique » (Dengen sanpō kōfukin 電源三法交付金). Une collectivité locale reçoit en effet près de 100 milliards de yens pour chaque réacteur d'une puissance de 1 350 mégawatts (ce qui équivaut à la puissance des plus grands réacteurs actuels) qu'elle accepte de construire. Il y a d'abord une subvention qui est versée durant dix ans à partir de la prise en charge de la construction par la collectivité locale et qui s'élève à près de 48 milliards de yens ; s'y ajoutent ensuite 50 milliards de yens qui comprennent la subvention allouée à partir de la mise en activité du réacteur et la taxe foncière. Cette dernière, cependant, diminue progressivement et se tarit au bout de vingt ans. L'argent devient une drogue, voilà comment une collectivité locale finit par construire un autre réacteur.

Tout cet argent provient des factures d'électricité, dont le calcul des tarifs comprend à la fois le coût de construction des réacteurs et celui du fonctionnement. De plus, l'État verse 100 milliards de yens pour soutenir le développement local. Que l'État aide une entreprise privée, cela ne s'est vu nulle part ailleurs que dans le secteur nucléaire. Jamais l'État ne donnerait de l'argent à Toyota pour la construction d'une usine ! Les centrales nucléaires ont ainsi été construites dans le cadre d'une politique nationale.

Le mouvement antinucléaire ne peut que perdre face à un tel pouvoir de l'argent.

L'argent ainsi usurpé aux consommateurs par le biais des factures d'électricité vient renflouer les caisses des grandes entreprises générales de construction (*zenekon* ゼネコン) qui construisent les centrales en montant des *joint-ventures*. Les entreprises locales dans ces *joint-ventures* ne sont que des sous-traitants, ou des sous-traitants de sous-traitants. Les *zenekon* profitent encore, cette fois de l'argent public, en construisant dans ces localités divers équipements coûteux, et subventionnés par l'État<sup>9</sup>, et autres infrastructures sans rapport direct avec les centrales. Cet argent gagné par les *zenekon* part ensuite dans les fonds politiques levés par les hommes politiques. Autrement dit, l'argent circule en vase clos.

Les compagnies d'électricité n'ayant rien à leur charge, les dépenses sont sans limites. Le « J Village », le complexe sportif de l'Association japonaise de football, en est un exemple emblématique : un coût de 16 milliards de yens pour sa construction, un don de la compagnie d'électricité<sup>10</sup>. À Mutsu, la rénovation du centre commercial désaffecté a aussi bénéficié d'un don de la compagnie d'électricité s'élevant à 1,6 milliards de yens pour être transformé en un immense hôtel de ville.

Même après l'accident de Fukushima, de nombreux hommes politiques, proches du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (le METI) et du ministère des Finances, à commencer par le Premier ministre Noda 野田, continuent d'affirmer que, du point de vue économique, l'activité des centrales est appropriée. Sans l'énergie nucléaire, menacent-ils, toute l'industrie japonaise en pâtirait, les usines seraient délocalisées, les tarifs de consommation d'électricité augmenteraient.

Il n'y a finalement que la logique de l'argent. Deux logiques antagonistes, celle de la vie et celle de l'argent, se font face, mais la vie est réduite à celle d'une minorité. La radioactivité continue de se propager dans tout le pays, mais dans l'immédiat, on met en balance la vie des riverains de Fukushima Daiichi avec la prospérité de la population sur tout le territoire national. Que les centrales continuent d'être en service n'a évidemment que peu de

---

9. L'auteur désigne ici les constructions d'apparat : il s'agit d'équipements ou d'infrastructures publics prestigieux (bibliothèques, musées, ouvrages de génie civile, etc.), dont les travaux coûtent chers, mais dont l'utilité est contestée et l'entretien très onéreux [N.D.T.].

10. Il s'agit de Tepco [N.D.T.].

répercussions sur le niveau de richesse de la majorité de la population. Mais nous sommes tellement pris par la logique utilitariste qui préfère la prospérité de la majorité aux dépens de la mort d'une minorité que même avec un accident d'une telle envergure, on s'inquiète davantage de l'économie que de la vie des hommes. Nous n'arrivons toujours pas à annihiler cette avidité pour l'argent.

Ces mêmes problèmes se retrouvent au niveau local. En gros, on arrose les opposants de bons repas pour les neutraliser ou on les amadoue avec des perspectives de débouchés pour leurs enfants et des créations d'emplois sur les chantiers. Les questions d'argent priment, même en cas d'accident. À la centrale d'Ōma 大間, comme je l'ai décrit dans *La presque-île nucléaire de Shimokita* (2011), quand le chantier s'interrompt pour cause d'accident, les entreprises locales, privées de commandes, réclament la reprise du chantier. La même logique est à l'œuvre chez le Premier ministre Noda. Seule compte la réussite économique, et la reprise de la construction ou de l'activité de la centrale est exigée. Les mouvements antinucléaires n'ont pas réussi jusqu'à présent à rompre cette logique.

L'argument du danger que nous utilisons jusqu'à présent ne peut être démontré qu'avec un accident. Nous sommes alors contraints à un débat très difficile. Même si le mouvement antinucléaire reprend de la vigueur avec un accident grave comme celui-ci, du temps va s'écouler avant un prochain accident. Pendant ce temps, les promoteurs du nucléaire vont définir cet accident comme un accident particulier dû à une déficience propre à la centrale de Fukushima. Face à cela, un argument basé sur un prochain accident ne peut gagner. En somme, comment, avec l'argument de la vie – qui relie le passé, le présent et l'avenir – pourrions-nous faire émerger une résistance contre la dangerosité des accidents et contre la priorité donnée à l'économie ? Jusqu'à là, nous n'arrivons pas à construire ce discours.

## Penser le refus

Que devons-nous retenir de ces mouvements antinucléaires ? Il faut « penser le refus ». Dans mon article publié dans la revue *Sekai* 世界 (novembre 2011), j'évoque l'exemple de M. Masukura Takashi 舛倉隆, l'opposant à la centrale de Namie 浪江, pour illustrer le sens de ce « refus ». Sa pensée du refus est capitale. Elle consiste à dire que, comme les gens de la compagnie

d'électricité sont des dupeurs professionnels, je n'accepte pas de négocier avec eux. En tant que stratégie de combat, elle s'est avérée très efficace. On dit souvent qu'« en démocratie, on doit aussi écouter ses ennemis », mais il n'y a aucun débat possible, même scientifique, avec ceux qui veulent construire les centrales. Tout ce que savent faire les promoteurs du nucléaire lorsqu'une situation est bouchée, c'est de museler les opposants avec de l'argent. Avec des « il faut écouter ses adversaires », « faites des contre-propositions », on ouvre la porte à cette négociation.

Certes, il existe des cas de combats menés grâce aux débats. Le mouvement contre la construction du barrage mobile de Daijū sur la rivière Yoshino (Yoshino-gawa Daijū zeki 吉野川第十堰), dans le département de Tokushima, en est un exemple. Il s'agit d'un mouvement de citoyens unique dans son genre qui a gagné contre le ministère de la Construction<sup>11</sup> et a réussi à barrer le projet. Il y a aussi le mouvement contre la centrale nucléaire de Maki 巻 qui a gagné, non par le débat, mais par la persévérance<sup>12</sup>. Il s'agit là d'une victoire obtenue grâce à l'inventivité des citoyens. Mais en général, il est très difficile de gagner par la parole contre la construction d'une centrale. Une compagnie d'électricité est un adversaire féroce, tenace, doté de beaucoup d'argent et offensif. Dans le cas du barrage de la rivière Yoshino, les adversaires étaient les bureaucrates du ministère de la Construction. Comme ces derniers changent de poste au bout d'un certain temps, leurs offensives n'étaient pas très virulentes. Qu'en était-il dans le cas de la centrale de Maki ? L'adversaire n'était pas la compagnie d'électricité de Tokyo, Tepco, mais celle du Tōhoku (Tōhoku denryoku 東北電力), ce qui explique peut-être sa faiblesse. L'adversaire de M. Masukura à Namie était également la Tōhoku denryoku.

Cependant, dans une rétrospective du passé, la « pensée du refus » m'apparaît précieuse. On dit : « Le refus, ce n'est pas un raisonnement, c'est émotionnel et c'est têtue, il n'y a rien à en tirer », mais c'est justement ce

---

11. L'actuel ministère du Territoire, de l'Équipement, des Transports et du Tourisme [N.D.T.].

12. Il s'agit d'un projet de construction d'une centrale nucléaire par la compagnie d'électricité Tōhoku denryoku dans la ville de Maki, département de Niigata, lancé en 1971. Les opposants au projet, après plusieurs années de lutte et de tentatives de voir leur candidat élu aux municipales, ont réussi à organiser en 1996 un référendum populaire qui, avec 61 % des voix contre, a permis de rejeter le projet [N.D.T.].

qui fait sa force contre l'ennemi. Or, nous devons repenser nos moyens d'action. Dans cette réflexion, il y a un mouvement qui m'a influencé, celui qui s'est constitué contre la construction de la base militaire américaine à Henoko 辺野古 sur l'île d'Okinawa. Il s'agit d'un « mouvement de refus » total. Il nous montre que le refus est la seule modalité de lutte possible lorsque le projet auquel on s'oppose est à ce point avancé. Peut-être qu'à l'avenir, M. Nakaima 仲井真, le préfet d'Okinawa, sera amené à faire des compromis politiques, mais les habitants de Henoko, les grands-pères et les grands-mères, les gens qui les ont soutenus, n'en ont fait aucun durant ces quinze dernières années, depuis l'accord SACO<sup>13</sup>. Le gouvernement ne sachant plus quoi faire a essayé de recourir à toutes sortes de ruses en accumulant des indemnisations pour concilier et amadouer les habitants, sans succès. Pour s'opposer au transfert de la base dans leur ville, les habitants ont pendant toutes ces années continué à organiser tous ensemble des *sit-in* actifs sur la plage. Cette idée-là, je suis de plus en plus persuadé qu'il faut la réévaluer à sa juste valeur. Voilà la conclusion à laquelle je parviens aujourd'hui, après toutes ces nombreuses années d'observation des mouvements.

À la réflexion, c'est aussi armée de cette « pensée du refus » que Kumagai Asako 熊谷あさ子 protestait contre la construction de la centrale d'Ōma, que Koizumi Kingo 小泉金吾 s'opposait au projet de Rokkasho-mura. Il est important de savoir que, à la manière des « hommes illustres » dont on lit les « Vies », les « penseurs du refus » n'ont jamais cessé d'exister et de tracer

---

13. Il s'agit d'un accord conclu entre le Japon et les États-Unis en 1996, basé sur le rapport final du Comité d'action spéciale sur Okinawa (Special Action Committee on Okinawa, SACO) dont l'objectif était d'étudier les moyens de réduire la présence des bases américaines sur l'île d'Okinawa. Le rapport établissait 27 recommandations relatives à la restitution des bases et des équipements, le déplacement des lieux d'entraînement militaire, la réduction des nuisances sonores. Cet accord qui devait aboutir à la restitution de 21 % de la superficie alors occupée par les bases prévoyait notamment le déplacement de la base aérienne de Futenma 普天間 dans les 5 à 7 ans à venir. En 1999, un plan voit le jour qui prévoit de construire une piste sur la mer de 1 500 mètres en face du village de Henoko, soulevant un grand mouvement de protestations. Depuis 2004, les études de faisabilité étant en cours malgré le refus exprimé par les habitants via un référendum local, ces derniers font un *sit-in* continu pour empêcher la réalisation du plan [N.D.T.].

le fil de l'histoire. Dès que vous refusez une fois, on vous traite de têtue et d'imbécile, et vous finissez peu à peu par être isolé de la communauté locale et des voisins. On vous dit que vous êtes obstiné et que vous n'écoutez personne. Mais si on arrive à persévérer dans cette idée, qu'obtient-on au final ? Dans le cas de la centrale de Maki, tous les terrains ont fini par être expropriés, à l'exception des terrains municipaux. Un opposant au projet, lorsqu'il fut élu maire de la ville de Maki, a eu l'idée de vendre ces derniers aux habitants qui s'y opposaient également. Normalement, on ne vend pas les biens communs d'une ville à des personnes privées. Ici, la bataille a ainsi été emportée par une action inédite. Il existe donc des combats qui ont été gagnés par la persévérance d'un seul individu, malgré son isolement.

Il est vrai, dans d'autres cas, celui-ci a mené à la défaite. C'est le cas par exemple de la lutte de Sanrizuka (*Sanrizuka tōsō* 三里塚闘争). Pour le moment, la piste d'atterrissage de 2 500 mètres prévue à l'aéroport de Narita est inachevée car il reste encore quelques riverains qui s'y opposent. Leurs maisons étant situées à l'une des deux extrémités de la piste, celle-ci a été prolongée à l'autre extrémité faute de mieux. C'est quelque part une défaite pour les opposants, mais ils continuent de résister. Pour l'un d'eux, M. S., qui habite pile en dessous de la ligne aérienne, sa vie est une vraie torture, sous un assaut continu de bruits assourdissants. Là, ce n'est plus que de l'obstination. Il pense lui-même avoir perdu, tellement sa vie est devenue infernale, mais il ne se soumet toujours pas. Comment estimer un tel état d'esprit ?

En somme, dans l'histoire des mouvements populaires japonais, je pense que nous devons réserver une place particulière à ces personnes qui ont lutté jusqu'à leur mort par le refus. Écrire « Les Vies des penseurs illustres du refus » qui relierait toutes ces personnes est un énorme travail que je ne pourrai peut-être plus assurer maintenant, mais c'est l'idée que j'avais en tête en écrivant l'article publié dans la revue *Sekai*.

En fin de compte, les mouvements d'opposition au nucléaire ne pouvaient s'appuyer que sur la logique du refus. Il n'y avait aucune place pour le compromis. Les habitants des zones de construction de centrales nucléaires n'ont ni accepté des compromis favorables aux intérêts de l'État, ni perdu sur le plan des arguments. Ils ont perdu face à l'immense pouvoir de l'argent et face aux divers avantages qu'on leur a offerts. Les enfants des opposants se voyaient proposer les bons offices de la compagnie d'électricité pour trouver un emploi. Les zones de construction des centrales sont

des zones dépeuplées. La faible densité démographique était en effet une condition clairement exigée pour que l'Agence pour les Ressources naturelles et l'Énergie (Shigen enerugī chō 資源エネルギー庁) du METI donne son autorisation. Dans ces zones, il n'y a pas d'emploi à vie et l'existence y est difficile. Elles capitulent devant l'argent ou d'autres avantages. Ne faut-il pas revaloriser cette « pensée du refus » avec laquelle, malgré ces conditions difficiles, des personnes poursuivent leur combat ? Voilà aujourd'hui mes préoccupations.

Il existe une « Carte des centrales nucléaires » (*Genpatsu chizu* 原発地図) qui indique les sites où les centrales ont été construites et que j'ai reproduite dans mon livre *Nihon no genpatsu kiken chitai* 日本原発危険地帯 (« Les zones nucléaires dangereuses du Japon », 2011). C'est une drôle de carte : elle signale les ravages de la défaite mais les victoires n'y laissent aucune marque<sup>14</sup>. Plus de quarante ans sont passés depuis la mise en service de la centrale de Fukushima Daiichi en 1970 ; les lieux où les mouvements d'opposition ont gagné depuis ont été effacés de la carte, n'y sont indiqués que les lieux où ils ont été battus. Pourtant, dans certaines localités qui ont perdu, des protestations individuelles ont existé, dans d'autres, elles se poursuivent encore aujourd'hui, empêchant la réalisation du projet. Comment rendre compte de ces réalités ?

À la centrale d'Ōma, on a obtenu la modification du projet pour déplacer le cœur du réacteur. À Higashidōri-mura<sup>15</sup>, le projet de construction de la centrale avait été décidé en 1965. Or il aura fallu plus de trente-cinq ans pour que la centrale voie le jour. C'est inimaginable pour tout autre type de projet d'industrialisation. Pour une centrale en revanche, ils sont prêts à prendre le temps nécessaire à l'élaboration des conditions qui finiront

---

14. Pour les sites qui ne figurent pas sur la carte, l'« Almanach de la sortie du nucléaire » (*Datsu genpatsu nenkan* 脱原発年鑑, 2011) édité par le Centre citoyen d'information sur le nucléaire (*Genpatsu shiryō jōhō shitsu* 原発資料情報室, abrégé CNIC en anglais) permet de se faire une idée des localités où le projet de construction d'une centrale a complètement disparu, comme dans la ville de Suzu 珠洲 dans la presqu'île de Notō 能登 ou dans la ville de Maki dans le département de Niigata, où les habitants mènent une vie paisible.

15. Où il y a aussi un immense terrain qui a été racheté et dont on ne sait pas encore s'il sera destiné à une usine de retraitement [N.D.T.].

par satisfaire les opposants et les soumettre au compromis. Au départ, les opposants protestent contre la pollution qui sera générée par l'installation d'une grande industrie. Mais le temps passant, la création d'emplois ou la revitalisation de l'économie locale sont des arguments qui viennent voiler les problèmes de pollution. Aujourd'hui, bien que les projets de nouvelles installations concernent moins les industries lourdes que les industries de l'informatique, celles-ci contribuent malgré tout à la création locale d'emplois. *A contrario*, les centrales n'ont aucune répercussion sur l'emploi local. À chaque contrôle périodique, une centrale rassemble près de 3 000 travailleurs, mais ces derniers viennent de tout le Japon et repartent aux quatre coins du pays aussitôt le contrôle terminé. Une centrale n'apporte donc ni emploi, ni développement local. C'est pourquoi seule la « pensée du refus » est viable.

## Créer un circuit solidaire

Seulement, le refus signifie l'isolement. Se pose donc la question du rapport entre isolement et solidarité. Dans un premier temps, nous devons faire connaître l'existence parmi la population de ces personnes isolées qui se sont battues. Cela amènera ensuite à réfléchir sur la manière dont nous pouvons construire une solidarité.

Les mouvements portés par les différents groupes de personnes victimes des radiations peuvent être de bons exemples sur lesquels appuyer nos réflexions. M. Ōishi Matashichi 大石又七, qui était membre de l'équipage du navire Daigo Fukuryū-maru 第五福龍丸<sup>16</sup>, a rejoint le mouvement anti-nucléaire. Ne pourrait-on pas faire émerger de nouvelles questions en tissant des liens non seulement entre les victimes de la contamination de Fukushima, de Hiroshima, de Nagasaki, du Daigo Fukuryū-maru, mais aussi les victimes des essais nucléaires du Pacifique Sud, les travailleurs contaminés des mines d'uranium partout dans le monde, les victimes de Tchernobyl ? Cela signifie que, puisque le mouvement pour l'abolition de l'arme atomique

---

16. Thonier japonais dont l'équipage a été contaminé par les retombées radioactives de l'essai d'une puissante bombe H par les États-Unis, dans l'atoll de Bikini, le 1<sup>er</sup> mars 1954 [N.D.T.].

(*kaku haizetsu undō* 核廃絶運動<sup>17</sup>) et le mouvement antinucléaire ont en commun leur point de départ, nous devons retrouver les liens qui les rassemblent. Comment les mouvements pour la réduction de l'armée, pour la paix, pour l'abolition de l'arme atomique d'une part et les mouvements antinucléaires d'autre part peuvent-ils se rejoindre ? Telle est la question à laquelle nous devons réfléchir. Jusqu'à présent, les premiers et les seconds militaient séparément. Moi-même, je ne participais pas aux mouvements contre l'arme atomique. Comment relier les deux pour se renforcer ?

Historiquement, le problème vient notamment du fait que les deux grandes organisations, le Gensuikin 原水禁<sup>18</sup> (Congrès japonais contre les bombes A et H) et le Gensuikyō 原水協<sup>19</sup> (Conseil japonais contre les bombes A et H), menaient des actions séparées. Le Gensuikin, dont la base actuelle est le syndicat Rengō 連合<sup>20</sup>, était un mouvement proche de l'ancien Parti socialiste (Shakaitō 社会党), auquel l'actuel Parti démocrate (Minshutō 民主党) est plus ou moins lié. Mais le Rengō comprend les syndicats ouvriers aussi bien d'entreprises du secteur de l'armement telle que Mitsubishi Heavy Industries Ltd. (Mitsubishi jūkōgyō 三菱重工業) que de fabricants de centrales et d'entreprises du secteur de l'énergie électrique. Les syndicats des plus grandes industries qui sont fédérés au Rengō ont su se maintenir grâce au nucléaire. Le Gensuikin ne pouvait donc que difficilement mener des combats antinucléaires.

Le Gensuikyō, quant à lui, est proche du Parti communiste japonais (Nihon kyōsantō 日本共産党). Dans le contexte de la guerre froide, il défendait la légitimité pour les pays de l'Est de posséder l'arme nucléaire, et avait donc fait de l'utilisation pacifique du nucléaire son grand principe. Ces derniers temps, les militants du Gensuikyō ont enfin commencé à utiliser l'expression « retrait du nucléaire » (*genpatsu tetta* 原発撤退), et ils viendront participer au « Rassemblement pour sortir du nucléaire » (*Genpatsu*

---

17. Abréviation de *kakubeiki haizetsu undō* 核兵器廃絶運動 [N.D.T.].

18. Abréviation de Gensuibaku kinshi Nihon kokumin kaigi 原水爆禁止日本国民会議. Il a été créé en 1965 [N.D.T.].

19. Abréviation de Gensuibaku kinshi Nihon kyōgikai 原水爆禁止日本協議会. Il a été créé en 1955 [N.D.T.].

20. Abréviation de Nihon rōdōkumiai sōrengōkai 日本労働組合総連合会. Il s'agit d'un centre national, l'unique au Japon depuis l'union en 1989 de tous les centres divisés, regroupant les fédérations industrielles des syndicats d'entreprises [N.D.T.].

*ni sayōnara shūkai* 原発にさようなら集会) du 19 septembre 2011 au parc Meiji pour lequel nous avons lancé l'appel<sup>21</sup>, mais ils sont très en retard. Toutefois, l'idée de l'utilisation pacifique du nucléaire a totalement échoué et il est devenu évident que les seules énergies pacifiques possibles sont les énergies naturelles : cela représente une réelle avancée.

Désormais, la distinction que l'on opérait entre la lutte contre l'arme atomique et la lutte antinucléaire ne peut que disparaître. Le gouvernement et les milieux économiques envisagent la survie du nucléaire dans les termes d'une « diminution de l'énergie nucléaire ». Personne ne pourra revenir sur le fait que la construction de nouvelles centrales est devenue impossible.

Pour le mouvement antinucléaire, le problème qui va se poser dorénavant est celui de la centrale syndicale Rengō, car c'est elle qui détient le pouvoir dans les mouvements de travailleurs. Comment réduire l'activité des industries qui font du profit avec l'énergie nucléaire et l'armement, telles que les industries de l'énergie électrique, de l'énergie nucléaire, de l'armement, des appareils électriques et l'industrie sidérurgique ? Comment les reconverter ? Voilà les questions à venir. Concrètement, il faut que le nombre des défenseurs de la sortie du nucléaire augmente dans le secteur industriel. Les cadres du Rengō et les cadres du Parti démocrate ont à peu près le même profil : il faut donc convertir ces deux classes de cadres à l'« industrie de l'énergie pacifique et naturelle ». Cela permettrait de réorienter les actions au sein de la centrale Rengō. Il naîtrait alors un conflit au sein du Parti démocrate opposant les pro-nucléaires et les antinucléaires, avec éventuellement une scission. L'enjeu ici est d'empêcher que le Gensuikin, moteur du mouvement, se retrouve isolé.

D'après moi, dans la mesure où le Gensuikyō, sous influence du Parti communiste, ne dépend ni de la structure du secteur industriel ni des intérêts des entreprises, le conservatisme du Rengō dans le contexte d'une société avançant vers la sortie du nucléaire finira par se révéler au grand jour tandis que le pouvoir du Parti démocrate commencera à s'ébranler, semant

---

21. Appel lancé par Kamata Satoshi 鎌田慧 et Uchihashi Katsuto 内橋克人 (économiste), Ōe Kenzaburō 大江健三郎 (écrivain), Ochiai Keiko 落合恵子 (écrivain), Sakamoto Ryūichi 坂本龍一 (musicien), Sawachi Hisae 澤地久枝 (journaliste, essayiste), Setouchi Jakuchō 瀬戸内寂聴 (écrivain), Tsujii Takashi 辻井喬 (poète, écrivain), Tsurumi Shunsuke 鶴見俊輔 (philosophe) [N.D.T.].

le trouble parmi les sympathisants démocrates. Est-ce qu'un nouveau mouvement porté par des citoyens, dépassant les partis politiques, pourra alors voir le jour ? Si oui, jusqu'où pourra-t-il être influent sur la question de l'arrêt et du démantèlement nucléaire ?

## Vers la sortie du nucléaire : trois questions

Quels sont les problèmes auxquels le mouvement antinucléaire doit dorénavant s'attacher ? Il y a tout d'abord celui des déchets nucléaires.

Jusqu'à la fin des années 1960, les promoteurs du nucléaire soutenaient l'idée d'un avenir radieux grâce à une « énergie propre », que l'on appelait aussi la « troisième énergie », ou avançaient l'argument du développement local. C'est le discours qui a servi à la construction des centrales. C'est difficile à croire aujourd'hui, mais à l'époque, on désignait le nucléaire par l'expression « un explosif pour le développement local » (*chiiki kaihatsu no kibakuzai* 地域開発の起爆剤). Après Three Mile Islands, on a remplacé « explosif » par « avantage » (*meritto* メリット). On nous promettait que le nucléaire allait permettre à l'économie locale de se développer en engendrant de nouvelles industries auxiliaires. Cela ne s'est produit nulle part. Pour la bonne raison que, les centrales s'installant dans des zones dépeuplées, on n'aurait pas idée d'aménager des terrains pour industrialiser ces zones. C'est bien parce que ces zones ne sont pas aménageables que l'on y construit des centrales. Le nucléaire s'est implanté sur l'illusion, ou la fiction, du développement local.

C'étaient les discours tenus dans les années 1960. Mais avec l'accident de Three Mile Islands, en 1979, est né un doute. La presse changea de ton. Le journal *Asahi* passa en effet, après l'accident, de « Yes » à « Yes, but ». Plus tard, vers 1983, dans le même journal *Asahi*, la journaliste Ōkuma Yukiko 大熊由紀子 écrit une longue série d'articles intitulée « Le combustible nucléaire » (« Kakunenryō » 核燃料), que j'ai critiquée en provoquant un débat publié dans le journal *Nihon dokusho shinbun* 日本読書新聞<sup>22</sup>.

---

22. Journal de critique littéraire qui a connu son heure de gloire durant les années 1960 et 1970, offrant ses pages aux grands débats animés par de nombreux intellectuels d'extrême-gauche. Sa publication est suspendue depuis 1984 [N.D.T.].

Ensuite, avec l'accident qui s'est produit à Tchernobyl en 1986, on est passé de « Yes, but » à « No, but », mais sans jamais aller jusqu'au « No ». Seul le journal *Tōkyō shinbun* 東京新聞 semble aujourd'hui dire : « No ».

En fait, c'est depuis Tchernobyl que l'implantation de centrales sur de nouveaux sites est devenue impossible. On a donc augmenté le nombre de réacteurs dans les centrales existantes. Pour ce qui est des centrales de Hamaoka ou de Fukushima, les terrains avaient déjà été achetés, il était donc possible d'y construire de nouveaux réacteurs. À Higashidōri-mura, il y avait également la possibilité physique d'ajouter des réacteurs puisque les terrains avaient été prévus pour accueillir 10 réacteurs de la compagnie Tōhoku denryoku et 10 de Tepco. Mais comment construire 20 réacteurs ! Sans parler des suspicions qui pèsent sur d'éventuels autres usages possibles de ces terrains (comme la construction d'un centre de stockage des déchets ou d'une usine de combustible nucléaire). S'agissant des centrales, non seulement l'implantation sur de nouveaux sites est impossible aujourd'hui mais l'augmentation du nombre de réacteurs sur un site existant l'est devenue également. Il reste à lutter pour l'arrêt des 11 réacteurs encore en marche sur les 54, à empêcher leur remise en activité<sup>23</sup>. Nous sommes en surproduction d'énergie électrique.

Il reste à régler le problème des centres de stockage des déchets nucléaires : qu'en faire ? Et les déchets : où les transporter ? Les regrouper à Fukushima ? Mais Fukushima est proche de Tokyo. Et que se passe-t-il si on laisse en l'état les barres de combustible usagées de Fukushima Daiichi ? Où les transporter ?

Jusqu'à présent, lorsque j'allais faire mes enquêtes dans des localités où il y a une centrale, les gens de l'administration ou de la compagnie d'électricité me disaient, avant même que je ne leur pose la question : « Ne vous inquiétez pas, nous transportons les déchets à Rokkasho-mura ». L'existence de Rokkasho-mura rassurait. Or, Rokkasho-mura ne peut pas contenir les déchets de tout le Japon. Il y avait un projet confus de construire un deuxième centre de stockage sur le même site, ou une usine de MOX, mais rien n'est encore clair. Le pays n'est pas en mesure, actuellement, d'élaborer

---

23. Depuis le 5 mai 2012, il ne reste plus aucun réacteur en marche au Japon. Pour la première fois depuis quarante-deux ans, le pays fonctionne sans énergie nucléaire [N.D.T.].

une nouvelle stratégie pour l'avenir administratif du nucléaire. Pour les militants, c'est une chance à saisir, c'est maintenant qu'il faut y mettre toutes nos forces.

Du côté des pro-nucléaires, la logique qui leur reste aujourd'hui est, pour les centrales encore en activité, de les faire fonctionner tant que possible, en renforçant leur sécurité. Et par ailleurs, de maintenir l'industrie en exportant les centrales à l'étranger. Cette tendance ne s'est pas arrêtée. Parmi les pays destinataires de nos centrales, il y a le Vietnam ou la Jordanie ; avec la Mongolie, il existe un projet d'exportation de nos déchets nucléaires contre l'importation de leur uranium. Ce redéploiement vers l'extérieur reproduit ce qui s'était passé au début des années 1980 avec l'exportation de la pollution. À l'époque, le Japon avait déplacé en Asie du Sud-Est ses usines chimiques ou ses cokeries qui ne pouvaient plus être en activité sur son propre territoire. Nous ne pouvons plus accepter aujourd'hui de reproduire ce passé qui a consisté à faire de notre territoire un territoire propre, en exportant la pollution à l'étranger. Le deuxième problème auquel nous devons nous attacher sera ainsi de rompre avec cette exportation de la pollution qu'est l'exportation des centrales et des déchets nucléaires.

Enfin, la question urgente consiste à empêcher la remise en activité des centrales à l'arrêt. La centrale de Hamaoka, en particulier, ne doit en aucun cas être remise en service. Bien que l'arrêt ne règle pas le problème de l'énorme danger que représentent les centrales puisque les barres de combustible demeurent à l'intérieur, il est impératif de les maintenir à l'arrêt. L'objectif est ainsi d'amener les centrales, l'une après l'autre, de l'arrêt pour maintenance à l'arrêt définitif et au démantèlement. Ne pas accepter la remise en service des centrales, les pousser à l'arrêt définitif, tout en empêchant la fuite par l'exportation vers l'étranger : voilà les problèmes auxquels nous devons nous attacher dans l'étape actuelle pour sortir du nucléaire.

## **La visibilité de la structure discriminatoire**

Depuis l'accident nucléaire de Fukushima, les travailleurs exposés aux rayonnements sont devenus visibles. Cela a un impact considérable sur la population. Jusqu'alors, on ne voyait jamais ces personnes contaminées

par le travail dans des centrales. Aujourd'hui encore, on ne les voit pas complètement, mais la population a pris conscience de l'existence de ces travailleurs qui doivent rester dans la centrale pour réparer les dégâts après l'accident. On sait aujourd'hui qu'il y a de nombreux cas de contamination, y compris chez les femmes, et on s'inquiète de l'irradiation qui a pu toucher les travailleurs sur place au moment des explosions, les pompiers et les soldats des Forces d'auto-défense venus éteindre les feux et porter secours. Certains l'ont certainement été.

On commence aussi à savoir, dans la structure d'ensemble de l'organisation du travail de l'industrie nucléaire, les positions atroces auxquelles sont relégués les travailleurs des centrales. On sait par exemple qu'on y vient travailler pour 50 000 yens<sup>24</sup>, ou qu'il y a eu des cas d'hyperthermie par excès de travail. On sait aussi – bien que Tepco le nie – qu'il y a eu, en plus des cas d'accident mortel, des cas de contamination aiguë. La notion de « travail exposé aux rayonnements » (*hibaku rōdō* 被曝労働) est ainsi apparue de manière très concrète, c'est un fait considérable car il s'agit d'un problème humain très important.

Bien sûr, il y a eu des travailleurs contaminés avant l'accident de Fukushima. Tous ceux qui se sont approchés du cœur d'un réacteur lors d'un contrôle périodique de maintenance ont été contaminés. Ils ont développé par la suite des leucémies ou des cancers. Pourtant, nous n'avons pas pu mener de combat pour que la maladie professionnelle soit reconnue. Pour mener une action en justice, il faut des avocats, des fonds, et des adresses fixes, ce que n'ont pas les travailleurs du nucléaire dont la vie est instable. Nous n'avons pas pu aller au tribunal. À ma connaissance, il n'y a que treize travailleurs dont les troubles ou les décès liés au nucléaire ont été reconnus comme accident du travail. Parmi eux, deux sont des victimes de l'accident de la compagnie JCO qui en sont décédées. Très peu de cas sont reconnus, le reste est couvert d'un voile opaque. Avec l'accident de Fukushima, on a cependant rendu public ces problèmes. Qu'une partie de

---

24. Sur ces 50 000 ou 60 000 yens de salaire journalier facturé, le travailleur ne touche en réalité que de 7 000 à 11 000 yens car les différents niveaux de sous-traitants en ponctionnent une bonne partie. Voir Nadine et Thierry Ribault, *Les Sanctuaires de l'abîme. Chroniques du désastre de Fukushima*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2012, p. 20 [N.D.T.].

l'opinion publique ait souhaité, afin de préserver les plus jeunes, que seuls les hommes âgés de plus de soixante ans soient envoyés à Fukushima faire le « sale boulot » signifie qu'elle a pris conscience des dangers du travail dans une centrale nucléaire.

Cependant, comme la situation de l'emploi est critique, un travail de deux à trois heures par jour rémunéré 20 000 ou 30 000 yens attire encore du monde. Combien de temps cela va-t-il durer ? Si nous portons sur le devant de la scène les problèmes relatifs au travail exposé aux rayonnements, le nombre de travailleurs qui acceptent d'occuper le dernier échelon de la sous-traitance du travail baissera. Cela constituera, à n'en pas douter, un obstacle à la poursuite du nucléaire. De plus, il est peu probable que le nombre de nouveaux employés dans les compagnies d'électricité augmente, et dans les universités, de moins en moins d'étudiants choisiront la section des sciences nucléaires, ce qui était déjà une tendance constatée ces derniers temps. Le nucléaire connaît un tournant avec cet accident qui le précipite dans le crépuscule de son histoire.

M. Masukura, de la ville voisine de la centrale de Fukushima, a commencé à lutter contre les centrales nucléaires parce qu'il y avait travaillé. Les pêcheurs de l'île d'Innoshima 因島 qui s'opposent à la centrale de Kaminoseki 上関 m'ont raconté aussi qu'ils étaient devenus antinucléaires après y avoir travaillé en tant que journaliers. Ces expériences vécues vont commencer à se transmettre de diverses façons. Les médias commencent aussi, enfin, à s'intéresser aux travailleurs contaminés. On parle des problèmes liés au travail dans les centrales, des travailleurs qui viennent sous un faux nom<sup>25</sup>, des mineurs, des employés sans dosimètre.

En fait, c'est toute l'industrie nucléaire qui s'était construite sur une structure discriminatoire. Celle-ci apparaissait aussi dans l'organisation du travail qui est dépendante des employés situés en bas de l'échelle. Les employés permanents des compagnies d'électricité et des grandes entreprises générales de construction travaillent dans des lieux sûrs – même s'il y a sans doute eu des cas de contamination parmi eux – tandis que la plupart des travailleurs exposés aux rayonnements étaient recrutés par des sous-

---

25. Le contrat des travailleurs du nucléaire est renouvelé jusqu'à ce qu'ils aient reçu la dose de radioactivité maximale annuelle autorisée ; certains viennent ainsi se faire réembaucher sous un faux nom. Voir Nadine et Thierry Ribault, *op. cit.*, p. 20 [N.D.T.].

traitants de sixième ou de septième degré. On peut dire également que ce sont les sites placés au bas de l'échelle du territoire national qui ont été choisis pour installer les centrales. Il suffit de regarder la carte des centrales de Tepco : pas un seul réacteur dans la région du Kantō. Par contre, il y en a 7 dans le département de Niigata, 10 dans le département de Fukushima et 1 en construction dans le département d'Aomori, cela fait 18 réacteurs au total. En ajoutant à ce compte les 6 réacteurs de la centrale de Tomari 泊 de la compagnie d'électricité du Hokkaidō et de la centrale d'Onagawa 女川 de la compagnie du Tōhoku, cela fait au total 24 réacteurs, soit presque la moitié des 54 réacteurs que totalise le pays. Et si on ajoute les réacteurs de la baie de Tsuruga, ils représentent plus de la moitié du total. Les centrales ont été construites dans les régions pauvres face à la mer du Japon, comme celle où est né Minakami Tsutomu 水上勉<sup>26</sup>, et dans les régions pauvres du Tōhoku.

« On a tout eu chez nous, sauf les mines d'uranium », m'avait très justement confié, avec un brin de cynisme, un employé de la Ville de Mutsu. En effet, à part les mines d'uranium, le département d'Aomori a accueilli tous les équipements du nucléaire. Comme je l'ai écrit dans *Reportage sur la presqu'île nucléaire de Shimokita*, le milieu financier et l'État ont mené de concert ce projet – si l'on peut dire – de nucléarisation de la presqu'île. La politique nucléaire est ainsi apparue en ciblant les localités les plus vulnérables. Ce sont des territoires où il est facile de s'imposer, d'attaquer, de faire accepter, de rendre dépendants. Les centrales japonaises sont installées aux points d'intersection entre la structure discriminatoire du travail et celle du territoire.

## Quelles leçons du passé ?

Revenons à la « pensée du refus ».

« Si nous avons la mer et les champs, cela nous suffit pour vivre. » Ces mots que m'a confiés la militante Kumagai Asako contre la centrale d'Ōma

---

26. Écrivain japonais (1919-2004) d'origine modeste, né à Ōi 大飯 où a été construite une centrale nucléaire en 1979. Il est célèbre pour ses romans à suspense sur des thèmes sociaux, comme la maladie de Minamata [N.D.T.].

sont précieux. Au-delà de la problématique du mouvement antinucléaire, ils relèvent d'une philosophie de l'humanité. L'homme ne peut vivre s'il n'a plus de terres pour cultiver et si la mer est polluée. À l'inverse, l'homme possède l'expérience d'une vie exclusivement basée sur les produits de la terre et de la mer. C'est indéniable. En nous les confisquant, l'État et les compagnies d'électricité nous ont tenu un mensonge, nous promettant une vie prospère grâce aux centrales et à l'industrialisation. Or, l'accident de Fukushima nous a révélé que cette vie était impossible. L'heure n'est-elle pas venue de nous confronter à cette pensée ?

M. Masukura disait aussi : « Les paysans ne se laissent pas bernier ». L'État et les industries ont réuni tous leurs efforts pour leur asséner que leur mode de vie était du passé et qu'il ne correspondait plus à la vie urbaine, pour transformer ces populations en force de travail au service de la ville. Nous pouvions pourtant vivre autrement. Cela peut être une leçon, non seulement pour le Japon, mais aussi pour les autres pays.

Quand je suis allé à Fukushima au mois de mai, je me suis rendu dans le village d'Iitatemura 飯舘村. C'était la saison du repiquage, mais il n'y avait personne dans les rizières. On ne voyait que les restes de la moisson précédente, les pieds de riz, tout gris, qui avaient pourri. On ne voyait rien du paysage habituel en cette saison, les rizières labourées, puis irriguées, les plants de riz si bien alignés, caressés par le vent. Que sont devenus les grenouilles, les vers de terre et les cigales, tous ces habitants sous terre<sup>27</sup> ? De nombreux animaux, des bœufs, des porcs, sont également morts. La nature dans cette zone a été complètement détruite par l'accident nucléaire.

Il n'y a que les hommes politiques et les patrons qui peuvent, tout en ayant cela sous leurs yeux, continuer à dire : « Il faut du nucléaire ». Ils sont esclaves de l'argent. Ils sont désormais minoritaires. Ils ne le savent pas encore. Ils croient encore pouvoir donner la priorité à l'économie, convaincre la population avec un tel discours. Ils se trompent. Qu'allons-nous faire de la vie des hommes et de tous les êtres vivants, y compris les micro-organismes ? Telle est la question essentielle qui se pose à nous aujourd'hui.

---

27. Les grenouilles passent leur hiver sous terre, où les larves des cigales se développent aussi [N.D.T.].

Il est absolument impossible de continuer le nucléaire. Comment en sortir avant qu'un autre accident ne se produise ? À n'en pas douter, c'est une question qui va devenir centrale dans la politique à venir.

*Traduit par Jennifer HASAE*

## Bibliographie citée de Kamata Satoshi

**1970**

*Kakusareta kōgai* 隠された公害  
(Cette pollution cachée),  
éd. San.ichi shinsho 三一新書.

**1971**

*Shi ni taeta fūkei* 死に絶えた風景  
(Un paysage disparu à jamais),  
éd. Daiyamondosha ダイヤモンド社.

**1991**

*Rokkasho-mura no kiroku*  
六ヶ所村の記録 (Chroniques  
de Rokkasho-mura), 2 vol.,  
Iwanami shoten 岩波書店.

**2001**

*Genpatsu rettō o iku* 原発列島を行く  
(Parcourir l'archipel nucléaire),  
éd. Shūeisha 集英社.

**2011**

*Rupo : Shimokita kaku hantō*  
ルポ——下北核半島 (Reportage  
sur la presqu'île nucléaire de Shimokita),  
écrit avec Saitō Mitsumasa 齊藤光政,  
Iwanami shoten 岩波書店.

**2011 [1982]**

*Nihon no genpatsu kiken chitai*  
日本の原発危険地帯 (Les zones nucléaires  
dangereuses du Japon), [1<sup>re</sup> édition  
1982, éd. Ushio shuppansha 潮出版社],  
réédition augmentée, éd. Seishisha  
青志社.

**2011**

« Genpatsu kyozeitsu no shisō to undō o,  
ima koso » 原発拒絶の思想と運動を、今こそ  
(Penser le refus du nucléaire et nous  
mobiliser, ici et maintenant),  
*Sekai* 世界, septembre, n° 821.





# Perspectives



# Perspectives

## Protéger à Fukushima ?

Thierry RIBAULT

« Je ne suis pas plus seul  
que le plongeur qui  
dans l'étang rit si fort. »  
Henri David THOREAU

### Le temps des effets sans causes

L'accident nucléaire de Fukushima a été l'occasion d'un changement majeur dans la perception du rôle, sinon de la science, en tout cas des scientifiques eux-mêmes et des attentes que l'on pouvait avoir quant à leur volonté de rendre compte des causes, et des effets, de la catastrophe. Rares ont été les voix qui, parmi eux, ont clairement et spontanément relevé que faire courir des risques vitaux à une partie de la population constituait une injustice fondamentale, et que le temps était venu de remonter aux *causes* des désastres. *L'administration du désastre* de Fukushima n'échappant pas au constat établi en son temps au sujet de Tchernobyl, selon lequel *tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent l'occasion de les refuser* (Encyclopédie des Nuisances 1986 : 166), on peut affirmer, non sans user d'un euphémisme, que les scientifiques ne se sont pas précipités pour invalider ce constat.

Ont toutefois retenti parmi les voix dissonantes celle de Koide Hiroaki 小出裕章, spécialiste de la mesure du rayonnement et de la sûreté nucléaire au Research Reactor Institute de l'université de Kyoto ; celle de Hayakawa Yukio 早川由紀夫, vulcanologue à l'université de Gunma ; et celle du spécialiste du cancer Kodama Tatsuhiko 児玉龍彦, directeur du Radioisotope Center de l'université de Tokyo. Le premier déclarait peu après le 11 mars, qu'il n'existe aucun seuil de sécurité pour la santé en matière d'exposition aux radiations, tandis que le deuxième diffusait une cartographie précise de la radioactivité indiquant qu'elle s'était bien répandue sur Tokyo, et

que le troisième accusait le 27 juillet 2011 devant la Diète, le gouvernement et Tepco, de n'avoir publié aucun chiffre concernant les volumes de radionucléides émis depuis le 11 mars, et affirmait qu'ils équivalaient à « 29,6 bombes de Hiroshima en termes de quantité de chaleur, et à vingt fois Hiroshima en termes de quantité d'uranium », constat que le gouvernement n'a pas démenti.

Moins médiatique mais tout aussi significative, la constitution spontanée d'équipes interdisciplinaires, respectivement dans les universités de Tokyo et de Fukushima<sup>1</sup>, soucieuses de rendre compte de toute l'étendue des conséquences de l'accident nucléaire et de ses causes réelles – aussi bien techniques, qu'organisationnelles et idéologiques –, est venue rappeler que la volonté, comme les pouvoirs publics et les structures universitaires en ont eu la tentation, d'évacuer toute forme de controverse quant au désastre et à la manière de « gérer la crise de Fukushima », constitue un réflexe autoritariste ne pouvant qu'aboutir à une défiance accrue de la population et des scientifiques eux-mêmes. La volonté d'instauration, voire de restauration, de la *conversation* démocratique que ces scientifiques manifestent, témoigne de deux faits : d'une part, qu'ils ne peuvent plus être simplement classés dans la « recherche militante », voire parmi les « extrémistes », catégories fort utiles à une certaine orthodoxie nucléaire autoproclamée ; d'autre part, qu'ils sont devenus en l'espace de quelques mois les interlocuteurs d'une recherche *lucide* quant aux enjeux réels que la situation du désastre de Fukushima a précipitamment ramenés sur le « devant de la scène ».

## Activisme radionégationniste

Si, selon certains, ce désastre a ranimé l'activisme écologique et anti-nucléaire, le constat qui s'impose est celui d'une *régénération* immédiate et internationale d'un activisme, voire d'une agitation pronucléaire visant, avec l'ampleur des moyens qu'on lui connaît, à réaffirmer plus que jamais le principe selon lequel la technologie nucléaire est une force sociale bien plus puissante que l'aspiration à la liberté. De fait, la diffusion d'idées consistant

---

1. Il s'agit notamment des groupes de travail sur le nucléaire Tokyo University Genpatsu Forum (TGF) et Fukushima University Genpatsu Forum (FGF).

à agir sur les esprits et l'agitation jouant sur les émotions constituent les deux instruments désormais classiques d'une agitprop nucléariste visant à contraindre les populations à agir conformément aux aspirations des autorités. Lors du « Symposium international d'experts - Radiation et risque sanitaire » qui s'est tenu les 11 et 12 septembre 2011 à Fukushima, organisé par l'ultra-droitière Nippon Foundation ex-Fondation Sasakawa<sup>2</sup>, Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé en donnait clairement le signal lorsqu'elle déclarait : « L'accident de Fukushima a été un désastre industriel qui a atteint la confiance dans l'énergie nucléaire au niveau mondial, mais aucunement un désastre sur le plan sanitaire ». Cette injonction faite aux gens de Fukushima, à être des *irradiés satisfaits*, trouve un écho dans les propos du professeur Niwa Shin.ichi 丹羽真一, responsable du volet psychiatrique de l'« Enquête de gestion sanitaire de la population<sup>3</sup> » à l'université de médecine de Fukushima, lorsqu'il rappelle que : « Les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres ». Administrant le désastre comme on administre un médicament, le décontamino-thérapeute poursuit : « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations<sup>4</sup> ». Ainsi, ce « vivre avec » la contamination, et par conséquent avec la décontamination reconnue pourtant comme inefficace, est devenu l'issue fatale du désastre et le seul discours repris ces temps-ci à Fukushima, « vivre avec » en toute « sécurité humaine » s'entend. Il participe, dans les faits, de la *Grande Inversion* dont un des principaux ressorts est : *le désastre nucléaire n'est plus la cause des problèmes, il en est le remède*. Les indiscutables – en tout cas peu discutées – « montées d'un cran technologique » et « renforcements des dispositifs de sécurité » engendrent de nouveaux problèmes sociaux et humains plus rapidement qu'ils ne parviennent à résoudre les précédents, et servent de voile à une *montée en désastre* dans laquelle, sous couvert de résilience, plus on soigne plus on casse, donc plus il faut soigner.

---

2. Voir la contribution « L'empire du nucléaire : quand Fukushima ne crachait pas encore ses "atomes pour la paix" », dans le présent numéro.

3. « Prefectural People's Health Management Survey » (Kenmin kenkō kanri chōsa 県民健康管理調査).

4. *Mainichi shinbun*, 26 mars 2012.

Alors que pour Karl Polanyi, la généralisation du modèle de l'échange marchand prend la forme d'un système auto-régulateur des marchés transformant tout en marchandises, je fais l'hypothèse que *la généralisation du cycle de production de l'énergie nucléaire prend la forme d'un système auto-régulateur des formes de vie sociales, économiques et biologiques, et transforme tout en risque*. Dès lors, une part croissante des activités humaines consiste à se concentrer sur la « gestion » de ce risque qui *importe* avant tout, la vie sociale, économique et biologique étant censée s'adapter à ce mouvement, et l'éthique se réduisant à un processus de calcul probabiliste, de « gouvernance », d'acceptabilité et de choix rationnels. En ce sens également l'on peut parler de *Grande Inversion*.

Face à cet *activisme radionégationniste* et à l'engouement qu'il suscite chez les désastrothérapeutes qui se donnent pour mission de soigner par le désastre, les scientifiques ont un rôle important à jouer : celui, non seulement, de mettre au grand jour les processus de production de l'ignorance et de contribuer à leur remise en cause et à leur détournement, mais aussi celui de faire voler en éclats les préceptes de l'*administration du désastre* dont s'accommodent si bien les sociétés industrielles<sup>5</sup>. Ainsi se désaccoutumerait-on de la désormais coutumière question : « Comment rester, ou revenir, et vivre pleinement sur les territoires contaminés ? », là où la question essentielle que se posent aujourd'hui nombre de gens est : « Comment quitter les territoires contaminés et vivre pleinement ailleurs ? ».

Si cette question n'importait pas, au-delà même du Japon, verrait-on les « représentants » – aux sens multiples du terme – d'un organisme *français* tel que l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) s'enquérir aussi prestement qu'ils le font depuis quelques mois auprès de partenaires scientifiques, tant que possible « spécialistes du Japon » et capables de leur ouvrir « l'accès au terrain », afin de nouer des alliances opportunes dans l'objectif de répondre à un appel à projets de l'Agence nationale de la recherche (ANR) visant notamment à « étudier l'impact des accidents [nucléaires] en matière de rejets de matières radioactives, leur impact sur la santé et l'environnement et les conditions de la reconquête des territoires

---

5. C'est à René Riesel et Jaime Semprun (2008) que j'emprunte cette notion, ainsi que celle, plus loin, de « soumission durable ».

contaminés<sup>6</sup> » ? Cet appel, qui ressemble à s'y méprendre aux « orientations scientifiques » figurant dans un article publié par l'IRSN (2012 : 22-23), dans lequel il s'agit de « stimuler des recherches en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection », fait suite à la conférence de presse de Nicolas Sarkozy du 27 juin 2011, annonçant « sa décision de dégager des moyens supplémentaires importants pour renforcer la recherche dans ce domaine où la France dispose d'une avance reconnue ». Si la célérité avec laquelle cette agence *publique* de recherche a obéi aux injonctions d'un président peut encore en étonner certains, d'autres y verront une volonté d'ouverture de la recherche sur le nucléaire, et d'autres ne manqueront pas de percevoir une contradiction entre cette « décision » d'une part, et le discours du même président, d'autre part, prononcé le 8 novembre 2011 à Strasbourg, lorsqu'il avait déclaré que ce qui s'est passé à Fukushima « n'est pas un accident nucléaire, mais un tsunami ». Pourquoi, en effet, engager des recherches sur ce qui n'est pas advenu ? Il suffira cependant de rappeler que pour les autorités françaises, peu enclines à vanter la manière dont leurs homologues japonais ont « géré la crise » lors de cet « accident hors dimensionnement et inacceptable<sup>7</sup> » – une telle panique dans la « chaîne de décision » étant inconcevable au pays de Descartes et d'EDF – s'il y a des leçons à tirer du désastre de Fukushima, au cas où un accident surviendrait en France, c'est bien de la manière exemplaire dont les autorités japonaises sont parvenues à *figer* sur place les populations.

Nul doute que les tandems que l'IRSN cherche à former sauront tirer parti de ce retour d'expérience sans précédent. Selon Véronique Rouyer, du service d'expertise, d'études et de recherches en criticité (*sic*) dans cet institut,

« Fukushima a confirmé la nécessité de s'ouvrir davantage aux sciences sociales, et ce à différents niveaux : que ce soit celui de l'installation pour une meilleure compréhension de la place des facteurs humains, par exemple dans la prise de décision

---

6. Programme « Investissements d'avenir », appel à projets « Recherche en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection (RSNR) », <<http://www.agence-nationale-recherche.fr/investissementsdavenir/AAP-RSNR-2012.html>>.

7. Intervention de Christophe Pilleux, responsable de l'Organisation nationale de crise du parc nucléaire d'EDF, à l'Association française des ingénieurs et techniciens de l'environnement (AFITE), le 23 mars 2012.

avant ou après l'accident ou, hors du périmètre de la centrale, dans des travaux sur la résilience de la société civile. » (IRSN 2012 : 22-23).

Le recours aujourd'hui banalisé à la notion de « résilience » que brandit cet organisme pour aborder ce qui est désormais considéré comme un problème essentiellement psychologique – voire psychiatrique – dans la population de Fukushima, en dit long sur une représentation de la « crise nucléaire » en termes de « traumatisme », enjoignant chacun à sortir de sa « dépression » en misant sur ses qualités individuelles et sur les opportunités de son environnement, dans le but de se donner les moyens de revenir précisément à un état « pré-traumatique » par la grâce combinée du « rebond » et de la « résistance au choc »... et accessoirement de l'amnésie. Dans la logique de la *Grande Inversion*, il s'agit donc avant tout d'évacuer l'objectivité, donc la réalité de l'accident, afin de laisser la peur – attitude irrationnelle voire primitive – sans objet réel extérieur : en devenant subjectif, l'accident (et ses suites) n'est plus qu'une question à régler avec soi-même, un dépassement à opérer, une peur à vaincre qui, une fois supprimée, anéantit le risque lui-même.

Le rapport récent de l'Académie des sciences, dont la quasi-totalité des annexes a été rédigée par des experts d'EDF, de l'ASN (Agence de sûreté nucléaire), du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et de l'IRSN, emboîte d'ailleurs le pas et confirme le programme scientifique à venir :

« Observer, analyser et suivre les perceptions des populations qui vont vivre dans le périmètre sensible de Fukushima est indispensable pour comprendre comment et pourquoi certains groupes sociaux (et lesquels) vont s'y adapter et d'autres vivre des difficultés nouvelles, qu'elles soient somatiques, psychologiques ou existentielles. Découvrir les facteurs de fragilité et de résilience représente un premier objectif cognitif, préalable à toute innovation (pratique, relationnelle et communicationnelle) visant à atténuer la perception de ce risque, surtout si la communauté scientifique (internationale) s'avère en mesure d'en fournir une image objective. C'est de la confrontation patiente et rendue accessible entre deux formes de connaissance (celle du risque perçu et celle sur le risque observé, voire objectif ou réel) que pourra émerger une nouvelle représentation partagée de la "vie possible" après et autour de Fukushima. » (Académie des sciences 2012 : 71-72).

Ce sont toutefois les experts en armement, à qui l'apôtre de la résilience Boris Cyrulnik ne manque pas de transférer ses précieuses compétences<sup>8</sup>, qui sont les mieux à même d'en fournir la définition la plus réaliste et la plus conforme aux objectifs opérationnels des rédempteurs de l'enracinement coûte que coûte, aux évaluateurs du risque perçu et aux inspecteurs de l'angoisse existentielle post-atomique précités, lorsqu'ils considèrent que « la résilience » dénote « le niveau de la capacité d'un système embarqué à tolérance de panne, à pouvoir continuer de fonctionner en mode dégradé tout en évoluant dans un milieu hostile<sup>9</sup> ». Nul doute que nous en saurons plus, d'ici quelques temps, sur la tolérance de panne des habitants de Fukushima et sur leur capacité à continuer à fonctionner en mode dégradé.

### **Des études post-nucléaires ?**

Le nucléaire entretient avec la société industrielle le même type de rapport que celui qu'entretenaient le colonial et ses avatars avec la république : trop longtemps compris comme une exception, en réalité « il en modèle le corps » (Césaire 2005 : 80). À l'instar du système colonial en son temps, le nucléaire est devenu une nécessité systémique de la société industrielle, et pas seulement du capitalisme dit « néolibéral », ce en quoi les farouches opposants à ce dernier font littéralement fausse route : la centrale de Tchernobyl n'était pas gérée par des affidés de Wall Street, et quant à celle de Fukushima, c'est bien sous la pleine responsabilité des pouvoirs publics

---

8. « Le 30 octobre 2009, la Journée “Résilience des hommes et des systèmes d'armes” organisée par la Direction générale de l'armement à Bagnoux en liaison avec le Service de santé des armées, a rassemblé plus de 100 médecins, ingénieurs, experts du domaine et officiers des armées, en présence du Professeur Boris Cyrulnik qui a développé le concept de résilience. Ce colloque a permis d'aborder la résilience à plusieurs niveaux, d'abord celle des hommes, ensuite dans une vision élargie, la résilience socio-technique. » (Source : *Vision* n° 10, décembre 2009, revue externe de la Délégation générale de l'armement). « La résilience vise à rendre plus robustes les systèmes, les hommes et les organisations pour donner, comme il est demandé dans le *Livre blanc de la Défense et de la sécurité*, la capacité aux pouvoirs publics et à la société française de répondre à une crise majeure et de rétablir rapidement leur fonctionnement normal. » (<<http://www.defense.gouv.fr/dga/actualite-dga/2009/resilience-des-hommes-et-des-systemes-d-armes>>).

9. Voir : <<http://fr.wikipedia.org/wiki/Résilience>>.

et de l'État japonais que les rapports techniques attestant de ses défaillances potentielles et effectives ont été ignorés ou falsifiés.

Faudra-t-il à l'énergie atomique des *études post-nucléaires* pour mettre en évidence la manière dont le nucléaire *innerve* la vie en société en transformant cette dernière en un vaste processus permanent de gestion des risques, afin de démontrer aussi que, non seulement, il correspond à une période historique déterminée, mais qu'il renvoie à une structuration des rapports humains qui se décline dans les rapports sociaux, dans les relations à la terre, au travail, au temps, à l'existence, et jusque dans l'imaginaire ? Seule une identification fine de ce maillage nucléocentré permettra d'en comprendre les *effets* avec toute la précision nécessaire à l'appréhension de leurs causes véritables.

Le nucléaire, comme le fait colonial – et l'esclavage à son service – ne pose pas qu'un problème éthique. Quant bien même, sous le sceau de la loi, il serait classé au rang de *crime contre l'humanité*, comme l'est l'esclavage en France depuis la loi de mai 2001, parviendrons-nous jamais à *décoloniser* de son empire notre vie quotidienne ? Rien n'est moins sûr, car « face à ce corps de doctrine, ce système, cette propagande, cette manière de penser, cette manière de sentir et cette foi tout ensemble<sup>10</sup> » (Césaire 2004 : 86) que constitue le nucléaire, son abolition, bien qu'étape décisive pour certains, ne pourra pas éviter l'écueil des promesses non tenues inhérentes aux organisations humaines et aux techniques qu'elles mettent en œuvre pour assurer leur domination. Son abolition ne pourra pas non plus effacer les traces *indélébiles* avec lesquelles nous vivons désormais.

Il ne s'agit donc pas d'affirmer ici que le nucléaire serait une forme nouvelle d'esclavage, mais de soutenir que les paradigmes historiquement constitués autour de l'esclavage comme du nucléaire peuvent être appréhendés comme des *technologies de colonisation* – y compris de l'imaginaire et particulièrement de l'imaginaire démocratique – en ce sens où l'un et l'autre se développent sur la base d'une organisation économique et sociale qui les rend techniquement et fatalement *nécessaires* voire *désirables*, les excluant de toute forme de *conversation* et donc de choix pouvant s'exercer à leur égard : le colonialisme pour le premier, la course mondiale au progrès pour

---

10. C'est ainsi qu'Aimé Césaire (2004) parle de l'esclavage dans son discours du 21 juillet 1951 à Fort-de-France.

le second. Ainsi, le fait nucléaire appartient à la modernité, et le condamner ou lui jeter l'anathème ne suffit pas pour comprendre les mécanismes qui motivent la foi qu'il suscite.

Aussi nécessaire que puisse être jugée l'abolition, elle ne doit pas être vidée de son sens en gommant ce qui la précède ni ce qui la suit, et ne peut donc masquer que nous devons vivre avec *l'irréparable* dont parlait Césaire au sujet de l'esclavage. Elle ne doit pas nous rendre inattentifs à l'apparition de nouvelles technologies de colonisation. Les affranchis ont de fortes chances de demeurer des colonisés, d'autant plus lorsque l'abolition est décrétée et mise en œuvre par leurs anciens maîtres. Envisager un champ d'*études postnucléaires*, c'est envisager de s'approcher aussi bien des formes d'injustice, d'exploitation, de vulnérabilisation radicales et de menaces suscitées par ce qui se donne comme caractère indépassable d'un système, que des formes, traces et expressions du refus d'une telle prolongation indéfinie de ce système et des manières concrètes et quotidiennes de le subvertir, voire d'en hâter l'effondrement.

Cet « au-delà » du nucléaire que contient l'idée de « postnucléaire », ne renvoie donc pas à un « après » temporel et séquentiel, étape ultime du progrès scientifique ou de la civilisation, mais plutôt à la nécessité d'analyser le paradigme nucléaire – système de pensée, avec ses catégorisations et nécessités qui aboutissent à une déshumanisation, et avec les conceptions de l'énergie donc précisément aussi celles du progrès qu'il véhicule – comme produisant des injustices et des vulnérabilités et ce, pas seulement dans les pays immédiatement concernés par la « sortie », et pas seulement en termes de sécurité nucléaire.

Aussi, à l'encontre d'un point de vue répandu et convenu, selon lequel « la question n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre le nucléaire ou s'il faut ou non sortir du nucléaire », j'avance que ce dont une partie de la communauté scientifique japonaise manifeste le plus urgent besoin relève bel et bien de cette question et non prioritairement d'une supposée interrogation circonvenante du type « comment vivre avec la radioactivité ? ». Chacun sait qu'il est évidemment possible, pour certains qui n'en sont pas morts, de vivre avec la radioactivité, à condition de redéfinir ce qu'est la vie, et moyennant quelques transformations et adaptations génétiques. Il s'agit donc bien pour les Japonais, comme pour le reste du monde, de construire *l'après-nucléaire*, tout en restant lucides sur le fait que l'empreinte du nucléaire restera présente *durablement*.

C'est pourquoi les réticences, voir les résistances, qu'opposent les assemblées locales aux requêtes de relance des réacteurs issues du gouvernement central ne peuvent être simplement mises au rang de la démagogie électorale. Le 28 avril 2012, une coalition de responsables locaux a lancé un appel pour un Japon sans nucléaire. On compte parmi eux les maires de Sapporo, de Nagoya, de Setagaya (Tokyo) et de Tōkai-mura<sup>11</sup>. Par ailleurs, sept des huit gouverneurs de départements situés en périphérie de la centrale nucléaire de Hamaoka dans le département de Shizuoka, arrêtée deux mois après la catastrophe du 11 mars 2011, refusent de donner leur consentement pour son redémarrage<sup>12</sup>. Quant à la centrale d'Ōi, située dans le département de Fukui, les présidents des départements de Kyoto, d'Osaka et de Shiga s'opposent pour l'instant à son redémarrage. Outre qu'ils rappellent combien la question du nucléaire est liée intimement à celle du système politique, ces *contre-frottements pour arrêter la machine* participent d'une réelle prise de conscience : alors qu'ils croyaient en être à l'abri, les Japonais redécouvrent la peur.

## Penser l'important

Face à une *société désastreuse*, dans laquelle la multiplication des catastrophes naturelles a des conséquences de plus en plus lourdes sur les organisations humaines, notamment à cause de la nature même de ces organisations – fondées sur une urbanisation sans limite, des modes de production-consommation reposant sur une forte consommation énergétique, une surdépendance à la technologie et des principes politiques aboutissant à une division de la société, des territoires et des richesses en pôles opposés – peut-on, et comment, s'extirper du désastre, *comment penser l'important afin d'agir en conséquence* ?

L'examen critique de la signification humaine des *dispositifs de soin intensif dans les sociétés industrielles*, et des implications concrètes de leur mise en œuvre, est incontournable. J'entends ici par « dispositifs de soin intensif », les processus sociaux, politiques ou techniques permettant de – ou

---

11. *Asahi shinbun*, 29 avril 2012.

12. *Mainichi shinbun*, 14 mai 2012.

prétendant – protéger les formes de vie en remontant aux causes de leur fragilisation et aux causes de ce que de tels processus soignent, et non pas seulement en *gérant* les dégâts du progrès sur ces formes. Il s'agit donc de penser aux possibilités de changer le monde sans déshumaniser la vie. Ces dispositifs atteignent-ils les objectifs qui leur sont assignés ? Si non, pourquoi ? Quelles *configurations de soin intensif*, les « crises économiques et environnementales » font-elles naître, et quelles sont celles susceptibles de nous aider à échapper à la *production de désastre* dans laquelle nous sommes entrés depuis que la société industrielle existe, production dont les *résultats* sont en forte croissance depuis les dernières décennies ?

Concrètement, l'analyse comparée des modalités de « gestion » du désastre à Fukushima, entre, d'une part, les autorités gouvernementales et locales et, d'autre part, les mobilisations individuelles et collectives – que d'aucuns s'empressent d'affubler de l'étiquette « citoyenne », comme pour se rassurer du lien avec le tout supérieur ou avec l'autorité que ce vocable sous-entend – met en évidence l'apparition, dans les moments de crise, d'une *autonomisation* de la protection, à l'instar de ce que l'on a pu observer à la Nouvelle-Orléans après la catastrophe de 2005. Cette autonomisation, qui est aussi une *horizontalisation* de la protection au sens d'une dé-hiérarchisation, se concrétise notamment dans le domaine de la mesure de la radioactivité, dans celui de l'assistance et de l'examen médical ou encore dans celui de l'aide au relogement pour les réfugiés du nucléaire. Elle pose la question de la possibilité d'existence – et de l'efficacité – d'une protection autonome et non-hiérarchique, sans leadership national ou local, dans un contexte où l'on constate l'incapacité croissante des systèmes centralisés, hiérarchisés étatiques ou paraétatiques à répondre aux « crises » et à la « gestion » des dégâts qu'elles occasionnent.

Cette horizontalisation de la protection pose toutefois aussi la question des limites de la survalorisation de plus en plus fréquente des « gens ordinaires » dans les contextes de catastrophe, survalorisation largement nourrie par les adeptes de la résilience. Ainsi, pour Isaac Ashkenazi, directeur de l'« Urban Terrorism Preparedness Project » à la Harvard Public School of Health :

« Mettre l'accent sur la capacité de réaction des autorités ne doit pas nous faire ignorer une des forces les plus importantes d'un pays : la capacité d'aide déployée par les gens ordinaires lorsqu'un désastre frappe [...] C'est grâce aux gens que les États-Unis

sont une superpuissance. Ce pays s'est établi et développé du bas vers le haut à partir d'individus résilients<sup>13</sup>. »

Je ne reviendrai pas ici sur les innombrables déclarations des commentateurs nipponophiles, relatives à l'attitude exemplaire des Japonais, leur philosophie de vie, le modèle de courage et de dignité qu'ils représentent, la leçon de sang-froid qu'ils ont donnée, et à leur capacité de préparation collective aux catastrophes naturelles censée faire partie des choses de leur vie quotidienne.

En envisageant les catastrophes comme des événements maîtrisables, les discours tenus et les actions menées au nom d'un certain réalisme humanitariste contribuent eux aussi à l'approbation, voire au plébiscite, d'une société désastreuse. Par exemple, pour Stephanie Kayden, médecin urgentiste de la Harvard Humanitarian Initiative,

« le tremblement de terre du Japon et l'ouragan Katrina ont déplacé un nombre important de personnes, ce que l'on a coutume de voir dans le monde en développement, mais qui est moins fréquent dans les pays industrialisés. Ce type de désastres, qui nécessite de fournir de l'eau, de la nourriture, des médicaments et des abris, risque de devenir plus courant et devrait donc faire l'objet d'une planification. »

Tandis que Jennifer Leaning, professeur à la Harvard School of Public Health, se veut encourageante :

« Depuis 1900, les désastres naturels ont frappé avec une fréquence et une intensité accrues. Ceci est en partie dû au fait que plus de gens vivent dans des zones sujettes au désastre. Toutefois, le nombre de morts suite à de tels événements n'a pas augmenté drastiquement, ce qui montre que les réponses d'urgence font du bon travail<sup>14</sup>. »

Dans une perspective proche, le 14 mai 2012, à Tokyo, lors d'une réunion rassemblant seize pays détenteurs d'un parc de centrales nucléaires, la Fédération internationale de la Croix-Rouge a décidé de créer une

---

13. *Harvard Gazette*, 7 septembre 2011 : <<http://news.harvard.edu/gazette/story/2011/09/in-praise-of-ordinary-people/>>.

14. *Ibidem*, note précédente.

organisation spécialisée dans les activités de secours en cas d'accident. Un représentant de la Croix-Rouge japonaise déclarait alors :

« Faisant l'hypothèse qu'un accident nucléaire peut survenir dans n'importe quel pays, nous voulons mettre en place des dispositifs applicables dans différents pays, tout en gardant une position neutre vis-à-vis de l'énergie nucléaire<sup>15</sup>. »

Ainsi, entre les essoufflements d'une société de la « Croix-Rouge », qui ne fera jamais que *soigner sans guérir*, toute accaparée qu'elle est à ne *surtout* pas s'attaquer aux causes des dégâts, et la généreuse rhétorique d'une « croissance verte » qui, dans le monde enchanté qu'elle promet, conçoit sans scrupule de *guérir sans soigner*, sachant qu'elle ne fera jamais au mieux qu'aménager les dégâts, se trouve un espace : celui de l'imaginaire démocratique – qui n'est pas la démocratie imaginaire mais réelle – qu'il nous faut explorer afin de retourner aux causes des effets dont nos sociétés et nos vies individuelles sont les victimes consentantes.

## Ersatz de solidarité

Face à la *vulnérabilité totale*, celle qui combine à la fois la vulnérabilité économique, sociale et sanitaire, nombre de Japonais prennent conscience qu'ils ont besoin d'une *solidarité totale*<sup>16</sup>, capable de renverser la colonisation : le cas du Tōhoku est exemplaire. Il s'agit d'une région littéralement colonisée depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, ayant d'ailleurs longtemps résisté à cette colonisation intérieure, et qui a été réduite à l'état de fournisseur d'énergie pour la métropole tokyoïte, au détriment de son organisation sociale et communautaire. Or, une fois le désastre nucléaire survenu, la solidarité que l'on voit apparaître vis-à-vis de cette région se résume à tout faire pour que les personnes restent bien là où elles sont : un an après le 11 mars 2011, 63 000 personnes ont migré hors du département de Fukushima, soit 3 %

---

15. *Mainichi shinbun*, 14 mai 2012.

16. Cette *solidarité totale* ne recouvre pas selon moi l'idée d'un « circuit solidaire » qu'appelle de ses vœux l'essayiste Kamata Satoshi, qui se réfère à une solidarité du front du refus (voir son témoignage « Du refus à la solidarité » dans le présent numéro).

de la population et moins de 10 % des enfants<sup>17</sup>. Le 17 avril 2012, un an presque jour pour jour après sa mise en place, le 21 avril de l'année précédente, l'interdiction d'accès à une zone de vingt kilomètres de rayon autour de la centrale de Fukushima Daiichi visant à « protéger la santé et la sécurité de la population » était levée (à l'exception des territoires exposés à plus de 100 millisieverts par an). De même, pour la consigne d'« évacuation conseillée » pour les communes avoisinant l'ex-zone interdite. Les 18 et 19 avril 2012, le CRMS (Citizen Radioactivity Measuring Station, Shimin hōshanō sokuteijo 市民放射能測定所), relevait toutefois des débits de dose de l'ordre de 100 millisieverts par an dans plusieurs de ces communes (celles de Date 伊達 et de Namie 浪江 notamment), soit 100 fois la limite annuelle d'inacceptabilité recommandée par la Commission internationale de protection contre les rayonnements (CIPR).

Quant aux débris contaminés, ils se retrouvent au centre d'une conception inédite de la solidarité. On connaissait la « solidarité active », mais on ignorait tout, jusqu'à présent, de la *solidarité radioactive*, le ministère de l'Environnement ayant dans un premier temps, en août 2011, fait voter une loi autorisant les départements et les municipalités à demander au gouvernement de désigner certaines communes comme « candidates » à l'évacuation de décombres contaminés<sup>18</sup>, puis dans un second temps, dès le 18 novembre 2011, convié des élus locaux à des « voyages de découverte » des mêmes décombres, afin de les convaincre d'en accepter une partie sur leur territoire<sup>19</sup>, le Premier ministre Noda Yoshihiko 野田佳彦 ayant dans un troisième temps, le 16 mars 2012, fait parvenir une lettre à trente-cinq départements et dix grandes agglomérations leur demandant d'accueillir une part des 4 millions de tonnes de déchets contaminés des départements d'Iwate et de Miyagi<sup>20</sup>.

---

17. Source : département de Fukushima, 26 janvier 2012.

18. Le communiqué annonçant le vote de la nouvelle loi précise, à toutes fins utiles : « Bien que spécifiquement conçue pour gérer les retombées de l'accident nucléaire de Fukushima, la loi pourra aussi être appliquée lors de tout autre accident nucléaire qui pourrait survenir » (*Asahi shinbun*, 17 août 2011).

19. *Mainichi shinbun*, 20 novembre 2011.

20. À ce jour, huit départements et huit grandes agglomérations urbaines (dont Tokyo) ont répondu favorablement et proposé de recevoir près d'un million de tonnes de décombres contaminés (*Asahi shinbun*, 7 avril 2012).

Le Tōhoku en général, et la région de Fukushima en particulier, se retrouvent ainsi à la double peine : colonisés, ils sont priés d'assumer les dégâts causés dans le cadre du système économique mis en place par leurs colons. Cette injonction à la *responsabilité* concerne tous les niveaux de la société et de l'économie. Il s'agit selon le nouveau plan d'aménagement des « zones », d'une part pour la population, de continuer à vivre en s'adaptant aux nouvelles normes de « sécurité », c'est-à-dire au passage des seuils d'inacceptabilité sanitaire des radiations de 1 à 20 ou 50 millisieverts, voire à 100 millisieverts par an, et d'autre part, pour la main-d'œuvre nécessaire à la « gestion » des dégâts, puis à l'éventuel démantèlement du site de Fukushima, de continuer à servir docilement et sélectivement, les travailleurs du nucléaire étant issus des couches sociales les plus basses de la société, voire choisis parmi les sans-abri et la population immigrée. Nous sommes donc très loin de ce que l'on peut considérer être « la solidarité ».

Les adeptes du *laboratoire-monde* ne manqueront pas de pointer les multiples initiatives en cours visant à faire de la catastrophe une source de « rebond » et autres « sursauts » indispensables à la survie dans la *soumission durable*. La création d'un « Institut de recherche international sur la science du désastre » à l'université du Tōhoku avec notamment la coopération de la Harvard Humanitarian Initiative en constitue un exemple notable :

« À partir des leçons tirées du désastre causé par le tremblement de terre du Tōhoku et le raz-de-marée, l'Institut deviendra un centre mondial d'étude des désastres et de l'atténuation de leurs effets [...], contribuera aux efforts de reconstruction dans les zones affectées, mènera une recherche orientée vers l'action et s'attachera à développer une gestion effective du désastre afin de construire des sociétés soutenables et résilientes<sup>21</sup>. »

D'autres actions sont en cours, allant des expérimentations agronomiques sur le riz résistant au césium et autres bio-remédiations, aux expérimentations architecturales, en passant par la dérèglementation foncière, les expérimentations biologiques et médicales (en radiothérapie et en génothérapie notamment), et autres expérimentations techno-industrielles, les projets de *smart cities* et autres *smart communities* étant dépoussiérés et ressortis des cartons des fleurons de l'industrie et des ministères. Mais,

---

21. Voir : <[http://www.drcr.tohoku.ac.jp/jobs/index\\_e.html](http://www.drcr.tohoku.ac.jp/jobs/index_e.html)>.

hormis l'odeur de coercition qu'ils colportent, ces ersatz de solidarité ne nous disent pas si les velléités technocratiques qui les fondent, tout comme les dispositifs mécaniques qui les animent, sont porteurs de la solidarité dont la région concernée a réellement besoin. Ils ne nous disent rien non plus de la pérennité éventuelle d'une telle solidarité, si elle existe. Ils ne nous disent rien surtout quant à la question cruciale de savoir *qui protège qui ? Et comment ?*

Et pour cause ! Ces ersatz de solidarité ouvrent grande la voie à ce dont tous semblent désormais « attendre et hâter l'avènement » : l'ersatz d'humanité.

27 mai 2012

## Bibliographie

**Académie des sciences, 2012**  
*L'accident majeur de Fukushima. Considérations sismiques, nucléaires et médicales*, annexes sur CD-Rom, Paris, Institut de France, EDP Sciences.

**CÉSAIRE Aimé, 2004**  
*Victor Schœlcher et l'abolition de l'esclavage*, Lectoure, Éd. Le Capucin.

**CÉSAIRE Aimé, 2005**  
*Nègre je suis, Nègre je resterai. Entretiens avec Françoise Vergès*, Paris, Albin Michel.

**Encyclopédie des Nuisances, 1986**  
*Dictionnaire de la déraison dans les arts,*

*les sciences & les métiers*, t. I, fascicule 8, août, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.

**IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), 2012**  
 « Orientations scientifiques : la crise de Fukushima indique des pistes à développer », *in Repères*, janvier, 12.

**RIESEL René & SEMPRUN Jaime, 2008**  
*Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.



Livres *à* lire



# Compte rendu

---

---

---

---

© Dany SAVELLI (éd.)

*Le Japon en Russie : imaginaire, savoir, conflits et voyages*, revue *Slavica Occitania*, n° 33, 2011, 483 p.

<<http://w3.slavica-occitania.univ-tlse2.fr>>.

Voilà une somme sur un sujet neuf encore, toute l'histoire des relations nippo-russes, vue surtout côté russe. D. Savelli (« De la *matriochka* au paradis, en passant par la Sibérie (ou de quelques surprises sur le Japon en Russie) », le rappelle : « Penser conjointement le Japon et la Russie n'est pas chose si fréquente en Occident » (p. 13). Voilà deux pays dits hermétiques. Et pourtant, lorsque dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, certains artistes russes composent un style prétendument national à coups d'influences étrangères mais

dans le sens de la découverte d'un Orient interne à la Russie, on assiste à la fusion du japonisme et des arts primitifs russes. Et dans le même temps, entre péril jaune et rêve d'Asie nippo-russe, la victoire du Japon sur la Russie fait bouger les lignes : ainsi la défaite oblige les Russes à s'intéresser de plus près à leur adversaire. Des relations culturelles se nouent alors, notamment avec la venue du *kabuki* en URSS en 1928. La guerre amène les peuples à se connaître un peu plus, en Sibérie, surtout, qui devient zone obligée de rencontre. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, ce sont dans des camps sibériens où triment les nombreux prisonniers de guerre japonais qui rapporteront chez eux une image de la Russie, loin d'être toujours négative.

La première partie (*Imaginaire et Savoir*) retrace l'histoire de l'idée de Japon en Russie des origines jusqu'en

1945. N. Chtchetkina-Rocher (« Le Japon dans l’imaginaire russe des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : de la *terra incognita* à la terre promise ») montre qu’avant le XIX<sup>e</sup> siècle, l’image du Japon, tributaire de l’Occident, repose sur un savoir de seconde main, sur des informations déformées, sur « les légendes spécifiques à l’orientalisme onirique » (p. 31). S’y ajoute, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l’utopie des *beguny* (« Fuyants »), ces vieux-croyants qui fuient aux marches de l’empire, font « une lecture mystique de l’ailleurs extrême-oriental » (p. 36) et imaginent un Japon qu’ils baptisent Belevodie, nom russe qui se traduit par « Eaux-Blanches ». Le pays est assez ignoré pour que cette utopie prenne son essor.

Les études japonaises mettent du temps à gagner un statut institutionnel. Selon V. Alpatov (« La genèse des études japonaises en Russie »), les études japonaises ne dépassent pas le stade d’une discipline pratique dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Japon reste peu connu, voire méprisé. La défaite russe de 1905 change tout. Après 1917, une génération de japonisants surgit, avec de forts projets culturels – initier le public russe à la littérature japonaise –, et des figures majeures comme N. I. Konrad, qui critique le système éducatif japonais. Dans les années 1930, certains de ces savants sont fusillés au chef d’espionnage.

L. de Meaux (« Port-Arthur et le renouveau des études japonaises en Russie ») insiste sur la visée pragmatique de la première japonologie russe, en lien avec l’État. Après 1905, le directeur de l’Institut de Vladivostok, Dmitri Pozdneïev, oriente les études vers les relations contemporaines. L’essor des études japonaises aide alors à la normalisation des rapports entre les deux États, mais reste confiné au monde savant.

La deuxième partie (*Littérature et arts*) offre le point de vue russe sur l’eurasianisme. V. Molodiakov (« L’image du Japon dans la littérature symboliste russe ») étudie les auteurs symbolistes russes qui, malgré leur intérêt pour l’art du Japon, mettent en garde contre le péril jaune. Vladimir Soloviev, leur mentor, enjoint la Russie de décider si elle opte pour le Christ ou Xerxès, *i.e.* l’invasion mongole avec le Japon en tête. Valéri Brioussov reprend de Soloviev l’idée de la lutte séculaire entre atlantisme et eurAsianisme. À Andreï Biély revient l’intuition du sens mystique du monde quotidien, l’aigu sentiment de l’invasion mongole, laquelle se manifeste par l’apparition du Nippon dans la ville. Son roman *Pétersbourg* oppose l’Orient, monde de Xerxès, à la Russie, monde du Christ, sans les séparer vraiment : Apollon Abléoukov, un des protagonistes, est à la fois fervent européen et mongol.

R. Uno (« À propos des motifs japonisants dans l'œuvre de Pavel Kouznetsov et dans celle des néoprimitivistes russes ») retrace la fortune du japonisme en Russie. Il y arrive non pas via le Japon, mais par le modernisme français alors que ne cesse de grandir l'intérêt pour la culture russe traditionnelle et que se forme le modernisme russe ou néoprimitivisme. Ainsi, le peintre Pavel Kouznetsov évolue vers un primitivisme inspiré des arts primitifs russes ainsi que de l'orientalisme de l'Asie centrale et du japonisme des estampes.

S. Soojung Lim (« "L'esprit du continent" ou le Japon, l'Eurasie et l'Empire dans l'œuvre de Vélimir Khlebnikov ») montre que Khlebnikov aspire à trouver chez les Perses et les Mongols « un esprit du continent » commun qui puisse les unir à la Russie » et promeut une identité eurasiennne dont la Russie, la Chine et le Japon sont les éléments, non sans s'effrayer de voir le Japon devenir une puissance impériale occidentalisée qui entre peu à peu en lutte contre le continent, *i.e.* la Russie.

G. Dudarets (« Futabatei Shimei à Pétersbourg ») retrace la vie du grand slavisant nippon, Futabatei Shimei 二葉亭四迷 : sa formation en russe à l'École supérieure des langues étrangères de Tokyo ; son œuvre de traducteur qui initie le public à la Russie ; ses liens avec l'émigration politique

russe ; son activité de journaliste pour l'*Asahi*, qui le met en rapport avec le journaliste Vassili Nemirovitch-Dantchenko, idole de la gauche radicale, et l'amène à Saint-Pétersbourg en 1908-1909.

La troisième partie (*D'une scène l'autre*) se concentre sur la réception du théâtre japonais par les Russes, en Russie comme au Japon. Y. Kitamura et D. Savelli (« L'exotisme justifié ou la venue du *kabuki* en Union soviétique en 1928 ») analysent pourquoi et comment la première tournée du *kabuki* à l'étranger se fit en cette Union soviétique, pays qui rejetait féodalité et *bushidō*. Après reconnaissance officielle par le Japon de l'Union soviétique le 20 janvier 1925, cette dernière tente d'améliorer les rapports bilatéraux. L'initiative de la tournée revient à Osanai Kaoru 小山内薫, figure de proue du *shingeki* 新劇, fasciné par Stanislavski et Meyerhold, dont M. Hayashi (« Le théâtre japonais face au théâtre occidental et à la tradition : l'œuvre d'Osanai Kaoru [1881-1928] [Résumé de thèse] ») retrace la carrière. Mais les obstacles à la tournée surgissent au Japon. L'extrême-droite craint que le bolchévisme contamine le théâtre national. L'ambassade soviétique à Tokyo promeut le spectacle et choisit *Les Quarante-sept Rôlins*, pièce riche en actions, pauvre en dialogues, pour séduire le public. Pour les Soviétiques, plus que la conquête du public russe

émerveillé par le *kabuki*, c'est un pas vers les cercles progressistes nippons. Les périodiques éludent les aspects idéologiques discutables du *kabuki*, mais Géorgui Astakhov, secrétaire d'ambassade à Tokyo, note que le *kabuki*, ses samouraïs et son *seppuku* flattent la vision impérialiste anglo-américaine du Japon : cet exotisme est une marque d'antisoviétisme.

D. Savelli (« Un témoignage soviétique de 1936 sur le théâtre japonais : "Le Théâtre japonais" de Boris Pilniak ») édite un petit texte de Boris Pilniak, l'un des rares Russes à avoir vu du *kabuki* dans les années 1920 et 1930, qui ne revendique aucune compétence savante et livre son expérience spontanée, dans un style adapté à la pression idéologique, où la mention de la scène tournante et des toilettes mixtes est supprimée au profit des persécutions contre le théâtre prolétarien.

E. Simonova-Goudzenko (« Konstantin Simonov et le théâtre japonais ») évoque les pages de K. Simonov (1915-79), dans son *Japon. 46* (1977) sur le *kabuki*. Ce correspondant de guerre au Japon en décembre 1945 songe que « [l]a passion pour le théâtre kabuki était une des passions de l'art révolutionnaire des années vingt » en raison de l'attraction pour « la force concentrée, la retenue, la concentration de la force », liée selon lui à la passion japonaise du sport.

La quatrième partie (*L'entre-deux ou la Sibérie*) en retrace l'histoire quasi jusqu'à nos jours. V. Datsychen (« La présence japonaise en Sibérie du XVII<sup>e</sup> siècle aux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle) offre un premier panorama. Les Japonais évitent d'abord la Sibérie pour aller en Russie, mais l'homme d'État Enomoto Takeaki 榎本武揚 (1836-1908), premier ambassadeur à Saint-Petersbourg, œuvre aux bonnes relations et, après l'ouverture du Transsibérien (1901), les visites officielles suivent. Dès 1893, l'armée japonaise dresse la topographie de la région. L'émigration nippone en Sibérie s'accroît de 603 Japonais en 1890 à 3 953 en 1900 sur un total de 5 819 Japonais vivant en Russie. La guerre russo-japonaise n'altère ni les bons sentiments réciproques ni la circulation des Japonais. Cela change avec la Première Guerre mondiale et la guerre civile. Le Japon intervient en Sibérie orientale et en Transbaïkalie au service des armées blanches de Koltchak. En 1920, après l'avènement des Soviétiques, il évacue Irkoutsk, mais pas la Transbaïkalie ni la région de l'Amour. Les Soviétiques mènent la propagande communiste auprès des peuples orientaux pour déloger les forces d'occupation nippones. À partir des années 1920, il n'y a plus guère de Japonais en Sibérie. Tout au plus certains résidents japonais du Mandchoukouo sont-ils autorisés après 1932, à la suite de l'insurrection du général Su Bingwen qui

menace la colonie nipponne, à se réfugier en Extrême-Orient russe. Dans les années 1930, les autorités soviétiques limitent les passages de Japonais en Sibérie. Le Kremlin ferme le consulat de Novossibirsk en 1937, seul reste encore ouvert le consulat du Mandchoukuo à Tchita où vivent des Japonais à la fin des années 1930.

S. Kouznetsov (« Les anciens prisonniers de guerre japonais évoquent leur captivité en Sibérie ») tient les captifs de Sibérie pour cas à part. Ils se forment en communauté solidaire, vivent dans l'observance des traditions, révèrent l'Empereur au nom duquel ils se sont rendus, se méfient des autorités soviétiques mais sont curieux du monde russe, et sereins dans l'acceptation de leur destin. Les « bons sentiments et souvenirs que les anciens prisonniers de guerre japonais ont gardé de la Russie et des Russes se sont formés non pas à cause mais en dépit des efforts de l'administration du camp comme de la politique soviétique en général ».

T. Takemoto (« Mémoire et violence dans les *Chroniques de l'oiseau à ressort* de Murakami Haruki ou de Khalkhin Gol aux camps de Sibérie ») analyse un épisode secondaire du roman de Murakami, qui évoque Khalkin Gol (jap. Nomonhan ノモンハン) avant la bataille de 1939, puis un camp sibérien après la défaite de 1945. Il raille les petits soldats nippons pris dans une guerre étrangère et impuissants. Le lieutenant Mamiya

voit un Mongol écorcher vif un soldat japonais sur l'ordre d'un officier soviétique. Le corps du supplicié symbolise la défaite de l'armée du Guandong au profit du nouveau maître. D'où la désacralisation du mythe du dieu de la guerre cher à l'idéologie nationaliste. Murakami renvoie dos à dos les deux parties : l'URSS communiste ne vaut pas mieux que le Japon nationaliste. Le peuple, décidément, reste passif face au pouvoir qui lui fait tout croire – de la grandeur de l'Asie sous la direction du Japon à la sécurité nucléaire à Fukushima...

Domage que la période contemporaine, après les années 1930, soit fort peu analysée. On aurait aimé en savoir plus sur la japonologie stalinienne et post-stalinienne, plus aussi sur certains créateurs contemporains qu'inspire le Japon, tel B(oris) Akounine, traducteur de littérature japonaise, amateur de Mishima, mais aussi auteur de polars dont certains se passent au Japon. Un travail d'ensemble sur ces questions fait encore défaut, mais le présent recueil offre un fort beau début dans ce sens.

Gérard SIARY  
(université Montpellier 3,  
CRCAO UMR 8155)

## Ouvrages reçus

---

---

*Au comité de rédaction d'Ebisu*

© Jean-Jacques TSCHUDIN,  
*Histoire du théâtre classique japonais*,  
Anacharsis Éditions, coll. Essais,  
2011.

© Benoît JACQUET  
& Vincent GIRAUD (ed.)  
*From the Things Themselves.*  
*Architecture and Phenomenology*,  
Kyoto, Kyoto University Press/  
EFEO, 2012.

© Nadine & Thierry RIBAUT,  
*Les Sanctuaires de l'abîme.*  
*Chroniques du désastre de Fukushima*,  
Paris, Éditions de l'Encyclopédie  
des Nuisances, 2012.

© *Croisements. Revue francophone*  
*de sciences humaines d'Asie de l'Est*,  
n° 2, « Ville réelle, ville rêvée »,  
Paris/Séoul, Atelier des Cahiers,  
avril 2012.

*À la bibliothèque*  
*de la Maison franco-japonaise*

© Nicolas BAUMERT  
*Le saké. Une exception japonaise*,  
Rennes, Presses universitaires  
de Rennes, 2011.

© KUWAGATA Keisai  
*Dessins abrégés de Keisai. Oiseaux,*  
*animaux, personnages* ; présenté et  
traduit par Christophe Marquet ;  
légendes par Christophe Marquet  
et Estelle Leggeri-Bauer,  
Arles, P. Picquier ; Paris, INHA,  
Institut national d'histoire de l'art ;  
Nancy, Ville de Nancy, 2011.

© David-Antoine MALINAS  
*La lutte des sans-abri au Japon.*  
*Le renouveau du militantisme*,  
Paris, Harmattan, 2011.

© Hélène LE BAIL  
*Migrants chinois hautement*  
*qualifiés au Japon.*  
*Mobilité transnationale*  
*et identité citoyenne*  
*des résidents chinois au Japon*,  
Paris, Les Indes savantes, 2012.

© Mitsubishi Ichigōkan  
Museum (éd.), *Katagami Style*,  
Tokyo, Nikkei Inc., 2012.

## Résumés

---



---

Rémi SCOCCIMARRO

### **Séisme et tsunami du 11 mars 2011 : spatialisation de la catastrophe**

Le tsunami du 11 mars 2011 a dévasté les côtes du Sanriku, pourtant parmi les mieux protégés au monde, où les digues géantes ont été inefficaces. Ces protections, basées sur une approche éminemment techniciste, n'ont-elles pas accru la vulnérabilité des populations, en rendant possible l'urbanisation de zones historiquement exposées à ce type de catastrophe ?

**Mots-clés** : digues géantes, étalement urbain, dichotomie socio-spatiale, vulnérabilité.

Marie AUGENDRE

### **Un modèle géographique de la catastrophe**

Mise en tension, rupture, propagation et relais sont les phases du capricieux cycle sismique qui s'appliquent aussi au déroulement d'une catastrophe. Celle du 11 mars met en évidence l'incessante métamorphose du risque, qui affaiblit les contre-mesures éprouvées et suscite de nouvelles adaptations.

**Mots-clés** : coexistence, coévolution, séisme, modèle géographique de la catastrophe.

Augustin BERQUE

### **Milieu, co-suscitation, désastres naturels et humains**

Les désastres consécutifs au tsunami du 11 mars 2011 n'en sont pas l'effet direct ; ils ont pour cause première le mode de

la relation que la modernité a instaurée entre la société japonaise et son environnement, dans l'oubli de l'histoire et l'abstraction du sujet humain hors de son milieu, réduit à une table rase définie par le seul profit. C'est cette abstraction qui a fait du tsunami une catastrophe, et qui – sauf reconcrétisation du milieu nippon – ne manquera pas d'en susciter d'autres à l'avenir.

**Mots clés** : catastrophe, co-suscitation, milieu.

Jean-Pierre DUPUY

### **« Un paradis habité par des meurtriers sans méchanceté et des victimes sans haine » :**

### **Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima**

Après les horreurs du vingtième siècle, nous ne pouvons plus poser que le mal est toujours le résultat d'intentions mauvaises. Le mal extrême résulte parfois d'intentions médiocres, ou même d'intentions de faire le bien. On examine le cas des catastrophes de l'industrie nucléaire civile, Tchernobyl et Fukushima.

**Mots-clés** : mal, intentions, catastrophes nucléaires.

NISHITANI Osamu

### **Où est notre avenir ?**

Lâcheté des élites et sacrifice du peuple, c'est le secret de la double face du Japon, douteux et admirable. La dernière catastrophe, révélant la fragilité du système économique et techno-industriel japonais, rend inévitable un changement radical de

la société. Mais la résistance est tenace.

**Mots-clés :** lâcheté des élites, sacrifice du peuple, système économique et techno-industriel.

Alain-Marc RIEU

### **Technologie souveraine et contrôle démocratique**

La catastrophe de Fukushima est d'abord institutionnelle : elle met en cause une structure de pouvoir associant une technologie (le nucléaire) et une industrie, ses ramifications dans les partis politiques et les médias. Elle en permet aussi une analyse fine. La catastrophe ouvre ainsi un débat sur les institutions démocratiques à développer pour faire face à un tel pouvoir.

**Mots clefs :** technologie souveraine, énergie, industrie nucléaire, Japon, Fukushima, pouvoir, démocratie technique, épistémologie.

Thierry GUTHMANN

### **Gestion de crise et culture politique du Japon contemporain : le Premier ministre Kan Naoto a-t-il réellement failli ?**

L'analyse de la valeur objective des accusations de gestion fautive portées contre le Premier ministre, notamment par l'opposition, suite à la crise ouverte par le séisme du 11 mars, montre que Kan Naoto n'a pas réellement failli et qu'il a surtout rempli pour l'opinion un rôle de bouc émissaire.

**Mots-clés :** gestion de crise, culture politique, Kan Naoto, bouc émissaire.

Thierry RIBAUT

### **L'empire du nucléaire : quand Fukushima ne crachait pas encore ses « atomes pour la paix »**

La politique nucléaire japonaise est arimée à la politique américaine anti-communiste et à la guerre froide, ce qui seul permet de comprendre pourquoi un des pays les plus soumis aux risques sismiques est devenu la troisième nation nucléaire du monde. Le développement du nucléaire civil au Japon s'inscrit dans la propagation de la doctrine que porte le président Eisenhower, dans son discours « Atomes pour la paix », prononcé le 8 décembre 1953 aux Nations unies.

**Mots-clés :** atomes pour la paix, nucléaire civil, nucléaire militaire, propagande, Fukushima, Nippon Foundation.

Tino BRUNO

### **La promotion du nucléaire civil dans la presse quotidienne japonaise**

Cet article dresse un état des lieux de la promotion du nucléaire civil par les quotidiens japonais, notamment dans son contexte socio-politique des années 1950 aux années 1970, à travers la définition de ce que nous appelons les « trois mythes du nucléaire » : « pacifique », « sûr » et « nécessaire ».

**Mots-clés :** nucléaire, journaux, promotion, mythe, Japon.

Mathieu GAULÈNE

**Convertir les « allergiques à l'atome » : la promotion de l'énergie nucléaire au Japon**

Imposer l'énergie nucléaire à une population japonaise « allergique à l'atome » fut difficile. La construction de centrales s'est accompagnée de campagnes de promotion diverses – publicités, PR center, réunions pédagogiques. Fukushima oblige cependant le triumvirat du nucléaire – METI, industriels et politiciens – à revoir sa communication.

**Mots-clés :** publicité, communication, journée du nucléaire, lobby nucléaire, « allergiques au nucléaire ».

**Mots-clés :** Fukushima, radiation, normes, controverse.

Christine LÉVY

**Les voix des femmes après la catastrophe du 11 mars**

La catastrophe aurait-elle renforcé la division sexuelle du travail ? Les organisations féministes tentent de répondre à cette question en travaillant à repérer les besoins spécifiques des femmes, tout en les soutenant dans leur mobilisation face aux conséquences de la catastrophe nucléaire.

**Mots-clés :** genre, catastrophe, émotion, rationalité.

Paul JOBIN

**Qui est protégé par la radioprotection ?**

Dans les premiers jours de la catastrophe nucléaire, les maximales d'exposition pour les travailleurs étaient relevées à 250 millisieverts par an, au lieu de 20 mSv en temps ordinaire. Puis, s'arc-boutant sur les recommandations de la Commission internationale de protection radiologique, le gouvernement a considéré 20 mSv (contre 1 en temps ordinaire) comme un maximum annuel acceptable pour les habitants département de Fukushima, y compris les enfants. La controverse qui en résulte touche un des principaux enjeux de santé publique de cette catastrophe pour les années à venir. Qui, et dans quelle mesure, est véritablement protégé par la radioprotection ?

Jean LAGANE

**Catastrophe environnementale au Japon : apport des savoirs profanes et mouvements citoyens**

Cet article aborde le thème de la résilience communautaire lors de catastrophes environnementales. Il s'agit de démontrer comment l'action privée, soutenue par des savoirs profanes, peut apporter une réponse face à l'inertie de l'action publique. L'approche est étayée par une analyse des pratiques de résilience développées par les mouvements citoyens suite aux nuisances industrielles de Minamata et de Toyama.

**Mots-clés :** résilience communautaire, mouvements citoyens (*jūmin undō*), catastrophe, savoirs profanes.

NAMIOKA Shintarō

**Politiques de dédommagement pour les agriculteurs de Fukushima ? Le cas de la Nōminren**

Cet article aborde la question du dédommagement pour les agriculteurs dont les dégâts ne se réduisent pas à l'aspect financier. Les activités de la Nōminren, qui soutient ces agriculteurs dans leur demande d'indemnisation, sont ici analysées en tant que tentative de démocratie délibérative émergeant d'un espace contre-public subalterne.

**Mots-clés :** Nōminren, dédommagement, Fukushima, démocratie délibérative, espaces contre-publics subalternes.

EGUCHI Kumi, KUBOTA Aya,

NAGASE Setsuji, KUROSE Takefumi  
**La reconstruction**

**de la commune d'Ōtsuchi : étude des souhaits des habitants**

Cet article relate un travail réalisé par le laboratoire de design urbain de l'université de Tokyo en coopération avec les habitants du quartier d'Akahama de la commune d'Ōtsuchi pour proposer un plan de reconstruction qui prenne en compte l'histoire des désastres et les attentes des résidents.

**Mots-clés :** commune d'Ōtsuchi, souhait des habitants, reconstruction, village de pêche, dépopulation.

Hiroko HUMBERT-AMEMIYA

**Fermiers sinistrés de Fukushima : comment faire face dans des conditions extrêmes ?**

La catastrophe nucléaire a arraché les paysans de leurs terres. Ce désastre a pourtant un aspect positif. Libérés d'une charge ancestrale, ces agriculteurs peuvent reconstruire leur vie, à leur gré, par leur propre initiative. En suivant le parcours de trois paysans sinistrés, nous voyons comment ils projettent leur avenir.

**Mots-clés :** paysans sinistrés, agriculture biologique, poids de la communauté, le beau Fukushima.

Murielle HLADIK

**Enjeux de la reconstruction : recoudre le tissu urbain, renouer le lien social**

Quels sont les enjeux éthiques, économiques, environnementaux et sociaux de la reconstruction ? Après la phase de l'intervention d'urgence, la reconstruction fait émerger la question de la sécurité : pouvons-nous envisager un « risque zéro » ? Comment renouer et recoudre le lien social qui existait auparavant sur ces terres aujourd'hui dévastées ? Comment retrouver l'espoir et construire des bases pour une nouvelle vie ?

**Mots-clés :** renouer, réparer, reconstruction.

Cécile ASANUMA-BRICE

**Les politiques publiques de logement face à la catastrophe du 11 mars**

L'après désastre du 11 mars 2011 remet sur le devant de la scène la question du relogement d'urgence de la population et par conséquent le rôle des pouvoirs publics dans ce processus. Ces derniers reprendront-ils en main un système qu'ils jugeaient obsolète ou laisseront-ils à la population le soin d'assurer elle-même sa propre protection sociale en terme de relogement ?

**Mots-clés :** urbanisme, logements publics, logements provisoires, protection sociale.

Patricia MARMIGNON

**Communautés de quartier et associations : le retour du local après le 11 mars 2011**

Les communautés de quartier sont une particularité nipponne. Elles ont évolué au fil du temps. Et des associations se sont développées depuis 1968. Dans ce processus, et jusqu'au 11 mars 2011, un tournant vers une autonomie locale, et une reconnaissance du droit de l'individu semblaient entamés.

**Mots-clés :** association, autonomie locale, communauté de quartier.

Manuel TARDITS

**Vivre, vivre au Japon**

Comment faire face au caractère récurrent des catastrophes naturelles et liées à l'homme ? À la prévention, on se doit

d'adjoindre une vision écologique plus large et renouvelée. Un débat sur le modèle énergétique du nucléaire et sur nos modèles de développement urbains et sociétaux s'impose.

**Mots-clés :** modèles de développement urbains et sociétaux, alternatifs, répartir les risques, nouvelle écologie.

Coralie CASTEL

**Reconstruire ses souvenirs : le nettoyage des photographies emportées par le tsunami à Kesennuma**

À Kesennuma, ville touchée par le tsunami, une association d'habitants entreprend de nettoyer les milliers de photographies personnelles retrouvées dans les ruines pour les rendre à leurs propriétaires. Cette action collective de « sauvegarde des souvenirs » passe par le soutien de bénévoles à l'échelle nationale, et participe en définitive au rétablissement de la société locale.

**Mots-clés :** photographies, mémoire, actions collectives, bénévolat, reconstruction.

Philippe PELLETIER

**Le déluge sans le Japon : aléa naturel et catastrophe dans la culture japonaise**

Aucune philosophie centrée sur la catastrophe issue d'un aléa naturel ne structure la socioculture japonaise. L'engloutissement de l'archipel japonais imaginé par la SF relève d'une catharsis provoquée par la défaite militaire et

## Abstracts

l'anéantissement atomique de 1945. Le mythe du Déluge est singulièrement absent de la mythologie shintô. La légende de Kôrai-jima (archipel des Gotô, département de Nagasaki) qui narre l'engloutissement d'une île et de ses habitants mélange des croyances d'origine chinoise, shintô et, surtout, chrétienne via la Bible des chrétiens cachés.

**Mots-clés :** nature, aléa, catastrophe, submersion, déluge, apocalypse, mythologie, légende.

Julien BERNARDI-MOREL

### **Cataclysme et pouvoir politique dans l'imaginaire du Japon : l'exemple des *namazu-e* du séisme d'Ansei**

Cet article tente d'analyser la relation entre catastrophes naturelles et politique dans l'imaginaire du Japon à travers l'étude de certains *namazu-e* (estampes de poisson-chat), leurs effets après le séisme d'octobre 1855 et les similitudes avec la catastrophe du 11 mars 2011.

**Mots-clés :** *namazu-e* (estampe de poisson-chat), imaginaire du Japon, mythes du Japon, catastrophes naturelles, divinités du shintô.

Rémi SCOCCIMARRO

### **The Spatial Dimension of the 11 March Tsunami Disaster**

The March 2011 tsunami devastated the coastal areas of Japan's Sanriku region, destroying the world's most sophisticated and "protective" embankments. This devastation questions the priority that has been given to rigid, high-tech protection in preventing natural disasters, a decision that 1) made possible the urbanization of historically inundation-exposed areas and 2) paradoxically raised the overall vulnerability of those areas' residents to the very events they were built to prevent.

**Keywords:** Giant Breakwater, Urban Sprawl, Socio-Spatial Dichotomy, Vulnerability.

Marie AUGENDRE

### **A Geographical Model Regarding Disasters**

Strain accumulation, rupture, propagation and secondary events, which are the geological phases of the capricious seismic cycle, may also apply to the whole disaster process. The March 11th earthquake disaster in Japan highlights a ceaseless metamorphoses of risk, which has challenged the conventional wisdom concerning countermeasures, while offering the opportunity to consider new and improved ways of adapting to the disaster cycle.

**Keywords:** Coexistence, Co-Evolution, Earthquake, Geographical Model of Disaster.

---



---

Augustin BERQUE

**The Co-Arousing Relationship  
Between Natural and Human Disasters  
in Human Milieux.**

The disasters that occurred after March 11, 2011, were caused not by the initial earthquake and tsunami, but rather by a type of relationship formed between society and its environment that is endemic to modern times, where historical experience is forgotten and human subjects abstracted from their milieux, to be relegated to figures in a profit and loss statement. It is this abstraction which turned the earthquake and tsunami into human catastrophes, and which – save a re-concretization of the Japanese milieu – is bound to provoke similar catastrophes in the future.

**Keywords:** Catastrophe, Co-Arousing, Human Milieux.

Jean-Pierre DUPUY

**"A Paradise Inhabited  
by Murderers Deprived of Wickedness  
and Victims Deprived of Hatred":  
Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima**

The horrors of the 20th century have resulting in a wedge being driven between the evil caused and the evil intended. Now extreme evil may result from mediocre intentions or even from intentions to do good. The author considers such ideas using the cases of the civil nuclear disasters at Chernobyl and Fukushima.

**Keywords:** Evil, Intent, Nuclear Disasters.

NISHITANI Osamu

**Where is our Future?**

The author begins with an explanation of the two faces of Japan that were revealed to the surprise of many around world based on the attitude exhibited by the Japanese government on the occasion of its first nuclear experience; namely, the "spontaneous obedience" shown by the country's ruling elites to American policy.

This kind of melancholy that has always arisen from such a structure of submissiveness was felt once again in the response to the recent earthquake disaster and nuclear accident.

This huge catastrophe has served to clearly demonstrate the fragility inherent in a Japanese techno-industrial economy that has developed through its heavy dependency on nuclear energy and its gross negligence of natural conditions. The time has come for a transformation in not only the whole Japanese social structure, but also our core values. Despite the trend among the people in the direction of a spontaneous renaissance, the powers that be continue to stubbornly resist.

**Keywords:** Spontaneous Obedience, Techno-Industrial Economy.

Alain-Marc RIEU

### **Sovereign Technology and Democratic Control**

Fukushima is the scene of not only a nuclear accident, but also of an institutional catastrophe of worldwide significance. The power structure responsible for the catastrophe constitutes various segments of Japan's social, political and economic systems. Since March 2011, this power structure has been submitted to close and strict scrutiny. The resulting knowledge revealed by such scrutiny shows that current Japanese democratic institutions are incapable of controlling and managing the sovereign realms of technology and industry, necessitating new research that will lead to democratic reforms.

**Keywords:** Sovereign Technology, Energy, Nuclear Industry, Japan, Fukushima, Power, Democratic Control, Science Studies.

Thierry GUTHMANN

### **Crisis Management and Political Culture in Contemporary Japan: Did Prime Minister Kan Really Fail?**

The author's analysis of the objective value of the accusations of faulty management made against Prime Minister Kan Naoto, notably by his political opponents, following the crisis begun by the March 11th earthquake shows that Kan did not really fail, but above all that, he was expected to perform the role of scapegoat.

**Keywords:** Crisis Management, Political Culture, Kan Naoto, Scapegoat.

Thierry RIBAUT

### **The Nuclear Empire at a Time When Fukushima Had Not Yet Split One "Atom For Peace"**

Japan's nuclear policy has long been tied to American foreign policy, especially in the context of anticommunist ideology and the Cold War. The civil use of nuclear energy in Japan is an offshoot of America's military use, a fact that allows us to understand how one of the most earthquake-prone countries in the world was destined to become the third largest user of nuclear power in the world. The use of nuclear energy is directly linked to the propagation of the doctrine espoused by Dwight D. Eisenhower in his "Atoms for Peace" speech delivered on 8 December 1953 before the United Nations Assembly.

**Keywords:** Atoms for Peace, Civil Use of Nuclear Energy, Military Nuclear, Propaganda, Fukushima, Nippon Foundation.

Tino BRUNO

### **The Promotion of Nuclear Energy in the Japanese Press**

This article discusses how the Japanese press has dealt with nuclear energy, mainly within the sociopolitical context of the period spanning the 1950s and 1970s, by enthusiastically promulgating what the author calls the "three nuclear myths" of "peaceful development," "safety" and "socioeconomic necessity."

**Keywords:** Nuclear, Newspapers, Promotion, Myth, Japan.

Mathieu GAULÈNE

**Relieving Japan's "Nuclear Allergy":  
the Promotion of Atomic Power  
in Japan**

Introducing atomic power to a Japanese population "allergic" to the idea of anything nuclear was not an easy task. The construction of nuclear power plants had to be accompanied by various promotional campaigns, including advertising, PR centers and educational programs. However, today the events in Fukushima have constrained the efforts of the nuclear triumvirate – METI, big business and political advocates – to revise its message so as not to reactivate the "allergy".

**Keywords:** Advertising, Communication, Nuclear Day, Nuclear Lobby, "Nuclear Allergy".

major public issues for years to come.

**Keywords:** Fukushima, Nuclear, Radiation, Exposure, Norms, Controversy.

Christine LÉVY

**Voices of Women After March 11th**

Has the March 11th earthquake disaster worked to strengthen Japan's sexual division of labor? Feminist organizations in Japan are trying to answer this question by focusing on the specific needs of women, while supporting them in their mobilization efforts to deal with the consequences of the nuclear disaster.

**Keywords:** Gender, Disaster, Emotion, Rationality.

Jean LAGANE

**Environmental Disaster in Japan:  
Responding with Citizens Movements  
and Workaday Knowledge**

This paper briefly deals with the theme of community resilience in times of environmental disaster. The author analyzes how the action of private citizens, when backed by common, workaday knowledge, can compensate for a lack of official public response. This approach is based upon practices of resilience developed by local citizens movements after the industrial waste pollution disasters in Minamata and Toyama.

**Keywords:** Community Resilience, Citizens Movements (*Jūmin Undō*), Disaster, Workaday Knowledge.

Paul JOBIN

**Whom Does Radiation Protection  
Actually Protect?**

During the first weeks of the March 11th catastrophe, the maximum level of radiation exposure for nuclear plant workers was set at 250 millisieverts (mSv) per year, instead of the normal 20 mSv. Then, following the recommendations of the International Commission on Radiation Protection, the government decided that the inhabitants of Fukushima Prefecture could be exposed to a maximum of 20 mSv a year (opposed to 1 mSv in normal times). The resulting controversy over whom, and to what extent, radiation "protection" really "protects" will be one of the

NAMIOKA Shintarō

**The Politics Surrounding Reparations for Fukushima Farmers: the Case of Nōminren**

Will it be possible for the farm families of Fukushima in the midst of radioactive pollution to revive an agricultural form of production based on personal relations of trust with consumers, including those in the farm-fresh market?

The author of this article shows that the system in place for reparations is incapable of sufficiently responding to the damages sustained by individual farm families.

While offering a critique of the system, the author analyzes the attempts made by the Farm Alliance of Fukushima (Nōminren) to link demands for reparations to the anti-nuclear power movement, labeling it an experiment in a deliberative form of democracy emerging from a subaltern counterpublic.

**Keywords:** Nōminren, Reparations for Damages, Fukushima, Deliberative Democracy, Subaltern Counterpublics.

Hiroko HUMBERT-AMEMIYA

**The Effects of March 11th on the Farm Families of Fukushima: How to Face Up to Extreme Conditions?**

Although the March 11th cloud of nuclear disaster displaced the surrounding cultivators from their land, it had one silver lining. Once relieved of burdens inherited from their ancestors, these farm families are now entitled to rebuild their

lives as they see fit. Following the paths chosen by three displaced farm families, the author shows how they are designing their futures.

**Keywords:** Displaced Farmers, Organic Agriculture, the Burden of the Community, Beautiful Fukushima.

EGUCHI Kumi, KUBOTA Aya,  
NAGASE Setsuji, KUROSE Takefumi  
**The Reconstruction of Ōtsuchi: a Study Based on the Will of Local Residents**

This article contains findings from a study done by the University of Tokyo Urban Design Laboratory in cooperation with the inhabitants of Akahama, a neighborhood in the town of Ōtsuchi (Iwate Prefecture), in order to propose a reconstruction plan taking into account Akahama's disaster history and the hopes and dreams of its residents.

**Keywords:** Ōtsuchi Township, Will of the Residents, Reconstruction, Fishing Village, Depopulation.

Murielle HLADIK  
**Challenges to Post-Disaster Reconstruction:**

**Repairing the Urban Fabric and Reestablishing Social Cohesion**

What are the ethical, economic, environmental and social issues surrounding post-disaster reconstruction? Following emergency intervention, the task of reconstruction leads to new questions

regarding security: Is “zero risk” conceivable? How is the affected community to repair and maintain the social cohesion that previously existed in the area, but which has been totally devastated? Is it possible to stimulate hope and construct a foundation for a new beginning?

**Keywords:** Post-Disaster Reconstruction, Repair, Social Cohesion

Cécile ASANUMA-BRICE

### **Public Housing Policy in Response to March 11th**

The earthquake disaster of March 11, 2011, brought once again to the forefront the issue of how victims were to find emergency housing and the role of government in that process. The dilemma facing the latter is whether it will revive a system it has already considered obsolete or leave it up to the victims themselves to secure their own safety net with respect to rehousing.

**Keywords:** Town Planning, Public Housing, Temporary Housing, Care.

Patricia MARMIGNON

### **The Revival of Local Neighbourhood Communities and Associations After March 11th**

Neighbourhood communities known as *chōnaikai* are a characteristic feature of Japanese society, but have, nevertheless, changed over time since their inception in 1968. The direction of this change, at

least up until the earthquake disaster of March 11, 2011, was tending towards more and more local autonomy and clearer recognition of the rights of individual members of the community.

**Keywords:** Association, Local Autonomy, Neighbourhood Community.

Manuel TARDITS

### **Living and Being Alive in Japan**

In figuring out how to prevent and cope with recurrent natural disasters and related human activities, we must add a renewed, broader ecological vision. What is needed is serious debate about the existing nuclear energy model, as well as about our models of urban and societal development.

**Keywords:** Nuclear Energy Model, Urban and Societal Development.

Coralie CASTEL

### **Reconstructing Memories: Restoring Photographs Swept Away by the Kesenuma Tsunami**

The city of Kesenuma, one of the communities victimized by the tsunami of March 11th, has become the site of an association of inhabitants who have undertaken to clean and restore thousands of personal photographs found in the muddy ruins, and eventually return them to their owners. This type of collective action to “save memories”, which is supported by volunteers from all the country, is one way of contributing to

the reconstruction and revival of local society.

**Keywords:** Photographs, Memory, Collective Action, Volunteer Work, Reconstruction.

Philippe PELLETIER

**The Flood Missed Japan:  
Natural Disasters Within  
Japanese Culture**

There is no philosophical notion of catastrophic events due to natural causes that structures Japanese culture. The “sinking of Japan” described in contemporary science fiction literature and movies has more to do with the cathartic process stemming from military defeat and atomic bombings in 1945. There is no Flood myth in Shintō mythology. The legend of Kōraijima (Gotō islands, Nagasaki prefecture), which relates the sinking of a small island and its inhabitants, mixes beliefs adopted from China and Shintō, but in particular incorporates Biblical accounts read by the region’s Christians who went into hiding during the Tokugawa period.

**Keywords:** Nature, Natural Disaster, Submersion, Flood, Apocalypse, Mythology, Legends.

through studying a collection *namazu-e* (woodblock prints depicting catfish), their effects during the earthquake of October 1855 and similarities to the aftermath of the March 11th tragedy.

**Keywords:** *Namazu-e* (Catfish Prints), Japanese Imaginary World, Japanese Myths, Natural Disasters, Shintō Deities.

Julien BERNARDI-MOREL

**Cataclysm and Politics  
Within the Japanese Imagination:  
*Namazu-e* of the Ansei-Edo Earthquake**

This article attempts an analysis of the relationship between natural disasters and politics within the Japanese imagination

## 要旨

レミ・スコシマロ

### 地域的特色からみた津波対策の盲点

三陸海岸一帯では高度成長期に巨大堤防が建設され、それは世界レベルを誇る最先端の津波対策であると考えられていた。にもかかわらず、東日本大震災時の津波で同地域はほぼ壊滅してしまった。これは何を意味するのだろうか。最先端技術による巨大堤防に守られているという過信が、危険区域として従来知られていた区域への居住を可能にし、かえって、住民を危険にさらす結果となってしまった、とは考えられないだろうか？

**キーワード：**巨大堤防、都市化、危険性、防災都市計画、社会・空間構造

マリ・オジャンドル

### 地理的災害モデル

歪みの蓄積、破壊、伝搬は地震の生起過程における気まぐれな周期的要素であるが、こういったサイクルは災害のプロセスにも当てはまる。3月11日の大震災は、これまでの実績ある防災対策を根本から覆し、新たな段階に移行するきっかけを与えた。このように、この震災は災害のリスクが変化しやすいものであることを我々に気づかせた。

**キーワード：**共存、共進化、地震、地理的災害モデル

オギュスタン・ベルク

### 風土と縁起と天災・人災

3.11の災禍は津波というただの天災ではなく、現代文明特有の脱風土化の結果でもある。その過程において、人間主体は歴史の体験を忘れ、具体的な風土を抽象的な広がりへ還元し、それを資本の利益源としてしか捕らえない。その結果、天災が縁起された（互いに引き起こされた）といえるほど、その影響が大いに悪化された。

**キーワード：**禍災、縁起、風土

ジャン＝ピエール・デュビュイ

### 「悪意無き殺害者たちと

### 憎悪無き犠牲者たちの住む天国」

### —— 広島、チェルノブイリ、福島

20世紀に起こった次々の惨禍のあとでは、我々はもはや悪は常に悪意の結果であるとは断定できない。極端な悪が、時には、愚かな意図や、善を行おうとする意図からさえ引き起こされるのだ。本稿では、チェルノブイリと福島における、民生用原子力産業の破局的ケースについて検討する。

**キーワード：**悪、意図、破局的災害

西谷修

### 「未来」はどこにあるのか

まず、世界を驚かせた日本の二面性を、最初の核の経験に際して日本政府のとった態度から説明（支配層のアメリカへの「自発的隷従」）する。この構造の不幸が大震災・原発事故に関しても反復された。

今回の大震災は、自然条件を無視して原発に依存し発展してきた日本の技術・産業・経済システムの脆弱さを明らかにし、社会構造全般と価値観の転換を迫っているが、民衆の示した自発的な再生の方向にも関わらず、従来勢力からの抵抗は大きい。

**キーワード：**自発的隷従、技術・産業・経済システム

アラン＝マルク・リュ

### 君臨するテクノロジーと民主的コントロール

福島の大規模的災害は、何よりもまず制度的なものである。それはひとつの技術（原子力技術）と一つの産業を結びつける権力構造を問い直し、その権力構造が政党やメディアの中に入り込んでいる様子を問い直す。この災害はまたその権力構造の精緻な分析を可能にする。このようにこの災害は、このような権力に対峙するために展開すべき民主的制度についての議論を引き起こすことになる。

**キーワード：**君臨するテクノロジー、エネルギー、原子力産業、日本、福島、権力、技術的民主主義、認識論

ティエリー・グットマン

### 危機管理と現代日本の政治文化

#### ——菅直人首相は本当に過ちを犯したのか

当論文において著者は、3月11日の大震災以降の菅直人首相による危機管理に対するとりわけ野党からの多くの批判を客観的に分析することを通じて、実際には首相の判断のなかで明らかな失策といえるものは意外に少なかったことを論証し、そこから、菅首相が世論にとってのスケープゴートの役割を果たしたということを論証する

**キーワード：**危機管理、政治文化、菅直人、スケープゴート

チエリー・リボー

### 原子力の帝国

#### ——福島がまだ「平和のための原子力」

#### を吐き出していなかったとき

日本の原子力政策は米国の反共政策と冷戦に緊密に縛り付けられており、そのことによるのみ地震の危険に最もさらされている国の一つがなぜ世界で第3位の原子力国となったのが理解可能になる。日本における民生用原子力の開発は、アイゼンハワー大統領が1953年12月8日に国連で行った演説「平和のための原子力」の中に込められている教義の世界への拡散の中に位置付けられる。

**キーワード：**平和のための原子力、原子力の平和利用、軍事用の核、プロパガンダ、福島、日本財団

ティノ・ブリュノ

### 日本の新聞における原子力の宣伝

日本は原子力を強く推進するために、国民の放射線に対する「恐怖」を払拭する必要があった。そのために新聞が宣伝に大きな役割を果たしたとされるが、根拠に乏しい。

本論文では、朝日新聞と読売新聞はいかに原子力を報道してきたかを検証し、そのため平和神話、安全神話と必須神話という三つの神話を定義し、社会経済的な背景も探る。原発事故の報道を検討しながら、インターネット社会で起きた福島第一原発事故が浮き彫りにした新しい情報社会を考察する。

**キーワード：**原子力、新聞、宣伝、神話、日本

マチユ・ゴレンヌ

### 「核アレルギー」の日本人を回心させる

#### 日本の原子力推進

原子力アレルギーの極めて強い日本国民に原子力発電を受容させることは容易なことではなかった。そのため発電所の構築と並行して、広告・宣伝・PRセンターの創設、説明会の実施など、様々なプロモーション・キャンペーンに力が入れた。しかし今日、これまで日本の原子力発電をリードしてきた三人組とも言える経産省・産業界・政界は、福島で起きたことによって広報活動の見直しを迫られている。

**キーワード：**広告、宣伝、原子力の日、原子力村、核アレルギー

ポール・ジョバン

### 放射線保護はだれを保護するのか

福島原発災害の最初の一か月で、日本政府は原発労働者の年間被曝最高基準を通常の20ミリシベルトより205ミリまで上げ、そして子どもを含めて福島県民に関しては、通常の1ミリより20ミリまで上げた。その決定は激しい論争を起こした。いったい、放射線保護はだれを保護するのか。これ問題は、通常原発産業の基本問題であり、これから長く続く重要な公衆衛生の問題であろう。

**キーワード：**福島、放射線、基準、論争

クリスチーナ・レヴィ

### 3・11 東日本大震災後の女性たちの声

大震災はジェンダーの性役割を強化したであろうか。フェミニスト団体は女性のニーズを認知することでこの問題に取り組み、そして原発に向き合う女性を支援している。

**キーワード：**ジェンダーと震災、感動、理

ジャン・ラガンヌ

### 日本における「環境災害」

#### ——非専門的知識から市民運動へ

本論文では、環境社会学のパスベクティブから、生活環境の破壊に面した共同体の再生力について考察する。とりわけ「福島（東日本大震災における福島第一原発事故）」を例にとりあげる。要点は、専門家や行政システムの無力を前に、民間のひとびとが世俗知を支えにいかに行動するかを解明することにある。ここでのアプローチは、水俣と富山の産業廃棄物による公害病の時代に、市民運動

(〈住民運動〉)により発展した再生運動の歴史的分析により補完されるものである。

**キーワード**：共同体再生、住民運動、大災害、世俗知

浪岡新太郎

#### **福島**の農家にとっての損害賠償を巡る政治

放射線汚染に対して福島の農家たちは、産直など消費者との個別の信頼関係に基づく農業形態を取り戻すことが可能なのだろうか。

本稿では損害賠償制度が個々の農家の損害に対して十分に対応できていないことを明らかにした。

その上で、現在の制度を批判し、反原発運動と損害賠償請求を結びつける農民連福島の取り組みを対抗的公共性をもった討議民主主義の試みとして分析した。

**キーワード**：農民連、損害賠償、福島、討議民主主義、対抗的公共圏

アンペール-雨宮 裕子

#### **極限**の選択を生きる福島の被災農民たち

原発事故で、農民は生活の糧である土地を奪われた。その災難が、考えようによっては、プラスに転じる可能性を秘めている。農家の跡取りという世襲の重荷をとかれ、自分で好きな道を選んで、生活再建に取り組むことが出来るのだ。二本松の三人の被災農家を例に、彼らがこれからどう生きようとしているのかを追ってみる。

**キーワード**：被災農民、有機農業、地域社会のしがらみ、美しい福島

江口久美、窪田亜矢、永瀬節治、黒瀬武史

#### **東日本大震災後の大槌町の復興**に関して——住民の望みに関する研究

本研究は、被災の歴史と住民の願いを考慮した復興計画を提案するために、大槌町赤浜地区の住民と協力して東京大学都市デザイン研究室により行われた活動の成果である。

**キーワード**：大槌町、住民の願い、復興、漁村、人口減少

ミュリエル・ラディック

#### **復興**の諸問題

##### ——都市という織布をつくるい直す、社会的紐帯を結び直す

復興にあたっては、倫理、経済、環境、社会のそれぞれの側面において、どのようなことが問題点として挙げられるだろうか。緊急対策の段階が過ぎ、復興における安全性の問題が浮上している。「リスクゼロ」を目指すことは可能であるのか。かつてあった社会的紐帯は今や大きく損なわれてしまったが、それをどのようにして「結び直し」「つくるい直す」ことができるだろうか。どのようにして希望を再び見出し、復興させることができるだろうか。

**キーワード**：復興、つくるい直す、結び直す

セシル・浅沼 = プリス

### 3・11 大震災後の公共住宅政策

2011年3月11日の大震災により、被災した人々の避難住宅問題とその過程における公権力の役割の問題が改めて浮き彫りとなった。公権力は使い古しの社会福祉制度をまだ使い続けるつもりなのだろうか、それとも被災者への住宅提供問題については自らの手で社会保障を確保するよう住民に委ねていくのだろうか。

**キーワード**：都市計画、公共住宅、仮設住宅、社会福祉

パトリシア・マルミニョン

### 町内会とコミュニティ

#### —2011年3月11日の後の地域回帰

町内会は日本の特徴である。時間の経過を通して発展をしてきた。そして、コミュニティは1968年から発達した。この過程において2011年3月11日までに、地域自治への転機並びに個人の権利の認知が始められたようである。

**キーワード**：コミュニティ、地域自治、町内会

マヌエル・タルディッツ

### 日本に生きる

起こりうる自然災害に対して人間はどうするべきか？ それに対して、より広く、そして柔軟なエコロジカルな視点をもつべきであろう。核エネルギーモデルと都市社会開発についての我々のモデルの間の関係の議論するべきだと考える。

**キーワード**：エネルギーモデル、都市社会開発

コラリー・カステル

### 思い出の復興

#### —気仙沼市の津波で流された写真洗浄

被災地の気仙沼市で、住民たちの団体が津波で流された何万枚の写真を洗って持ち主に返すような活動を行っている。この活動は「思い出を救う」という目的をもち、全国からのボランティアの支援を受けている。結局その共同的な活動が地域社会の復興に重要な役割を果たしていると言える。

**キーワード**：写真、記憶、共同的な活動、ボランティア、復興

フィリップ・ベルティエ

### 日本を除く洪水——日本文化内部における自然の不確実性と災害

何らかの自然の不確実性に起因する破局的災害を中心問題とするいかなる哲学も日本の社会文化の基本構造を形作ってはいない。SFで想像された日本列島の沈没は、1945年の軍事的敗北と原爆による無力化によって引き起こされたカタルシスの領域に属する。不思議なことに神道の神話には洪水の神話が欠如している。一つの島とその住民の水没を物語る高麗島（長崎県五島列島）の伝説には、中国起源の信仰、神道、そして特に隠れキリシタンたちの聖書を經由したキリスト教起源の信仰が混在している。

**キーワード**：自然、不確実性、破局的災害、沈没、洪水、黙示録、神話学、伝説

---

---

ジュリアン・ベルナルディ＝モレル 

**日本において想像がつくり出した世界の中の  
大異変と政治——安政江戸地震の鯨絵**

本論文は、いくつかの鯨絵（ナマズを描いた浮世絵）と、1855年の地震の際にそれらのもたらした効果、および2011年3月11日の震災時にも存続しえたとみられる類似点の研究を通して、日本において想像がつくり出した世界の中の自然災害と政治の関係を分析しようと試みるものである。

**キーワード：**鯨絵、日本の架空、日本の神話、天災、神道の神々

# Recommandations aux auteurs

La revue *Ebisu*, fondée à la Maison franco-japonaise en 1993, publie des textes en langue française – articles, traductions, témoignages, bonnes feuilles, comptes rendus et recensions d’ouvrages – dans le domaine des études japonaises.

Les articles proposés, d’une longueur de 60 000 signes maximum (espaces et notes comprises), sont examinés de manière anonyme par deux ou trois lecteurs avant que leur publication ne soit décidée. Les textes sont cependant publiés sous la responsabilité scientifique de leurs auteurs, et non de la revue.

Les manuscrits doivent être envoyés par e-mail, sous forme de fichier attaché, à l’adresse suivante : [ebisu@mfi.gr.jp](mailto:ebisu@mfi.gr.jp).

Les instructions pour les auteurs sont téléchargeables à l’adresse internet : [www.mfi.gr.jp/publications/ebisu/](http://www.mfi.gr.jp/publications/ebisu/).

Ces manuscrits ne comportent que des éléments libres de tous droits et ceux-ci sont cédés de par l’envoi du manuscrit à la revue *Ebisu* qui pourra les utiliser pour leur publication sous quelque forme que ce soit. Un document en attestant sera mis à la signature des auteurs.

## *Note sur les transcriptions*

La transcription du japonais en *rōmaji* adoptée dans *Ebisu* suit le système Hepburn modifié. Les voyelles longues sont indiquées par un macron.

Les mots d’origine japonaise tombés dans l’usage courant en français (c’est-à-dire les mots répertoriés dans les dictionnaires de langue française généraux et dont la signification est sans équivoque pour tout locuteur français non japologue) sont orthographiés comme des mots français lorsqu’ils apparaissent dans une phrase française (on écrira ainsi : des judokas, Tokyo, saké, etc.).

# Abonnement à *Ebisu*

(bulletin d'abonnement au dos)

*Tarif (frais d'envoi compris pour deux numéros par an) :*  
6 000 yens au Japon  
50 euros en France et tout autre pays

*Règlement :*

© *Du Japon, en yens, par virement bancaire :*  
Sumitomo Mitsui Banking Corporation, Meguro Branch,  
Checking Account n° 269125,  
Account Name : Maison franco-japonaise.

© *De tout autre pays, en euros, par chèque :*  
à l'ordre de l'agent comptable de la MFJ.

*Pour commander Ebisu au numéro :*

Consulter le site Internet de la Maison franco-japonaise :  
[www.mfj.gr.jp/publications/ebisu/](http://www.mfj.gr.jp/publications/ebisu/)  
où vous pourrez télécharger un bon de commande  
à nous renvoyer rempli.  
Le tarif est de 3 000 yens au Japon,  
25 euros en France et tout autre pays.

# Bulletin d'abonnement à *Ebisu*

NOM Prénom : .....

Organisme : .....

Adresse de livraison : .....

.....

Je désire m'abonner à *Ebisu* (pour 2 numéros par an) à partir du n° .....

Fait le : ..... à .....

Signature :

***Bulletin à renvoyer au :***

Bureau français de la Maison franco-japonaise  
3-9-25, Ebisu, Shibuya-ku,  
150-0013 Tokyo, Japon.

***Informations :***

© Tel : + 81 (0)3 5421 7641  
© Fax : + 81 (0)3 5421 7651  
© E-mail : [ebisu@mfj.gr.jp](mailto:ebisu@mfj.gr.jp)

Recherche

#### Index

- Auteurs
- Mots-clés
- Géographie
- Périodes & Événements
- Domaines

#### Nombres en texte intégral

- 16 | 2009  
L'invention des « arts populaires » – Yanagi Sôetsu et le Mingei
- 15 | 2008  
Guerre, colonialisme et commémoration
- Hors-série | 2008  
Autour du *Genji monogatari*

#### Tous les numéros ->

#### Les appels à contributions

- 2013 : Le fait religieux au Japon
- 2012 : Arts du spectacle, arts de la scène au Japon
- 2011 : Le Japon et le fait colonial

#### La revue

- Cipango
- Brève histoire de la revue
- Cipango — Japanese studies. English edition
- Composition scientifique
- Partenaires
- Consignes aux auteurs
- Soumettre un article ou un ouvrage

#### Informations

- Contacts
- Crédits

#### Syndicatio

- Fili des numéros

*CIPANGO* est une revue de l'INALCO, consacrée à des études en langue française portant sur le Japon.

Sa perspective se veut pluridisciplinaire (histoire, ethnologie, géographie, économie, linguistique, littérature, arts, cinéma...). Elle privilégie les études de fond utilisant principalement des sources originales en langue japonaise.

Actuellement, *CIPANGO* est la seule revue scientifique sur le Japon éditée en France. Elle accueille les articles des chercheurs rattachés à des institutions françaises, ainsi que, très régulièrement, des contributions émanant de chercheurs étrangers, qu'ils soient japonais, européens ou bien américains.

Exigeante dans ses choix, *CIPANGO* veut être une référence en ce qui concerne les études japonaises en langue française.

#### Calenda | Japon

- Katsushika Hokusai. Le vieux fou d'architecture
- Jeunesse et désobéissance en France et au Japon
- Productions alimentaires et catastrophes au Japon
- Dimensions of the Labor Market Dynamics
- Impressions d'Extrême-Orient vol. 4
- Keisai (1764-1824) et l'art du livre illustré
- Catastrophe, mémoire, avenir
- Cycle de conférences de la Maison franco-japonaise (2011-2012)
- Accéder au site...

## “ dernier numéro en ligne Hors-série | 2008 Autour du *Genji monogatari*



Informations sur cette image

Entre 2004 et 2008, le Centre d'Études Japonaises de l'Inalco a organisé quatre journées d'études autour du grand roman japonais du XI<sup>e</sup> siècle, le *Genji Monogatari* : la première, centrée sur les questions littéraires, la seconde consacrée à l'époque qui a vu la naissance du *Roman du Genji*, la troisième autour de la peinture, la calligraphie et la musique, et la quatrième, organisée avec l'Université Rikkyô, sur le thème de la réception de ce roman. Lors de chacune de ces rencontres, plutôt que d'aborder l'œuvre d'une

manière frontale, nous avons cherché à en faire un catalyseur entre nos champs de recherche respectifs.

Les articles que nous présentons ici sont des échos des deux premières journées. Le versant littéraire s'organise d'abord selon une perspective diachronique et retrace le cheminement qui conduit à l'écriture de ce roman, puis sa réception – adaptation et utilisation – dans les époques ultérieures. Plusieurs des contributions présentées ici s'appuient sur des analyses du chapitre *Suma*, auquel nous avons choisi de nous attacher plus particulièrement. Les articles issus de la seconde journée « L'époque du *Genji monogatari* » s'ordonnent, en revanche, de manière synchronique. Les historiens et les spécialistes de la pensée se sont penchés sur les principaux thèmes qui constituent la toile de fond de l'époque où vivait cette romancière.

*Cipango – Cahiers d'études japonaises*  
est désormais en ligne

<http://cipango.revues.org/>

*Special Issue*

## **The March 11, 2011 Catastrophes and the Fukushima Disaster**

*Fractures and Emergences*

Edited by Thierry RIBAUT & Christine LÉVY

---

**Introduction** | Christine LÉVY | **Spatial & Geological Aspects** | Rémi  
SCOCIMARRO | Marie AUGENDRE | **Problematising the Catastrophe** |  
Augustin BERQUE | Jean-Pierre DUPUY | NISHITANI Osamu | Alain-Marc  
RIEU | **Nuclear Energy & Politics** | Thierry GUTHMANN | Thierry RIBAUT  
| Tino BRUNO | Mathieu GAULÈNE | **Protection & Protest** | Paul JOBIN |  
Christine LÉVY | Jean LAGANE | NAMIOKA Shintarō | Hiroko HUMBERT-  
AMEMIYA | **How to Rebuild?** | EGUCHI Kumi, KUBOTA Aya, NAGASE Setsuji,  
KUROSE Takefumi | Murielle HLADIK | Cécile ASANUMA-BRICE | Patricia  
MARMIGNON | Manuel TARDITS | Coralie CASTEL | **Representation of the  
Catastrophe** | Philippe PELLETIER | Julien BERNARDI-MOREL | **Inside Look** |  
KAMATA Satoshi | **Outlook** | Thierry RIBAUT |

---

**Book review**

---

**Abstracts**

---

47

spring-summer  
2012

Maison franco-japonaise

ISSN : 1340-3656